

n° 10

Conseil Municipal

Réunion du 22 Décembre 1983

Compte rendu

(Adopté à la séance du 17 Mars 1984)

La séance est ouverte à 17 heures 20, sous la présidence de Monsieur Pierre MAUROY, Maire de Lille.

Monsieur LE MAIRE - Mesdames, Messieurs, chers Collègues, la séance du Conseil Municipal est ouverte.

Je prie Mme Véronique DAVIDT de bien vouloir prendre la charge de Secrétaire de séance et de procéder à l'appel.

(Madame DAVIDT procède à l'appel nominal)

Présents : Mme BELL, MM. BERTRAND, BOCHNER, BODARD, Mmes BOUCHEZ, BRUNEL, BUFFIN, MM. BURIE, CACHEUX, CAILLIEZ, Mme CAPON, MM. CARDON, CATESSON, CATTÉLIN, CHOQUEL, Mme CODACCIONI, MM. COLIN, DASSONVILLE, DAUBRESSE, Mmes DAVIDT, DEFRANCE, MM. DEGREVE, DELANNOY, Mme D'ERCEVILLE, MM. DEREUX, DEROSIER, DONNAY, Mme ESCANDE, MM. ETCHEBARNE, FREMAUX, FRISON, KEIGNAERT, LE JAN, MARTINOT, MATRAU, MAUROY, Mme MERESSE, M. MOLLET, Mmes MOREL, NEFFAH, MM. OLIVIER, PAUWELS, Mme PETIT, MM. PIERENS, PILATE, ROMAN, SINAGRA, Mme STIKER, MM. SYLARD, THIEFFRY, VAILLANT, VIDAL, VIRON, WAVRANT, WINDELS.

Excusés ayant donné pouvoir : Mlle CARBONNEAUX, MM. CHAUVIERRE, DEBEYRE, DESCAMPS.

Je vous remercie.

Voici comment va se dérouler cette séance du Conseil Municipal :

Nous allons prendre les dossiers dans l'ordre et à dix-huit heures trente, il y aura une remise de distinctions. J'aurai le plaisir de remettre à Mlle CROMBEZ qui est présente dès maintenant et que je salue, les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur, et je distinguerai dans l'Ordre National du Mérite M. QUEMOUN qui est également présent et que je salue.

Nous commençons cette réunion du Conseil Municipal par quelques informations qui sont données par le Maire.

Je dois d'abord parler de la Ville de Liège qui a été sinistrée en novembre, du fait d'un séisme qui a provoqué d'importants dégâts matériels, et, hélas, qui a causé la mort de deux personnes. C'est déjà trop mais il aurait pu y en avoir beaucoup plus. C'est même extraordinaire qu'il n'y ait eu que deux victimes : malheureusement, on compte de nombreux blessés.

Un message a donc été adressé à Liège, nous avons proposé l'aide de la Ville, mais les Liégeois ont fait face à la situation avec courage et avec l'appui de leurs services municipaux.

J'ai appris, comme vous, par la presse la mort de M. Auguste DEAN, qui a été membre du Conseil Municipal de Lille. C'est une personnalité bien connue : ancien déporté, résistant, il était Commandeur de la Légion d'Honneur au titre des Armées, il avait la Médaille de la Résistance et un grand passé de résistant et de déporté.

La presse nous a appris son décès, et l'Assemblée Municipale s'associe aux condoléances que nous présentons à la famille de Monsieur DEAN.

Je voulais dire un mot au Bâtonnier LEVY pour lui souhaiter un prompt rétablissement, mais on m'a dit qu'il avait repris ses activités. Il a été immobilisé pendant quelques semaines, mais je n'ai jamais douté qu'il se rétablirait vite. En tout cas, cela fait plaisir de l'apprendre et de vous le communiquer.

Des mariages ont été célébrés à l'Hôtel de Ville, et non des moindres !

Celui de notre Collègue, Patricia BELL qui a épousé Monsieur Thierry LELEU. J'aurais aimé les marier, mais j'étais en Argentine à ce moment-là. J'ai quand même eu l'occasion de m'associer à leur bonheur au nom de l'Assemblée Municipale, nous accueillons une jeune mariée, nous lui adressons notre respectueuse et très vive amitié.

M. Maurice MARTINOT a marié son fils, Jean-Christophe à Mlle Véronique DUQUENNOY. Je leur transmets tous mes vœux de bonheur.

Mme Denise CACHEUX, qui fut Conseiller Municipal et Adjoint au Maire de Lille, a marié sa fille Françoise à M. Michel FAUQUETTE.

A ces heureux époux, nous transmettons les vœux de bonheur de l'Assemblée Municipale de Lille.

Nous avons également appris que notre Collègue Marcel BODARD avait été fait Chevalier du Mérite Agricole. Tous les membres du Conseil Municipal s'associent à moi pour vous féliciter, cher Collègue, très amicalement.

M. BODARD - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur LE MAIRE - Dans un autre registre, je veux informer le Conseil Municipal que, sur la proposition de M. le Secrétaire Général, j'ai nommé M. Bernard FLOTIN Secrétaire Général Adjoint de la Mairie de Lille.

Tout le monde connaît Bernard FLOTIN : il dirige avec une très grande compétence les Services Financiers de la Ville. L'affaire vaut d'être mentionnée car Bernard FLOTIN était un fonctionnaire d'Etat, Inspecteur du Trésor à la Trésorerie Principale, et j'avais remarqué que la Trésorerie Principale avait bien de la chance d'avoir un Inspecteur aussi valeureux. Je lui ai proposé de passer du service de l'Etat au service de la Ville, dans une période où ce n'était pas si simple. Cela va devenir plus facile avec les lois de décentralisation. D'autant qu'on lui proposait la Cour des Comptes, non pas à Paris, mais bien loin, en Afrique ! Il a eu le choix entre partir à l'étranger ou servir la Ville de Lille. Il a choisi de servir la Ville de Lille, et depuis, c'est lui qui a la direction de nos Services Financiers.

Nous en sommes tous satisfaits, d'autant qu'il a eu à charge d'informatiser les services de la Ville. Je crois qu'il est apprécié du Personnel, du Secrétaire Général, ce fût donc très facile pour moi, et très agréable, de suivre le mouvement général et de le nommer Secrétaire Général Adjoint de la Ville, puisque M. DERCEUX vient de partir en retraite.

Je le félicite donc au nom de l'Assemblée Municipale.

Je voulais encore vous dire que, juste avant d'ouvrir la séance du Conseil Municipal, j'ai reçu une délégation de MASSEY-FERGUSON. C'est un conflit dur que connaît cette grande entreprise à Marquette, en proie à de très grandes difficultés. Les membres du Conseil Municipal ont souhaité avoir un débat à ce sujet, tout à l'heure, et que les uns et les autres puissent intervenir. Si vous le voulez, je porterai donc cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée Communale pour que vous puissiez vous exprimer sur cette affaire.

Nous prenons notre ordre du jour :

La chemise n° 1, ce sont les dossiers du Maire.

SECRETARIAT GENERAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Je signale, pour les Lilloises et les Lillois qui sont avec nous ce soir, ainsi que les Conseillers des quartiers que je salue tout particulièrement, que nous avons un certain nombre de dossiers devant nous. Ces dossiers relèvent de telle ou telle délégation d'Adjoints, de Conseillers Municipaux délégués. Ils nous arrivent très préparés, ils ont été discutés lors de leur examen par les Commissions Municipales compétentes, ils sont obligatoirement passés par le Conseil de Municipalité, et nombre de ces dossiers ont fait l'objet d'une discussion en Commission des Finances parce qu'ils impliquent les crédits de la Ville. C'est vous dire s'ils sont passés à différents stades au cours de l'instruction réglementaire, au terme de laquelle ils sont soumis au Conseil Municipal, qui, lui, doit décider souverainement.

Pour certains dossiers, cela vaut la peine qu'on vous explique de quoi on parle, c'est alors l'Adjoint concerné qui présente l'affaire, mais lorsque ce sont des dossiers administratifs qui ne posent pas de problème (car il y a des dossiers qui, comme les saisons, reviennent régulièrement devant le Conseil Municipal), nous passons rapidement. Si l'Adjoint concerné dit qu'il n'y a rien de spécial, c'est qu'il s'agit de dossiers administratifs, ce n'est pas du tout qu'il n'a pas envie de parler !

Dans les rapports du Maire, nous devons d'abord adopter le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 22 octobre 1983.

82/2/350 : Conseil Municipal - Séance du 22 octobre 1983 - Compte rendu.

Y a-t-il des observations ?

Il n'y en a pas.

Il est donc adopté.

Nous devons également adopter le compte-rendu de la Séance du Conseil Municipal du 3 décembre 1983. C'était une séance rapide de désignations.

82/2/351 : Conseil Municipal - Séance du 3 décembre 1983 - Compte rendu.

Y a-t-il des observations ?

Il n'y en a pas.

Ce document est donc également adopté.

83/2/352 : Lois n° 70/1297 du 31 décembre 1970, 78/753 du 17 juillet 1978 et 82/213 modifiée du 2 mars 1982 (articles L 122/20 et L 122/21 du Code des Communes) - Délégation au Maire - compte rendu au Conseil Municipal.

Le rapport n° 83/2/352 est un rapport administratif. Il s'agit de rendre compte au Conseil Municipal des décisions prises par le Maire dans le cadre de la délégation générale qui lui a été donnée par l'Assemblée Communale.

Il n'y a pas d'observation ?

Adopté.

83/2/353 : Caisses de Crédit Municipal - Nouvelle composition des Conseils d'Administration conformément au décret n° 83/914 du 7 octobre 1983 - Représentants de la Ville de Lille.

Adopté.

COMMUNE ASSOCIEE
D'HELLEMES

Rapporteur : Monsieur DEROSIER
Maire délégué de la Commune Associée
d'Hellemmes

83/2/354 : Logement Ecole Jean Jaurès - Rachat de matériel.

83/2/355 : Contrat de financement en date du 2 novembre 1977 du poste de directeur au club Léo Lagrange - Avenant n° 2.

82/2/438 : Commune Associée d'Hellemmes - Service spécial de transport scolaire à destination du C.E.S. Saint Exupéry - Participation financière des familles - Dispositions complémentaires.

Il n'y a pas d'observation.

Adoptés.

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Information et
des Relations Publiques

Villes Jumelées

Rapporteur : Monsieur BOCHNER
Conseiller Municipal délégué

83/2/356 : Participation de la Ville de Lille au Congrès de Montréal du 24 au 28 septembre 1984.

83/2/357 : Echange entre le C.E.S. Saint Exupéry à Hellemmes et un lycée de Cologne : demande de subvention.

Pas d'observation, Monsieur le Maire.

Monsieur LE MAIRE - Je vous donne un exemple pour illustrer mes propos de tout à l'heure ; M. BOCHNER nous dit qu'il n'y a pas d'observation : Un de ses rapports concerne une demande de subvention pour un échange entre le C.E.S. Saint Exupéry à Hellemmes et un lycée de Cologne, c'est un dossier administratif.

Adoptés.

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Information et
des Relations Publiques

Information

Rapporteur : Madame BOUCHEZ
Adjoint au Maire

83/2/437 : Radios locales - Demande de subvention au titre de 1983.

Il s'agit de l'accord de subvention pour trois radios locales qui ont reçu le droit d'émettre sur la Ville de Lille. Deux d'entre elles avaient eu des subventions au budget supplémentaire de l'année dernière, et je pense que, l'an prochain, on pourra les intégrer au budget primitif.

Monsieur LE MAIRE - Les radios locales, c'est très important ! Nous leur accordons donc une subvention ?

Mme BOUCHEZ - Oui, Monsieur le Maire, et nous rediscuterons avec eux pour que, l'an prochain, ces subventions soient intégrées au budget primitif et non plus au budget supplémentaire.

Monsieur LE MAIRE - On a dit de « Radio-Judaïca » que c'était une radio confessionnelle, mais c'est une confusion. C'est une radio de la communauté juive, mais le qualificatif juif n'est pas confessionnel. Les Juifs ont une histoire nationale qui est l'histoire sainte des autres, mais aussi la leur ; c'est une caractéristique du peuple juif, mais ce n'est pas pour autant qu'il s'agit d'une radio confessionnelle.

Je tenais à le préciser pour ceux qui ont voulu voir des complications, comme s'il n'y en avait pas déjà assez ailleurs sur ce plan-là.

M. PIERENS - Est-il possible de savoir quels sont les critères qui ont présidé aux différentes subventions et à la différence qu'il y a entre elles ?

Mme BOUCHEZ - Radio Vauban n'avait pas eu de subvention l'année dernière, nous leur en avons donné une pour leur manifester notre intérêt, et l'an prochain nous allons discuter avec eux.

Je dois dire que, en 1983, Radio Judaïca a eu l'utilisation gratuite du Théâtre Sébastopol, ce qui explique la différence entre la subvention accordée à Radio-Lille et celle accordée à Radio Judaïca.

Pour Radio Vauban, il s'agit de sa première demande, qui est d'ailleurs arrivée un peu tard.

Monsieur LE MAIRE - Vous avez satisfaction ?

M. PIERENS - Je vous remercie.

Adopté.

DIRECTION DES SERVICES
DU PERSONNEL

Personnel

Rapporteur : Monsieur VAILLANT
Adjoint au Maire

83/2/358 : Personnel Municipal - Direction de la Caisse des Ecoles - Modification de l'échelle indiciaire d'intendant.

Il n'y a rien de particulier, Monsieur le Maire.

Monsieur LE MAIRE - C'est une modification de l'échelle indiciaire du poste d'intendant de la Caisse des Ecoles.

Adopté.

DIRECTION DES SERVICES
DU PERSONNEL

Formation des Agents Communaux

Rapporteur : Monsieur KEIGNAERT
Conseiller Municipal délégué

83/2/359 : Personnel Municipal - Plan de formation pluriannuel 1984, 1985, 1986.

Monsieur le Maire, mes chers Collègues, je me permets d'attirer votre attention sur l'originalité de la délibération n° 83/2/359. En effet, c'est la première fois qu'à la Ville de Lille, nous entreprenons la mise en place d'un plan de formation pluriannuel, les deux plans précédents ayant été limités à une année.

Il n'est plus besoin de souligner l'importance que revêt la formation des personnels des collectivités territoriales, notamment à l'heure où vont s'opérer concrètement des transferts de compétences dans le cadre des mesures de décentralisation décidées par le Gouvernement et le Parlement.

En adoptant, mes chers Collègues, les dispositions qui vous sont présentées, vous traduirez votre volonté politique de doter votre Ville d'un personnel de plus en plus qualifié, capable de faire face à une mutation, j'allais dire une révolution silencieuse, sans précédent dans l'histoire de l'administration communale.

En même temps, vous marquerez votre souci d'améliorer sans cesse la qualité du service public, et enfin vous confirmerez l'intérêt que vous portez à l'ensemble du personnel en lui permettant, non seulement d'améliorer ses connaissances professionnelles, mais aussi de s'élever dans la hiérarchie des grades de la fonction et de développer sa culture personnelle grâce aux possibilités offertes dans le secteur de l'Education Permanente.

Je ne voudrais pas terminer cette courte intervention sans remercier les membres de la Commission de Formation pour l'ardeur dont ils ont fait preuve au cours de nos travaux, et sans remercier le Service Formation de sa précieuse collaboration.

Monsieur LE MAIRE - Qui souhaite intervenir ?

Mme D'ERCEVILLE.

Mme D'ERCEVILLE - Monsieur le Maire, je ne peux que me réjouir de la formation et des moyens mis en place pour la suivre, offerte au personnel municipal dans le plan pluriannuel 1984, 1985, 1986, mais je me permets de rapprocher ces dispositions de celles qui sont envisagées pour le futur statut de l' élu local, dont la discussion viendra dans les prochains mois.

Dans celui-ci, lorsque des stages de formation technique (et j'insiste bien sur le côté technique) auront été mis en place, il n'y a, à ma connaissance, aucun frais de déplacement et d'hébergement qui soit prévu pour les élus qui désireraient suivre ces stages.

Les élus des petites villes et des communes, loin des grands centres, seront, de ce fait, particulièrement pénalisés et ne pourront sans doute pas suivre ces stages de formation à cause du coût financier personnel que cela leur imposera.

Vous serait-il possible, Monsieur le Maire de Lille, Monsieur le Premier Ministre de vous inspirer des mesures prises dans notre Mairie en faveur du personnel municipal et de tenir compte de ces observations pour aménager le futur statut des élus locaux.

J'ajouterai que huit heures annuelles de formation prévues par ce statut me semblent insuffisantes, une journée trimestrielle convenant mieux au but recherché, c'est-à-dire à l'amélioration des qualités des élus locaux dans l'intérêt de la collectivité.

Je vous remercie

Monsieur LE MAIRE - Qui veut encore intervenir sur ce sujet ? Personne.

Je veux simplement dire à Mme D'ERCEVILLE, en la remerciant de son intervention faite à partir du rapport présenté par M. KEIGNAERT sur le plan pluriannuel de formation, que le Gouvernement a terminé son projet de loi et qu'il doit maintenant être voté. S'il ne l'est pas encore, c'est que nous avons tellement de textes législatifs que le Parlement ne peut tous les absorber en même temps ; j'aurais d'ailleurs souhaité que ce texte soit voté au cours de cette session, mais cela n'a pas été possible, et il sera voté au cours de la session de printemps, qui s'ouvrira le 2 avril prochain.

Vous en connaissez d'ailleurs déjà les grandes lignes puisque vous venez d'y faire allusion.

L'originalité de ce texte consiste à donner des facilités nouvelles aux élus, à permettre à ceux qui travaillent tant dans le secteur public que privé, d'obtenir des dispenses pour participer aux réunions du Conseil Municipal, mais également au travail des Commissions.

Il faut aussi avoir le souci de la formation, et par conséquent l'intervention de la Caisse de Coopération Intercommunale permettra d'accorder des subventions à des organismes qui seront agréés et qui contribueront à parfaire la formation des élus.

Les problèmes deviennent de plus en plus complexes, il est essentiel de former les élus, et il y aura là une possibilité de formation permanente qui concernera les élus. Voilà donc quelques dispositions, vous allez avoir satisfaction mais il faut être un peu patient et attendre le mois de juin ou le mois de juillet.

Nous en arrivons aux dossiers de Monsieur VAILLANT. Je dois dire que M. VAILLANT va commencer son marathon, puisqu'il doit nous parler du budget supplémentaire de 1983 et du P.P.I. Il va d'ailleurs nous expliquer ce qu'est le P.P.I., je lui laisse la parole.

Adopté.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES,
DE L'INFORMATIQUE, DES ACHATS ET DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET IMMOBILIERES

Finances

Rapporteur : Monsieur VAILLANT
Adjoint au Maire

83/2/360 : Ville de Lille - Budget supplémentaire - Exercice 1983.

C'est en votre nom, Monsieur le Maire, et en vertu de la délégation que vous avez bien voulu me confier que j'ai l'honneur de présenter à tous mes collègues le rapport relatif au budget supplémentaire pour l'année 1983.

Budget de report, budget additionnel, le budget supplémentaire n'en est pas moins un document fondamental de notre vie municipale. Rapport essentiellement technique dans sa présentation, il est néanmoins le reflet d'une volonté politique qui tend, chaque année davantage, à satisfaire le mieux-être de nos concitoyens. J'essaierai donc de vous en faire une présentation que j'espère aussi claire que possible.

Le volume global des opérations reprises au titre du budget supplémentaire pour 1983 se présente comme suit :

En recettes	215.045.191,01 F.
En dépenses	215.042.530,49 F.

Soit un excédent de recettes de 2.660,52 F qui démontre notre volonté d'utiliser au mieux l'ensemble de nos disponibilités financières.

Je rassurerai immédiatement les Lilloises et les Lillois en leur disant qu'il n'est pas question pour le Conseil Municipal d'ouvrir deux cent quinze millions de francs de crédits nouveaux. En effet, il faut savoir que le budget supplémentaire est, avant tout, un budget de report, c'est-à-dire qu'il reprend une série de dépenses et de recettes inscrites au budget de l'année précédente qui, pour des raisons diverses, n'ont pu être réalisées au cours de l'exercice 1982 et que la technique comptable nous oblige à reprendre dans le document de 1983.

C'est ainsi que les reports effectués et figurant dans le budget supplémentaire de 1983 s'élèvent à 161.441.684,68 F en recettes et à 160.468.899,27 F en dépenses, dégageant ainsi un excédent réel de recettes disponibles à la clôture de l'exercice 1982 de 972.785,41 F.

En ce qui concerne les opérations nouvelles, côté recettes, au disponible ainsi dégagé, 972.785,41 F, viennent s'ajouter diverses recettes supplémentaires et nouvelles d'un montant global de 73.353.089,04 F, diminué de réductions sur opérations antérieures pour un montant de 19.749.582,71 F.

Ce qui permet d'arrêter à 54.576.291,74 F le montant de recettes disponibles.

Mon premier commentaire portera sur la réduction pratiquée au niveau du prélèvement sur recettes de fonctionnement pour un montant de 16.391.582,71 F. Ce dernier avait été envisagé afin de régler divers travaux d'équipement dont le financement est normalement assuré par voie d'emprunt.

En fait, la réunion tardive de globalisation des emprunts communaux combinée avec le vote anticipé de nos programmes particuliers financés par voie d'emprunt nous avait obligés de prévoir la couverture éventuelle de dépenses d'investissement sur nos recettes de fonctionnement.

Or, à la fin de l'exercice 1982, nous avons trouvé une possibilité d'emprunt de quinze millions de francs à réaliser suivant les besoins de la trésorerie. Dès lors, nous n'avons pas opéré le prélèvement sur les ressources de fonctionnement pour rendre disponible cette somme et pouvoir l'affecter à la couverture de dépenses de 1983. Les instructions budgétaires actuellement en vigueur ne permettent d'intégrer les reports qu'au niveau du budget supplémentaire. C'est la raison pour laquelle vous voyez apparaître cette opération aujourd'hui. Bien entendu, nous en avons tenu compte lors de l'élaboration du budget primitif de 1983.

Côté dépenses, le montant des dépenses supplémentaires et nouvelles s'élève à 76.373.213,93 F dont il convient de retrancher diverses annulations sur opérations antérieures pour un montant de 21.799.582,71 F.

Dès lors les opérations nouvelles reprises dans le cadre du budget supplémentaire de 1983 se présentent comme suit :

Recettes	54.576.291,74 F
Dépenses	54.573.631,22 F
Soit un disponible de	2.660,52 F

Au niveau de la section d'investissement, il convient de distinguer, tout d'abord, les opérations dont l'inscription au budget supplémentaire a été décidée au cours de précédentes séances du Conseil Municipal.

Leur montant s'élève à 25.633.296,23 F.

Elles concernent principalement :

- la participation de la Ville à l'amélioration de la circulation aux abords de la gare pour 1.747.743,71 F.

Nul doute que les Lillois ont pu apprécier cet effort combiné de la Ville et de la Communauté Urbaine qui ont su redonner à ce secteur un cachet remarquable.

- la construction de classes préfabriquées à l'Ecole Richard WAGNER pour 500.000 F.
- un crédit complémentaire pour l'aménagement du Palais des Congrès et de la Musique que chacun ne cesse d'admirer et qui a déjà reçu de nombreux spectateurs depuis son ouverture, pour 12.364.928 F
- la construction d'un Centre de Soins pour la Famille et l'Enfant, rue de la Seine pour 2.940.000 F.
- un crédit complémentaire pour la démolition d'immeubles : 800.000 F.

De telles opérations nous permettent, notamment, de résorber l'habitat insalubre, afin, ensuite, en liaison avec d'autres partenaires, et notamment l'Office Public d'H.L.M., de réaliser de nouvelles constructions dignes de notre Ville et principalement accessibles aux familles modestes.

- Enfin, diverses acquisitions de terrains pour un montant de 5.895.000 F qui permettent à notre Municipalité de lutter contre la spéculation foncière et de favoriser l'implantation de logement sociaux, ou de permettre la réindustrialisation de notre Ville.

Un deuxième type d'opérations d'investissement est directement lié à des équipements dont l'inscription vous est proposée au cours de la présente séance.

Leur montant s'élève à 6.857.379,30 F.

Elles concernent principalement :

- Les travaux de modernisation au stade Roger Salengro pour 250.000 F.
- la construction de courts de tennis couverts au stade Léo Lagrange pour 1.950.000 F.
- la participation de la Ville pour l'aménagement d'un parc de sports dans le cadre du Syndicat Intercommunal Lille - La Madeleine pour 950.000 F.

Vous voyez que nos amis sportifs ne sont pas oubliés et la Ville de Lille essaie de poursuivre son effort d'équipement dans ce domaine.

Une action privilégiée est également menée dans le secteur culturel :

- Palais des Beaux-Arts, acquisition d'œuvres d'art pour 251.735,60 F.
- Palais des Beaux-Arts - Travaux de peinture et réfection de salles pour 60.000 F.
- Hospice Comtesse - Aménagement muséographique pour 150.000 F.
- Bibliothèque Municipale - Acquisition de livres pour 155.100 F.
- Remplacement du bibliobus pour 600.000 F.

Enfin, on ne saurait omettre de remarquer le nouvel effort consenti par notre Municipalité au niveau des travaux d'économie d'énergie puisque nous trouvons une inscription pour 1.000.000 de Francs.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, nous avons procédé à un renforcement des dotations initiales de 25.440.955,69 F, déduction faite des annulations sur opérations antérieures.

Ainsi présenté, Monsieur le Maire, mes chers Collègues, je pense que le budget supplémentaire de 1983 apporte une nouvelle preuve de la rigueur de notre gestion, qui se retrouve à travers notre volonté d'utiliser tous les moyens que la technique comptable peut nous fournir, afin de limiter au maximum la progression du produit fiscal.

Je vous ai d'ailleurs expliqué, en ce sens, lors du dernier Conseil Municipal, pourquoi nous avons pris le parti de minimiser certaines dotations lors du vote du budget primitif, dans la certitude de réaliser des plus-values de recettes sur 1982 suffisantes à leur couverture.

Cela nous a d'ailleurs permis de limiter à + 7,55% la progression de la masse fiscale, un des taux les plus bas en France en 1983, de même, et vous le remarquerez à la lecture de votre document budgétaire, nombre d'inscriptions de crédits ont pour objet la poursuite d'opérations en cours, car c'est également un souci majeur de notre Municipalité d'opérations en cours, car c'est également un souci majeur de notre Municipalité depuis de nombreuses années, d'éviter toute interruption de chantier, coûteuse pour la collectivité, et frustrante pour la population qui attend l'ouverture d'un équipement.

Voilà, Monsieur le Maire, mes chers Collègues, la présentation que je voulais faire le plus rapidement possible de ce budget supplémentaire pour 1983, en le soumettant maintenant aux observations et, je l'espère, au vote de nos Collègues.

Monsieur LE MAIRE - La discussion est ouverte.

Qui demande la parole ? M. PIERENS.

M. PIERENS - En l'absence de Jean-Jacques DESCAMPS, je vous donnerai connaissance des réflexions de son rapport et de celles de notre groupe, et tout d'abord, une déclaration liminaire sur l'ensemble des problèmes budgétaires. Mais avant de commencer, je proteste avec vigueur, au nom de notre groupe, contre cette attitude intolérable qui consiste à nous convoquer le 14 pour ce Conseil du 22 décembre. Et plus encore à l'encontre du fait que nous ne soyons en possession des dossiers que depuis moins de 48 H (vous en voyez vous-mêmes l'épaisseur) !

En outre, lorsque nous avons reçu l'indication de vos intentions, (et tout particulièrement sur le budget supplémentaire) il faut bien dire que nous étions limités à la connaissance des débats des Commissions, et que la présentation qui en est faite maintenant, en est trop éloignée.

Au sein des Commissions, nous avons donné notre position sur le P.P.I., et sur sa répartition par rubriques. Nos remarques concernent aussi la première année, et donc le budget 1984. De plus, nous ne connaissons pas la politique fiscale que vous allez mener pour équilibrer l'ensemble de ce futur budget.

Nous constatons simplement que le financement suppose l'amortissement du capital emprunté par l'autofinancement, c'est-à-dire l'excédent du budget de fonctionnement.

Nous attendrons donc avec beaucoup d'intérêt les propositions du budget de fonctionnement et les recettes qui y seront prévues. Nous ne pouvons que nous opposer à toute adoption de ce budget d'investissement dont le financement reste aléatoire et dont la répartition de nous satisfait pas. Ceci concerne, bien évidemment, aussi bien le budget de la Ville de Lille que celui de la Ville d'Hellemmes.

En ce qui concerne le budget supplémentaire de 1983, (dont M. VAILLANT vient de nous donner connaissance) il nous est demandé de voter ce budget supplémentaire 1983 quelques jours avant la fin de l'exercice. Ce budget fait état de trente huit millions de francs de charges supplémentaires par rapport au budget primitif.

Si nous comprenons bien, ces charges sont des charges de fonctionnement pour l'essentiel, mais permettez-nous d'être surpris de l'écart important par rapport à vos prévisions du budget primitif, dont les dépenses de fonctionnement se montaient à 551 millions de francs.

Cette différence provient essentiellement de quatre postes budgétaires :

- les rémunérations et charges du personnel permanent, près de 20.000.000 de F, l'écart est de près de 8 % des dépenses prévues.
- les travaux d'exploitation dans les bâtiments scolaires et communaux, près de 6.000.000 de F, l'écart est de 40 % !
- l'éclairage de la voie publique communale, 2.500.000 F, l'écart est de 42 % !
- les fêtes publiques et cérémonies portées pour 1.000.000 de F, alors que la dépense prévue n'était que de 250.000 F, soit quatre fois plus !

Nous ne nous étendrons pas plus sur les autres sommes, peut-être moins importantes, qui complèteraient l'information des Lilloises et des Lillois sur le vrai budget 1983 de leur Ville.

Vous avez trompé vos concitoyens en leur présentant un budget 1983 avec des dépenses volontairement sous-estimées afin qu'elles puissent être équilibrées par des recettes, que vous saviez limitées.

En pleine campagne électorale, il vous était difficile de faire monter la fiscalité, il vous fallait, en même temps, assumer les inconvénients de votre gestion passée. Il ne fallait pas encore faire apparaître le temps de la rigueur qui aurait pu déplaire à vos militants.

Nous l'avions dit lors de la campagne électorale, vous sous-estimiez la charge salariale compte tenu des effectifs résultant de votre contrat de solidarité et des hausses de salaires prévisibles. La preuve est faite de votre manipulation électorale.

Ce dérapage des charges étant constaté, à la fin de cette année, vous nous proposez des recettes supplémentaires pour équilibrer ce budget, et nous avons là une deuxième raison d'étonnement car, contrairement à ce que vous aviez laissé entendre au Conseil Municipal du 22 octobre, vous ne disposez pas de réserves au titre du compte administratif 1982 puisque l'excédent n'atteint pas 1.000.000 de F.

Vous nous disiez, il y a deux mois, que des ressources complémentaires nouvelles de fonctionnement, ainsi que des fonds libres, financeraient les charges supplémentaires, et nous sommes surpris de voir que, pour les 38.000.000 de F de charges supplémentaires, ces ressources ne couvrent pas 11.000.000 de F environ, sans d'ailleurs que nous puissions en vérifier la réalité.

Vous avez donc dû faire appel à la vente du patrimoine, immeubles et terrains pour 5.600.000 F à des organismes privés, et pour 6.000.000 de F à l'armée à la suite des échanges compensés.

Comme cela ne suffisait pas, vous avez prévu des emprunts pour 15.000.000 de F.

Soit un total de plus de 27.000.000 de F, plus des deux tiers des recettes supplémentaires nécessaires, obtenu par un appauvrissement du patrimoine de notre Ville, actuel, (les ventes) et futur, (les emprunts).

C'est bien une situation de faillite que celle où une collectivité finance ses dépenses de fonctionnement par du capital ou des emprunts. Que dirait-on d'un particulier qui paierait ses vacances ou ses repas en hypothéquant sa maison.

Voilà, Monsieur le Maire, quelques constatations sur le budget supplémentaire. Il est la preuve d'une falsification des chiffres du budget primitif sur lequel vous avez fondé votre campagne électorale, il est la preuve de votre imprévoyance, la preuve que, comme au Gouvernement, il vous est plus facile de promettre que de tenir.

La réalité des chiffres est malheureusement là, il vous faut appauvrir la Ville comme il vous faut appauvrir la France pour payer vos erreurs de gestion, et on s'aperçoit que, toujours, vous prenez d'une main plus que vous ne promettez de donner de l'autre, avec des apparences de générosité qui ne tromperont plus longtemps la majorité des Lillois.

Nous voterons donc contre ce budget supplémentaire, et nous attendrons avec intérêt le compte administratif qui en constatera la réalisation.

M. WINDELS - C'est inacceptable !

Monsieur LE MAIRE - Qui demande la parole ?

M. DEGREVE ?

M. DEGREVE - Je suis un peu étonné (mais je m'y attendais quand même) par le ton qui me paraît pour le moins excessif dans la façon dont l'opposition s'exprime à propos du budget. Je suppose d'ailleurs que le caractère excessif du vocabulaire ne sert qu'à masquer son incompetence, son incapacité à comprendre les documents budgétaires, y compris ses applications.

Je souhaiterais, au nom de groupe communiste, insister sur un certain nombre de caractères qui me semblent en opposition avec ce qui vient d'être dit, et cela n'étonnera personne.

En particulier, puisque vous aimez la réalité, force est de constater que les documents ont été accessibles à tous les commissaires de la Commission des Finances avant le 9 décembre qui était la date de la réunion de celle-ci. Du 9 décembre à aujourd'hui, cela représente un certain nombre de jours et d'heures de travail possibles. Et il est évident que de tels documents demandent, au-delà de la réunion elle-même, un temps de travail personnel pour leur compréhension. Je souhaite que tout le monde puisse mettre à contribution son temps de travail personnel pour éviter que les débats s'allongent, y compris en séance plénière.

L'Opposition parle d'un écart en matière de fonctionnement, mais il ne s'agit pas d'un écart, il s'agit d'une connaissance que nous avons, en début d'année, du volume nécessaire. Mais répondre à ce volume peut se faire de deux façons, soit immédiatement, soit en deux temps.

La logique municipale à laquelle nous avons collaboré dans sa mise en place, et par le vote du budget primitif, prenait un choix qui était celui d'éviter toute pression fiscale excessive ou augmentation de pression fiscale excessive sur la population.

Oui, nous avons fait ce choix. Nous préférons faire en sorte de régulariser l'ensemble du budget de la Ville, en deux temps, en connaissance de cause, et en évitant d'augmenter la pression fiscale.

C'est un choix qui nous appartient, vous ne voulez pas le prendre en compte, c'est votre droit. Mais il faut dire les choses clairement ! Vous, vous étiez pour une augmentation plus forte des impôts dans la Ville alors que d'autres choix étaient possible !

Nous, nous avons fait le choix d'une pression fiscale qui ne dépasserait pas l'inflation, et qui serait même inférieur à l'inflation. C'est sur cette logique politique que nous nous sommes engagés dans le mandat et sur le budget, ce que nous constatons dans les propositions de notre collègue M. VAILLANT, c'est que les propositions du budget supplémentaire n'entraînent pas d'augmentation d'imposition, y compris en fin d'année.

C'est à partir de cela que nous donnerons notre appréciation sur ces propositions. Je ne les reprendrai pas dans le détail, mais tout ce que nous a dit notre Collègue Raymond VAILLANT, élément par élément, les propositions d'investissement qui sont réalisées dans le cadre du budget supplémentaire correspondent à la politique budgétaire que nous avons définie en début d'année. Aucune des dépenses inscrites aujourd'hui n'intervient pour modifier la proportionnalité dans les différentes actions que nous voulions entreprendre dans la Ville.

C'est cela, le problème de la logique d'une politique budgétaire. Nous constatons qu'elle est confirmée dans le cadre du budget supplémentaire. C'est pour cela qu'en ce qui nous concerne, nous voterons ce budget supplémentaire.

Voilà quelques remarques sur le budget que vous nous avez présenté M. VAILLANT, en souhaitant que l'on évite de parler de « manipulation », etc... !

En ce qui concerne l'appauvrissement du patrimoine, vous prenez un exemple. Mais l'exemplarité est valable quand elle peut se généraliser, puisque vous prenez le cas de quelqu'un dont le patrimoine se résume à une maison. Vous savez très bien que le patrimoine de la Ville de Lille ne comprend pas une maison, mais plusieurs.

Ensuite, il y a le problème de la gestion de ce patrimoine, et ce n'est pas l'appauvrir que de savoir se séparer de ce qui n'est plus forcément utile pour la collectivité locale Ville, mais qui peut s'intéresser d'autres collectivités territoriales comme la Communauté Urbaine, le Département ou autres, même remis dans le secteur privé. D'un autre côté, nous procédons à des acquisitions qui correspondent à l'évolution de la Ville et à ses besoins nouveaux, car le patrimoine de la Ville est quelque chose de vivant, ce n'est pas quelque chose de figé une fois pour toutes.

Voilà, Monsieur le Maire, je ne veux pas allonger le débat, ce sont quelques réflexions à propos de la motivation de notre vote de ce soir.

Monsieur LE MAIRE - Merci, M. DEGREVE. Vous avez été brillant et convaincant !

Qui demande encore la parole ?

M. DEROSIER.

M. DEROSIER - En effet, Monsieur le Maire, il me sera difficile, après l'exposé de M. DEGREVE, d'être à la hauteur de son intervention pour exprimer le vote du groupe socialiste, ce, d'autant plus, que c'est notre collègue Raymond VAILLANT qui l'a présenté et que tout le monde comprendra que le groupe socialiste votera ce budget supplémentaire.

En attendant l'intervention de M. PIERENS, je n'ai d'ailleurs pas compris s'il s'agissait de celle de M. PIERENS ou celle de M. DESCAMPS, et je m'étais dit, en constatant l'absence, excusée et excusable, de M. DESCAMPS, que peut-être nous n'aurions pas affaire à un exposé de haute politique économique. En définitive, j'ai cru comprendre que M. DESCAMPS avait quand même laissé ses consignes !

En écoutant M. PIERENS donc, je me suis dit que les Lilloises et les Lillois l'avaient échappé belle ! Ils l'ont échappé belle pour deux raisons. D'abord en élistant votre liste, Monsieur le Maire, d'une façon majoritaire, en ne confiant pas à M. CHAUVIERRE et à ses amis les destinées de notre Ville, mais de surcroît, au vu de l'incompétence avec laquelle vous vous êtes exprimé, M. PIERENS, je me demandais dans quel état auraient été les finances de la Ville au bout d'une année de gestion.

Ils l'ont aussi échappé belle parce que la déclaration de M. PIERENS-DESCAMPS ou DESCAMPS-PIERENS consistait à faire la démonstration, en définitive, que nous n'avions pas assez imposé les Lilloises et les Lillois en établissant le budget primitif.

En d'autres termes, il aurait fallu, c'est ce que je retiens, avoir un budget supplémentaire avec des recettes qui fassent apparaître une imposition beaucoup plus importante que celle que nous avions prévue, et ensuite ne plus pouvoir dire autre chose à nos concitoyens que « payez » ! C'est ce que vous vous apprêtiez à faire, et j'en donne acte à M. PIERENS de nous l'avoir dit aussi clairement !

Je dirai que les Lilloises et les Lillois l'ont échappé belle pour une troisième raison car le débat budgétaire, qu'il s'agisse du budget supplémentaire ou du budget primitif, est l'occasion pour l'opposition (c'est ce que j'ai fait quand j'étais dans l'opposition nationale avec mes amis) de faire des propositions.

Or, ce soir, M. PIERENS, vous n'avez pas fait de propositions. Vous vous êtes exprimé en disant « nous attendons », eh bien, mes chers Collègues, attendez ! Pendant ce temps-là, nous gérons et nous faisons le bien-être des Lilloises et des Lillois ! Continuez d'attendre et nous ferons le reste !

Nous n'avons pas trompé nos concitoyennes et nos concitoyens, nous avons fait une bonne gestion, et je reprendrai à mon compte les arguments de M. DEGREVE sur la bonne gestion du patrimoine. Le patrimoine des Lilloises et des Lillois a été géré par un bon père de famille, et le fait que nous soyons amenés, à certains moments, à nous séparer de certains éléments de ce patrimoine qui, en définitive, n'apportent pas de richesses supplémentaires à la Ville, pour justement éviter une fiscalité trop lourde, constitue un élément de bonne gestion.

Encore une fois, nos collègues de l'opposition n'imaginaient pas cela, donc je le leur ai appris ce soir !

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, nous voterons le budget supplémentaire.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Plus on les pique, meilleurs ils sont !

Qui demande la parole ?

M. CATESSON.

M. CATESSON - Un mot, Monsieur le Maire, pour donner la position des Radicaux de Gauche sur ce budget supplémentaire.

Je crains simplement (je l'ai vécu à mes débuts dans ce mandat) que M. DES-CAMPS confonde un peu présentation des comptes dans une entreprise privée et présentation des comptes dans une collectivité locale.

Il faut quelque temps pour s'y habituer, je peux vous le dire, M. PIERENS, j'y ai mis moi-même un certain temps. Il y a des notions qui n'existent pas en comptabilité publique, la notion d'amortissement par exemple. Vous nous dites que nous hypothéquons la maison, mais comme l'ont dit mes Collègues avant moi, vous oubliez qu'en dehors des ventes de patrimoine, il y a aussi des achats de patrimoine, que l'on s'enrichit et que l'on s'appauvrit tout en même temps, il y a une balance qui ne se fait pas en comptabilité publique et qui se ferait en comptabilité privée. Vous verriez donc probablement une balance tout à fait positive.

D'autre part, si j'avais l'impression, si peu que ce soit, d'hypothéquer la maison, croyez bien que les Radicaux de Gauche ne seraient pas solidaires de ce genre d'opération.

Par contre, ils ont l'impression que nous avons, comme toutes les collectivités locales, c'est vrai, du mal à résoudre tous les problèmes qui se posent pour que les Lilloises et les Lillois soient aussi heureux que possible dans leur Ville, parce qu'on ne peut jamais tout faire.

Nous avons une politique de prudence, et comme l'a expliqué tout à l'heure notre Collègue, M. DEGREVE, on commence par faire des comptes minimums avec lesquels on risque de faire l'indispensable, et après, on rectifie les pendules, on fait des modifications en cours de route. C'est ce pour quoi est fait un budget supplémentaire.

Quand on fait un budget, il y a toujours deux moyens de financement, à chaque fois évoqués, et nous le voyons bien à la Communauté Urbaine où nous siégeons en Commission des Finances avec des gens de l'opposition depuis des années. Nous voyons bien qu'il faut toujours choisir entre la fiscalité et l'emprunt.

On met un peu plus de fiscalité et un peu moins d'emprunt, ou un peu moins de fiscalité et un peu plus d'emprunt, et quant à nous, il nous semble que le dosage

que nous avons fait est le plus apte à rendre une fiscalité aussi supportable que possible aux Lilloises et aux Lillois, et pour autant nous restreignons l'emprunt jusqu'aux limites du raisonnable et du nécessaire.

C'est tellement vrai qu'on en parlera tout à l'heure, et que non seulement on le fait pour l'année écoulée, mais qu'on le prévoit à l'avance pour les trois ans qui viennent.

Pour le moment, je dirai que les Radicaux de Gauche se déclarent satisfaits et voteront ce budget supplémentaire.

Monsieur LE MAIRE - Merci.

M. MATRAU ?

M. MATRAU - Monsieur le Maire, chers Collègues, je remercie d'abord notre collègue Raymond VAILLANT pour la clarté de son exposé sur le budget supplémentaire 1983.

Sur le plan technique, je ne m'arrêterai pas sur le report des crédits de l'exercice antérieur puisqu'il s'agit uniquement d'une opération comptable traditionnelle.

En ce qui concerne le groupe que je représente, nous sommes plus particulièrement intéressés par les opérations nouvelles, et je remarque que, tout en maintenant la ligne de conduite adoptée en matière de fiscalité, et dans le contexte actuel de rigueur, la Ville poursuit néanmoins son effort, notamment dans le domaine du sport et de la culture.

On retrouve aussi, à travers ce document, la volonté maintes fois affirmée de stabiliser les dépenses par une politique d'économie d'énergie et de s'opposer aux spéculations par une politique d'acquisitions foncières.

En conclusion, Monsieur le Maire, le groupe des personnalités votera le budget qui est, bien sûr, un budget de rigueur, mais n'amènera aucune augmentation des impôts, limitant ainsi la pression fiscale et permettra, nous le savons, une meilleure activité économique dans notre cité.

Monsieur LE MAIRE - Merci.

Quelqu'un souhaite-t-il encore intervenir ?

M. VAILLANT.

M. VAILLANT - Je voudrais répondre sur quelques points particuliers.

pour préparer le P.P.I. (et j'y reviendrai tout à l'heure) le Plan pluriannuel d'investissements, nous nous sommes réunis en Commission des Finances, sensiblement une fois par mois, depuis que nous travaillons ensemble.

Chaque fois, nous nous sommes efforcés par des documents, par des tableaux, par des questions que vous avez posées, de toujours apporter les renseignements sollicités.

Nous avons tout mis en œuvre, je dirai même que j'ai trouvé, y compris parmi les Collègues de l'opposition, le meilleur esprit pour travailler. Je ne comprends donc pas, aujourd'hui, en séance publique, que l'on puisse utiliser des termes comme « manipulation », « falsification » !

Il est tout à fait normal, lorsque notre démarche n'est pas semblable, que les choix soient différents, et nous pouvons, les uns et les autres, nous en expliquer très loyalement, mais de là à utiliser des termes aussi forts... !

J'en donne un exemple, l'exposé que j'ai fait sur la présentation du budget où nous avons opté, c'est vrai, pour la réalisation d'un emprunt de 15.000.000 de F. Puisqu'on me parle de « falsification », je vais vous apporter quelques précisions ! Notez-les !

Au compte administratif de 1982, page 223, vous pourrez constater qu'à la balance générale, un prélèvement de 65.042.293,21 F a été prévu par débit du compte 831 et crédit du compte 115. Excusez-moi de ces précisions, mais la comptabilité l'exige !

Cette opération a effectivement été réalisée pour un montant de 48.650.710,50 F, libérant ainsi le surplus disponible, soit 16.391.582,71 F qui est venu renforcer l'ensemble des dotations de la section de fonctionnement du budget 1983. Vous retrouverez d'ailleurs cette opération traduite au budget supplémentaire dans le document que vous avez sous les yeux, à la page 93, chapitre 927, compte 115-2 à la page 97, chapitre 930, compte 831.

Je tiens, avec les fonctionnaires responsables, à votre disposition, l'ensemble des documents de détail qui justifient, ligne par ligne, ces opérations.

Je vous prie d'excuser ce ton, mais notre Commission des Finances n'avait pas eu l'habitude de travailler dans un tel état d'esprit. Je m'efforcerai quand même, demain, de poursuivre ce travail commun qui, je le pense, est nécessaire.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

(M. PIERENS demande la parole)

Le débat est clos, M. PIERENS. Les groupes se sont exprimés, l'Adjoint a répondu, et nous allons maintenant voter.

Que ceux qui sont d'accord pour adopter les propositions et le budget de M. VAILLANT le manifestent en levant la main (les groupes de la Majorité).

Avis contraires ? (les groupes de l'Opposition Républicaine)

Abstention ? (Néant)

Le budget supplémentaire 1983 est donc adopté.

Adopté à la majorité, Monsieur LE JAN, DAUBRESSE, DONNAY, PIERENS, MARTINOT, PILATE, Mesdames D'ERCEVILLE, STIKER, Monsieur CATTELIN, Madame CODACCIONI, Messieurs DEREUX et SINAGRA ayant voté contre.

83/2/361 : Office de Tourisme de Lille - Subvention complémentaire au titre de l'exercice 1983.

83/2/362 : Association locale « Tourisme et Travail » - Congrès annuel à Lille le 21 octobre 1983 - Subvention exceptionnelle.

83/2/363 : Automatisation de la Comptabilité communale.

83/2/364 : Divers produits communaux - Admission en non valeur.

83/2/365 : Institut Médico-Educatif - Budget supplémentaire de 1983 - Ratification.

83/2/366 : Pouponnière - Budget supplémentaire de 1983 - Ratification.

83/2/367 : Crédit Municipal de Lille - Financement partiel des prêts sur gage - Emprunt de 600.000 F - Garantie financière de la Ville.

83/2/368 : Opéra du Nord - Avance de trésorerie de 2.000.000 de Francs. Prorogation des délais de remboursement.

Adoptés.

Je donne à nouveau la parole à Monsieur VAILLANT.

83/2/369 : Programme Pluriannuel d'Investissements.

83/2/370 : Budget primitif de 1984 - Section d'investissement - Programmes d'équipements.

M. VAILLANT - Je voudrais intervenir, peut-être un peu plus longuement, sur le programme pluriannuel d'investissements.

Monsieur le Maire, mes chers Collègues, j'ai le plaisir de vous présenter aujourd'hui le premier programme pluriannuel d'investissements de Lille, et sa première tranche annuelle, le budget d'investissement de l'année 1984.

Oui, le P.P.I. est très vite devenu un sigle entre nous, tellement les Adjoints, les Conseillers Municipaux et les services ont manié et remanié les chiffres et les projets depuis plus de six mois pour aboutir au résultat que nous examinons aujourd'hui.

Le P.P.I., Monsieur le Maire, vous l'avez voulu pour qu'au-delà des échéances budgétaires annuelles, la Municipalité soit dotée d'un instrument de planification et de prévision qui limite les risques de notre gestion à moyen terme.

Vous l'avez voulu aussi, Monsieur le Maire, pour bien faire préciser à chacun ses demandes et ses objectifs.

Après un travail d'analyse très fouillé, aussi bien au niveau des projets que de nos possibilités budgétaires futures, il a fallu procéder à un certain nombre de choix,

toujours difficiles, et surtout classer par ordre de priorité les souhaits et les demandes. Plusieurs navettes ont permis aux Commissions de s'exprimer et de préparer ces choix.

La Municipalité, et chacun des Adjoint, ont de leur côté pu mettre en concordance les objectifs financiers et leurs répercussions sur la fiscalité locale, et les objectifs d'équipement et de promotion de l'image de notre Ville.

Je vous remercie tous, sans exception, chers Collègues, et plus particulièrement les Membres de la Commission des Finances du fructueux travail accompli tous ensemble.

Qu'il me soit permis de remercier l'équipe de Direction de la Mairie, sous l'autorité de M. le Secrétaire Général qui a eu la responsabilité d'éclairer et de préparer notre choix. Je me permettrai même de faire une mention particulière à M. TREELS et M. WARTEL, deux jeunes attachés communaux qui se sont particulièrement dévoués pour ce plan pluriannuel.

Il ne m'appartient pas de revenir sur l'ensemble de ce programme, mais je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour insister sur les grandes lignes de ce plan, que sont la rigueur et, nous le croyons aussi, l'imagination.

La rigueur, vous la retrouverez dans la volonté de limiter les investissements pour en réduire les répercussions à terme sur les impôts locaux. Nous avons établi les objectifs financiers de telle sorte que la charge de la dette reste quasi-constante dans le budget communal.

La rigueur, c'est aussi le choix, après une période d'investissements nouveaux très importants, d'une politique d'amélioration et d'entretien de notre patrimoine. Dans une ville qui voit sa population décroître, il n'est plus possible aujourd'hui d'envisager de nombreuses réalisations nouvelles alors que certains équipements anciens sont parfois sous-utilisés.

Notre volonté est de remanier, remodeler, restaurer ces équipements anciens pour optimiser le service qu'ils peuvent rendre à la population.

La rigueur, c'est aussi la volonté municipale d'investir pour économiser. Une large place est réservée aux travaux d'économie d'énergie qui ont pour objectif d'alléger les charges de fonctionnement de la Ville, mais notre démarche ne se limite pas à cela, et aussi bien dans le domaine de la protection contre le bruit que dans l'étude et l'analyse du fonctionnement d'équipements anciens ou la recherche de solutions économiques et polyvalentes de nouveaux équipements, le souci qui nous guidera sera celui d'un investissement étudié dans toutes ses composantes et surtout dans le coût de fonctionnement ultérieur.

Rigueur, mais nous essayons aussi d'aller vers l'imagination. L'imagination sera présente partout dans notre action, que ce soit dans la poursuite de l'embellissement de la Ville, dans la recherche d'une utilisation maximale du patrimoine communal, ou la vente ou la réutilisation de certains terrains et immeubles, que ce soit dans l'équipement des quartiers, par la recherche de la polyvalence et des modes de gestion nouveaux. De nombreuses propositions ont déjà été faites dans ce sens.

Permettez-moi, avant de terminer, de me reporter au document que nous avons construit, tous ensemble, reprenant la présentation générale du programme.

Les opérations sont mentionnées sous sept rubriques inspirées des priorités annoncées par le « Nouveau Contrat pour Lille » : Action Economique ; Solidarité Communale ; Enfance, Jeunesse, Education et Formation ; Décentralisation, Relations avec le Public ; Urbanisme, Cadre de Vie ; Culture ; Sport.

Une distinction est faite à l'intérieur de chaque rubrique entre les travaux de maintenance, les programmes en cours et les nouveaux projets.

Ainsi présenté, ce document constitue simplement un fil directeur de l'action municipale à moyen terme. Il n'a donc pas pour vocation de fixer d'une manière rigide, intangible, les opérations d'investissement à réaliser au cours des trois prochaines années. D'ailleurs, il pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une révision à l'occasion de la préparation de la section d'investissement des budgets de la période concernée.

En effet, chaque année, des adaptations pourront s'avérer nécessaires en fonction des besoins ou des recettes réelles de la Ville, et des participations financières extérieures obtenues ou escomptées.

La méthode de travail des calendriers de ce plan comportait, vous le savez, quatre phases principales :

- le recensement technique des projets,
- la sélection des équipements ou opérations à retenir,
- l'évaluation des possibilités financières,
- enfin, le choix des priorités.

A noter que la Commune Associée d'Hellemmes a étroitement participé à ce travail et a choisi elle-même ses priorités dans le cadre d'une masse globale calculée au prorata de la totalité des investissements, hors équipements généraux.

Parallèlement à la réalisation des documents techniques préparatoires a été menée une étude financière (et j'en prends à témoin l'ensemble des membres de la Commission) qui a fait l'objet d'un fascicule spécifique, comportant l'analyse des comptes administratifs des cinq dernières années, (Je répète, bien que nous ayons mis, à plat sur la table, et au tableau, les cinq dernières années de notre fonctionnement pour bien mettre au courant l'ensemble des membres de ce nouveau Conseil) avec prévision de réalisation du budget 1983, l'évolution prévisible des dépenses et recettes de fonctionnement pour les trois années du programme, les moyens d'autofinancement brut dégagés suivant diverses hypothèses de fiscalité, et enfin les possibilités d'emprunts correspondantes.

Cette analyse a conduit la Commission des Finances, le 3 octobre, à proposer de retenir les orientations suivantes :

En fonctionnement :

- de revoir tous les tarifs correspondant à la rémunération de services rendus ;
- de réaliser des économies dans l'action quotidienne ;
- de limiter les dépenses de personnel ;
- d'accélérer les réductions de charges par la mise en œuvre rapide du plan énergétique ;

- de limiter l'autofinancement net à 2 % de la section d'investissement hors dette en capital.

En investissement :

- de dégager des recettes par la cession des immeubles du domaine privé.
- de maintenir la charge de la dette à son montant actuel en francs constants.

(Excusez-moi d'être un peu long, mais c'est nécessaire).

Ces orientations ont permis de dégager :

- un maximum de possibilités d'emprunts de cent quatre vingt millions de francs pour la période 1984-1985-1986, soit une moyenne de soixante millions d'emprunts par an
- un programme annuel d'investissement de quatre vingt millions de francs, soit deux cent quarante millions en francs courants pour trois ans d'investissement.

Voilà rapidement exposés les principaux éléments de ce plan pluriannuel, et je terminerai cette présentation par trois remarques :

La première qui rejoint notre souci d'embellissement de la Ville concerne un vaste programme d'implantation d'œuvres d'art qui se concrétisera par une réservation de 1 % de la totalité des crédits d'investissement au profit d'œuvre d'art à disposer dans la Ville.

Un certain nombre d'opérations étaient déjà engagées, elles seront très largement modifiées par des crédits complémentaires qui devraient permettre l'éclosion de talents régionaux.

La seconde concerne les investissements de la Commune Associée d'Hellemmes. Une concertation approfondie s'est instaurée entre nos structures et a abouti à un niveau d'investissement qui, nous le croyons, remplit très largement les souhaits de la population d'Hellemmes, prolonge nos engagements pris lors de l'association, et fait de celle-ci un exemple de coopération où chacun trouve son intérêt.

La troisième, enfin, concerne les grands équipements. Ils font l'objet d'une inscription spéciale dans la mesure où leur réalisation sera fonction du taux des concours extérieurs que nous réunirons.

La Ville de Lille a beaucoup payé, c'est vrai, ces dernières années, des équipements de valeur régionale ou métropolitaine, désormais nous ne mettrons en chantier de nouveaux équipements lourds, tels le Conservatoire de Région, les théâtres, les terrains d'accueil des nomades, une nouvelle Foire Internationale, que lorsque nous aurons recueilli les concours de l'Etat et des autres collectivités, à des niveaux suffisants pour garantir à la Ville un effort qui ne dépassera pas ses moyens et sa population.

Voilà, mes chers Collègues, en quelques mots retracée l'importance du travail des six derniers mois de notre Commission.

Je souligne une nouvelle fois l'excellent climat qui a régné pendant nos discussions préalables, la qualité et la pertinence des interventions, la clarté des réponses qui ont été apportées par les services, qui font de ce P.P.I. et du budget d'investissement 1984, des projets clairs, élaborés avec rigueur, et qui augurent de trois exercices où, sans emballement excessif, nous poursuivrons notre action pour le mieux-être des Lillois et la beauté de la Ville.

Je vous prie une nouvelle fois de m'excuser d'avoir été un peu long.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie, M. VAILLANT.

Quels sont ceux qui veulent intervenir ?

M. CATESSON.

M. CATESSON - Monsieur le Maire, je voudrais intervenir au nom des Radicaux de Gauche en me félicitant de ce que nous ayons appliqué l'adage qui dit « gouverner, c'est prévoir ».

Nous pouvons ainsi prévoir à deux titres, au niveau de l'investissement d'une part, c'est ce que nous faisons aujourd'hui, et cela nous a permis de prévoir, parallèlement, les frais de fonctionnement qui iront accompagner l'investissement futur.

Par conséquent, sur la méthode, nous ne pouvons que nous féliciter, nous Radicaux de Gauche, de ce que nous faisons tous ensemble.

Je ferai quand même trois remarques.

La première est qu'une première lecture un peu hâtive du document pourrait laisser croire que nous consacrons peu de choses à l'action économique. Je crois que, dans la colonne finale, il est marqué : 2,5%. Mais quand nous reportons à l'action économique, toutes les dépenses que nous y faisons, en particulier au niveau du Palais des Congrès, de la Foire de Lille, de la Maison des Syndicats, etc... la Ville y consacre probablement 5 à 6%. C'est une remarque qui méritait d'être faite et qui le méritait d'autant plus que les sommes que nous avons inscrites, pour mémoire, au niveau du Palais des Congrès, au niveau de la Foire de Lille, prouvent à l'évidence que la Ville de Lille entend toujours garder son rôle de capitale économique régionale, et non seulement le garder mais lui donner une dimension plus forte dans son rôle de métropole du Nord.

Ma deuxième remarque concerne celle qui a été faite tout à l'heure par M. PIERENS, et je vais encore en ajouter, car lorsque nous prévoyons trente sept millions d'échanges compensés avec l'armée dans les trois années qui viennent, permettez-moi d'exprimer le vœu que ces achats soient revendus aussi vite que possible, tout au moins dans la mesure où nous n'en avons pas une utilisation bien précise et bien efficace.

Par conséquent, je dis qu'il faut liquider du patrimoine, cela nous donnera une souplesse dont nous aurons besoin.

Enfin, le troisième point de mon intervention : si nous pensions qu'une planification pluriannuelle était une chose très stricte, trop stricte, qui ne nous laisserait

pas la souplesse d'intervention ultérieure que pourrait nécessiter tel ou tel événement, je crois que nous aurions mal compris ce qu'est un plan pluriannuel.

Autant il est nécessaire de s'en tenir aux globalités d'enveloppes, et aux alentours de quatre vingt dix millions par an d'investissement, c'est tout ce que la Ville peut supporter en fiscalité future, par contre à l'intérieur des enveloppes il est souhaitable que nous puissions nous déplacer et avoir quelques aménagements de détail.

Permettez-moi de penser, Monsieur le Maire, qu'avec cette revente de terrains dont je parlais tout à l'heure, nous pourrions donner une bouffée d'oxygène à certains petits équipements que nous n'avons pas pu, dans l'état actuel des choses, prévoir. Je veux parler des crèches à domicile, chères à Mme MOREL, je pense que nous pourrions et devons faire plus, je veux parler de certains équipements de sports, du gymnase... qu'il faudrait prévoir. Je pense à des tas de petits équipements qui seraient nécessaires et la revente de quelques terrains de l'armée pourrait nous permettre d'avoir cette bouffée d'oxygène.

Voilà les remarques que je voulais faire, Monsieur le Maire, en disant que tout cela est très encourageant pour l'avenir, de voir comme l'a dit notre Adjoint aux Finances, que nous continuons une politique au service de la Ville dans un cadre raisonnable, et comme le disait Bernard DEROSIER, en bon père de famille.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Qui veut encore intervenir ?

M. SYLARD.

M. SYLARD - Monsieur le Maire, chers Collègues, notre souci d'assurer une bonne gestion, d'utiliser avec la plus grande efficacité possible les ressources de la Ville, de rechercher une meilleure cohérence des investissements, nous a conduit à mettre en place un programme pluriannuel d'investissements.

Après de nombreuses réunions de concertation, nous avons maintenant le programme des investissements pour les trois années à venir. Bien entendu, ce programme est indicatif, pour 1985 et 1986, il pourra y avoir des ajustements, des transferts, des améliorations.

Pour 1984, la première année du plan pluriannuel d'investissements coïncide avec le budget d'investissement que nous allons voter ce soir. Je ne reviendrai pas sur le détail des opérations ainsi définies.

Je souhaite souligner plusieurs points d'ordre général.

Le programme pluriannuel d'investissements 1984, 1985, 1986, est la première partie de l'application du nouveau contrat pour Lille qui nous engage jusqu'en 1989. Les deux cent quatre vingt millions de francs d'investissement concrétisent les grandes orientations de ce contrat, une ville active, humaine et solidaire.

Ces deux cent quatre vingt millions de francs sont aussi des emplois, de l'activité pour les entreprises de l'agglomération.

Au cours du premier P.P.I. seront améliorés et réalisés des équipements sociaux, maisons de quartiers, centres sociaux, crèches, écoles, des espaces verts, des aménagements urbains, des travaux pour l'éclairage public, les économies d'énergie, la lutte contre le bruit, les équipements culturels et sportifs.

Ces réalisations prolongent et développent un programme très important déjà réalisé au cours des six années précédentes. Dans l'ensemble, et sans revenir sur ces réalisations, il faut pourtant bien mesurer tout ce qui a été fait, Lille a beaucoup et bien changé.

Le premier programme pluriannuel d'investissements doit, à notre avis, s'intégrer dans une réflexion plus large sur l'avenir de notre Ville et la manière dont le Conseil Municipal peut l'assurer.

En premier lieu, maintenant et plus que jamais, se pose pour nous la nécessité d'une réforme des finances locales, nous y reviendrons lors du vote des taux, mais je veux dès maintenant évoquer brièvement cette question.

Pendant longtemps, nous avons fait des propositions. Maintenant, élus de la majorité, nous pouvons agir pour que la réforme soit une bonne réforme. Pendant six ans, à Lille, nous avons maintenu l'augmentation de la taxe d'habitation au niveau de l'inflation. Cependant, cette taxe doit être améliorée afin de peser moins sur les familles aux revenus modestes.

C'est pourquoi nous suivons avec intérêt l'étude sur une réforme qui pourrait prendre en compte le niveau des revenus.

Des premiers pas ont été faits dans cette voie puisque les personnes âgées non imposables sont exonérées, cette exonération étant d'ailleurs remboursée aux communes par l'Etat.

Pour ce qui est de la taxe professionnelle, nous avons une position très claire. Il ne s'agit pas, pour nous, de faire payer les entreprises pour le plaisir de les faire payer, mais il s'agit d'assurer aux communes des ressources indispensables, les entreprises bénéficiant d'ailleurs largement des réalisations financées par la taxe professionnelle.

Un transfert de la taxe professionnelle sur la T.V.A., outre son caractère inflationniste, aurait comme conséquence de déprimer la consommation et donc l'économie. Cet impôt, mis en place par l'ancien régime, présente cependant de graves inconvénients.

Nous sommes donc favorables à une réforme de la taxe professionnelle qui prenne en compte le rapport entre la valeur ajoutée et le nombre de salariés afin qu'elle favorise plus les entreprises qui créent des emplois, notamment les petites et moyennes entreprises.

Par ailleurs, nous croyons qu'il faut intégrer pleinement ce que j'appellerai stratégie budgétaire et stratégie pour la ville. Cela veut dire, selon nous, tout d'abord : faire le maximum pour repeupler Lille, en construisant des logements sociaux et, de ce point de vue, l'engagement de l'Office Public d'H.L.M. de construire six cents logements par an confirme cette orientation, ceux-ci devant permettre aux jeunes ménages et aux familles nombreuses de demeurer dans notre Ville, en assurant la

reconquête des étages et l'amélioration de l'habitat, comme le Conseil Municipal du 17 décembre 1982 en avait défini les modalités, en améliorant la vie dans les quartiers, pour que le maximum de logements soient habités, les gens s'y sentent bien et y restent.

Ensuite, il nous faut faire le maximum pour favoriser la modernisation de l'industrie lilloise et assurer le développement d'un secteur tertiaire de qualité. A cet égard, nous devons être vigilants et ne pas nous laisser emporter par la vague de licenciements qui atteint notre agglomération.

C'est dans ce but que nous avons proposé que la municipalité lilloise soit à l'initiative d'un contrat de plan qui nous permettrait également d'intégrer le projet URBA 2000.

Concernant les problèmes économiques, il faut bien constater que, depuis deux ans, alors que les profits ont augmenté, en France, de 25%, alors que les aides gouvernementales aux entreprises n'ont jamais été aussi importantes, que des crédits à taux réduit ont été accordés, il nous faut bien constater que l'investissement baisse. Ce qui pose le problème de l'utilisation de cet argent pour renforcer notre appareil productif, comme le souligne la déclaration commune du parti socialiste et du parti communiste.

C'est pourquoi l'intervention des travailleurs, de tous les salariés, dans la marche, dans la gestion des entreprises est, pour le Gouvernement pour l'Union de la Gauche, un point d'appui important, à Lille comme dans l'ensemble du pays.

Monsieur le Maire, chers Collègues, que la droite ne vote pas le budget d'investissement n'est pas pour nous étonner, ce budget met en œuvre les orientations du Nouveau Contrat pour Lille, la droite en avait un autre, les électeurs ne l'ont pas suivie.

Je voudrais seulement dire que les raisons invoquées que je trouve un peu courtes, ne peuvent masquer le fait qu'elle ne fait aucune proposition, et concernant l'intervention de M. PIERENS tout à l'heure, je veux juste faire remarquer à l'opposition républicaine, et je crois que tous les Lillois le comprendront, qu'on ne gère pas la Ville de Lille comme on gère la Chambre de Commerce, et pourtant je crois qu'il y aurait beaucoup à dire.

Voilà les remarques que je voulais faire au nom des élus communistes. Il y a maintenant neuf mois les Lillois ont eu l'occasion de se prononcer sur la gestion municipale et ils ont choisi l'Union de la Gauche pour mettre en œuvre le nouveau contrat pour Lille.

Nul doute que le budget que nous voterons ce soir, et que le groupe communiste votera, les confirme dans la justesse de leur choix.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Qui demande encore la parole ?

M. PIERENS - Je n'ai pas terminé de préparer mon intervention.

Monsieur LE MAIRE - On peut suspendre la séance pour vous permettre de la finir !

M. PIERENS - On peut entendre M. DEROSIER, auparavant !

M. DEROSIER - Je n'ai pas demandé la parole !

M. PIERENS - Puisque M. DEROSIER approuve et que M. VAILLANT a eu la parole du groupe socialiste...

Monsieur LE MAIRE - Non, M. VAILLANT est Adjoint aux Finances, il était donc rapporteur. Il ne faut pas inverser les rôles !

M. PIERENS - Je dirai simplement que M. VAILLANT a eu l'air d'être frappé par certains termes qu'il semblait appliquer à tout autre chose que ce que nous voulions dire ! Nous ne voulons pas du tout mettre en cause la bonne foi de son travail, et il y a eu, il l'a dit, beaucoup de travail fait en commun, nous ne mettons pas en cause la comptabilité elle-même. Ce que nous mettons en cause, c'est l'orientation et la présentation politique qui en a été faite en particulier en mars 1983, du budget primitif 1983.

M. VAILLANT - Vous nuancez vos propos par rapport à tout à l'heure.

M. PIERENS - Vous pouvez prendre mon texte, vous verrez qu'il est dans cet esprit.

En ce qui concerne le plan pluriannuel, vous nous demandez un avis, et sans vouloir nous prononcer sur la première année qui fera l'objet d'un débat à propos du budget primitif 1984, nous nous bornerons à une analyse du montant total des investissements prévus au plan et de leur répartition dans le temps, et par rubriques.

Tout d'abord, le montant global de deux cent soixante millions de francs ; c'est vrai que la situation financière de la Ville est critique. L'abus d'investissements à coût élevé de ces dernières années, la faiblesse de l'autofinancement en raison des charges de fonctionnement anormalement élevées, ont amené l'endettement de la Ville à un niveau d'autant plus insupportable que les taux d'intérêt sont élevés, vous avez investi et donc emprunté tardivement à une époque où les taux étaient chers.

Ce n'est pas tant l'endettement en capital qui est lourd que la charge de la dette en intérêts, ces intérêts venant peser de plus en plus sur les charges de fonctionnement, on nous dit que ce programme d'investissements est possible, mais nous n'en sommes pas sûrs, car le financement par emprunt sera probablement plus important que ce que l'on prévoit.

En effet, au fur et à mesure que l'on avancera dans le temps, le fonds de compensation de la T.V.A., qui concerne encore des annuités de fort investissement, risque de diminuer, et le montant des investissements en francs courants augmentera.

De plus, il faudra bien amortir les emprunts passés, et il y aura de grosses difficultés à trouver les ressources directes nécessaires. Il est donc probable que, sans pression fiscale plus forte, et même avec de gros efforts dans le fonctionnement, (nous le verrons lors de l'examen du budget) la Ville pourra difficilement supporter un tel plan d'investissements d'ici 1986. Si les années 1984 et 1985 peuvent encore bénéficier de certaines possibilités de recettes, T.V.A. et vente de patrimoine, l'année 1986 risque d'être difficile.

Quoi qu'il en soit, nous prenons acte des intentions du montant global de ce plan qui n'est que la conséquence de la gestion passée, alors qu'il y aurait tant à faire pour relancer l'économie et l'emploi, tout en améliorant le cadre de vie et la justice sociale.

Si on en vient à la répartition de ce plan par rubrique, le jugement devient tout à fait négatif. En effet, par rapport au passé, il y a deux grands secteurs trop défavorisés. Tout d'abord, l'action économique qui semble rester une préoccupation mineure et qui pourtant, doit favoriser l'implantation artisanale, commerciale et industrielle dans notre Ville, et susciter les espoirs de demain.

Ensuite, le sport qui est une nécessité pour permettre à la population, jeune surtout, de compenser les inconvénients de la vie urbaine moderne par l'exercice physique.

En revanche, ce que l'on appelle la nouvelle citoyenneté et les relations avec le public, si elles justifient quelques dépenses pour rendre l'administration moins anonyme, devraient réduire leurs dépenses d'autant plus qu'on se demande s'il s'agit là de relations publiques de l'administration municipale, ou d'autres relations...

Enfin, il faut noter la faiblesse des crédits accordés à l'action sociale, ceci au contraire, d'ailleurs des budgets de fonctionnement.

Ainsi donc, on a constaté dans la répartition qui nous est proposée, une philosophie qui consiste à ne pas investir pour l'avenir, mais pour le présent. On nous propose d'investir pour le cadre de vie des Lillois de maintenant. Et c'est vrai qu'ils y ont droit ! Ils regrettent même qu'on ne l'ait pas fait plus tôt, et avec plus de vigueur, au lieu des réalisations de prestige, des achats dispersés de terrains et d'immeubles qui restent en friche.

On nous propose des investissements culturels, des investissements de communication entre Lillois, mais y aura-t-il encore des Lillois dans l'avenir si on ne consacre pas plus de temps et d'argent à la vie économique, au commerce, à l'artisanat local ? Y aura-t-il encore des Lillois dans l'avenir si la sécurité n'est plus assurée, si la jeunesse ne trouve pas, dans les stades et dans les gymnases, l'occasion d'occuper ses loisirs ?

Puisque, dans les prochaines années, la situation des familles nombreuses risque d'être de plus en plus difficile, pourquoi ne pas consacrer une partie des ressources à investir dans les crèches et les écoles, pour les rendre plus nombreuses et plus accueillantes, de telle sorte que les parents acceptent de payer le juste prix de leur fonctionnement.

Voilà, Monsieur le Maire, quelques remarques sur ce P.P.I., vous comprendrez que, tant dans son montant global que dans sa répartition, nous ne soyons pas satisfaits et que, par conséquent, nous votions contre son adoption.

Monsieur LE MAIRE - La parole est à M. DEGREVE.

M. DEGREVE - Je ne veux pas faire une intervention complémentaire à celle du groupe communiste, mais simplement sur un point particulier pour saluer la proposition qui est faite dans le plan pluriannuel d'investissements de consacrer 1 % des investissements à l'achat d'œuvres d'artistes plasticiens vivants.

(interruption de M. PIERENS).

C'est bien, M. PIERENS, de parler de la loi ! Cette loi est applicable en ce qui concerne un certain nombre d'investissements, au niveau des collectivités territoriales, à l'exclusion des communes. C'est un élément décisif pour permettre à la création de se développer dans la ville même. Et je souhaite que ce soit un exemple pour les autres Villes du Département. Que cet exemple soit repris par tout le monde, pour qu'aujourd'hui, on ne commette plus les erreurs du passé qui font que nous n'avons pas les MATISSE et autres fresques que nous devrions avoir.

Il est vrai que, quand on mène une politique d'achat d'œuvres de plasticiens vivants, on risque l'erreur devant l'histoire, mais ces erreurs permettent de réparer des choses qui seraient dramatiques comme celles de ne pas posséder un certain nombre de créations d'artistes vivants qui nous ont accompagnés toute leur vie, et qui consacrent leur vie à la création.

Monsieur LE MAIRE - La parole est à M. CACHEUX.

M. CACHEUX - Je voudrais dire en quelques mots combien nous avons bien travaillé en matière économique depuis quelques mois, quoi qu'en dise notre Collègue PIERENS.

Notre Collègue CATESSON a bien précisé à quel point l'activité économique, de la Ville, au sens large, était bien supérieure à ce qui était retracé dans la rubrique « stricto sensu » développée dans le P.P.I.

Je veux dire que beaucoup d'actions économiques ne se traduisent pas forcément, et c'est heureux d'ailleurs, par des engagements financiers de la Ville. Je ne peux pas donner ici la liste des dossiers et des entreprises dont je me suis préoccupé depuis quelques mois, en particulier avec notre Collègue DASSONVILLE qui, en tant que Président du Comité Local de l'Emploi, s'en est saisi, de même qu'andré COLIN, en tant qu'Adjoint chargé de cette délégation, s'en est préoccupé.

Je veux signaler que c'est la volonté de la majorité de la Municipalité que de ne pas engager les finances de la Ville dans des actions économiques aventureuses.

Rôle d'animation, d'impulsion, de travail sur l'environnement économique, oui, interventionnisme tous azimuts en matière économique, non !

Ce qui me paraît curieux, c'est que ce sont les partisans du libéralisme qui n'ont jamais de mots assez forts pour dénoncer l'interventionnisme de l'Etat ou des collectivités publiques, qui nous reprochent ici de ne pas assez intervenir !

Monsieur LE MAIRE - La parole est à M. DEROSIER.

M. DEROSIER - M. PIERENS ayant tellement insisté pour que j'intervienne, je suis obligé de réfléchir à ce que je pourrais dire.

Vous ne serez pas surpris si je dis que le groupe socialiste votera le programme pluriannuel d'investissement de la Ville. Et avant d'en expliquer les raisons, je voudrais reprendre l'argument qu'évoquait à l'instant Jean-Raymond DEGREVE sur les prévisions d'investissement en matière de culture.

De la même façon que la Ville de Lille a, depuis des années et des années, une politique culturelle active, l'Etat, depuis deux ans et demi, s'est également engagé dans une politique culturelle active. Et si je le souligne, c'est qu'il est tentant, en période de difficultés économiques, de faire porter sur la culture les premières mesures économiques. Or le Gouvernement ne l'a pas fait et, au contraire des Gouvernements précédents, s'est engagé dans une politique culturelle hardie.

La Ville non plus ne l'a pas fait dans son programme pluriannuel, au contraire d'un certain nombre de Villes qui, depuis les dernières élections municipales, et sous prétexte d'engagements politiques de certaines activités culturelles, ont préféré les saborder et en tout cas leur couper tous les moyens de vivre. Je pense à Nantes ou à Suresnes, et la liste serait très longue si je devais l'établir ici devant vous ! Or, qui dirige aujourd'hui ces Villes, sinon vos amis, M. PIERENS !

D'autre part, je voulais souligner l'intérêt et l'importance de la démarche dans laquelle la Ville de Lille s'est engagée par ce premier programme pluriannuel d'investissements. Là encore, je comprends que nos collègues de l'Opposition, non seulement critiquent, mais s'opposent à un programme pluriannuel, en d'autres termes s'opposent à un plan. Car, malgré les déclarations du Général de Gaulle selon lesquelles le Plan était une ardente obligation, aucun des Gouvernements de droite, depuis 1958, et en particulier les derniers, entre 1974 et 1981, ne se sont livrés à une politique planificatrice, à tel point que si la France est, aujourd'hui, confrontée à un certain nombre de difficultés, c'est parce qu'à aucun moment, on n'a fait les prévisions indispensables, concernant l'industrie ou la recherche par exemple.

Que la Ville de Lille se lance dans une politique planificatrice me semble donc être une bonne chose.

Je voulais aussi apporter un élément d'information car, en écoutant M. PIERENS, on pourrait effectivement abonder dans son sens, et se dire : « mais pourquoi la Ville de Lille ne consacre-t-elle pas davantage de crédits d'investissement à ce qui pourrait être globalement appelé l'action sociale ? ».

M. PIERENS, je vous renvoie au texte législatif en vigueur, relatif aux compétences. L'action sociale proprement dite ne relève plus des Villes, mais des Départements, voire de l'Etat dans certains cas.

Il est donc normal que nous ne nous soyons pas engagés dans une politique qui ne devait pas être la nôtre. Chacun ses responsabilités ! telle a été la volonté du Gouvernement et de sa majorité d'aujourd'hui !

Vous avez également, M. PIERENS, et mon Collègue M. CACHEUX vient de le souligner, regretté ou dénoncé que l'on ne consacre pas davantage de crédits (j'ai noté vos mots) à la relance de l'économie et de l'emploi. M. PIERENS, que n'avez-vous eu davantage d'influence avant mai 1981, auprès de vos amis politiques pour qu'ils aient, dans le cadre de la politique nationale et avec toutes ses répercussions sur le plan local, contribué à cette relance ! Nous ne serions pas, aujourd'hui, confrontés à autant de difficultés économiques, dans cette région et dans cette ville, si vos amis, M. PIERENS, avaient contribué à la relance de l'économie et de l'emploi. Cela aussi, il faut le dire et le répéter.

Enfin, je dirai que si, aujourd'hui, la Ville a le devoir d'inscrire dans son budget le remboursement de la dette à une hauteur relativement importante, là encore, mes chers Collègues, et vous chers Collègues de l'Opposition, c'est la conséquence de

la politique d'hier, car tout est lié. Si les Gouvernements n'avaient pas laissé faire et laissé aller la politique économique du pays, nous n'aurions pas eu les taux d'inflation qui ont amené les banques à pratiquer des taux de prêts tels qu'aujourd'hui lorsque les communes doivent rembourser, elles connaissent des problèmes, ou du moins doivent aligner des chiffres importants pour rembourser les emprunts contractés hier à des taux d'intérêt voulus par les gouvernements que vous souteniez, M. PIERENS.

Je dirai enfin et ce sera ma conclusion et une raison supplémentaire de satisfaction pour le Maire Délégué d'Hellemmes que je suis, que ce programme pluriannuel d'investissements nous permettra dans les trois années à venir sur le territoire de la Commune Associée d'Hellemmes, de disposer de crédit d'investissement jamais égalés, s'élevant à hauteur de 6.300.000 F pour l'année 1984, et prévus à la même hauteur pour les deux années qui suivront.

Sachez qu'en 1973, le budget d'investissement de la Commune d'Hellemmes, non associée, était de 600.000 F. En dix ans, il est devenu dix fois plus important, et les chiffres ont progressé dès 1976, la Commune Associée d'Hellemmes a pu bénéficier de moyens supplémentaires.

Je tenais à la souligner une fois de plus, Monsieur le Maire, chers Collègues, et je ne m'en lasserai jamais !

Monsieur LE MAIRE - La parole est à M. DONNAY.

M. DONNAY - Monsieur le Maire, pour avoir des contacts avec M. DEROSIER au Conseil Général, je constate qu'il est toujours égal à lui-même, c'est-à-dire d'une agressivité extrêmement vive, et j'aurais été étonné qu'il ne parle pas d'un terme qui revient toujours, celui d'héritage ! Or, je constate que M. DEROSIER a encore une fois parlé de cet « héritage », cela fait maintenant un certain temps que le nouveau gouvernement est là, et je me demande combien de temps on va encore entendre parler de cet héritage pour justifier la situation économique.

Je voudrais aussi donner mon avis sur l'accord que nous avons sur le plan pluriannuel d'investissements. Nous sommes, en effet, extrêmement satisfaits de voir qu'on a établi un programme de trois ans, nous nous en réjouissons, mais ce que nous avons voulu exprimer, c'est qu'il y a un drame de l'emploi, un drame économique, tout le monde en a conscience, c'est un drame pour notre Ville et notre nation.

Or, l'économie est le parent pauvre dans ce plan ainsi d'ailleurs que les investissements sportifs.

En effet, à Lille, et j'en parle en connaissance de cause, on ne fait pas les efforts qui sont indispensables en investissements sportifs. Je reconnais que l'on en fait déjà beaucoup mais, à mon avis, une Ville importance doit avoir un programme beaucoup plus ambitieux.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que je voulais dire.

Monsieur LE MAIRE - Je voudrais terminer ce débat, pour dire que je suis un peu déçu, et je suis persuadé que les Lilloises et les Lillois qui sont venus ce soir, ainsi que ceux qui sont là pour la remise de médailles à laquelle nous allons procéder, le sont également.

En effet, ils assistaient ce soir à une réunion du Conseil Municipal particulièrement importante puisqu'il s'agissait de décider de ce que nous allons faire dans la Ville au cours des trois prochaines années, au point de vue de l'investissement ! Or, ce débat est tombé dans une politisation qui, vraiment, n'était pas de saison ! Les briques ne sont ni de gauche, ni de droite, le ton de ce débat était tout à fait excessif et je crois que nous aurions intérêt, de temps en temps, à ne pas amener cette politisation en assemblée publique.

Tous ceux qui viennent à Lille disent que la Ville s'est merveilleusement transformée. C'est le cri unanime, et d'ailleurs, vous ne le contestez pas ! C'est l'action de la Municipalité depuis dix, quinze ou vingt ans, et en particulier durant ces dernières années, avec les rues piétonnes, la place de la République, les fontaines, les statues, le Palais des Congrès et de la Musique, je ne vais pas tout énumérer, tout le monde voit ces transformations.

C'est vrai que nous avons beaucoup investi, et personne ne le regrette ! Si vous, comme des pleureuses, vous regrettez tous ces investissements, dites-vous bien que les Lillois ne vont rien comprendre à ce qui se dit au Conseil Municipal !

Nous n'allons pas rester sur le passé, nous avons bien travaillé au niveau des investissements, alors que décide-t-on aujourd'hui ? Nous décidons un programme d'investissement pour les six ans qui viennent, M. VAILLANT l'a dit d'un montant de cinq cent un millions de francs ! C'est-à-dire cinquante milliards de centimes ! et plutôt que de s'en tenir à ce programme pour six ans, nous nous sommes dit qu'il fallait être modestes, et que nous devions faire un programme sur trois ans.

Dans ce document, sur 1984, 1985, 1986, il est prévu deux cent soixante et un millions de francs d'investissements, soit vingt six milliards d'anciens francs, tout ce que la Ville va réaliser. Je trouve que c'était intéressant d'en discuter ! Tout est consigné, tout le monde a beaucoup travaillé là-dessus, et soudainement, vous nous dites qu'il faudrait davantage d'investissements sportifs ! Je vous entends bien, mais ce n'est pas la peine de faire un discours politique, dites simplement que vous souhaitez que l'on retranche telle somme de telle ou telle construction pour l'affecter à l'aménagement de terrains de football ou de courts de tennis. Vous en avez la possibilité, et c'est même la responsabilité qui est la vôtre, j'aurais mis aux voix ce changement d'orientation ! Mais vous n'avez rien proposé !

Au fond, vous n'avez fait qu'effleurer l'essentiel, c'est-à-dire ce document qui est là, qui est au point et qui va être strictement exécuté. Vous êtes nouveaux, mais dites-vous bien que l'Administration Municipale est ainsi faite que dès lors que le Conseil a pris une décision, celle-ci est ensuite exécutée au francs près.

Il eût été intéressant de discuter d'une façon approfondie. Bref ! la tonalité était plus générale, plus politique, c'est votre affaire, mais maintenant il va falloir adopter ce programme, et je mets en garde ceux qui ne voudraient pas l'adopter, car on pourrait interpréter leur décision comme signifiant qu'ils ne veulent pas faire d'investissements dans la Ville, qu'il ne faut rien faire !

Nous avons fait beaucoup sur le plan des gros investissements, et ceux à venir sont plus modestes. Je voudrais dire, au fond, qu'une ville est le royaume de l'imaginaire, nous sommes restés des ruraux dans la Ville, et je suis sûr que l'une des plus grandes conquêtes de l'homme est de savoir concevoir et construire la ville.

Sur ce plan, il reste beaucoup à faire, car une Ville, ce ne sont pas seulement des maisons, des rues, des constructions, mais c'est le royaume de l'imaginaire, il faut faciliter les rencontres, faire penser et rêver.

C'est pourquoi je fais ces propositions, et je suis très heureux que vous les ayez acceptées en Commissions, mais je ne sais pas ce que vous allez faire en séance plénière.

Il est question d'accepter ce soir que, sur tous les crédits d'investissement, il y aura 1 % pour l'art, et comme, finalement, les investissements comportent des équipements nouveaux et des rénovations, c'est pratiquement 2 % pour l'art dans la Ville que vous allez voter sur les deux cent soixante et un millions de francs. Il s'agira de renouveler des expériences telles que la décoration du pignon de l'école Boufflers, la fontaine sur la place de la République. Voilà une place que personne ne traversait jamais, il a suffi de mettre une fontaine et des statues, d'en faire une réussite sur le plan artistique, pour que tout le monde maintenant, la traverse. Lorsque j'ai eu le plaisir de revenir dans ma Ville certains soirs d'été, j'ai rencontré des gens de Wattrelos, de Lambersart ou d'ailleurs qui passaient un moment de détente sur cette place.

N'est-ce pas extraordinaire ? Une fontaine, des statues, (et cela pour un investissement modéré) et la place de la République a complètement recouvré sa vocation de lieu de rencontre.

Nous allons multiplier les initiatives de ce genre, avec des fontaines, des statues, de l'art. Nous avons reçu les artistes du Nord / Pas-de-Calais à Matignon, je leur ai parlé, ils n'ont pas assez de travail, et ce serait une bonne occasion de leur en donner. Voyez par exemple cet Hôtel de Ville ; nous pourrions laisser à des peintres et des plasticiens quelques mètres carrés des murs et ce chef-d'œuvre qu'est l'Hôtel de Ville, murs qui sont actuellement un peu tristes, sur lesquels ils pourraient faire un certain nombre de réalisations qui feraient chanter l'Hôtel de Ville, comme nous voulons faire chanter les murs dans la Ville, et introduire l'art dans la Ville.

C'est une décision qui est incluse dans ce P.P.I. et qui a été saluée par plusieurs Adjointes, M. DEGREVE l'a évoqué, M. DEROSIER également, après M. VAILLANT, et je tenais, moi aussi, à le souligner.

Maintenant, sans plus attendre, je vais mettre aux voix ce programme pluriannuel d'investissements pour 1984, 1985 et 1986, et en même temps, le rapport relatif à la section d'investissement du Budget Primitif de 1984, qui vous a été présenté en commission par M. VAILLANT et, qui est l'application en 1984 de ce plan de trois ans.

Que ceux qui adoptent le Programme Pluriannuel d'Investissements le manifestent en levant la main ? (les groupes de la Majorité)

Contre ? (groupes de l'Opposition Républicaine)

Abstention ? (Néant)

Ce programme est donc adopté et sera réalisé, je l'espère, avec votre concours.

Les rapports 83/2/369 et 83/3/370 sont adoptés à la majorité.

Messieurs LE JAN, DAUBRESSE, DONNAY, PIERENS, MARTINOT, PILATE, Mesdames D'ERCEVILLE, STIKER, Monsieur CATTELIN, Madame CODACCIONI, Messieurs DEREUX et SINAGRA ayant voté contre.

La séance du Conseil Municipal est suspendue, nous allons maintenant distinguer deux personnalités de la Ville qui le méritent.

(SUSPENSION DE SEANCE)

Monsieur LE MAIRE - La séance est reprise.

Je donne la parole à M. BERTRAND.

DIRECTION DES SERVICES DE LA JEUNESSE,
DE L'ANIMATION ET DES FETES

Animation

Rapporteur : Monsieur BERTRAND
Adjoint au Maire

83/2/371 : Centre Social de Wazemmes - Maison de Quartier en préfiguration - Subvention complémentaire au titre de l'exercice 1983.

Le rapport n° 83/2/371 concerne l'attribution d'une subvention au centre social de Wazemmes.

Adopté.

83/2/372 : Eté à Lille pour ceux qui restent 1983 - Opération Cirque - Subvention à reverser au G.E.D.A.L.

Le n° 83/2/372 concerne un reliquat pour l'opération Cirque.

Adopté.

83/2/373 : Maison de Quartier des Bois-Blancs - Subvention à reverser au G.E.D.A.L.

Le n° 83/2/373 concerne la Maison de Quartier des Bois-Blancs, une subvention est à reverser au G.E.D.A.L.

Adopté.

83/2/374 : Zones d'éducation prioritaire - Subventions à verser aux foyers socio-éducatifs des collèges concernés.

Le n° 83/2/374 concerne des subventions à verser aux foyers socio-éducatifs de collèges.

Adopté.

Monsieur LE MAIRE - Vous avez également un rapport sur le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance. Je crois que vous avez eu l'occasion de présenter précédemment ce dossier au Conseil Municipal.

83/2/375 : Conseil Communal de Prévention de la Délinquance - Composition.

M. BERTRAND - En effet, nous l'avons déjà présenté. Il s'agit ici d'acter la participation des représentants de l'Etat, des propositions seront faites aux différents groupes en ce qui concerne les personnes qualifiées.

Si vous le permettez, je voudrais corriger une omission dans le rapport, celle de M. Jean-Raymond DEGREVE qui représente la Ville au Conseil de Prévention.

Monsieur LE MAIRE - Ce conseil de Prévention de la Délinquance aura vocation comme son nom l'indique, à se préoccuper des problèmes de délinquance, il devra en particulier travailler à la prévenir.

On vous en a parlé, par conséquent, je n'y reviendrai pas. Il faut arrêter la composition de ce conseil.

Ce que j'ai proposé au Conseil Municipal, c'est qu'il me donne mandat pour arrêter la liste de ceux, Lilloises et Lillois, en dehors des membres du Conseil Municipal, qui sont des personnalités, ou qui sont spécialistes de ces questions de délinquance. J'arrêterai cette liste en accord avec M. BERTRAND, qui est l'Adjoint concerné.

Toutes ces personnes, auxquelles s'ajoutent celles qui ont été désignées par le Préfet, Commissaire de la République, et les représentants du Conseil Municipal désignés lors de la précédente réunion formeront le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.

Je souhaite pouvoir arrêter la composition définitive de ce Conseil au cours de la première quinzaine de janvier. Je demande donc à M. BERTRAND d'établir la liaison avec les différents groupes du Conseil Municipal pour qu'ils puissent faire des suggestions et qu'on puisse arrêter cette liste.

Adopté.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE
L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS ET DE L'ACTION
CULTURELLE

Action Culturelle - Théâtres

Rapporteur : Madame BOUCHEZ
Adjoint au Maire

83/2/376 : Bibliothèque Municipale - Emploi de la subvention de fonctionnement de l'Etat.

Je ne sais pas si Mlle CROMBEZ est encore dans la salle, mais le rapport 83/2/376 lui fera un immense plaisir puisque je propose d'utiliser une partie de la subvention de l'Etat pour la bibliothèque municipale, et je me plais à souligner devant mes collègues que cette subvention est très importante puisque l'Etat nous accorde plus de 1.200.000 F.

Nous proposons d'utiliser cette subvention pour remplacer le bibliobus qui est vraiment inutilisable, acheter de nouveaux livres, pour la reliure et la restauration.

Depuis longtemps, Mlle CROMBEZ nous disait que le bibliobus ne pouvait plus être utilisé, c'est vrai, et nous proposons donc d'en acheter un nouveau en utilisant la subvention de l'Etat.

Je voulais, par la même occasion, si vous le permettez Monsieur le Maire, donner à mes collègues une information sur les problèmes de l'Opéra du Nord ; ils ont pu lire dans la presse qu'il y avait quelques difficultés actuellement.

Je présenterai à la prochaine réunion du Comité du syndicat intercommunal un plan de restructuration et de redressement de l'Opéra du Nord. Ce plan fait encore l'objet de négociations entre les trois villes membres du Comité, avec le Ministère de la Culture qui nous aide d'ailleurs beaucoup, et aussi avec les représentants de la Région puisque c'est un peu une condition que la Région nous a demandé de remplir pour répondre à la demande que nous lui avons faite au sein du Comité intercommunal de transformer ce syndicat intercommunal en un syndicat mixte dont la Région ferait partie.

Je dois dire qu'en tant qu'élus, donc gestionnaires des deniers publics, nous nous efforçons, moi et mes collègues de la Ville de Lille, mais aussi de Roubaix et de Tourcoing, qui représentons nos trois villes au Comité du syndicat intercommunal, nous nous efforçons donc de freiner l'inflation qui, dans le domaine de l'art lyrique, est galopante.

J'ai assisté dernièrement à Paris à la R.T.M.F., la Réunion des Théâtres Municipaux de France, et je peux vous dire que les élus, toutes tendances politiques confondues, ont tenu le même langage, nous ne pouvons plus continuer à augmenter autant les budgets du lyrique.

Pour limiter les dépenses prévues, pour essayer de contraindre le budget dans les limites du possible pour la participation des villes, nous prévoyons un certain nombre d'économies pour ramener le budget de l'opéra à des chiffres raisonnables. Le plan de redressement proposera donc un certain nombre d'économies.

Par ailleurs, je voudrais dire qu'en tant que Présidente de l'Opéra du Nord, donc en tant qu'employeur puisque de ce fait j'emploie deux cent dix sept personnes, je m'efforcerai de sauver le maximum d'emplois de cette entreprise culturelle. Je pense que les emplois culturels sont des emplois comme les autres et qu'il faut tout faire pour les sauver.

Le plan comportera une réforme au niveau du budget, au niveau de la gestion, mais aussi au niveau de la politique culturelle, c'est-à-dire que l'Opéra du Nord sera amené à monter des œuvres moins lourdes, susceptibles d'être décentralisées dans toute la région. Il y aura encore sans doute une grande création par an, mais les autres spectacles seront moins importants.

Nous souhaitons également qu'il y ait entre les grands opéras de province une collaboration et une politique d'échange. A la R.T.M.F., nous sommes treize, si nous faisons chacun une création par an et que nous l'échangions, nous serions capables d'accueillir treize spectacles de haute qualité. Je crois que c'est dans ce sens qu'il faut aller.

Enfin, je dois dire que j'ai été amenée à rappeler le Directeur Général à son devoir de réserve. En effet, quand quelqu'un travaille pour une collectivité publique, et le syndicat intercommunal en est une, il a un devoir de réserve qui est due à sa fonction, et je crois que certains termes qui ont été utilisés dans des lettres envoyées à la presse, dans les interviews qui ont paru dans les journaux, ne respectent pas ce devoir de réserve.

J'espère pouvoir soumettre au prochain Conseil Municipal (celui de janvier ou de février) un rapport plus complet sur l'Opéra du Nord. Aujourd'hui, ce n'était qu'une information, mais vous aurez un rapport plus complet qui proposera la dissolution du syndicat intercommunal et le remplacement et l'adhésion à un syndicat mixte dont la Région Nord / Pas-de-Calais ferait partie, ainsi que certaines villes qui voudraient adhérer à ce syndicat pour profiter du programme lyrique et chorégraphique que propose ce syndicat intercommunal.

Voilà l'information que je voulais donner pour répondre à un certain nombre d'interrogations que mes collègues m'avaient fait parvenir après la lecture des journaux.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Y a-t-il des commentaires ?

Je voudrais dire deux choses.

La première est que les spectacles lyriques sont très appréciés dans notre Région et particulièrement à Lille, et beaucoup de nos concitoyens ne comprendraient pas qu'il n'y en ait plus.

Par conséquent, c'est une bonne chose que nous ayons pu sauvegarder l'Opéra et ses activités lyriques.

On comprend bien les difficultés, car ces activités coûtent tellement cher qu'il était bien évident que la Ville de Lille, ne pouvait pas supporter seule le fonctionnement d'un opéra. J'avais d'ailleurs présenté cette sage décision au Conseil Muni-

pal. D'où la démarche d'un syndicat intercommunal avec les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing.

Que constatons-nous maintenant ? Nous constatons que, pour avoir un opéra de qualité, qui puisse combler les spectateurs, ces trois villes de Lille, Roubaix et Tourcoing ne suffisent pas. Il faut passer au syndicat mixte, avec les trois villes, Lille, Roubaix, Tourcoing, d'autres villes de la Région, et la Région Nord/Pas-de-Calais elle-même.

Avec un tel rassemblement, il est évident que nous pourrions avoir un syndicat mixte capable d'animer un opéra de qualité.

Je crois que les Nordistes peuvent se réjouir de la perspective de mise en place de ce syndicat, qui permettra qu'il y ait toujours un opéra à Lille, et dans les différentes Villes qui veulent bien s'associer à nous. J'ajouterai qu'il est presque naturel, quand on parle d'opéra et d'activités lyriques, qu'il y ait de temps à autre, des « mots ou des airs d'opéra », en dehors des planches ! C'est ce qui s'est produit, et quand j'ai lu certaines déclarations de M. DELFOSSE, Directeur Général de l'Opéra, je me suis dit qu'il avait abandonné son rôle pour parler comme il le faisait !

Il vous appartient, Mme BOUCHEZ, en tant que Présidente du Syndicat, d'apprécier ses propos et ses déclarations, qui sont tout à fait surprenants. Je laisse le soin au syndicat et à vous-même de donner la suite qu'il convient à ces déclarations.

Adopté.

83/2/377 : Théâtres Municipaux - Rémunération du personnel vacataire.

Adopté.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE
L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS ET DE
L'ACTION CULTURELLE

Patrimoine artistique - Musées

Rapporteur : Madame BUFFIN
Conseiller Municipal délégué

83/2/378 : Musée de l'Hospice Comtesse - Subvention de l'Etat - Admission en recettes - Crédit d'emploi.

Il s'agit de dossiers administratifs sur des subventions d'Etat.

Je veux souligner en particulier la subvention qui permettra la restauration d'un ensemble d'instruments de musique que nous possédons à l'Hospice Comtesse, ensemble qui est tout à fait remarquable, et qui pourra ainsi être présenté au public du musée.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Il n'y a pas d'observation ?

Adopté.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE
L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS ET DE
L'ACTION CULTURELLE

Sports

Rapporteur : Monsieur MATRAU
Adjoint au Maire

Monsieur le Maire, j'ai à vous présenter différents rapports :

83/2/379 : Piscines Municipales - Revalorisation des tarifs.

Le rapport n° 83/2/379 a trait à la revalorisation des tarifs des piscines municipales.

Adopté.

83/2/380 : Centres municipaux d'initiation sportive - Revalorisation de l'indemnité versée aux animateurs.

Le n° 83/2/380 a trait à la revalorisation de l'indemnité versée aux animateurs bénévoles sportifs.

Je tiens, à cette occasion, à leur rendre hommage et à leur faire honneur puisque les bénévoles qui animent nos centres municipaux d'initiation sportive reçoivent comme indemnité, par an, la somme de 487 F pour trois heures de présence par semaine dans les centres.

Adopté.

83/2/381 : Diverses associations sportives - Demandes de subvention d'organisation - Année 1983.

Le rapport n° 83/2/381 concerne les demandes de subvention d'organisation présentées par diverses associations sportives.

Adopté.

83/2/382 : Lille-Université-Club - Section natation - Bilan financier de la saison 1982-1983 - Bilan sportif et orientations du programme d'activités.

Le rapport n° 83/2/382 concerne le bilan financier de la section natation du Lille-Université-Club.

Adopté.

83/2/383 : Société anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille-Olympique-Sporting-Club - Saison sportive 1982/1983 - Compte d'exploitation - Examen.

Le rapport n° 83/2/383 présente le compte d'exploitation de la saison 1982/1983 de la Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille-Olympique-Sporting-Club.

83/2/384 : Subvention destinée aux Clubs de niveau national - Dotation complémentaire au B.S. 1983.

Le rapport n° 83/2/384 présente une demande de subvention destinée aux clubs de niveau national.

A ce sujet, Monsieur le Maire, mes chers Collègues, je veux simplement confirmer en quelques mots votre prise en considération du sport lillois dans son ensemble, mais également du sport pratiqué au niveau national.

En effet, une vingtaine de clubs lillois sont parvenus au niveau national de leur fédération.

C'est, bien entendu, une grande satisfaction pour eux, mais également une grande satisfaction pour nous-mêmes de voir le nom de la Ville de Lille défendu aussi honorablement. Il est bien évident que cela n'est pas sans exigences, et même sans difficultés financières. Ces difficultés, je le rappelle, viennent, la plupart du temps, du prix des transports qui ne fait que croître tous les ans.

A la suite de l'entrevue que vous avez bien voulu accorder aux sportifs de niveau national, Monsieur le Maire, vous avez dégagé une somme de 200.000 F dans le budget supplémentaire, somme qui sera répartie comme d'habitude par l'Office Municipal des Sports, en concertation avec tous les clubs.

Cette décision, Monsieur le Maire, s'insère dans le cadre de la politique sportive gouvernementale pour 1984. En effet, notre Ministre du Temps Libre et des Sports, Mme Edwige AVICE a reconnu les bonnes orientations prises dans le passé par la politique sportive lilloise, ainsi que les orientations prises par celle-ci pour le présent et pour le futur.

C'est la raison pour laquelle deux villes en France ont été choisies comme villes pilotes pour le développement de la pratique sportive dans la cité. C'est deux villes sont Marseille et Lille. Une première réunion a déjà eu lieu, elle réunissait les représentants de la Ville de Lille, le Conseiller gouvernemental, ainsi que votre Conseiller technique, M. WARIN.

A la suite de cette réunion, de grandes orientations ont été prises, et croyez, Monsieur le Maire, que nous ferons ensemble le maximum pour honorer notre ville de cette désignation de Ville-pilote dans le sport.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

M. CHOQUEL ?

M. CHOQUEL - Monsieur le Maire, à propos du rapport sur le compte d'exploitation de la Société d'Economie Mixte, je voudrais vous signaler que ce rapport met en évidence un déficit de 746.000 F pour l'exercice 1982/1983, et que cette perte est relativement limitée grâce aux recettes réalisées lors de la Coupe de France, où le L.O.S.C. a fait une brillante carrière, atteignant les demi-finales et n'étant battu que par Nantes.

Néanmoins, ce déficit s'ajoute à celui des deux exercices précédent et au total, nous avons un passif de 1.400.000 F.

A ce chiffre s'ajouteront les pertes réalisées au cours de la présente saison car les mauvais résultats ont provoqué une désaffection du public. Je vous rappelle que le L.O.S.C. est actuellement quatorzième avec dix-neuf points.

C'est pourquoi j'ai été amené à dénoncer vigoureusement cette insuffisance de résultats, à la fois devant la presse et lors de l'Assemblée Générale de la Société d'Economie mixte le 19 décembre dernier. Voici d'ailleurs la déclaration que j'ai faite lors de cette réunion :

« A la suite des résultats, peut-être moins satisfaisants qu'on aurait pu le souhaiter, et de bruits plus ou moins vérifiés sur les difficultés financières que rencontrerait le L.O.S.C., j'ai été amené à intervenir, et la presse s'est fait l'écho de certaines de mes déclarations qui ont pu être interprétées comme une volonté de la Ville d'intervenir plus avant dans la direction du club.

Je voudrais saisir l'occasion de cette Assemblée Générale pour rétablir, à l'intention de l'ensemble des actionnaires, la réalité des faits et préciser à nouveau la position de la Ville en la matière. Monsieur Pierre MAUROY vient d'ailleurs de recevoir le Président DEWAILLY comme il se devait à la veille de l'échéance de son premier mandat, et il a pu, au cours de cet entretien, lui en faire part personnellement.

Le L.O.S.C. est organisé sur un schéma original qui a le double mérite de définir le rôle de chacun des partenaires, Association et Société d'Economie Mixte, et de permettre la transparence et la clarté financière.

Dans ce cadre que nous avons voulu et qui continue à nous paraître présenter tous les avantages, il importe pour la Ville et pour le bon fonctionnement du club que chacun assume l'intégralité de ses responsabilités.

La Société d'Economie Mixte, par la voix de son Conseil d'Administration et d'abord de son Président, doit exercer son pouvoir de direction et de gestion du club. Il n'appartient à personne, en dehors des instances statutaires de s'ingérer dans les affaires intérieures du L.O.S.C., et la Ville ne souhaite pas, comme les autres partenaires ne le doivent pas non plus, intervenir dans un domaine qui n'est pas le sien.

C'est dans cette perspective que nous approuvons le compte rendu du mandat passé et que nous souhaitons voir renouveler le mandat du Président DEWAILLY. Celui-ci a d'ailleurs été réélu à l'unanimité.

Bien entendu, la Ville continuera à ne pas ménager son soutien, qu'il soit financier ou autre, au L.O.S.C., et si elle ne peut se désintéresser du devenir d'un club aussi important pour tous les Lillois, elle n'outrepassera pas son rôle d'actionnaire.

Je voudrais maintenant former des vœux et souhaiter que, sous l'autorité incontestée de son Président, tous, dirigeants, supporters, et d'abord joueurs s'unissent pour que le L.O.S.C. devienne plus encore une équipe de valeur désirée par tous les Lillois. La saison est loin d'être terminée et, en championnat comme en coupe de France, dans la sérénité retrouvée, il faut nous attacher à obtenir des résultats dignes de l'effort consenti ».

Tel est le message que la Ville de Lille souhaitait adresser aux membres du L.O.S.C., Monsieur Pierre MAUROY l'a dit à son Président, et je me suis fait son interprète auprès de vous.

Vous voyez que, quels que soient les bruits qui ont pu courir et les allégations qui ont été répandues, il n'y a rien là d'inquiétant, la situation est claire et il nous reste à travailler tous ensemble pour la réussite.

Monsieur LE MAIRE - Y a-t-il des observations ?

M. DONNAY ?

M. DONNAY - Monsieur le Maire, personnellement, je regrette que ces interventions diverses qui sont données à la presse ternissent l'image de marque du L.O.S.C. et de la Ville en conséquence.

En effet, alors que ces conflits devraient se dérouler à « l'usage interne » si je puis dire, il est dommage de les voir mis en exergue par la presse nationale. On dirait vraiment que le L.O.S.C. est dans une situation épouvantable !

C'est désagréable et cela pose le problème de la représentation de la Ville. Je demanderai que les choses se tassent.

Monsieur LE MAIRE - Y a-t-il d'autres interventions ? Non.

Je veux simplement dire que nous avons une équipe de football et que nous l'aimons. Combien de fois avons-nous pris des décisions, ici au Conseil Municipal, pour l'aider !

Je trouve qu'on parle trop ! Il faut jouer au football ; non pas discuter, mais marquer des buts ! Je souhaite que nous exprimions notre confiance aux joueurs et qu'ils marquent des buts pour qu'on puisse avoir une grande équipe, avec derrière les joueurs, l'entraîneur, les responsables du club.

J'ai effectivement reçu le Président DEWAILLY, et nous sommes vraiment arrivés à des idées de bon sens.

La première est que, puisque nous avons une Société d'Economie Mixte, c'est elle qui doit avoir la réalité du pouvoir. Par conséquent, le L.O.S.C. doit être dirigé, animé à partir de cette Société d'Economie Mixte.

Ensuite, il y a un Président qui doit exercer ses fonctions de Président. Les responsables ont tous une fonction définie.

Quant à la Ville, ce n'est pas à elle qu'il appartient de gérer directement une équipe de football professionnelle ; la Ville a confiance en les responsables qui animent le football lillois et elle les remercie des efforts qui sont les leurs.

Pour le reste, il faut terminer la saison, et chaque année, il serait normal d'avoir une discussion pour apprécier les résultats de l'année écoulée, et faire des suggestions pour l'année suivante.

Seulement, il faut avoir cette discussion quand l'année est écoulée, ou quand on est tout à fait en fin de saison. C'est ainsi que la Ville apportera sa participation, et que nous aurons une grande équipe qui marquera des buts.

Tout le reste est superflu. S'il y a bien un domaine où il est inutile d'écrire des articles, de prononcer des discours, c'est bien le football ! le football, c'est le jeu, c'est surtout la passion, tout s'enflamme, tout devient excessif, alors parlons moins, écrivons moins, et jouons au football !

Nous passons aux dossiers suivants.

Adoptés.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE
L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS ET DE
L'ACTION CULTURELLE

Education et Enseignement

Rapporteur : Madame CAPON
Adjoint au Maire

83/2/385 : Institut Médico-Educatif « La Roseraie » - Transfert à l'Etablissement Public Départemental.

Certaines modalités pratiques n'étant pas achevées tant en ce qui concerne l'attitude des instances départementales qu'en ce qui concerne les conditions de travail du personnel, nous vous demandons de bien vouloir différer ce transfert de l'I.M.E. à la date à laquelle ces formalités étant prêtes, l'Etablissement Public Départemental sera effectivement en mesure de prendre en charge l'Institut Médico-Educatif.

83/2/386 : Indemnités de logement aux instituteurs - Revalorisation - Application des propositions du Conseil Départemental de l'enseignement primaire avec effet au 1^{er} janvier 1983.

Le deuxième rapport, le n° 83/2/386 concerne des délibérations administratives pour appliquer aux indemnités de logement des instituteurs les taux proposés par le Conseil Départemental.

Monsieur LE MAIRE - je vous remercie.

Y a-t-il des interventions ?

M. LE JAN - Je pensais intervenir, mais je constate avec plaisir que le sujet de mon intervention n'est plus tout à fait d'actualité, ou plutôt moins d'actualité.

En effet, en ce qui concerne la date du transfert de l'I.M.E., je viens d'entendre de la bouche de Mme CAPON que deux conditions devront être réunies, et en particulier celle du statut du personnel, celui-ci aura le temps nécessaire pour discuter du statut qui lui sera appliqué avec le nouvel organisme qui les prendra en charge. Je crois que c'est ce qu'il réclamait car il lui avait été fixé la date impérative du 1^{er} janvier, ce qui le mettait dans une situation difficile avec quatre possibilités de transfert. A partir du moment où ce transfert ne sera plus exécuté tant que le personnel ne sera pas assuré de son statut futur, je pense que c'est une satisfaction pour tout le monde.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Adoptés.

DIRECTION DES SERVICES
SANITAIRES ET SOCIAUX

Action Sociale

Rapporteur : Monsieur ROMAN
Adjoint au Maire

83/2/387 : Secours aux personnes sans domicile fixe - Taux de remboursement des bons d'hébergement et de restauration.

83/2/388 : Travailleurs privés d'emploi - Attribution d'une allocation supplémentaire à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Je voudrais profiter de ces deux rapports pour dire un mot de l'état d'avancement de la politique sociale à Lille.

Le premier, le n° 83/2/387, est un réajustement du taux de remboursement des bons d'hébergement que la Ville paie à l'Armée du Salut.

Vous savez combien les efforts conjugués de la Ville et d'un certain nombre d'Associations, au premier rang desquelles se trouve l'Armée du Salut, permettent d'agir en faveur de ceux qu'on appelle « sans domicile fixe », qui sont dans toutes les grandes villes de plus en plus nombreux.

Vous n'êtes pas sans savoir que si les capacités d'accueil des centres d'hébergement de l'Armée du Salut sont largement suffisantes en été, elles s'avèrent nettement insuffisantes dès que l'hiver arrive.

C'est la raison pour laquelle la Ville de Lille, l'Armée du Salut et la Croix-Rouge ont uni leurs efforts pour répondre à ce problème difficile.

Nous avons, lors de plusieurs réunions du Conseil Municipal, émis le souhait de voir s'établir des relations contractuelles entre la Ville et les associations, et pour la première fois, dans le domaine social, nous allons signer dans quelques jours un

contrat d'objectif entre la Ville de Lille et ces deux associations, l'Armée du Salut et la Croix-Rouge, avec le concours de deux établissements communaux que sont le Bureau d'Aide Sociale et le Crédit Municipal de Lille.

Un contrat d'objectif sera donc signé entre ces cinq partenaires, contrat par lequel la Ville de Lille et les établissements publics communaux que je viens de nommer, le Bureau d'Aide Sociale et le Crédit Municipal de Lille, apporteront un local supplémentaire d'hébergement pour cet hiver pour les sans domicile fixe.

Le financement de ce local sera assuré par la Ville de Lille pour une capacité supplémentaire de trente lits environ. L'Armée du Salut sera responsable de la gestion quotidienne de ce centre pendant cette période et assurera l'accueil des sans domicile fixe, l'animation et l'entretien du local.

Quant à la Croix-Rouge, elle apportera en tant que de besoin une aide complémentaire, notamment au niveau vestimentaire.

Il s'agit là d'une volonté de trouver une réponse adaptée et coordonnée à un véritable besoin social, et je voudrais en profiter pour évoquer la coordination et la décentralisation dans l'action sociale que nous menons au niveau de la Ville de Lille, et leur état d'avancement.

Coordination et décentralisation constituent les deux axes de la politique sociale que nous avons voulu mettre en œuvre à Lille.

L'acte un de cette politique sociale dans le domaine de la coordination a eu lieu le 15 novembre avec la réunion du premier « Carrefour Lillois de l'Action Sociale » qui a rassemblé cent quatre vingt participants représentant les acteurs sociaux qui travaillent sur le territoire de la Ville de Lille, qu'ils soient publics, (Ville, Bureau d'Aide Sociale, Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale), parapublics, (Caisse Régionale d'Assurances Maladie, Caisse d'Allocations Familiales) ou privés (les nombreuses associations).

Ces différents partenaires ont pu confronter pendant une journée entière leurs idées, leurs expériences sur les principaux problèmes concrets rencontrés dans le domaine de l'action sociale.

Ce carrefour a été l'occasion pour la Municipalité d'affirmer notre volonté de construire, dans le cadre nouveau de la décentralisation et avec le concours de tous les partenaires sociaux, une grande politique sociale cohérente, coordonnée, dynamique sur le territoire de la Ville.

Le climat de cette journée et le consensus général qui s'en est dégagé permettent d'envisager la suite avec beaucoup d'optimisme.

Nous souhaitons aujourd'hui avancer vers ce qui est un des objectifs du « Nouveau Contrat pour Lille », le guichet unique social dans chacun de nos quartiers, et je souhaite profiter de ce Conseil Municipal pour annoncer qu'au cours du premier trimestre 1984, toutes les mairies de quartiers seront équipées, grâce au concours des Télécommunications, de terminaux « Minitel », qui seront reliés à une banque de données sociales propre à la Ville de Lille.

Tous les citoyens lillois pourront donc, dans les trois mois qui viennent, en s'adressant à leur Mairie de Quartier, obtenir tous les renseignements relatifs à leurs droits en matière sociale, qu'ils émanent de la réglementation générale sociale, des aides sociales, des services municipaux ou encore des actions des associations auxquelles nous avons offert le tiers du programme de cette banque de données.

Il s'agit là d'un premier pas qui sera poursuivi par la mise en place d'instances de coordination sociale dans tous les quartiers à la fin de ce premier trimestre.

Voilà, Monsieur le Maire, il me semblait nécessaire d'évoquer devant le Conseil Municipal l'état d'avancement de ce très lourd dossier de l'action sociale à Lille, et puisque j'ai évoqué l'intervention dans l'action qui concerne les sans domicile fixe, d'un établissement qu'on n'a pas beaucoup l'habitude d'évoquer lors du Conseil Municipal, je veux parler du Crédit Municipal, je souhaiterais en dire quelques mots.

Le Crédit Municipal est un établissement original, d'abord parce que c'est un établissement communal, et c'est vous qui en présidez le Conseil d'Administration, Monsieur le Maire, mais c'est aussi un établissement bancaire. Il a toutes les activités d'une banque, il a des comptes clients, il consent des prêts, il envisage d'ouvrir une succursale très prochainement dans cet Hôtel de Ville. Enfin, c'est un établissement à caractère social. Il utilise une certaine partie de ses bénéfices, de son excédent, à financer des actions sociales.

Le Crédit Municipal a décidé, lors de sa séance du 24 octobre, de financer un certain nombre d'actions sociales en liaison avec la Ville de Lille. Je signale que la Caisse du Crédit Municipal a financé ces actions pour une valeur de près de 300.000 F, ce qui nous permet d'accentuer nos efforts en cette fin d'année sur l'action en faveur des sans domicile fixe, sur la liaison télé-alarme, puisque le Crédit Municipal va mettre à la disposition des personnes âgées de la Ville cette télé-alarme qui est un instrument très réclamé par ces personnes souvent isolées. La Caisse de Crédit Municipal offre à la Caisse des Ecoles de la Ville un minibus qui servira au transport des enfants, et elle participe en cette fin d'année, à l'animation et aux actions organisées à l'occasion de Noël en faveur des plus déshérités en concertation avec des associations comme Inter-Age ou le Secours Populaire Français.

Cet effort méritait d'être souligné, comme le Conseil d'Administration du Crédit Municipal de Lille mérite des remerciements de l'Assemblée Communale et de l'ensemble des Lillois pour cette action.

Monsieur LE MAIRE - Merci de votre intervention.

Y en a-t-il d'autres ?

M. MARTINOT - Je tenais à remercier le Conseil Municipal d'avoir suivi la proposition formulée par notre Collègue de l'Intergroupe, Jean-François SINAGRA, d'augmenter de 150% l'allocation complémentaire accordée jusqu'à l'âge de seize ans aux travailleurs sans emploi pour chaque enfant vivant au foyer.

La proposition initiale de la Commission avait été de faire passer cette allocation de 40 à 50 F, et je pense qu'il faut souligner cette augmentation substantielle.

Monsieur LE MAIRE - Y a-t-il d'autres interventions ?

M. ROMAN, vous avez bien fait de nous rendre compte de cette journée qui a rassemblé toutes les associations qui animent le secteur social à Lille. D'après les échos que nous avons eus de cette réunion, d'après l'ambiance qui y a régné, je crois que c'était une excellente journée.

Il est très important de rassembler autour de la Ville toutes les associations sociales pour permettre le développement des activités sociales et assurer leur promotion.

Quant au Crédit Municipal, vous lui avez fait là une publicité. C'est vrai qu'il faut le faire connaître, c'est important. Il a la possibilité de mettre à la disposition de la Ville des crédits pour des investissements, ce qui est une excellente chose.

Il faut également dire qu'il rend beaucoup de services à nos concitoyens. C'est une banque sérieuse, et utile, qui accorde des prêts aux salariés, à un faible taux d'intérêt.

M. PIERENS - Cette banque paie-t-elle la taxe professionnelle ?

Monsieur LE MAIRE - Elle doit satisfaire à toutes les obligations des autres banques. Elle a quelques petits avantages cependant puisqu'elle n'est pas tout à fait une banque comme les autres, mais je pense que vous ne vous en plaignez pas. Sa structure est un peu différente. Elle a aussi une fonction de mont-de-piété, ce n'est pas un mince service qu'elle rend ainsi à certains de nos concitoyens ; en tout cas, c'est une chose qu'il faut connaître.

Adoptés.

DIRECTION DES SERVICES
SANITAIRES ET SOCIAUX

Personnes âgées

Rapporteur : Monsieur MOLLET
Conseiller Municipal délégué

83/2/389 : Personnes Agées - Matinée récréative des clubs municipaux à l'occasion de la nouvelle année.

83/2/390 : Fêtes de fin d'année et distribution de colis, friandises et coquilles.

Deux dossiers saisonniers, Monsieur le Maire, car ils reviennent régulièrement tous les ans à la même époque des Fêtes.

Le n° 83/2/389 concerne la matinée récréative pour les personnes âgées qui fréquentent les clubs municipaux.

Le n° 83/2/390 concerne la distribution de colis, friandises et coquilles à certaines catégories de nos concitoyens défavorisés.

Adoptés.

DIRECTION DES SERVICES
SANITAIRES ET SOCIAUX

Immigrés

Rapporteur : Monsieur VIDAL
Conseiller Municipal délégué

83/2/391 : Association pour l'animation de la jeunesse wazemmoise « CRAI-GNOS » - Organisation d'un camp de neige - Demande de subvention.

Le rapport n° 83/2/391 a trait à une demande de subvention d'une jeune association qui fait un excellent travail dans le quartier de Wazemmes. Je pense que nous devons manifester notre soutien.

Adopté.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES,
DE L'INFORMATIQUE, DES ACHATS ET DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET IMMOBILIERES

DIRECTION DES AFFAIRES
IMMOBILIERES ET DU LOGEMENT

**Action Foncière
Habitat et Logement
Gestion des biens**

Rapporteur : Monsieur DASSONVILLE
Adjoint au Maire

83/2/392 : Projet de création d'un centre expérimental de technologie à Lille.

83/2/393 : Dispositifs d'aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement - Gestion des fonds.

83/2/394 : Immeuble sis à Lille, 6 rue de la Halloterie - Achat par la Ville de Lille.

83/2/395 : Immeuble sis à Lille, 34 rue d'Haubourdin - Achat par la Ville de Lille.

83/2/396 : Immeuble sis à Lille, 38 rue d'Inkermann - Achat par la Ville de Lille.

83/2/397 : Immeuble sis à Lille, 50-52 rue d'Avesnes - 12 bis Cour Lambert - Achat par la Ville de Lille.

83/2/398 : Immeuble sis à Lille - 58 rue d'Avesnes, 17 cour Lambert - Achat par la Ville de Lille.

83/2/399 : Immeuble sis à Lille, rue de Castiglione - Achat par la Ville de Lille.

- 83/2/400 : Ensemble immobilier sis à Lille, 13 place Philippe Lebon et 49 rue de Valmy - Vente par la Ville de Lille.**
- 83/2/401 : Immeuble communal sis à Lille, 2 rue Masurel - Vente éventuelle de gré à gré.**
- 83/2/402 : Immeuble communal sis à Lille, 42 rue du Pont Neuf - Vente de gré à gré.**
- 83/2/403 : Immeuble communal sis à Lille, 39 rue de Bellevue - Vente par adjudication publique.**
- 83/2/404 : Ensemble immobilier sis à Lille, 2 et 4 rue de la Marmora - Vente par adjudication publique.**
- 83/2/405 : Terrains communaux sis à Lille, Commune Associée d'Hellemmes, rue Raspail et du Progrès - Cession gratuite à la C.U.D.L.**
- 83/2/406 : Terrain sis à Lille (Commune Associée d'Hellemmes), rue Roger Salengro - Abandon du projet d'achat.**
- 83/2/407 : Terrain sis à Lille (Commune Associée d'Hellemmes) 105 rue Faidherbe - Achat par la Ville de Lille.**
- 83/2/408 : Elargissement de la rue de l'Abbé Six à Lille-Hellemmes - Cession de terrains à la C.U.D.L.**
- 83/2/409 : Immeubles sis à Lille, 180, rue d'Arras, Cour Boutemy n° 2 à 8 - Achat par la Ville de Lille.**
- 83/2/410 : Location d'immeubles communaux - Régularisation.**
- 83/2/411 : Décoration du mur pignon de l'immeuble situé 41, rue Thiers à Lille, appartenant à la C.U.D.L. - Convention.**
- 83/2/412 : Dispositifs d'aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logements - Composition de la Commission Communale de Conciliation.**
- 83/2/413 : Etude sur la restructuration de l'Ilot Saint-Jacques à Lille - Convention à conclure avec la SORELI.**

Je voudrais attirer l'attention du Conseil Municipal sur le rapport n° 83/2/392 qui porte sur le projet de création d'un centre expérimental de technologie de pointe à Lille.

Il s'agit d'un projet de I.I.L.E.P., (l'Institut Lillois d'Education Permanente) c'est même plus qu'un projet puisqu'il rentre en voie de réalisation. Son Président, M. DEROSIER, aura l'occasion de vous en parler plus longuement par la suite. Pour l'instant, nous vous demandons simplement de décider de mettre à la disposition de ce centre des locaux qui nous appartiennent rue Sainte-Catherine.

Ensuite, Monsieur le Maire, chers Collègues, vous avez un certain nombre de délibérations qui concernent des ventes et achats de terrains et d'immeubles.

Je vous propose, ce soir, de vendre quatre immeubles pour la somme de 540.000 F, immeubles et terrains dont nous n'avons pas besoin.

Je vous propose également d'acheter huit terrains ou immeubles pour la somme de 1.274.500 F.

Bien sûr, le solde est nettement négatif, et vous avez tous remarqué la déception que M. VAILLANT porte sur son visage en voyant qu'il ne pourra pas se livrer aux « manipulations budgétaires » dénoncées tout à l'heure par M. PIERENS... !

Ensuite, j'attire l'attention du Conseil Municipal sur un projet de décision de principe que nous prenons ce soir pour céder à l'Etablissement Public Régional l'immeuble sis 13 place Philippe Lebon à Lille et 49 rue de Valmy. Il s'agit, vous l'avez reconnue, de la Faculté des Sciences.

Le Président de la Région, M. JOSEPHE, et le Maire de Lille souhaitent que l'Etablissement Public Régional puisse siéger dans cet immeuble qui est un immeuble de prestige particulièrement bien placé, après que la Région se soit bien sûr livrée aux travaux confortatifs nécessaires à la mise en état de cet ensemble immobilier qui date quand même du début du siècle.

Voilà Monsieur le Maire, ce que j'avais à dire.

Monsieur LE MAIRE - Y a-t-il des observations ?

Il n'y en a pas.

Ces rapports sont adoptés.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES
DE L'INFORMATIQUE, DES ACHATS ET
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET IMMOBILIERES

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE LA MEDIATION

Contentieux

Rapporteur : Monsieur le Maire
en l'absence de Monsieur le Recteur DEBEYRE,
Adjoint au Maire.

83/2/414 : Instance c/M. et Mme YILDIZ - Autorisation d'ester en défense.

83/2/415 : Instance c/M. FAUCON - Autorisation d'ester en défense.

83/2/416 : Instance c/Société ETRAREC - Autorisation de défendre en appel.

Ce sont des dossiers administratifs, des autorisations d'estimer en défense.

Adoptés.

DIRECTION GENERALE DES
SERVICES TECHNIQUES

Travaux

Rapporteur : Monsieur WINDELS
Adjoint au Maire

- 83/2/417 : Aménagement de la place de la République - Création d'un jardin sur dalle - Lot n° 1 : gros-œuvre - Relèvement du montant du marché.**
- 83/2/418 : Bâtiments communaux - Dégâts occasionnés par la tempête des 26 et 27 novembre 1983 - Crédit.**
- 83/2/419 : Construction d'un atelier de maintenance automobile, chemin de Bargues - Dossier d'exécution.**
- 83/2/420 : Centre de soins pour la Famille et pour l'Enfant - Résidence Sud, rue de la Seine - Dossier d'exécution - Modification de la liste des lots.**
- 83/2/421 : Immeubles de l'O.P. d'H.L.M. de la C.U.D.L. de Lille - Travaux de grosses réparations - Dossier d'exécution.**
- 83/2/422 : Travaux de grosses réparations - Convention Ville de Lille - Office Public d'H.L.M.**
- 83/2/423 : Démolition d'immeubles appartenant à l'O.P. d'H.L.M. de la C.U.D.L. - Convention.**

Ce sont plusieurs dossiers de forme administrative.

Le n° 83/2/419 fait état du dossier d'exécution de la construction du garage au Chemin de Bargues.

Ensuite deux délibérations, les n° 83/2/421 et 83/2/422 qui vous demandent de bien vouloir signer une convention Ville de Lille - Office Public d'H.L.M. car il nous a paru nécessaire d'effectuer des travaux de grosses réparations, notamment d'étanchéité et de réfection de toiture sur un certain nombre de résidences, propriétés de l'Office d'H.L.M. à Lille.

La Ville possédant des moyens techniques plus importants, effectuera ces opérations pour le compte de l'Office d'H.L.M.

Le n° 83/2/423 demande également la signature d'une convention avec l'Office Public d'H.L.M. pour démolir plusieurs bâtiments qui sont repris en annexe au dossier.

Il est bien évident que la totalité des travaux sera exécutée sous la surveillance des services techniques municipaux.

Monsieur LE MAIRE - Vous avez également un rapport sur les dégâts consécutifs à la tempête des 26 et 27 novembre 1983. Nous avons procédé à l'évaluation du montant des dégâts en ce qui concerne les bâtiments communaux, celui-ci s'élève tout de même à 612.300 F, c'est-à-dire soixante et un millions d'anciens francs.

Si des particuliers ont subi des dégâts, je les invite à s'adresser en Mairie, car s'ils étaient nombreux, nous pourrions demander au Préfet d'appliquer la nouvelle loi concernant les victimes de catastrophes naturelles. Celles-ci ont droit à une indemnisation pour les assurances.

Qu'on se le dise ! Si vous avez des dégâts, il faut venir le dire à la Mairie.

Adoptés.

83/2/439 : Tempête des 26 et 27 novembre 1983 - Demande de constatation de l'état de « catastrophe naturelle ».

DIRECTION GENERALE DES
SERVICES TECHNIQUES

Urbanisme - Eclairage Public
Occupation du Domaine Public

Rapporteur : Monsieur THIEFFRY
Adjoint au Maire

Il y a plusieurs sortes de rapports. Les premiers concernent des conventions d'études que nous passons avec la SORELI pour faire avancer les projets d'urbanisme dont nous avons déjà décidé de faire l'étude sur certains quartiers.

83/2/424 : Ilot Maracci - Convention d'Etudes de Réalisation d'une Opération Mixte Artisanat - Logements - Bureaux.

Le n° 83/2/424 concerne l'Ilot Maracci pour les parcelles qui sont libres, où il avait été question de faire une opération mixte pour de l'artisanat et des logements. Nous ferons une étude approfondie et c'est un dossier complet qui reviendra en séance.

Adopté.

83/2/425 : Convention d'étude sur la restructuration de l'îlot « Négrier-Danel » - Convention à conclure entre la Ville de Lille et la SORELI.

Le n° 83/2/245 est également une étude sur l'Ilot Négrier-Danel, îlot particulièrement insalubre dans la Ville. Il conviendra certainement d'y faire un aménagement d'urbanisme important.

Adopté.

83/2/426 : Convention d'études de réalisation pour des opérations ponctuelles d'aménagement et de reconversion dans le quartier du Vieux-Lille.

Le n° 83/2/426 est une étude sur des opérations ponctuelles dans le quartier du Vieux-Lille avec des actions de reconversion. Comme nous passons par la SORELI, il faut d'abord faire voter un budget d'études et passer ensuite à la réalisation.

Adopté.

83/2/427 : Ilot Trésorerie Générale rue Basse à Lille. Convention pour l'établissement d'un dossier de consultation - Convention à conclure entre la Ville de Lille et la SORELI.

Le n° 83/2/427 concerne l'Ilot Trésorerie Générale rue Basse. Les premières études qui avaient été faites par le promoteur n'ont pas abouti à ce jour et nous décidons de faire une nouvelle consultation pour éviter que cet immeuble ne se dégrade davantage, afin de réhabiliter les immeubles de la rue Basse et démolir la partie arrière de cette trésorerie où on doit toujours installer un parking en liaison avec tous les projets autour de la Treille.

Adopté.

83/2/428 : Réutilisation de l'immeuble communal 58/60, rue Sainte-Catherine à Lille - Convention d'étude de Réalisation.

Le n° 83/2/428 concerne la réutilisation de l'immeuble communal 58/60 qui jouxte l'église Sainte-Catherine avec un terrain et une entrée dans la rue Léonard Danel. Il convient donc de faire l'étude de réalisation sur cet immeuble qui est vide, fort déprécié et dans lequel on pourrait faire des logements.

Adopté.

83/2/429 : Eclairage Public - Fourniture de lampes durant les années 1984 à 1986 - Marchés à commandes - Dossier d'exécution.

Le n° 83/2/429 concerne l'éclairage public avec la fourniture de lampes pour deux ans.

Adopté.

83/2/430 : Fourrière Municipale - Déplacement d'un véhicule automobile - Exonération des frais au propriétaire (Société D.L.M.)

83/2/431 : Fourrière Municipale - Déplacement d'un véhicule automobile - Exonération des frais au propriétaire (Dondeyne)

83/2/432 : Fourrière Municipale - Déplacement d'un véhicule automobile - Exonération des frais au propriétaire (Haesaert)

83/2/433 : Fourrière Municipale - Déplacement d'un véhicule automobile - Exonération des frais au propriétaire (Parent)

Nous avons ensuite quatre dossiers qui concernent la fourrière municipale que nous sommes obligés de passer ici puisque ce sont les exonérations de frais pour les propriétaires. Sur une trentaine de dossiers présentés, quatre seulement ont été retenus.

Adoptés.

83/2/434 : Tarif des droits de voirie - Rajustement.

Le n° 83/2/434 concerne le rajustement du tarif des droits de voirie avec, annexés, les droits de voirie actuels comme cela a été demandé lors d'une précédente réunion. Vous avez donc le détail.

Adopté.

83/2/435 : Transfert de la gestion des parcs de stationnement.

Enfin, le n° 83/2/435 est un rapport important, il s'agit du transfert à la Ville des parcs de stationnement de la Communauté Urbaine de Lille qui est en instance depuis un bon moment. La Communauté attend simplement que ce rapport soit accepté par le Conseil Municipal, ce qui nous permettra d'avoir à disposition des parcs de stationnement sans en payer l'amortissement puisque c'est la Communauté qui les prend sur son enveloppe « parkings ».

Nous aurons à en assurer la bonne gestion avec l'aide des sociétés qui ont pris en charge ces parkings et cela nous permettra d'aménager le stationnement du centre ville en faisant une harmonisation entre les parkings, les parcmètres au niveau de la réglementation (qui est utile à certains endroits du centre) et des tarifs.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que j'avais à dire.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Y a-t-il des observations ?

Il n'y en a pas.

Adopté.

DIRECTION GENERALES
DES SERVICES TECHNIQUES

Propreté Publique

Rapporteur : Monsieur SYLARD
Adjoint au Maire

83/2/436 : Syndicat Intercommunal de Création et de Gestion de la Fourrière pour animaux errants de Lille et ses environs - Construction de la fourrière - Participation des techniciens municipaux - Convention.

C'est un dossier administratif, Monsieur le Maire.

Monsieur LE MAIRE - Il n'y a donc pas d'observation, nous arrivons ainsi au terme de l'examen des rapports inscrits à l'ordre du jour.

Je vous ai dit tout à l'heure que j'avais reçu une délégation des travailleurs de MASSEY-FERGUSON. Certains ont d'ailleurs assisté à cette séance du Conseil Municipal et je les salue.

Chacun connaît les graves difficultés de cette entreprise, vous avez pu en lire de longs commentaires dans la presse.

J'ai eu l'occasion de m'exprimer sur ces problèmes à Roye, et de la même façon que je l'ai dit au Gouvernement pour les travailleurs en général, je dirai que les travailleurs de la région, de la ville, disons de la proche banlieue, ont des amis au Conseil Municipal de Lille.

Ce n'est pas la peine de faire de longs discours, vous connaissez bien les problèmes, ce sont des problèmes industriels et sociaux. Je vais vous donner la parole, vous allez vous exprimer, mais tout le monde connaît les problèmes français.

Ces problèmes sont de deux sortes :

D'abord, la crise économique qui entraîne une baisse de croissance, laquelle au lieu d'être de 4 ou 5 %, se situe autour de 0,5 à 1,5 %. Or, une croissance de 1 %, et même 2 %, est insuffisante.

En France, on cesse de perdre des emplois industriels dès qu'on a une croissance de 4 %, il est donc parfaitement évident que, dans la période actuelle, des entreprises peuvent être en difficulté. Celles-là connaissent ce qu'on peut appeler un chômage conjoncturel.

Cependant, en dépit des mesures prises dans le cadre de la politique de rigueur, l'économie française n'est absolument pas en récession ; il n'y a pas, en France, de récession comme on en a connu, à un moment donné, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, même si, maintenant, la tendance est plutôt au redémarrage, surtout en ce qui concerne les Etats-Unis.

En France, nous n'avons pas connu cela, et depuis en particulier 1981, nous avons connu une relance, que certains nous reprochent, avec une augmentation du pouvoir d'achat en 1981 et 1982. La politique de rigueur était absolument indispensable, vous voyez d'ailleurs le redressement important de nos échanges extérieurs, vous en connaissez les résultats sur le plan de l'inflation, il n'y a pas de récession, mais il y a une production qui est insuffisante pour résorber le nombre de chômeurs et effacer tout chômage conjoncturel.

Voilà un aspect des difficultés actuelles.

Ensuite, il y a ce que j'appelle un chômage structurel. Cela concerne des entreprises qui connaissent des difficultés, soit parce qu'elles sont dépassées, soit parce qu'elles sont dans un secteur concurrentiel où la compétition est très vive, et qu'elles n'ont pas su s'adapter au rythme de cette compétition.

En ce qui concerne le machinisme agricole, la France n'a pas été bien placée, pourtant elle a essayé, et vous connaissez les déboires dans ce secteur de notre entreprise nationale RENAULT qui a, par ailleurs, d'excellents résultats.

Ce sont de grandes sociétés internationales qui animent le secteur du machinisme agricole, et c'est un secteur très concurrentiel. Certaines entreprises s'essouffent, n'arrivent pas à suivre le train, nous en avons deux dans la région, MASSEY-FERGUSON, et INTERNATIONAL HARVESTER de Croix, deux entreprises qui connaissent de graves difficultés. Ce sont des entreprises privées, et non pas publiques, et ce sont des situations dramatiques pour les travailleurs.

Nous entrons dans cette troisième révolution industrielle, où nous assistons à la naissance des technologies nouvelles, et hélas nous assistons aussi à des fermetures. Je traite le problème en général, mais il doit être traité plus particulièrement en ce qui concerne l'entreprise de Marquette.

J'ai reçu une délégation tout à l'heure qui m'a exposé rapidement ses problèmes, ces travailleurs ont étudié les questions, ils les connaissent bien et ils auront l'occasion, dans les premiers jours du mois de janvier, de présenter leurs propositions.

Il faut les entendre, les écouter, et ceux qui représentent les pouvoirs publics dans la région doivent le faire.

Je leur dis cependant que ce n'est pas l'Etat, ce n'est pas le Gouvernement qui peut apporter des solutions industrielles. Il s'agit d'une entreprise du secteur privé qui a des difficultés, et c'est dans le cadre de cette entreprise qu'il faut trouver une solution.

Par contre, à côté des problèmes industriels, il y a le problème social, et là, ils peuvent et doivent compter sur le Gouvernement, sur la Région, sur les Elus des communes, du Département ou de la Région pour les aider.

Je comprends bien que ce qu'ils souhaitent surtout, c'est le règlement de leur problème industriel, et c'est ce qui est le plus difficile.

Or, si ce problème ne peut pas être résolu, il faut un plan social adapté à la situation et à leur attente. Mais avant d'aborder le plan social, il faut examiner l'aspect industriel, ce qui sera fait lors d'une table ronde dans les premiers jours de janvier.

Qui souhaite intervenir sur ce sujet ?

M. COLIN.

M. COLIN - Monsieur le Maire, chers Collègues, une délégation du Conseil Municipal a été reçue hier à Matignon, et j'ai moi-même participé à cette réunion avec mon Collègue Claude SYLARD pour le groupe communiste.

Je souhaitais, ce soir, apporter notre point de vue sur cet important dossier qui concerne non seulement l'emploi de deux mille salariés de Marquette et des environs, mais aussi l'avenir économique de notre agglomération.

Je dirai d'emblée que les propositions des organisations syndicales sont sérieuses, argumentées et réalistes. Elles font la démonstration qu'il est injustifié de la part de la multinationale MASSEY FERGUSON de jeter un millier de travailleurs à la rue.

Il est possible de renforcer l'efficacité de l'usine de Marquette-lez-Lille, d'en améliorer la compétitivité à un coût raisonnable moins élevé que le coût social du chômage. Il est sans doute possible d'aller vers la modernisation du machinisme agricole en France, pour sortir de la crise, sans casser des entreprises, grâce à la négociation.

C'est pourquoi, je dirai que les Elus communistes soutiennent sans réserve leur mouvement, et souhaitent que leurs propositions soient étudiées.

Il est certain que la machinisme agricole en France a besoin d'une restructuration. Personne ne conteste cette nécessité.

Seulement, cette restructuration qui devrait, selon nous, concerner à la fois MASSEY FERGUSON et I.H.F. et s'opérer autour de RENAULT - Machinisme agricole, devrait se faire avec les travailleurs, en faisant confiance à leur sens des responsabilités.

Or, il faut bien en convenir, et vous avez parlé des péripéties de cette lutte depuis six mois, en dépit de multiples démarches, aucune négociation n'a pu vraiment s'ouvrir jusqu'à présent.

La Direction de la Multinationale canadienne contraint les salariés à la grève. Si elle refuse de négocier l'avenir de la fonderie de Marquette, c'est parce qu'en supprimant toute production dans l'usine, en transformant Marquette en centre d'assemblage, elle se réserve la possibilité à tout moment de se désengager, de quitter la France. Cela lui permet d'être en position de négocier des aides publiques pour l'immédiat, sans engagements réels pour l'avenir de l'usine et pour l'emploi, tout en rejetant (et c'est là où l'opération devient politique) les difficultés sur le Gouvernement de la Gauche.

La Direction de MASSEY FERGUSON veut prouver aux salariés qu'elle est capable de leur imposer sa loi, en ne leur laissant qu'une seule liberté : celle d'être chômeur.

Or, il est possible aujourd'hui d'amener le patronat à changer d'attitude. D'abord, parce que l'annonce des licenciements a suscité l'émotion dans les localités voisines et qu'un mouvement important de solidarité se développe autour des salariés de MASSEY FERGUSON.

Les travailleurs de Lille et des environs sont sensibles au drame humain qui se joue à Marquette, à ce millier de familles qui attendent d'être fixées sur leur sort à quelques jours de Noël et des fêtes de fin d'année.

Et puis, la Direction Départementale du Travail, c'est important, vient de refuser le dossier présenté par la Direction de MASSEY pour obtenir l'autorisation de licencier le premier contingent de cinq cent quatre vingt quinze personnes.

Il faut dire, il faut le souligner ici, que les patrons n'avaient jugé utile, ni de réunir le Comité d'Entreprise, ni de présenter un plan social.

En conséquence, la Direction Départementale du Travail dispose d'un maximum de quatre mois pour réexaminer toute nouvelle proposition de MASSEY FERGUSON.

Nous pensons que le délai peut donc être mis à profit, et le plus vite sera le mieux, pour entamer le dialogue.

C'est là où intervient la nécessaire volonté politique. le Gouvernement devrait pouvoir amener la Direction de MASSEY FERGUSON à accepter le concertation, la discussion avec I.H.F. et RENAULT.

La loi doit être respectée, le Comité d'entreprise de MASSEY-FERGUSON réuni, informé, consulté sur le fond.

Et puis, les aides publiques accordées, celles qui le seront à I.H.F. et comme celles qui l'ont été et le seront à MASSEY FERGUSON, peuvent l'être avec des contreparties.

Il ne manque à l'usine de Marquette pour devenir compétitive que des investissements raisonnables, ce que la Direction canadienne lui a refusé pendant des années, la mettant en péril. Ce qu'elle peut de toute évidence consentir aujourd'hui puisqu'elle vient encore d'investir à l'étranger, c'était dans la presse cette semaine.

Sur le fond, il s'agit de définir avec les salariés et les Directions des entreprises du machinisme agricole une véritable politique industrielle, avec pour premier objectif, la reconquête du marché intérieur parce que je pense (c'est un argument important des salariés de MASSEY FERGUSON) que le marché existe.

Il faut savoir qu'aujourd'hui plus de la moitié du matériel français est desservi par des machines étrangères, que lorsque le pouvoir d'achat des agriculteurs est relevé, (résultat de l'action du Gouvernement de Gauche ces deux dernières années) les importations de matériel étranger progressent. C'est dire qu'il y a bien un marché pour cette restructuration du machinisme agricole.

Pour la réussite de cette politique industrielle, l'usine de Marquette, comme l'usine I.H.F. de Croix dont vous avez parlé tout à l'heure constituent deux atouts importants. La fonderie de Marquette est d'ailleurs la seule installation sérieuse de ce type dans la région.

On le voit, et j'en terminerai là-dessus, les salariés de MASSEY FERGUSON ne sont ni extrémistes, ni attachés au passé.

Ils veulent, à l'heure des droits nouveaux, être informés, écoutés, respectés, ne pas être considérés comme des pions qu'on déplace au gré des profits et des calculs politiques des actionnaires de Toronto.

Six mois ont été perdus, raison de plus pour aller vite aujourd'hui.

C'est en ouvrant sans tarder une véritable négociation, non seulement sur le plan social, mais en même temps sur les perspectives industrielles, de Marquette et plus généralement du machinisme agricole en France, qui seront créées les conditions d'une reprise du travail pour débloquer la situation.

Pour terminer, je dirai qu'on ne peut pas faire appel à l'esprit de responsabilité des travailleurs seulement pour négocier les conditions du chômage, seulement pour négocier les conséquences négatives des décisions économiques prises par le patronat.

C'est pourquoi nous proposons que la négociation qui va s'ouvrir incessamment entre le Préfet représentant les Ministères, la Direction de MASSEY, et les organisations syndicales, prenne bien en compte l'ensemble des données, et le volet économique et le volet social.

Nous souhaitons que les travailleurs de Marquette aient des amis au Conseil Municipal, non seulement pour soutenir leur action sociale, mais également leur intervention économique.

Voilà ce que je voulais dire ce soir, en saluant la présence d'une délégation d'ouvriers de MASSEY FERGUSON.

Monsieur LE MAIRE - La parole est à M. CACHEUX.

M. CACHEUX - Monsieur le Maire, sur ce dossier délicat dont tous ceux qui ont à le connaître, de près ou de loin, ont bien la mesure du drame humain qui se déroule à Marquette, je voudrais faire cinq brèves observations.

La première est l'existence de sur-capacités de production évidentes au niveau du machinisme agricole en France. Je pense que l'on peut hésiter sur les chiffres, 40%, 50%, mais personne ne conteste le fait.

C'est dire que si des solutions économiques peuvent se bâtir au niveau d'une entreprise, en réalité il faut les imaginer au niveau de l'ensemble de la branche, et au niveau du pays dès lors que l'intervention des pouvoirs publics est requise partout, et vous signaliez, Monsieur le Maire, que l'intervention des pouvoirs publics était nécessaire dans plusieurs entreprises du machinisme agricole.

A ce niveau, on n'échappe pas à un certain nombre de choix, tout simplement parce que, dans le passé, d'autres, dans le secteur privé, n'ont pas su faire de choix au bon moment pour éviter les drames d'aujourd'hui.

La deuxième observation que je voudrais faire, c'est que c'est à l'initiative des pouvoirs publics qu'une solution globale a commencé à être recherchée au niveau du machinisme agricole et que c'est donc à eux que reviendra le mérite si une industrie du machinisme agricole existe encore en France dans les années qui viennent.

Troisième observation que je voudrais faire, c'est la lourde responsabilité de la Direction de MASSEY FERGUSON dans la situation actuelle de l'usine de Marquette.

Absence d'investissements, en particulier au niveau de la fonderie, je crois que personne ne le conteste.

Absence de diversification industrielle.

Absence de rationalisation de l'outil de production.

C'est une entreprise Nord-Américaine, et chacun connaît bien la brutalité des méthodes sociales de ces entreprises.

Je voudrais dire qu'il ne faudrait pas, parce que les travailleurs se tournent légitimement vers les pouvoirs publics, ignorer les responsabilités très grandes d'une entreprise qui reste une entreprise privée et, qui plus est, une multinationale.

Quatrième observation : c'est que les pouvoirs publics ont jusqu'à présent joué tout leur rôle, non pas pour se substituer à la responsabilité de l'entreprise, mais bien pour rappeler à l'entreprise ses responsabilités, en particulier vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs. Je voudrais dire en particulier aux travailleurs qui nous interrogent sur un certain nombre de crédits publics qui ont déjà été accordés à l'entreprise MASSEY FERGUSON, que la situation de l'usine de Marquette serait aujourd'hui bien plus grave, et peut-être irrémédiable si ces crédits n'avaient pas d'ores et déjà été accordés.

Les pouvoirs publics ont joué tout leur rôle et ils continuent à le faire quand ils exercent une pression maximale pour que s'ouvre une véritable négociation. C'est, notre Collègue COLIN le soulignait tout à l'heure, un aspect positif de la rencontre que nous avons eue hier avec votre Directeur de Cabinet, M. DELEBARRE, et ses collaborateurs en matière économique, à Matignon, que cet engagement de renouveler les pressions sur la Direction de MASSEY FERGUSON pour que des négociations sérieuses s'engagent.

Une négociation sérieuse doit effectivement être ouverte, alors que la Direction s'y est jusqu'à présent refusée à tous niveaux, en particulier au niveau le plus élevé.

C'est un point positif de la réunion que nous avons eue hier, et il faut s'engouffrer dans ce point positif pour obtenir de la Direction de MASSEY FERGUSON un certain nombre d'engagements en particulier pour la pérennité des fabrications qui sont faites à Marquette.

Dernière observation que je voulais faire, Monsieur le Maire, c'est l'esprit de responsabilité des travailleurs et de leurs organisations syndicales alors que la Direction s'est jusqu'à présent refusée à tout véritable dialogue à ce niveau.

Je ne dois pas cacher, malgré tout, l'inquiétude qui nous a été exprimée par les pouvoirs publics sur la solidité de l'entreprise si ses activités ne devaient pas reprendre. Les circonstances nous donnent huit jours de répit, peut-être un peu plus, il faut absolument se saisir de ce répit pour qu'enfin une négociation s'engage et que l'on écarte la logique de l'ignorance et de l'incompréhension pour faire prévaloir une logique du dialogue et de la négociation.

Seulement, je crois qu'il faut tenir aux travailleurs un langage de vérité et de responsabilité.

Compte tenu de la situation, en particulier de la situation du machinisme agricole en France dont nous avons hérité mais qui ne s'est pas améliorée, il n'y a pas d'emploi solide sans une restructuration industrielle. Mais le sens du message de la Gauche est de dire que nous devons assumer cette restructuration dans la solidarité nationale, et il faut effectivement qu'à ce niveau-là, dès lors que les restructurations sont obligatoires et que tout a été fait pour sauver l'emploi, que la solidarité nationale joue à plein.

Monsieur LE MAIRE - Je vous remercie.

Y a-t-il d'autres interventions ?

Il n'y en a pas.

Je partage le point de vue qui a été exprimé, langage de vérité et de solidarité ; langage de vérité, avec l'examen du dossier industriel.

Une délégation a été reçue par mon Cabinet à Matignon et mes collaborateurs sont saisis de cette affaire. Les pouvoirs publics ont fait ce qu'ils avaient à faire, au moins ici, sur le plan de la Région, mais nous allons, à nouveau, procéder à un examen approfondi au niveau de Matignon.

Il y a des concentrations industrielles qui se font, des entreprises qui doivent retrouver un souffle pour continuer, mais les cas sont très différents. Certaines situations sont provoquées par des entreprises mal gérées, d'autres par des entreprises qui sont animées par un patronat trop dur. Il y a aussi les entreprises qui ne remplissent pas les conditions pour retrouver des normes de production normales, et celles-là, il faut aussi les aider.

Voilà pour le dossier industriel.

Sur le plan, il faut un langage de vérité et un langage de compréhension.

Langage de solidarité, lorsque, malheureusement, il doit y avoir des licenciements, ou des mesures de cette nature, nous avons le devoir de faire en sorte que ces licenciements se traduisent par des reclassements, par un plan de formation, par toute une série de mesures qui sont indispensables.

En tout cas, je tiens à leur exprimer ce soir ma solidarité et celle du Conseil Municipal. Rendez-vous est pris pour le début de l'année prochaine, et j'espère que nous pourrions trouver quelques lueurs d'espoir. Ils peuvent, de toute façon, compter sur notre solidarité si le dossier industriel s'avérait difficile.

D'après la conservation rapide que j'ai eue et la connaissance que j'ai de ce dossier, une restructuration industrielle est proposée, mais insuffisamment discutée, disent les travailleurs, restructuration qui entraînerait la réduction de moitié du personnel, échelonnée sur plusieurs mois.

C'est justement cela qui est contesté par les travailleurs, ceux-ci disent qu'il existe des possibilités pour cette entreprise, et c'est de cela dont nous allons discuter en début d'année prochaine, lors de la réunion de la Table Ronde qui portera sur le problème industriel.

Je crois que le problème est bien posé, dossier industriel et dossier social.

Dossier de vérité que l'on doit aux travailleurs lorsqu'ils sont en difficulté et dossier de solidarité qu'on leur doit dans tous les cas.

La séance est levée

(Séance levée à 21 heures 15).

**N° 83/2/352 : Lois n° 70/1297 du 31 décembre 1970,
78/753 du 17 juillet 1978 et 82/213 modifiée
du 2 mars 1982 (articles L.122-20 et L.122-21
du Code des Communes) - Délégation au Maire -
Compte rendu au Conseil Municipal**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de votre séance du 26 mars 1983, par délibération n° 83/2/6 et conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 70/1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion et les libertés communales et de l'article 63 de la loi n° 78/753 du 17 juillet 1978, repris par les articles L.122-20 et L.122-21 du Code des Communes, vous avez bien voulu nous accorder délégation pour les objets limités énumérés ci-dessous :

- réalisation d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passation à cet effet des actes nécessaires ;
- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être réglementairement passés de gré à gré en raison de leur montant, lorsque les crédits sont prévus au budget ;
- conclusion et révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- passation des contrats d'assurance ;
- exercice, au nom de la Commune, du droit de préemption à l'intérieur de la Zone d'Aménagement Différé du Secteur Sauvegardé.

Comme vous le savez, les décisions prises en vertu de l'article L.122-20 du Code des Communes sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux portant sur les mêmes objets.

De plus, le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal ; en conséquence, nous vous prions de trouver ci-joint, un tableau récapitulatif des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Adopté

Voir compte rendu p. 912

**Marchés, avenants, louages, contrats d'assurances, réalisations d'emprunts passés et droits de préemption
exercés par le Maire conformément aux dispositions
des articles L.122-20 et L.122-21 du Code des Communes et de la délibération
du Conseil Municipal n° 83/2/6 du 26 mars 1983**

Tableau à jour le : 15 novembre 1983

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
83/2/71 D.M.	19 septembre 1983	Direction des Affaires Immobilières et du Logement	Un avenant au bail du 27 avril 1976, prenant effet le 15 mars 1981 est passé avec l'Etat (Ministère de l'Intérieur - Police) pour porter le montant du loyer annuel de l'immeuble 2, boulevard du Maréchal Vaillant à Lille, occupé par le Commissariat Central de Police, à 180.000 F.		
83/2/72 D.M.	22 septembre 1983	Direction des Affaires Immobilières et du Logement	Il est passé entre la Ville de Lille et la Compagnie « Les Assurances Générales » représentée par Monsieur DUBOIS-PROUVOST 13, rue Faidherbe à Lille, un avenant au contrat n° 3 868 052 garantissant les bâtiments communaux contre les risques d'incendie, en vue d'actualiser le montant du capital garanti en raison des changements survenus dans la situation des biens communaux et en fonction de l'évolution de l'indice « Risque industriel », et en raison de l'obligation d'une surprime de 5,50% sur les catastrophes naturelles.	Montant de la prime annuelle : 758 905,00 F	13 octobre 1983

22 Décembre 1983

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
83/2/73 D.M.	28 septembre 1983	Direction des Services de la Jeunesse, de l'Animation et des Fêtes	Un contrat de multigaranties, conclu pour une durée de cinq ans à compter du 4 janvier 1982 et résiliable par la Ville à tout moment moyennant un préavis de trois mois, est passé avec la société REPROX 3, 164-166 rue Barthélémy Delespaul à Lille, pour l'entretien et la fourniture de consommables du copieur EP 320 de marque MINOLTA.	Redevance de base minimum : 5 100 F HT par lot de 30.000 à 60.000 copies (susceptibles d'être modifiée en fonction des variations économiques)	
83/2/74 D.M.	28 septembre 1983	Direction Générale des Finances, de l'Informatique, des Achats et des Affaires Juridiques et Immobilières	Un contrat d'entretien, conclu pour une durée d'un an à compter du 1 ^{er} novembre 1983 et renouvelable par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder cinq ans, est passé avec la S.A.R.L. NORD CLIMATISATION, 161, chaussée Gramme à Tourcoing, pour la maintenance de la climatisation type CSA 309, installée au service Informatique.	Montant de l'abonnement pour la première année : 45 256 F HT.	
83/2/75 D.M.	4 octobre 1983	Direction Générale des Services Techniques	Un marché négocié est passé entre la Ville de Lille et la société SORETEX, dont le siège social est à Angers, 151 rue Saint-Léonard, et l'agence Régionale à Hellemmes-Lille, 46, rue Louis Blanc, en vue de procéder au remplacement de l'ascenseur du commissariat Central.	Montant : 227 115,44 F T.T.C.	

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
83/2/76 D.M.	6 octobre 1983	Direction des Affaires Immobilières et du Logement	Considérant que l'achat de l'immeuble 36, rue Doudin à Lille, inclus dans le périmètre de la Z.A.D. du Secteur Sauvegardé de Lille, facilitera les opérations de rénovation engagées dans cette zone, la Ville de Lille exerce son droit de préemption sur cet immeuble repris au cadastre sous le n° 30 de la section LO pour une contenance de 99 m ² .	Prix offert : 100 000 F valeur « occupé »	19 octobre 1983
83/2/77 D.M.	6 octobre 1983	Direction des Affaires Immobilières et du Logement	Considérant que l'achat de l'immeuble sis à Lille 52 rue Jean-Jacques Rousseau, repris au cadastre sous le n° 21 de la section LO pour une superficie de 35 m ² sera effectué directement par l'Office Public d'Habitations à Loyer Modéré de la C.U.D.L., l'arrêté n° 83/2/45 D.M. du 20 juin 1983 par lequel la Ville de Lille exerçait son droit de préemption sur cet immeuble, est annulé.		17 octobre 1983
83/2/78 D.M.	6 octobre 1983	Direction des Affaires Immobilières et du Logement	Considérant que l'achat de l'immeuble 24, rue des Trois Molettes, inclus dans le périmètre de la Z.A.D. du Secteur Sauvegardé de Lille, facilitera les opérations de rénovation engagées dans cette	Prix Offert : 55 000 F valeur « occupé »	17 octobre 1983

22 Décembre 1983

- 974 -

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
83/2/79 D.M.	10 octobre 1983	Direction Générale des Services Techniques	<p>zone, l'arrêté municipal n° 83-19 D.M. en date du 28 février 1983, en ce qu'il ne tenait pas compte de l'occupation commerciale, est annulé et remplacé par les présentes dispositions.</p> <p>Un contrat est passé entre la Ville de Lille et la Société pour l'Utilisation Rationnelle des Gaz (U.R.G.), 29, rue de Berri à Paris, en vue du prêt d'une citerne de 1,750 tonne de capacité et de l'exclusivité de la fourniture de gaz de pétrole liquéfié à la Résidence Lydéric à Saint-Gervais.</p>		

N° 83/2/353 : Caisse de Crédit Municipal
Nouvelle composition des Conseils d'Administration
conformément au décret n° 83-914 du 7 octobre 1983
Représentants de la Ville

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n° 83/2/11 du 26 mars 1983 et n° 83/2/60 du 27 mai 1983, nous avons désigné Messieurs VAILLANT et ROMAN et Madame MOREL pour siéger au Conseil d'Administration de la Caisse du Crédit Municipal de Lille en qualité de représentant du Conseil Municipal.

Le décret n° 83-914 du 7 octobre 1983 fixe la nouvelle composition des Conseils d'Administration des Caisses de Crédit Municipal.

L'article 1 de ce texte stipule notamment :

« Le Conseil d'Administration d'une Caisse de Crédit Municipal est composé :

- 1° - du Maire de la Commune siège de l'établissement principal, Président de droit
- 2° - de membres élus par le Conseil Municipal de la Commune siège de l'établissement principal et de membres nommés par le Maire de cette Commune dans la proportion suivante :
 - a) Un tiers de membres élus pris parmi les membres du Conseil Municipal
 - b) Un tiers de membres nommés parmi les Administrateurs des établissements ou organismes sociaux
 - c) Un tiers de membres nommés, en raison de leurs compétences parmi les citoyens résidant dans la Commune siège de l'établissement principal ».

En conséquence, nous vous demandons, conformément à la nouvelle réglementation, de bien vouloir confirmer les désignations de nos trois représentants à savoir Messieurs VAILLANT, ROMAN et Madame MOREL.

Adopté.

N° 83/2/354 : Commune Associée d'Hellemmes
Logement Ecole Jean Jaurès
Rachat de matériel

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de son affectation à l'Ecole JEAN JAURES, Monsieur JOCAILLE, Directeur de l'Etablissement, a fait procéder à ses frais à l'installation d'une salle de bain et au remplacement d'un évier défectueux dans son logement de fonction.

Ayant quitté ce logement suite à sa mise à la retraite, celui-ci sollicite le rachat par la Ville de ce matériel qui est estimé à 2.850 Frs.

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEM-MES, réuni le 4 Novembre 1983, nous vous demandons de nous autoriser à reprendre ce matériel.

La dépense sera imputée au Chapitre 908-5 « Logements de fonctions » article 2147 de la section d'investissement du Budget, par prélèvement d'une somme équivalente au Chapitre 905-1 « Transports routiers » Article 2150 « Acquisition de véhicules ».

Adopté

Voir compte rendu p. 912

**83/2/355 : Commune Associée d'Hellemmes
Contrat de financement, en date du
2 NOVEMBRE 1977 du poste de Directeur
au Club Léo Lagrange - Avenant n° 2 -**

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions de la délibération N° 77/11 9027 du 8 JUILLET 1977 et du contrat y annexé, la Commune participe au financement du poste de Directeur Animateur au CLUB LEO LAGRANGE.

Dans le règlement intérieur de la Fédération Nationale LEO LAGRANGE, il est prévu d'octroyer aux animateurs responsables d'équipement une indemnité de logement.

Les mémoires qui nous sont adressés depuis plusieurs années tiennent compte de cette disposition qui n'est toutefois pas reprise dans le contrat initial.

En conséquence, nous vous demandons, en accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEMMES, réuni le 4 Novembre 1983 de nous autoriser à signer l'avenant N° 2 au contrat de financement du 2 NOVEMBRE 1977.

Adopté

Voir compte rendu p. 912

**N° 83/2/356 : Participation de la Ville de Lille
au Congrès de MONTREAL du 24 au 28
septembre 1984.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La ville de Lille a accueilli du 27 au 30 septembre 1983 le Conseil International de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées dont elle est membre. Cette session préparait le congrès de cette Fédération qui se tiendra du 24 au 28 septembre 1984 à Montréal.

En accord avec la Commission de l'Education permanente de la Jeunesse, Sports et Loisirs réunie le 15 novembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir

autoriser le versement d'une somme de 30 000 F destinée à couvrir les frais de participation de la ville de Lille à ce congrès.

Adopté

Voir compte rendu p. 913

N° 83/2/357 : Echange entre le C.E.S. St Exupéry à Hellemmes et un Lycée de Cologne : demande de subvention.

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des échanges entre villes jumelées, le Collège St Exupéry d'Hellemmes accueille du 11 au 17 novembre 1983 une cinquantaine de jeunes allemands d'un Lycée de Cologne.

Le Foyer Socio-Educatif du Collège sollicite une subvention de 600 F, correspondant aux frais de transport et d'organisation de différentes activités au cours de ce séjour.

En accord avec la Commission, de la formation permanente, de la Jeunesse, Sports et Loisirs réunie le 15 novembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le versement de cette subvention.

La dépense sera prélevée sur le Chapitre 940/32 du BP83 intitulé « Parrainages-Jumelages ».

Adopté

Voir compte rendu p. 913

**N° 83/2/358 : Personnel Municipal
Direction de la Caisse des Ecoles
Modification de l'échelle indiciaire
d'Intendant**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 81/2002 du 26 février 1981, vous avez décidé la création d'un poste d'intendant de la Caisse des Ecoles nommé par concours dans les conditions équivalentes à celles de rédacteurs.

Cet emploi est assorti de l'échelle indiciaire des rédacteurs. Le nombre sans cesse croissant des enfants fréquentant les restaurants scolaires, la mise en place d'une cuisine centrale, l'accroissement des tâches assumées par le titulaire de ce poste, en particulier :

- l'achat et la distribution de lait dans les écoles maternelles,
- l'achat et la répartition des produits d'entretien dans les écoles,
- les attributions vestimentaires au personnel,

- la confection et la réparation des draps et bavoirs pour les écoles maternelles,

nous ont amené à envisager d'assortir cet emploi de l'échelle indiciaire des rédacteurs chefs (384 - 579).

Après consultation du Comité de la Caisse des Ecoles réuni le 25 octobre 1983, et en accord avec la commission des Finances et de la Planification réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir décider l'application de cette mesure.

La dépense qui en résultera sera imputée sur les crédits ouverts à nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 914

**N° 83/2/359 : Personnel municipal
Plan de formation pluriannuel
1984-1985-1986**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 81/2008 du 24 juin 1981, le Conseil Municipal a adopté le principe de la mise en place de structures permettant l'élaboration d'un plan de formation pluriannuel pour le personnel.

C'est ainsi que furent créés un service-formation et une commission de formation.

Dans un premier temps et à titre expérimental, ces deux structures ont élaboré et appliqué deux plans de formation respectivement au titre des années 1982 et 1983.

Par la suite la commission de formation, composée pour la durée du nouveau mandat municipal et qui travaille, du reste en sous-commissions sous la conduite du Conseiller municipal délégué à la formation, a entrepris la mise en œuvre d'un véritable plan pluriannuel de formation du personnel, s'étendant sur les années 1984-1985-1986 et qui fait l'objet du document joint en annexe.

Ce document, fruit d'un travail de concertation entre les représentants des élus, des organisations syndicales et des chefs de service reprend les orientations générales visant à satisfaire les souhaits et les aspirations des agents mais aussi les besoins de l'Administration municipale nécessaires à une amélioration du service public.

En outre, il définit un ensemble de moyens mis et à mettre en place pour réaliser les objectifs prescrits :

Mission de la Commission de formation ;

Rôle du Service-formation ;

Crédit de 100.000 heures formation attribuées chaque année pendant la durée du

plan de formation pluriannuel ;
Dotation annuelle inscrite au B.P. pour permettre la réalisation d'actions spécifiques à nos services ;
Un règlement formation qui définit :

la clé de répartition des heures attribuées à la formation

le droit, les garanties et les obligations des stagiaires en matière de formation, ainsi que les éventuelles dérogations

Un ensemble de moyens pour développer l'information des agents : à titre d'exemple, l'installation de panneaux d'affichage, la désignation de correspondants formation dans les services, des réunions d'information sur les lieux de travail pour l'ensemble du personnel intéressé et pour les nouveaux agents.

Enfin, il consigne dans un recueil, un ensemble d'actions à mener à court terme (année 1984) établi à partir de choix prioritaires :

Amélioration de la qualité du service public

- adaptation des services aux technologies d'avenir (informatique et bureautique) aux nouvelles responsabilités des communes, à l'évolution des services et aux idées nouvelles telles la gestion des énergies, les substitutions de peine etc.
- le perfectionnement et l'adaptation des agents en vue de maintenir et d'améliorer les compétences professionnelles dans tous les domaines et particulièrement les secteurs finances, culturels, sociaux, accueil du public etc.

Favoriser la promotion professionnelle des agents à tous les niveaux en leur permettant de se préparer à une promotion de grade ou à un changement de catégorie d'emploi par voie de concours ou d'examen.

Permettre la formation personnelle (éducation permanente) en favorisant certaines formations sans rapport avec la spécialité professionnelle exercée ou en rapport avec la vie quotidienne.

La commission de formation a en effet considéré qu'un plan de formation comme tout autre plan de cette nature ne pouvait être que prévisionnel ; il s'ensuit que le plan qui vous est proposé est précis dans ses grandes lignes mais suffisamment souple pour en permettre l'amélioration, l'adaptation ou le réajustement.

Nous vous demandons de statuer sur les propositions reprises aux documents annexés au présent rapport, et adopté en commission de formation le 4 octobre 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 915

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget supplémentaire de 1983 que nous soumettons à votre examen se présente comme suit :

• Recettes totales	215.045.191,01 F
• Dépenses totales	215.042.530,49 F
<u>Excédent de recettes</u>	<u>2.660,52 F</u>

En voici la décomposition :

- Excédent de recettes sur les opérations réalisées au cours de l'exercice 1982 (titres et mandats émis) tel qu'il figure au compte administratif de cet exercice 23.452.882,27 F

A ajouter :

- Montant des recettes restant à réaliser au titre des exercices antérieurs, tel qu'il a été arrêté à la clôture de l'exercice 1982 (reports) :

- Section d'investissement :

° Emprunts	75.471.653,00 F
° Subventions	34.537.843,94 F
° Autres recettes	<u>20.070.961,09 F</u>
	130.080.458,03 F

- Section de fonctionnement 7.908.344,38 F

137.988.802,41 F

Total des recettes 161.441.684,68 F

A déduire :

- Montant des dépenses restant à mandater au titre des exercices antérieurs, tel qu'il a été arrêté à la clôture de l'exercice 1982 (reports) :

• Section d'investissement	126.180.503,00 F
• Section de fonctionnement	<u>30.108.125,07 F</u>
	156.288.628,07 F

- Crédits réservés tels qu'ils sont détaillés à l'état des crédits et recettes grevés d'affectation spéciale figurant en annexe au compte administratif de 1982 :

- Section d'investissement 3.899.955,03 F
- Section de fonctionnement 280.316,17 F

 4.180.271,20 F

Total des dépenses 160.468.899,27 F

Excédent de recettes disponible à la clôture
de l'exercice 1982 972.785,41 F

Le disponible à utiliser étant ainsi dégagé, le budget supplémentaire de 1983 se présente dès lors comme suit :

- Rappel de l'excédent 972.785,41 F

A ajouter :

- Recettes supplémentaires et nouvelles

- Section d'investissement 62.668.593,04 F
- Section de fonctionnement 10.684.496,00 F

 73.353.089,04 F

- Réductions sur opérations antérieures

- Aménagement du parc
boisé de la Citadelle.
Subvention de l'Etat - 800.000,00 F
- Halte nautique.
Ebauche d'un port de
plaisance
Subventions - 400.000,00 F
- Institut médico-
éducatif « La Roseaie »
Construction
Emprunt - 1.158.000,00 F
- Ancien institut de
chimie rue Barthélémy
Delespaul. Transformation
en Bourse du Travail
Emprunt - 1.000.000,00 de F

• Prélèvement sur recettes de fonctionnement	– 16.391.582,71 F	
		– 19.749.582,71 F
		53.603.506,33 F

Total des recettes 54.576.291,74 F

A déduire :

– Dépenses supplémentaires et nouvelles

• Section d'investissement	32.490.675,53 F	
• Section de fonctionnement	43.882.538,40 F	
		76.373.213,93 F

– Annulations sur opérations antérieures

• Aménagement du parc boisé de la Citadelle.	– 800.000,00 F
• Halte nautique. Ebauche d'un port de plaisance.	– 400.000,00 F
• Institut médico-éducatif « La Roseraie » Construction.	– 1.158.000,00 F
• Ancien institut de chimie rue Barthélémy Delespaul. Transformation en Bourse du Travail.	– 1.000.000,00 F
• Prélèvement sur recettes de fonctionnement	– 16.391.582,71 F
• Dépenses imprévues. Provision	– 1.500.000,00 F
• Autres opérations	– 550.000,00 F
	– 21.799.582,71 F

Total des dépenses 54.573.631,22 F

Disponible du budget supplémentaire de 1983 2.660,52 F

Nous vous donnons ci-après le détail des opérations de recettes et de dépenses supplémentaires et nouvelles correspondant aux totaux généraux repris ci-avant :

I - Opérations dont l'inscription au budget supplémentaire a été décidée au cours de précédentes séances du Conseil Municipal

		Recettes	Dépenses
Section d'investissement			
900.9	- Atelier des mairies de quartier. Crédit complémentaire. Emprunt. Emploi (Délib. n° 83 / 7004 du 26.2.1983)	210.000,00	210.000,00
901.1	- Amélioration de la circulation aux abords de la gare. 2 ^e phase. Participation de la Ville. Emprunt. Emploi (Délib. n° 82 / 8042 du 17.12.1982)	1.747.743,71	1.747.743,71
903.1	- Ecole maternelle rue R. Wagner. Construction de classes préfabriquées. Emprunt. Emploi (Délib. n° 83 / 2 / 88 du 27.5.1983)	500.000,00	500.000,00
903.50	- Stade Léo Lagrange. Travaux de modernisation. Reliquat. Emprunt. Emploi (Délib. n° 81 / 7115 du 30.12.1981)	34.000,00	34.000,00
903.51	- Salle de sports de la Briqueterie. Travaux de remise en état. Emprunt. Emploi (Délib. n° 83 / 2 / 326 du 22.10.1983)	300.000,00	300.000,00
903.63	- Bibliothèque municipale. Achat de livres Subvention de l'Etat. Emploi (partie) (Délib. n° 83 / 2 / 280 du 22.10.1983)		178.640,00
903.9	- Immeuble du Nouveau Siècle. Palais des Congrès et de la Musique. Travaux d'aménagement. Crédit complémentaire. Emprunt. Emploi (Délib. n° 83 / 2 / 90 du 27.5.1983)	12.364.928,00	12.364.928,00
904.92	- Centre de soins pour la famille et l'enfant, résidence Sud rue de la Seine Construction. Emprunt. Subventions. Emploi (Délib. n° 83 / 7005 du 26.2.1983)	2.940.000,00	2.940.000,00
909	- Réseau de chaleur. Frais de l'étude réalisée par la Compagnie Générale de Chauffage. Emprunt. Emploi (Délib. n° 82 / 7037 du 16.10.1982)	350.000,00	350.000,00
910.36	- Monuments historiques. Eglise St-André. Travaux de restauration. Fonds de concours. Emprunt. Emploi (Délib n° 82 / 7039 du 10.10.1982)	200.000,00	200.000,00

		Recettes	Dépenses
922	- Démolition d'immeubles. Crédit complémentaire. Emprunt. Emploi (Délib. n° 83 / 7012 du 26.2.1983)	800.000,00	800.000,00
922	- Diverses acquisitions de terrains. Emprunt. Emploi (Délib. n° 82 / 6085, 6091, 6101 des 16.10. et 17.12.1983 et 83 / 6021 et 6027 du 26.2.1983)	5.895.000,00	5.895.000,00
	- Insuffisances de crédits. Dotations complémentaires (Délib. n° 83 / 2 / 269 du 22.10.1983)		112.984,52
	Totaux	25.341.671,71	25.633.296,23

Section de fonctionnement

930.0	- Emprunt de 1.000.000 de F contracté auprès de la Caisse Autonome de Retraite de la Mutualité du Nord pour le financement des travaux d'aménagement d'un parking paysager et d'une passerelle dans le prolongement de la façade de l'Esplanade. Versement anticipé des fonds par rapport à la première échéance de remboursement. Intérêts supplémentaires. (Délib. n° 82 / 3017 du 14.5.1982)		57.611,11
931.1	- Prêts immobiliers consentis aux agents municipaux par l'intermédiaire du crédit municipal. Règlement des intérêts dus par la Ville pour l'année 1982 (Délib. n° 81 / 2003 du 17.2.1981)		14.188,60
932.210	- Théâtre de l'Opéra. Sinistre. Travaux de réfection. Remboursement des dépenses par les compagnies d'assurances. Emploi. (Délib. n° 83 / 2 / 89 du 27.5.1983)	600.000,00	600.000,00
932.22	- Groupe scolaire rue R. Wagner. Sinistre. Travaux de réfection. Remboursement des dépenses par les compagnies d'assurances. Emploi (Délib. n° 83 / 2 / 325 du 22.10.1983)	221.000,00	221.000,00
934.241	- Restaurant municipal. Fonctionnement (Délib. n° 83 / 2 / 250 du 22.10.1983)	750.000,00	750.000,00
945.220	- Bibliothèque municipale. Achat de périodiques. Subvention de l'Etat. Emploi. (partie) (Délib. n° 83 / 2 / 280 du 22.10.1983)	223.300,00	44.660,00

	Recettes	Dépenses
945.230 - Palais des Beaux-arts. Restauration d'un carton de David. Subvention de l'Etat. Emploi (Délib. n° 83/2/283 du 22.10.1983)	21.760,00	21.760,00
961.3 - Participation de la Ville dans le fonctionnement du syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière pour animaux errants (Délib. n° 81/8041 du 30.5.1981)		40.345,00
961.4 - Gestion des terrains d'hébergement des gens du voyage à Lille. Convention avec la Société Campexel (Délib. n° 83/2/115 du 27.5.1983)		560.000,00
970 - Admission en non valeur (Délib. n° 83/2/72 du 27.5.1983)		42.913,50
970 - Participation de l'Etat dans les dégâts causés lors de manifestations exceptionnelles (Délib. n° 83/2/185 du 2.7.1983)	2.816,39	2.816,39
- Insuffisances de crédits. Dotations complémentaires (Délib. n° 83/2/269 du 22.10.1983)		37.253.865,85
Totaux	1.818.876,39	30.609.160,45
Total des opérations nouvelles antérieurement votées par le Conseil Municipal	27.160.548,10	65.242.456,68

II - Opérations de recettes et de dépenses nouvelles dont l'inscription vous est proposée au cours de la présente séance

	Recettes	Dépenses
Section d'investissement		
900.00 - Hôtel de Ville. Reprise de matériel	10.909,88	
901.5 - Aménagement de la place de la République. Création d'un jardin sur dalle. Subvention de l'Etat. Emploi	157.500,00	157.500,00
901.5 - Jardin Vauban. Construction de vestiaires. Remboursement d'une facture	5.619,60	
903.1 - Divers bâtiments scolaires. Travaux de grosses réparations. Subvention des fonds scolaires départementaux	231.080,00	

		Recettes	Dépenses
903.1	- Commune associée d'Hellemmes. Bâtiments scolaires. Travaux de réfection et de grosses réparations. Subvention des fonds scolaires départementaux	45.000,00	
903.50	- Stade Roger Salengro. Travaux de modernisation. Emprunt. Emploi	250.000,00	250.000,00
903.50	- Stade Léo Lagrange. Construction de courts de tennis couverts. Emprunt. Emploi	1.950.000,00	1.950.000,00
903.52	Economies d'énergie réalisées dans le cadre du fonctionnement des piscines industrialisées. Subventions de la Société centrale pour l'équipement du territoire	80.000,00	
903.61	Palais des Beaux-arts. Acquisition d'œuvres d'art. Subvention de l'Etat. Emploi	251.735,60	251.735,60
903.61	- Palais des Beaux-arts. Travaux de peinture et réfection de salles. Subvention du Département. Emploi	60.000,00	60.000,00
903.61	- Hospice Comtesse. Aménagement muséographique. Subvention du Département. Emploi.	150.000,00	150.000,00
903.63	- Bibliothèque municipale. Acquisition de livres. Subvention de l'Etat. Emploi (partie)		155.100,00
903.9	- Conservatoire. Acquisition de matériel musical. Remboursement d'une facture	1.049,98	
904.91	- Centre social rue Armand Carrel. Construction. Subvention de la C.A.F. Emploi	121.000,00	121.000,00
905.1	- Remplacement du bibliobus. Subvention de l'Etat. Emploi (partie)		600.000,00
905.1	- Vente de véhicules réformés. Produit	15.500,00	
908.1	- Résorption de l'habitat insalubre (ordre)	354.043,70	354.043,70
909	- Terrains d'accueil des nomades. Aménagement. Emprunt. Emploi	740.000,00	740.000,00
909	- Implantation de sculptures et peintures dans la Ville. Emprunt. Emploi	118.000,00	118.000,00
909	- Economies d'énergie. Emprunt. Emploi	1.000.000,00	1.000.000,00

		Recettes	Dépenses
912.3	- Syndicat intercommunal Lille- La Madeleine pour l'aménagement d'un parc de sports. Emprunts de 1.150.000 F et 750.000 F. Participation de la Ville. Intégration (ordre)	950.000,00	950.000,00
914.8	- Voies privées. Remboursement par divers particuliers de frais de branchement	6.741,57	
922	- Echanges compensés entre la Ville et l'Armée. Cession d'immeubles. Produit	4.825.000,00	
922	- Echanges compensés entre la Ville et l'Armée. Cession de terrains. Produit	1.150.000,00	
922	- Vente d'immeubles. Produit	3.000.000,00	
922	- Vente de terrains. Produit	2.600.000,00	
925.0	- Amortissement des frais sur emprunts Année 1982	6.122,79	
925.5	- Amortissement des subventions d'équipement versées, des frais d'études et de recherches, des travaux d'entretien couverts par l'emprunt. Année 1982	3.740.007,21	
925.5	- Legs Laigre. Remboursement de titres Produit	305,00	
927	- Emprunts globalisés. Financement complémentaire de la section d'investissement	15.000.000,00	
927	- Fonds de compensation de la T.V.A. Recette complémentaire	507.306,00	
	Totaux	37.326.921,33	6.857.379,30

Section de fonctionnement

930.0	- Dotations aux amortissements des frais sur emprunts. Année 1982		6.122,79
931.0	- Recouvrement de frais de stages	1.440,00	
932.12	- Atelier du service des installations thermiques et sanitaires. Remboursement de factures	14.952,82	
932.210	- Bâtiments communaux. Recouvrements divers. Recette complémentaire	1.000.000,00	
932.211	- Eglise St-Vincent de Paul. Travaux de Vitrierie. Recouvrement des dépenses	789,66	

		Recettes	Dépenses
932.22	- Bâtiments scolaires. Recouvrements divers. Recettes complémentaire	1.300.000,00	
932.5	- Parc automobile. Recouvrement de dépenses faites pour le compte de la Communauté urbaine	442.000,00	
936.0	- Enlèvement de détritrus dans les espaces verts. Recouvrement des dépenses	416,75	
936.20	- Service du nettoyage. Enlèvement de détritrus. Recouvrement des dépenses	1.667,00	
936.5	- Service de l'éclairage public. Vente de vieux métaux. Produit	28.821,70	
936.5	- Service de l'éclairage public. Dégâts occasionnés aux installations. Recouvrement des dépenses. Recette complémentaire	300.000,00	
936.7	- Voies privées. Remboursement par divers de frais de raccordement à l'égout	2.731,87	
940.11	Elections à la Sécurité sociale. Participation de l'Etat	420.354,00	
420.210	- Relations publiques. Vente d'un livre de Pierrard. Produit	50,00	
940.31	- Service des fêtes. Facture réglée pour le compte de la Caisse des écoles. Recouvrement	1.036,54	
941.1	- Justice. Remboursement par l'Etat des dépenses réglées à ce titre pour l'année 1981	292.027,98	
942.01	- Maintien en état du réseau d'alerte. Participation de l'Etat	10.000,00	
943.1	- Enseignement du premier degré. Recouvrement d'indemnités versées à tort	14.000,00	
943.61	- Ecole régionale des Arts Plastiques. Taxe d'apprentissage. Produit. Emploi	26.160,00	26.160,00
943.63	- Ecoles de musique. Recouvrement d'indemnités versées à tort	1.957,57	
944.40	- Classes de neige. Recouvrement de diverses dépenses	1.137,13	
944.9	- Fonctionnement des classes psycho- pédagogiques. Participation du Département	4.980,46	
945.18	- Subventions aux clubs sportifs de haut niveau		200.000,00

	Recettes	Dépenses
945.220 - Bibliothèque municipale. Fonctionnement Subvention de l'Etat. Emploi (partie)	1.005.100,00	100.000,00
945.220 - Bibliothèque municipale. Reprise de fournitures	865,30	
945.280 - Activités culturelles. Vente d'un catalogue de Dodeigne	50,00	
951.420 - Crèche de Moulins-Lille. Fonctionnement Participation de la C.A.F. Recette complémentaire	100.000,00	
951.421 - Crèche de Fives. Fonctionnement. Participation de la C.A.F. Recette complémentaire	50.000,00	
951.422 - Crèche du Faubourg de Béthune. Fonctionnement. Participation de la C.A.F. Recette complémentaire	200.000,00	
951.422 - Crèche du Faubourg de Béthune. Remboursement d'une facture	142,68	
955.9 - Recouvrement de frais d'abonnement d'un magazine dont la publication a été suspendue	43,65	
961.3 - Syndicat intercommunal Lille - La Madeleine. Emprunts de 1.150.000 F et 750.000 F. Remboursement. 1 ^e annuité Bonification d'intérêts	27.890,62	
961.4 - Office de tourisme de Lille. Subvention complémentaire		200.000,00
965.0 - Location de terrains. Produit	100.000,00	
965.2 - Location de bâtiments. Produit	500.000,00	
967.8 - Pompes funèbres. Produit des concessions. Recette complémentaire	60.000,00	
970 - Participation de l'Etat dans les dégâts causés lors de manifestations exceptionnelles	37.337,88	1.087,95
970 - Dotations aux amortissements des subventions d'équipement versées, des frais d'études et de recherches, des travaux d'entretien couverts par l'emprunt		3.740.007,21
977 - Taxe sur le chauffage et l'éclairage. Recette complémentaire	1.000.000,00	
977 - Attribution du Fonds national de la taxe professionnelle. Recette complémentaire	894.831,00	

	Recettes	Dépenses
977 - Attribution du Fonds départemental de la taxe professionnelle. Recette complémentaire	415.072,00	
977 - Contributions. Rôles supplémentaires	495.625,00	
977 - Subvention compensatrice pour cons- tructions neuves. Recette complémentaire	114.138,00	
	<hr/>	<hr/>
Totaux	8.865.619,61	4.273.377,95

**Total des opérations supplémentaires et nouvelles
dont l'inscription est proposée au budget
additionnel au cours de la présente séance**

46.192.540,94 11.130.757,25

**Récapitulation des opérations telles
qu'elles sont ci-avant détaillées :**

1) Section d'Investissement

a) opérations décidées par l'Assemblée communale	25.341.671,71	25.633.296,23
b) Opérations proposées au cours de la présente réunion	37.326.921,33	6.857.379,30
	<hr/>	<hr/>
	62.668.593,04	32.490.675,53
c) Réductions sur opérations antérieures	- 19.749.582,71	- 3.358.000,00
	<hr/>	<hr/>
Totaux	42.919.010,33	29.182.675,53

II) Section de Fonctionnement

a) Opérations décidées par l'Assemblée communale	1.818.876,39	39.609.160,45
b) Opérations proposées au cours de la présente réunion	8.865.619,61	4.273.377,95
	<hr/>	<hr/>
	10.684.496,00	43.882.538,40
c) Annulations sur opérations antérieures	-	- 18.441.582,71
	<hr/>	<hr/>
Totaux	10.684.496,00	25.440.955,69
Totaux généraux	53.603.506,33	54.573.631,22

RECAPITULATION GENERALE

* Montant des recettes supplémentaires et
nouvelles 73.353.089,04 F

A déduire :

* Réductions sur opérations antérieures - 19.749.582,71 F

Recettes nettes 53.603.506,33 F

suyant récapitulation qui précède.

* Montant des dépenses supplémentaires et nouvelles 76.373.213,93 F

A déduire :

* Annulations sur opérations antérieures - 21.799.582,71 F

Dépenses nettes 54.573.631,22 F
suivant récapitulation qui précède.

* Excédent des opérations de dépenses nouvelles sur les opérations de recettes 970.124,89 F

A ajouter :

* Excédent du budget supplémentaire 2.660,52 F

Total 972.785,41 F

Chiffre indentique au disponible réel dégagé à la clôture de la gestion de 1982.

Adopté
Voir compte rendu.

BALANCE GENERALE

Libellés	Recettes	Dépenses	Excédent par nature	
			Recettes	Dépenses
Excédent sur réalisations du compte administratif de 1982	23.452.882,27		23.452.882,27	
Montant des crédits reportés	137.988.802,41	156.288.628,07		18.299.825,66
Crédits grevés d'affectation spéciale		4.180.271,20		4.180.271,20
	161.441.684,68	160.468.899,27	972.785,41	
Opérations supplémentaires et nouvelles	53.603.506,33	54.573.631,22		970.124,89
Totaux du budget supplémentaire de 1983	215.045.191,01	215.042.530,49	2.660,52	

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous prions de bien vouloir adopter le budget supplémentaire de 1983 tel qu'il est ci-avant détaillé et qui dégage un excédent de recettes de 2.660,52 F.

**N° 83/2/361 : Office du Tourisme de Lille
Subvention complémentaire
au titre de l'année 1983**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Président de l'Office du Tourisme de Lille sollicite l'attribution d'une subvention complémentaire de fonctionnement de 200.000 F au titre de l'exercice 1983.

Cette aide supplémentaire est destinée à compenser la perte de ressources résultant de la régression des activités « Congrès » de l'organisme, due à l'ouverture, en juin dernier, du Palais des Congrès et de la Musique, et doit permettre à l'Office de faire face à toutes ses échéances financières d'ici la fin de l'année.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous proposons d'accueillir favorablement la requête présentée.

La dépense correspondante, soit 200.000 F sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 961.4 de la section de fonctionnement sous l'intitulé : « Subvention à l'Office du Tourisme » qui sera renforcé d'une dotation équivalente dans le cadre du budget supplémentaire de cet exercice.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

**N° 83/2/362 : Association locale « Tourisme et Travail »
Congrès annuel, à Lille, le 21 octobre 1983
Subvention exceptionnelle**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Secrétaire Général de l'Association locale « Tourisme et Travail » siégeant 13, rue d'Inkermann à Lille, sollicite l'attribution d'une subvention exceptionnelle à titre de participation financière de la Ville dans les frais d'organisation du congrès de cet organisme qui s'est déroulé à Lille le 21 octobre 1983.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous proposons d'accueillir favorablement la requête présentée et d'allouer, pour cet objet, une subvention exceptionnelle de 650 F.

La dépense correspondante sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre 940.33 de la section de fonctionnement du budget primitif de 1983 sous l'intitulé : « Congrès. Comités. Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

Adopté

Voir compte rendu p. 928

N° 83 / 2 / 363 : Automatisation de la comptabilité communale

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre du développement de l'informatique, il devient opportun de procéder à l'automatisation de la comptabilité communale.

Cette automatisation doit permettre une gestion financière plus rationnelle et améliorer le suivi de la situation financière de chaque service.

En effet, chaque direction devrait à l'avenir pouvoir gérer elle-même ses crédits à l'aide de l'outil informatique.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1° décider l'automatisation de la comptabilité communale à compter du 1^{er} janvier 1984 ;
- 2° autoriser l'extension de la configuration informatique en vue de mettre en œuvre cette application, la location annuelle du matériel I.C.L. nécessaire s'élevant à 222.276 F TTC ;
- 3° permettre l'acquisition auprès de la Société SINCIR du logiciel d'application adapté aux problèmes de gestion de la comptabilité communale, ce produit standard étant estimé à 178.000 F TTC.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

**N° 83 / 2 / 364 : Divers produits communaux
Admission en non valeur**

MESDAMES, MESSIEURS,

Monsieur le Trésorier Principal nous a fait parvenir les états n° 10 à 19 des sommes proposées comme irrécouvrables au titre de l'année 1983.

Ces sommes concernent des produits budgétaires des exercices 1975 à 1983 inclus savoir :

	Sommes non recouvrées
<u>Etat n° 10</u>	
- Budget primitif de 1981	120,00 F
<u>Etat n° 11</u>	
- Budget primitif de 1975	3.692,28 F

<u>Etat n° 12</u>	
- Budget primitif de 1976	93.457,60 F
<u>Etat n° 13</u>	
- Budget primitif de 1977	300,00 F
<u>Etat n° 14</u>	
- Budget primitif de 1978	6.369,90 F
<u>Etat n° 15</u>	
- Budget primitif de 1979	310,16 F
<u>Etat n° 16</u>	
- Budget primitif de 1980	5.302,61 F
<u>Etat n° 17</u>	
- Budget primitif de 1981	15.744,16 F
<u>Etat n° 18</u>	
- Budget primitif de 1982	43.240,93 F
<u>Etat n° 19</u>	
- Budget primitif de 1983	32.009,56 F
Total	200.547,20 F

L'irrecouvrabilité des produits communaux ayant été constatée par M. le Trésorier Principal, nous vous prions, en accord avec votre Commission de la Planification et des Finances, réunie le 9 décembre 1983, de bien vouloir admettre en non valeur la somme de 200.547,20 F par mandat à émettre sur les crédits inscrits au chapitre 970 de la section de fonctionnement qui seront renforcés d'une dotation équivalente.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

**N° 83/2/365 : Institut médico-éducatif
Budget supplémentaire de 1983
Ratification**

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des décrets n° 61/9 du 8 janvier 1961 (article 1°) et 66/292 du 6 mai 1966 (article 4) relatifs à l'organisation financière de certains établissements à caractère sanitaire ou social, nous vous soumettons le budget supplémentaire de l'Institut médico-éducatif pour l'exercice 1983.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce document, reproduit ci-après, sera annexé au budget communal au titre des services à comptabilité distincte.

Comptes	Intitulés	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles
	<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		
	A/Recettes		
	Excédents antérieurs		45.650,51
	Total		45.650,51
	B/Dépenses		
2140	Achat de matériel et outillage	3.100,00	11.931,52
2141	Achat de matériel médical	13.000,00	10.000,00
2142	Achat de matériel de restaurant	-	9.427,76
2160	Matériel de bureau	26.707,76	8.974,20
	Total		40.333,48
	<u>SECTION D'EXPLOITATION</u>		
	A/Recettes		
873	Produits sur exercices antérieurs		12.357,00
	Total		12.357,00
	B/Dépenses		
601	Alimentation	232.330,00	+ 15.000,00
602	Fournitures et produits à usage médical	4.320,00	+ 5.000,00
603	Carburants. Produits de garage	10.120,00	+ 7.000,00
605	Fournitures hôtelières	53.670,00	+ 2.000,00
609	Autres fournitures	11.825,00	+ 14.000,00
619.6	Stages	18.000,00	+ 6.000,00
631	Entretien et réparations	76.140,00	- 51.000,00
632	Prestations de service	16.000,00	+ 1.000,00
633	Petit matériel et outillage	16.200,00	- 4.000,00
634.2	Gaz	25.000,00	+ 15.000,00
634.3	Chauffage	269.000,00	+ 7.000,00
638	Assurances	7.182,00	+ 6.500,00
652.0	Jeux et loisirs	16.300,00	+ 3.960,00
652.3	Colonies de vacances	54.000,00	- 21.150,00
660.0	Information. Publicité	1.960,00	- 1.960,00

Comptes	Intitulés	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles
662.0	Fournitures de bureau	20.000,00	+ 5.650,00
664.0	Frais de P & T	20.000,00	+ 3.000,00
872	Charges sur exercices antérieurs	-	174.200,00
	Total		187.200,00

Le déficit de la section d'exploitation, soit 174.843,00 F, sera repris lors de l'élaboration du budget primitif de 1985 de l'établissement pour le calcul du prix de journée de l'exercice considéré.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir ratifier le budget supplémentaire de l'Institut médico-éducatif pour l'exercice 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

**N° 83/2/366 : Pouponnière
Budget supplémentaire de 1983
Ratification**

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des décrets n° 61/9 du 3 janvier 1961 (article 1^{er}) et 66/292 du 6 mai 1966 (article 4) relatifs à l'organisation financière de certains établissements à caractère sanitaire ou social, nous vous soumettons le budget supplémentaire de la Pouponnière pour l'exercice 1983.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce document reproduit ci-après, sera annexé au budget communal au titre des services à comptabilité distincte.

Comptes	Intitulés	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles
	SECTION D'INVESTISSEMENT		
	A/Recettes		
	Excédents antérieurs	-	188.030,76
	Total		188.030,76

Comptes	Intitulés	Pour mémoire budget primitif	Propositions nouvelles
	B / Dépenses		
214	Achat de matériel et outillage ...	25.900,00	161.203,89
216	Achat de mobilier et matériel de bureau	13.670,00	38.457,30
	Total		199.661,19
	SECTION D'EXPLOITATION		
	A / Recettes		
873	Produits sur exercices antérieurs	-	413.607,60
	Total		413.607,60
	B / Dépenses		
600	Produits pharmaceutiques	36.000,00	+ 7.650,00
602	Fournitures et produit à usage médical	9.240,00	+ 2.500,00
605	Fournitures hôtelières	102.000,00	- 11.650,00
609	Autres fournitures	4.100,00	- 480,00
634.3	Chauffage à l'entreprise	418.000,00	- 23.050,00
636	Prestations de service à caractère médical	17.688,00	- 1.500,00
652.0	Jeux et loisirs	3.100,00	+ 62,00
652.35	Frais de loisirs. Sorties	62,00	- 62,00
662.0	Fournitures de bureau et imprimés		+ 2.725,00
663.0	Abonnements		+ 480,00
664	Frais des P et T	5.135,00	+ 875,00
872	Charges sur exercices antérieurs	(1)	422.150,00
874.5	Admission en non valeur		2.600,00
874.6	Annulation de titres de recettes .		540,00
	Total		402.840,00
	(1) dont 22.450,00 F Virement du 634.3		

L'excédent de recettes de la section d'exploitation soit 10.767,60 F sera repris lors de l'élaboration du budget primitif de 1985 de l'établissement, pour le calcul du prix de journée de l'exercice considéré.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir ratifier le budget supplémentaire de la Pouponnière pour l'exercice 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

**N° 83/2/367 : Crédit Municipal de Lille
Financement partiel des prêts sur gages
Emprunt de 600.000 F
Garantie financière de la Ville**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Crédit Municipal de Lille envisage de contracter, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, un prêt de 600.000 F destiné au financement partiel des prêts sur gages.

Cet emprunt serait consenti aux conditions actuellement fixées comme suit, données à titre indicatif :

- Taux : 11,25%
- Durée : 7 ans
- Annuités : 128.359,36 F

Le Conseil d'Administration de cet Etablissement a ratifié cette décision au cours de sa séance du 24 octobre 1983 et sollicite la garantie financière de notre Commune nécessaire à la réalisation du prêt susvisé.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions, en accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, de faire droit à la demande qui vous est présentée et de bien vouloir prendre, en conséquence, la délibération suivante :

Le Conseil,

vu la demande formée par le Crédit Municipal de Lille tendant à obtenir la garantie financière de la Ville pour la réalisation d'un emprunt de 600.000 F,

Après en avoir délibéré, décide :

Article 1 :

La Ville de Lille accorde sa garantie au Crédit Municipal de Lille pour le remboursement d'un emprunt de 600.000 F que cet Etablissement se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou de l'une des Caisses dont elle a la gestion, pour une période de 7 ans et destiné au financement partiel des prêts sur gages.

Le taux d'intérêt appliqué sera celui de la Caisse des Dépôts en vigueur à la date de l'établissement du contrat.

Au cas où le Crédit Municipal de Lille, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville de Lille s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur les bases ci-avant définies et sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous ni exiger que la Caisse des Dépôts discute au préalable l'Etablissement défaillant.

Article 2 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée de la période d'amortissement à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant de l'annuité.

Article 3 :

Monsieur le Maire est autorisé à intervenir au nom de la Ville de Lille au contrat d'emprunt à soucrire par le Crédit Municipal de Lille et à poursuivre, s'il y a lieu, l'approbation de la présente délibération.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

N° 83/2/368 : Opéra du Nord

**Avance de trésorerie de 2.000.000 de F
Prorogation des délais de remboursement**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 17 octobre 1981, le Conseil Municipal a décidé, par délibération n° 81/4046, d'accorder à l'Opéra du Nord une avance de trésorerie de 2.000.000 F remboursable par tranche de 500.000 F à compter de l'année 1982.

Devant les difficultés financières rencontrées par le syndicat, la première échéance de remboursement a été reportée d'une année.

Aucun élément favorable n'étant intervenu depuis dans la situation financière de l'organisme, il est demandé la prorogation du délai de remboursement de l'avance en cause.

En conséquence, en accord avec le Conseil de la Municipalité réuni le 16 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir accepter le report à 1984 des échéances de 1982 et 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 928

VILLE DE LILLE
PREMIER PROGRAMME PLURIANNUEL
D'INVESTISSEMENTS
1984 - 1985 - 1986

DOCUMENT PREPARATOIRE N° 3

(Conseil de la Municipalité du 16 décembre 1983)

- Total du programme (y compris HELLEMMES) : 260.942,2 K.F.
- Opérations exceptionnelles (Dickson-Constant et immeuble rue Saint Genois) : 5.100 K.F.
 - * Maintenance : 115.289 K.F.
 - * Opération en cours : 47.152 K.F.
 - * Opérations nouvelles : 98.501,2 K.F.

PREMIER PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS
1984 - 1985 - 1986
Document préparatoire n° 3

SOMMAIRE

	Pages
1) Note de présentation	1
2) Action économique	1
3) Solidarité communale, action sociale	2
4) Enfance, jeunesse, éducation et formation	6
5) Décentralisation, « Nouvelle Citoyenneté »	8
6) Urbanisme, cadre de vie	10
7) Culture	21
8) Sport	23
9) Opérations particulières	24
10) Programme de la Commune Associée d'Hellemmes	25
11) Récapitulatif	29

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS
1984 - 1985 - 1986

NOTE DE PRESENTATION

En mars 1983, la majorité des Lilloises et des Lillois s'est prononcée en faveur de la mise en œuvre du « Nouveau Contrat pour Lille », programme par lequel le Conseil Municipal s'engage à poursuivre l'amélioration des services rendus à la population et la modernisation de notre Ville, en réalisant, au cours de ce nouveau mandat de six ans, 187 propositions d'action, regroupées autour de 11 priorités.

Pour honorer ce contrat, il a été jugé nécessaire, afin de faciliter la réflexion et les premiers choix des Elus, en tenant compte des atouts mais aussi des contraintes techniques et financières de notre Ville, d'élaborer un programme pluriannuel d'investissements, couvrant les années 1984 - 1985 - 1986 et déterminant les bases de financement des projets.

I - Présentation générale du programme

Les opérations sont mentionnées sous sept rubriques inspirées des priorités annoncées par le « Nouveau Contrat pour Lille », (auxquelles s'ajoute une rubrique « opérations particulières ») :

- action économique ;
- Solidarité Communale, Action Sociale ;
- Enfance, jeunesse, éducation et formation ;
- décentralisation, « Nouvelle Citoyenneté » ; relations avec le public ;
- urbanisme, cadre de vie ;
- culture ;
- sport

Il est à noter que cette classification s'efforce d'être « calquée » à la fois sur les compétences déléguées à Mesdames et Messieurs les Adjoints et sur celles des Commissions Municipales.

Une distinction est faite à l'intérieur de chaque rubrique entre les travaux de maintenance, les programmes en cours, les projets nouveaux.

La maintenance intègre l'ensemble des programmes annuels, tant en travaux d'entretien et de réparation qu'en remplacement de matériel et mobilier. Toutes les Commissions ont souhaité qu'un soin particulier y soit apporté afin de préserver l'acquit, voire de le valoriser avant d'entreprendre de nouvelles opérations ; cet effort d'entretien régulier du patrimoine devrait permettre de réaliser à terme des économies et, dans l'immédiat, de sauvegarder, voire d'améliorer l'image de marque des équipements communaux.

La poursuite des programmes en cours constitue également une priorité. Il est, en effet, de bonne gestion de poursuivre les chantiers engagés : l'interruption des travaux en cours coûte à terme davantage à la collectivité (dégradations, révisions de prix, etc.) et la construction d'un équipement correspond, par définition, à un besoin exprimé ou ressenti par la population qu'il convient de satisfaire à brève échéance.

Enfin d'autres programmes en cours (ex : les échanges compensés avec l'Armée) procèdent d'engagements contractuels difficilement révisables.

Les projets nouveaux correspondent à la mise en œuvre des engagements pris ; déjà importants en 1984 - 1986, ils constituent évidemment l'essentiel du programme pluriannuel 1987 - 1989, en raison des améliorations qui auront été déjà apportées au niveau de la maintenance et bien entendu de l'achèvement des travaux actuellement en cours.

Ainsi présenté, ce document constitue simplement un « fil directeur » de l'action municipale à moyen terme. Il n'a donc pas pour vocation de fixer d'une manière rigide, intangible, les opérations d'investissements à réaliser au cours des trois prochaines années. D'ailleurs, il pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une révision à l'occasion de la préparation de la section d'investissement des budgets de la période concernée. En effet, chaque année, des adaptations pourront s'avérer nécessaires en fonction des besoins ou des recettes réels de la Ville et des participations financières extérieures obtenues ou escomptées.

II - La méthode de travail et le calendrier d'élaboration du programme

L'élaboration de ce plan a comporté quatre phases principales :

- le recensement technique des projets, réalisé par les services municipaux ;
- la sélection des équipements ou opérations à retenir, effectuée secteur par secteur, par les Commissions du Conseil Municipal ;
- l'évaluation des possibilités financières d'investissements de la Ville de Lille, dans une hypothèse de maintien global de la pression fiscale, conduite par la Commission de la Planification et des Finances ;
- enfin, le choix des priorités, tous secteurs confondus, dans les limites financières ainsi dégagées, arrêté par le Conseil Municipal, sur proposition du Conseil de la Municipalité.

A noter que la Commune Associée d'Hellemmes a participé étroitement à ce travail et a choisi, elle-même, ses priorités dans le cadre d'une masse globale calculée au prorata de la totalité des investissements (maintenance et travaux neufs), hors équipements généraux.

La préparation du programme pluriannuel d'investissements a débuté dès Avril 1983, par la confection du Document préparatoire n° 1. Celui-ci a consisté en un recensement, par chaque service, des opérations techniquement réalisables dans les trois années à venir, avec pour chacune d'entre-elles, mention de son urgence, de son coût, de son montage et planning financiers, de son incidence sur les dépenses de fonctionnement. Cette première approche qui a servi de base de travail aux diverses Commissions Municipales (au cours de leurs réunions de septembre - octobre 1983) a abouti à la définition, par celles-ci, du « programme du souhaitable », c'est-à-dire à la liste des équipements qu'il apparaissait souhaitable de retenir dès le début du mandat.

L'ensemble des propositions des Commissions, consigné dans le Document préparatoire n° 2 a pu être chiffré à environ 600 millions de Francs 1984 (dont maintenance : 120 millions de Francs, projets en cours : 50 millions de Francs, opérations nouvelles : 415 millions de Francs).

Parallèlement à la réalisation de ces documents techniques préparatoires, a été menée une étude financière (qui a fait l'objet d'un fascicule spécifique) comportant : l'analyse des comptes Administratifs des cinq dernières années (avec prévision de réalisation du budget 1983), l'évolution prévisible des dépenses et recettes de fonctionnement pour les trois années du programme, les moyens d'autofinancement brut dégagés suivant diverses hypothèses de fiscalité ; enfin, les possibilités d'emprunts correspondantes (compte tenu des prêts arrivant à échéance durant cette période).

Cette analyse a conduit la Commission de la Planification et des Finances, réunie le 3 octobre 1983, à proposer de retenir les orientations suivantes :

EN FONCTIONNEMENT

- de revoir tous les tarifs correspondant à la rémunération de services rendus, afin d'aboutir à une meilleure couverture des charges par les usagers tout en préservant l'accès aux catégories sociales les moins favorisées ;
- de réaliser des économies dans l'action quotidienne et dans tous les domaines avec un souci constant de rigueur et d'efficacité, d'accélérer la modernisation des services, l'application de nouvelles méthodes de gestion, la mécanisation de toutes les tâches pénibles ou fastidieuses ;
- de limiter les dépenses de personnel ; une nouvelle ventilation des effectifs permettant de faire face aux services nouveaux pour les trois ans à venir ;
- d'accélérer les réductions de charges par la mise en œuvre rapide du plan énergétique ;
- de limiter l'autofinancement net à 2% de la section d'investissement hors dette en capital.

EN INVESTISSEMENT

- de dégager des recettes par la cession des immeubles du domaine privé ; le patrimoine de la Ville devrait être limité aux ensembles immobiliers nécessaires à l'exercice de ses compétences.
- de maintenir la charge de la dette à son montant actuel en Francs constants.

Ces orientations ont permis de dégager :

- un maximum de possibilités d'emprunts de 180 millions de Francs pour la période 1984 - 1985 - 1986, soit en moyenne, 60 millions d'emprunts par an ;
- un programme annuel d'investissements de 80 millions de Francs (l'emprunt couvrant habituellement les 3/4 de la dépense), soit 240 millions en francs courants pour trois ans d'investissements.

Le Conseil de la Municipalité, au cours de sa séance du 21 octobre 1983 a souhaité que la capacité maximale d'emprunts de la Ville ne soit pas atteinte dès la première année et a estimé qu'il convenait de limiter à 50 - 55 millions de Francs, le programme d'emprunts pour 1984.

Compte tenu des propositions de la Commission de la Planification et des Finances, confirmées par le Conseil de la Municipalité, et de la nécessité de procéder à la meilleure adéquation entre le recensement des équipements souhaitables, donc les priorités annoncées, (environ 600 000 KF) et le « P.P.I. du possible » (environ 240 000 KF), Monsieur le Maire a demandé à Mesdames et Messieurs les Adjoints et Conseillers Municipaux délégués de proposer la liste des priorités à accorder dans le cadre de leur délégation.

La synthèse de ces listes, présentée et débattue au cours de la réunion du Conseil de la Municipalité du 18 novembre 1983 a permis l'élaboration du Document préparatoire n° 3 qui constitue le projet du Maire et de la Municipalité soumis au Conseil Municipal du 22 décembre 1983, après avis de l'ensemble des Commissions Municipales et dernier passage devant le Conseil de la Municipalité (réunion du 16 décembre 1983)

III - Les investissements à réaliser entre 1984 et 1986 et les engagements financiers correspondants.

Le document adopté reprend chacune des rubriques précédemment définies, les investissements inscrits étant divisés en deux parties :

- la première rassemble tous les projets techniquement et financièrement réalisables qui seront effectivement mis en œuvre entre 1984 et 1986.
- la seconde, les projets retenus mais dont la réalisation se poursuivra au-delà de 1986.

Toutefois, selon les opportunités financières de la Ville ou les apports extérieurs attendus, certains d'entre eux pourront d'ores et déjà faire l'objet d'études, voire d'un commencement d'exécution ou encore d'une substitution avec une opération prévue dans le programme 1984 - 1986.

Ces dispositions illustrent le caractère souple et évolutif du Programme Pluriannuel d'Investissements.

Enfin, les programmes Hellemmois proposés par le Conseil de la Commune Associée d'Hellemmes sont mentionnés dans une partie spécifique.

Sur ce point, il est à préciser que les équipements dits généraux concernent l'ensemble de Lille (y compris Hellemmes) ; ils ne sont donc pas susceptibles d'être répartis mais le choix des implantations devra en tenir compte, afin qu'une fraction soit implantée sur le territoire de la Commune Associée. En revanche, les équipements dits locaux seront répartis en laissant à chacune des Assemblées Communales, le choix de ses propres priorités à l'intérieur de la masse qui lui est réservée, celle d'Hellemmes devant être de l'ordre de 10 % des investissements globaux hors équipements généraux.

IV - Le P.P.I. en quelques chiffres

Ainsi établi, ce Premier Programme Pluriannuel d'Investissements peut se résumer par les quelques chiffres suivants pour la première période 1984 - 1985 - 1986 :

* Montant total du programme : 260.942,2 KF

dont : - programme de maintenance :	115.289 KF, soit 44,18%
- opérations en cours :	47.152 KF, soit 18,07%
- opérations nouvelles :	98.501,2 KF, soit 37,75%

y compris 18 102,4 KF pour Hellemmes

* Part respective accordée à chacun des grands domaines d'intervention de la Ville (Lille - Hellemmes)

- Action économique :	3,74%
- Solidarité Communale, Action Sociale :	4,65%
- Enfance, Jeunesse, Education et formation :	11,88%
- Décentralisation, Nouvelle Citoyenneté, Relations avec le public :	10,59%
- Urbanisme - Cadre de vie :	42,68%
- Culture :	8,32%
- Sports :	3,78%
- Opérations particulières :	14,36%

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18.11.83)

Rubrique	ACTION ECONOMIQUE
Sous-Titre	

1

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Acquisition d'immeubles ou de terrains permettant l'implantation d'activités industrielles ou commerciales (G)	6.000	1984 1985 1986	(1) 6.000	Subv. de la Région de 10 % soit 600 (+ loyers)
– Elaboration d'un plan de développement économique de la Ville (action du C.R.A.U.) (G)	300	1984 1985 1986	300 –	Subv. de la Région de 56 % soit 168
– Création d'un centre expérimental de technologie - Participation de la Ville aux aménagements des locaux et au matériel (G)	100	1984 1985 1986	100 –	
B) PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Acquisition d'immeubles ou de terrains permettant l'implan- tation d'activités industrielles ou commerciales (G)	4.400			Subv. de 10% de la Région, soit 440 (+ loyers)
(1) Sera prévue en 1984, l'acquisition de l'ensemble immobi- lier DIKSON Constant, étant entendu que le financement de cette opération (3.500 K.F.) sera couvert par les loyers acquittés.				

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18.11.83)

Rubrique	SOLIDARITE COMMUNALE ACTION SOCIALE
Sous-Titre	PETITE ENFANCE

2

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Maintenance (crèches)	1 000	1984 1985 1986	300 700	
– Création d'une crèche familiale de 60 places (G)	246,4	1984 1985 1986	– 246,4	Subv. de 40% Etat 10% Département 30% C.A.F. soit 197
B) PROGRAMME ULTERIEUR				
– Réalisation de 6 mini-crèches en liaison avec les entreprises (L)	1 478,4			Participation des entreprises en cours de négociation

22 Décembre 1983

– 1 008 –

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18.11.83)

Rubrique	Solidarité Communale Action Sociale
Sous-Titre	Equipements sociaux

3

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Maintenance des équipements sociaux de quartier	800	1984 1985 1986	300 500	
– Maison de quartier, rue d'Angleterre - Equipement (L)	560	1984 1985 1986	150 410	
– Centre social de Wazemmes - Aménagement (L)	300	1984 1985 1986	300 –	Subv. de 200
B) PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Centre sociaux (Fives-Wazemmes) - Aménagement (L)	3.060			
– Création d'une maison de quartier (Faubourg de Béthune) (L)	2.240			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	SOLIDARITE COMMUNALE ACTION SOCIALE
Sous-Titre	RELATIONS AVEC LE MONDE DU TRAVAIL

4

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
<u>PROGRAMME 1984 - 1986</u> - Bourse du travail - Aménagement complémentaire (G)	1 000	1984 1985 1986	1 000 - -	Participation du Département et de la Région sollicitée

22 Décembre 1983

- 1 010 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	SOLIDARITE COMMUNALE ACTION SOCIALE
Sous-Titre	DIVERSES ACTIONS SOCIALES

5

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance (cimetières, bains douches, divers équipements sanitaires)	1 900	1984 1985 1986	300 1 600	
- Centre de rééducation des handicapés de la route à Hellemmes. Participation de la Ville sous forme de prise en charge des espaces verts et de l'éclairage public extérieur (G)	907	1984 1985 1986	907 -	
- Amélioration de l'accessibilité de l'Hôtel de Ville aux handicapés (G)	500	1984 1985 1986	- 500	
B) PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
- modernisation du Service des vaccinations (G)	224			Subv. escomptée de 85 %, soit 190,4
- aménagement du Laboratoire municipal (G)	3 920			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

* opération en cours

Rubrique	ENFANCE JEUNESSE, EDUCATION et FORMATION
Sous-Titre	EDUCATION, ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

6

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Maintenance (matériel et mobilier, modernisation, travaux de sécurité, revêtement du sol de cours)	22 000	1984 1985 1986	6 497 15 503	Subvention de 581
– Extensions d'écoles (L) (Les Moulins, * Gutenberg)	950	1984 1985 1986	950 -	Subvention d'Etat de 100 pour « Les Moulins »
B) PROGRAMME ULTERIEUR				
– Construction d'écoles, (rue de l'Arbrisseau, Moulins, Wazemmes, Masséna - Ratisbonne et extension de l'école Gounod) (L)	19 600			Subvention de 10% soit 1960
– Agrandissement du Centre de Saint-Gervais (G)	6 720			Subvention de 40% Etat, Région, Département, C.A.F. soit 2 688

22 Décembre 1983

- 1 012 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	JEUNESSE ENSEIGNEMENT, EDUCATION ET FORMATION
Sous-Titre	LOISIRS DANS LE QUARTIER

7

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Plaine de loisirs des Dondaines - Achèvement (L)	250	1984 1985 1986	250 – –	
– Opération « 30 aires de jeux, L'enfant dans la Ville » (L)	600	1984 1985 1986	– – 600	
– Rénovation du zoo (G)	908	1984 1985 1986	200 708 –	
– Acquisition de la propriété Kubiak à Phalempin (G)	1500	1984 1985 1986	1500 – –	
B) PROGRAMME ULTERIEUR				
– Jardin des Loisirs du Sud - Poursuite de l'aménagement (L)	896			
– Aménagement de la propriété Kubiak à Phalempin (G)	3000			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	DECENTRALISATION NOUVELLE CITOYENNETE
Sous-Titre	AMELIORATION DES SERVICES RENDUS A LA POPULATION

8

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance (divers bâtiments administratifs et logements de fonction, mobilier et matériel, nettoyage, mairies de quartiers garage et Centre technique Municipal)	23 500	1984 1985 1986	8 350 15 150	
- Centre technique municipal - Construction d'un nouveau garage (G)	2 000	1984 1985 1986	1 000 1 000	
- Modernisation du réseau téléphonique (G)	672	1984 1985 1986	150 522	
B) PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
- Service du Nettoyement - Acquisition de matériel (G)	3 045			
- Aménagement de l'Hôtel de Ville (G)	2 360			

22 Décembre 1983

- 1 014 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	DECENTRALISATION NOUVELLE CITOYENNETE
Sous-Titre	INFORMATION

9

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 84 - 86				
- Matériel audio-visuel	60	1984 1985 1986	60 - -	
- Aménagement du Centre d'Information Municipal - Etudes (G)	350	1984 1985 1986	350 - -	
B - PROGRAMME ULTERIEUR				
- Aménagement du Centre d'Information Municipal (G)	19.040			
- Equipement de studio audio-visuel (G)	350			
- Journaux électroniques (L)	150			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	LOGEMENT

10

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
- Construction de logements sociaux ou équipements publics (intervention foncière) (L)	13 800	1984 1985 1986	4 000 9 800	
- Relations avec l'Office H.L.M. de la C.U.D.L. (L)	2 200	1984 1985 1986	1 100 1 100	
- Suppression des courées insalubres et aménagement des espaces de proximité (L)	1 120	1984 1985 1986	- 1 120	
- Assainissement des voies privées et branchement des immeubles privés au réseau (L)	1 200	1984 1985 1986	500 700	
B) PROGRAMME ULTERIEUR				
- Relations avec l'Office Public d'H.L.M. de la C.U.D.L. (L)	3 400			
- Assainissement des voies privées et branchement des immeubles privés au réseau (L)	1 005			
	Investissement global			

22 Décembre 1983

- 1 016 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	ECLAIRAGE PUBLIC

11

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
– Maintenance (Remplacement systématique des lampes, modernisation du réseau des bâtiments communaux).	13 715	1984 1985 1986	3 500 10 215	
– Modernisation du réseau tension (G)	4 286	1984 1985 1986	1 000 3 286	
B) PROGRAMME ULTERIEUR				
– Modernisation du réseau moyenne et basse tension (G et L)	7 200			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	ESPACES VERTS

12

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A) PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance	8.760	1984 1985 1986	1.497 7.263	
- Acquisition de bacs à fleurs	500	1984 1985 1986	200 300	
- Amélioration de l'environnement des H.L.M. (L)	4.394	1984 1985 1986	1.500 2.894	
- Aménagement de squares, places, placettes et points verts (L) (1)	6.068	1984 1985 1986	3.672 2.396	
- Aménagements paysagers de parking (L)	4.475	1984 1985 1986	- 4.475	
- Aménagement du Bois du Boulogne (G)	1.395	1984 1985 1986	500 895	
- Aménagement de sorties du Stade Grimonprez-Jooris (L)	2.327	1984 1985 1986	- 2.327	
- Création d'une halte nautique (G)	672	1984 1985 1986	200 (2) 472	Subvention Région - Etat
(1) opérations en cours pour ce qui concerne la Place de la République, la Place Trulin et la Z.A.C Delory				
(2) report d'un crédit non utilisé au B.P. 83				

22 Décembre 1983

- 1 018 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	ESPACES VERTS

13

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
B) PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Aménagement de jardins familiaux (L)	784			
– Amélioration de l'environnement des H.L.M. (L)	2.250			
– Aménagement de squares, places, placettes et points verts (L)	5.562			
– Aménagement d'un complexe de loisirs derrière le bois de la Citadelle (G)	4.832			
– Plaine de loisirs « Le Camp Français » - Aménagement (1) (G)	20.000			
(1) ce projet est inscrit pour mémoire dans l'attente des orientations à définir quant à la structure de gestion de l'équipement et des participations financières d'autres collectivités publiques.				

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	CIRCULATION

14

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
<u>A - PROGRAMME 1984 - 1986</u>				
- Acquisition de parcmètres (L)	1 153	1984 1985 1986	150 1 003	
- Aménagement de parkings provisoires (L)	900	1984 1985 1986	150 750	
- Terrain de nomades de Saint-André - Aménagement (G)	1 500	1984 1985 1986	1 500 -	Subvention d'Etat de 240 pour la politique en faveur des nomades
<u>B - PROGRAMME ULTERIEUR</u>				
- Aménagement de parkings provisoires (L)	665			
- Terrain de nomades de Saint-André - Aménagement (G)	2 000			
	Investissement global			

22 Décembre 1983

- 1 020 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	SECURITE

15

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
– Système de télé alarme - poursuite de l'installation (L)	1 008	1984 1985 1986	400 608	
– Acquisition de matériel pour la police municipale	363	1984 1985 1986	363 –	
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Surveillance électronique des bâtiments publics (L)	1 344			
– Installation de bornes de sécurité (L)	1 344			
– Création de nouveaux commissariats de quartier (L)	1 786,4			
– Construction de maisons affectées à des gardiens de police pour le gardiennage d'équipements communaux (L)	5 040			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

* opérations en cours

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	ECONOMIES D'ENERGIE

16

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986 - * Mise en œuvre du « plan énergie » (G) (1)	10 000	1984 1985 1986	4 000 6 000	Subvention de 50 % de l'Etat et de la Région soit 5 000
B - PROGRAMME ULTERIEUR - Poursuite de la mise en œuvre du « plan énergie » (G)	Investissement global 3 340			
(1) opération comprenant les travaux entrepris à la piscine Marx Dormoy				

22 Décembre 1983

- 1 022 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

* opérations en cours

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	UNE VILLE D'ACCUEIL

17

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
– * Foire internationale - Rénovation des toitures (G)	1 600	1984 1985 1986	1 600 –	
– Palais des Congrès et de la Musique - Aménagement du parvis - 2 ^e tranche (G)	1 680	1984 1985 1986	1 000 680	
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Palais des Congrès et de la Musique - Aménagement d'une salle de restauration (G)	5 600			
– Rénovation de la foire internationale (G) (1)	67 200			
(1) projet inscrit pour mémoire forme juridique à déterminer				

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	REDUCTION DU BRUIT

18

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
– Actions diverses pour lutter contre le bruit (G)	3 000	1984 1985 1986	1 000 2 000	
– Isolation phonique des immeubles collectifs d'habitation (L)	1 366,4	1984 1985 1986	– 1 366,4	
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
– Actions diverses pour lutter contre le bruit (G)	5 000			
– Couverture partielle du boulevard périphérique sud (L) (1)	15 680			
(1) projet inscrit pour mémoire dans l'attente de la participation financière de l'Etat, de la Région, du Département et de la CUDL				

22 Décembre 1983

- 1 024 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DIVERS

19

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance (ensembles immobiliers, MNE, action foncière)	13 550	1984 1985 1986	750 12 800	
- Mobilier urbain (L)	900	1984 1985 1986	300 600	
- Démolitions (L)	3 000	1984 1985 1986	1 000 2 000	
- Aménagement de la place du Général de Gaulle (L)	1 000	1984 1985 1986	- 1 000	Subventions Région 30% CUDL 40%
- Monument à la mémoire du Cardinal Liénart (L)	300	1984 1985 1986	150 150	
- Implantation d'une locomotive (L)	300	1984 1985 1986	300 -	
- Fourrière intercommunale pour animaux - Poursuite de la construction (G)	241	1984 1985 1986	241 -	
- Etudes d'urbanisme (L)	3 000	1984 1985 1986	1 000 2 000	
- Aménagements urbains divers	350	1984 1985 1986	350 -	

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	URBANISME - CADRE DE VIE
Sous-Titre	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DIVERS

20

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
- Intervention foncière (L)	10 000			
- Aménagement de la Place du Général de Gaulle - Poursuite	10 200			Subventions : Région 30% CUDL 40%
- Cour intérieure de la Vieille Bourse - Fermeture (L)	1 238			
- Aménagement des abords de l'Hôtel de Ville (L)	4 540			
- Construction d'un planétarium (G)	6 720			
- Etudes d'urbanisme (L)	1 032			

22 Décembre 1983

- 1 026 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

* opérations en cours

Rubrique	CULTURE
Sous-Titre	

21

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance (ensemble des bâtiments culturels et culturels, patrimoine artistique)	14 064	1984 1985 1986	4 460 9 604	
- * Bibliothèque de Moulins - Aménagement (L)	1 000	1984 1985 1986	1 000 - -	
- Opération « l'Art dans la rue » (L)	200 (1)	1984 1985 1986	200	
- Œuvre sculptée de Bougelet (L)	300	1984 1985 1986	- 300	
- Acquisition d'œuvres d'art pour l'Hôtel de Ville (G)	250	1984 1985 1986	150 100	
- Palais des Beaux Arts - Divers aménagements	1 200	1984 1985 1986	- 1 200	
- Construction du nouveau théâtre Salengro (2)	2 500	1984 1985 1986	2 500 -	
(1) Cette opération sera en fait dotée d'un crédit représentant environ 1 % des investissements globaux (soit 2.600 K.F.) étant entendu que le montant de ceux-ci sera réduit en conséquence				
(2) Projet devant faire l'objet d'une instruction réglementaire (coût global 25.000 K.F.)				

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	CULTURE
Sous-Titre	

22

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
- Construction du nouveau Conservatoire National de Région (G)	23 000			Subvention d'Etat de 40 % soit 9 200
- Rénovation du Théâtre Sébastopol et du Grand Théâtre (G)	6 720			Subvention de 30 % de l'Etat et de la Région soit 2 016
- Aménagement de la Maison de l'Enfance et de la Culture (L) (2)	6 205			Subventions de 5 565
- Restauration de l'orgue de l'Eglise Saint-André (L)	300			Subvention de 50 % soit 150
- Palais des Beaux Arts - Aménagement complémentaire	1 040			
- Poursuite de l'opération « l'Art dans la rue »	1 000			
- Conservatoire et Théâtres municipaux - Acquisition d'instruments	1 200			
- Aménagement d'une salle pour le Théâtre du Prato, à Wazemmes (L)	1 120			
- Création des bibliothèques annexes (Lille-Sud - Fives) (L)	8 400			Subvention de 40 % soit 3 360
- Aménagement muséographique de l'Hospice Comtesse (G)	900			
- Création de centres d'initiation artistique dans les quartiers (L)	Projet non encore chiffré			
- Création d'une Galerie Municipale d'Art Contemporain (G)				
- Ecole Régionale des Arts Plastiques - Initiation vidéo-image informatique (G)	380,8			
(1) les subventions d'Etat, prévues pour ce projet pourraient être reportées sur l'opération Nouveau Théâtre Salengro				

22 Décembre 1983

- 1 028 -

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

Rubrique	SPORTS
Sous-Titre	

23

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
- Maintenance (dont réfection de la salle de la Briqueterie)	7 000	1984 1985 1986	3 863 3 137	
- Centre de Canoë-Kayak	1 792	1984 1985 1986	- 1 792	Subvention de 1 344
- Réfection du terrain des Alouettes (L)	600	1984 1985 1986	600 -	Somme récupérable contentieux en cours
- Clôture du terrain Barbusse (L)	120	1984 1985 1986	- 120	
B - PROGRAMME ULTERIEUR	Investissement global			
- Construction d'une salle de sport (ZAC de Fives) (L)	6 720			
- Construction de tennis couverts (Faubourg de Béthune) (L)	4 536			Subvention de 504
- Aménagement de terrains de football	1 016			
- Aménagement de salles spécialisées (L)	2 000			
- Construction d'une patinoire (G)	16 800			
- Aménagement sommaire d'un terrain de rugby (L)	400			
- Divers terrains - aménagement (L)	2 850			

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil de la
Municipalité
(Réunion du 18/11/83)

* opérations en cours

Rubrique	OPERATIONS PARTICULIERES
Sous-Titre	

24

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

« L » : Opération ou équipement local

« G » : Opération ou équipement général

Désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
A - PROGRAMME 1984 - 1986				
* - échanges compensés avec l'Armée - poursuite de l'opération (G)	36 960	1984 1985 1986	12 000 24 960	
* - Maison de Lille à Saint-Louis du Sénégal (G)	1 000	1984 1985 1986	1 000 -	
- Acquisition d'un ensemble immobilier sis rue Saint-Gervais (1)	1 600	1984 1985 1986	1 600 -	
(1) le financement de cette opération sera couvert par les loyers acquittés				

22 Décembre 1983

- 1 030 -

PROGRAMME DE LA COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

25

VILLE DE LILLE
Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986
Propositions du Conseil Consultatif
de la Commune Associée
(Réunion du 25 novembre 1983)

Commune Associée d'Hellemmes

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

Rubriques et désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
- <u>SOLIDARITE COMMUNALE - ACTION SOCIALE</u>				
* Petite enfance				
- Création d'une crèche de 60 lits	3.850	1984 1985 1986	880 2.970	Subv. de 80% (Etat, Départ., C.A.F.) soit 3080
- Equipement (crèche, centre d'animation maternelle)	610	1984 1985 1986	- 610	
* Equipements sociaux				
- Maintenance (Foyer des « Papillons Blancs »)	50	1984 1985 1986	- 50	
* Diverses actions sociales				
- Maintenance	560,7	1984 1985 1986	37 523,7	
- <u>ENFANCE, JEUNESSE, EDUCATION ET FORMATION</u>				
* Education - Etablissements scolaires				
- Maintenance	3.941,2	1984 1985 1986	1.466,5 2.474,7	
- Ecole Jean Jaurès - Construction d'un réfectoire	1.170	1984 1985 1986	- 1.170	
* Loisirs dans les quartiers				
- Maintenance	100	1984 1985 1986	45 55	

- 1 031 -

VILLE DE LILLE

Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil Consultatif
de la Commune Associée
(Réunion du 25 novembre 1983)

26

Commune Associée d'Hellemmes

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

Rubriques et désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
- <u>DECENTRALISATION - NOUVELLE CITOYENNETE</u>				
* Amélioration des Services rendus à la population				
- Maintenance	1.415,5	1984 1985 1986	696 719,5	
- <u>URBANISME - CADRE DE VIE</u>				
* Logement				
- Eclairage et assainissement des courées	336	1984 1985 1986	- 336	
- Construction de logements pour personnes âgées	250	1984 1985 1986	- 250	
* Eclairage Public				
- Modernisation du réseau basse tension	784	1984 1985 1986	- 784	
* Espaces verts				
- Maintenance	473	1984 1985 1986	- 473	
* Travaux d'aménagements divers				
- Maintenance	506,5	1984 1985 1986	30 476,5	
- Interventions foncières	1.070	1984 1985 1986	800 270	

22 Décembre 1983

- 1 032 -

VILLE DE LILLE

Premier Programme Pluriannuel
d'Investissements
1984-1985-1986

Propositions du Conseil Consultatif
de la Commune Associée
(Réunion du 25 novembre 1983)

27

Commune Associée d'Hellemmes

Les sommes sont indiquées en K.F. T.T.C., valeur juillet 1984

Rubriques et désignation de l'opération	Investissement global sur 3 ans	Financement		
		Tranches annuelles	Ville	Autres Financements
– <u>CULTURE</u>				
– Maintenance	639	1984 1985 1986	279 360	
– Salle Léo Lagrange - Construction de loges - Aménagement scénique	820	1984 1985 1986	820 –	
– Construction du Foyer Culturel Chanzy	784	1984 1985 1986	784 –	
– Construction du Centre Socio-Culturel	250	1984 1985 1986	– 250	
– <u>SPORTS</u>				
– Maintenance	492,5	1984 1985 1986	462,5 30	

**COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES
RECAPITULATIF**

28

22 Décembre 1983

- 1 034 -

Rubriques et sous-titres	Total	1984	1985 - 1986
* <u>Solidarité communale - Action sociale</u>	<u>5.070,7</u>	<u>917</u>	<u>4.153,7</u>
- Petite enfance	4.460	880	3.580
- Equipements sociaux	50	-	50
- Diverses actions sociales	560,7	37	523,7
* <u>Enfance, Jeunesse, Education et Formation</u>	<u>5.211,2</u>	<u>1.511,5</u>	<u>3.699,7</u>
- Education	5.111,2	1.466,5	3.644,7
- Loisirs dans les quartiers	100	45	55
* <u>Décentralisation, Nouvelle Citoyenneté</u>	<u>1.415,5</u>	<u>696</u>	<u>719,5</u>
* <u>Urbanisme - Cadre de Vie</u>	<u>3.419,5</u>	<u>830</u>	<u>2.589,5</u>
- Logement	586	-	586
- Eclairage Public	784	-	784
- Espaces verts	473	-	473
- Travaux d'aménagements divers	506,5	30	476,5
- Interventions foncières	1.070	800	270
* <u>Culture</u>	<u>2.493</u>	<u>1.883</u>	<u>610</u>
* <u>Sports</u>	<u>492,5</u>	<u>462,5</u>	<u>30</u>
	<u>18.102,4</u>	<u>6.300</u>	<u>11.802,4</u>

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS

29

RECAPITULATIF

(Programme hellemmois compris)

RUBRIQUES	TOTAL	Programme 1984-1986	Programme ultérieur	1984	1985 - 1986	Part de la rubrique dans programme 84-86
Action économique	10.800	6.400	4.400	400	6.00	2,45%
Solidarité communale, Action sociale	18.135,8	7.213,4	10.922,4	3.257	3.956,4	2,76%
Enfance, Jeunesse, Education et Formation	56.424	26.208	30.216	9.397	16.811	10,04%
Décentralisation, Nouvelle citoyenneté, Relations avec le public	51.535	26.582	24.953	9.910	16.672	10,19 %
Urbanisme, Cadre de Vie	195.004,8	109.450,04	85.554,4	31.723	77.727,4	41,94%
– logement	22.725	18.320	4.405	5.600	12.720	7,02%
– espaces verts	42.019	27.919	14.100	7.369	20.550	10,10%
– circulation	6.218	3.553	2.665	1.800	1.753	1,36%
– sécurité	10.885,4	1.371	9.514,4	763	608	0,52%
– ville d'accueil	8.880	3.280	5.600	2.600	680	1,25%
– réduction du bruit	9.366,4	4.366,4	5.000	1.000	3.366,4	1,67%
– travaux divers	56.371	22.641	33.730	4.091	18.550	8,68%
– éclairage public	25.200	18.000	7.200	4.500	13.500	8,90%
– économies d'énergie	13.340	10.000	3.340	4.000	6.000	3,84%
Culture	69.779,8	19.514	50.265,8	5.810	13.704	7,48%
Sports	43.834	9.512	34.322	4.463	5.049	3,65%
Opérations particulières	37.960	37.960	–	13.000	24.960	14,55%
Commune associée d'Hellemmes	18.102,4	18.102,4	–	6.300	11.902,4	6,94%
TOTAL	501.575,8	260.942,2	240.633,6	84.260	176.682,2	100

N° 83/2/370 : Budget primitif de 1984
Section d'investissement
Programmes d'équipements

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous venez d'adopter le programme pluriannuel d'investissements pour les années 1984 à 1986 inclus dont le volume de réalisations avoisine les 260 millions de francs, y compris les équipements concernant la Commune associée d'Hellemmes.

Comme pour les années précédentes et en application des dispositions de la loi du 10 janvier 1980 visant notamment les conditions de vote du budget des communes, nous vous proposons, d'ores et déjà, d'arrêter la liste des programmes d'équipements à inscrire à la section d'investissement du budget primitif de 1984.

Cette mesure, indispensable à une parfaite continuité de l'action municipale permet d'une part, d'accélérer les procédures administratives nécessaires à l'exécution des travaux à réaliser ou à poursuivre au cours du prochain exercice, d'autre part, d'engager, dès le début de l'année, les négociations sur les emprunts destinés au financement des opérations en cause.

Eu égard à ce qui précède et en accord avec votre Commission de la Planification et des Finances et le Conseil de la Municipalité réunis les 9 et 16 décembre 1983, nous vous proposons de fixer à 84.260.000 F le total des crédits à prévoir à la section d'investissement du futur budget communal au titre de la tranche 1984 du programme pluriannuel d'investissements.

Les diverses réalisations prévues, dont le détail est donné en annexe, peuvent être reprises sous les différentes rubriques ci-après :

- Programmes de maintenance	30.090.000,00 F
- Projets en cours	21.772.000,00 F
- Opérations nouvelles	26.098.000,00 F
- Equipements de la Commune associée d'Hellemmes	6.300.000,00 F

Sur ces dotations, une somme de 1 % sera réservée à l'Art dans la Ville.

Le financement de ces dépenses serait assuré comme suit :

- Emprunts à réaliser	50.000.000,00 de F
- Subventions escomptées	5.066.000,00 F
- Fonds de compensation de la T.V.A.	26.008.000,00 F
- Dotation globale d'équipement	3.000.000,00 de F
- Autres recettes	186.000,00 F

Nous vous prions de bien vouloir statuer.

Adopté
 Voir compte rendu p. 928

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

1

Rubrique : Action économique

Sous-rubrique :

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Elaboration d'un plan de développement économique (étude du Centre régional d'aménagement urbain)	300	Subvention 168
- Réalisation d'un Centre expérimental de technologie. Participation de la Ville	100	
- Acquisition de l'ensemble Dixon-Constant	pour mémoire	Le coût de cette opération (3.500 KF) doit être couvert par les loyers qui seront acquittés
TOTAL	400	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

2 A

Rubrique : Solidarité communale. Action sociale

Sous-rubrique : Petite enfance

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Crèches. Modernisation	300	
TOTAL	300	

22 Décembre 1983

- 1 038 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

2 B

Rubrique : Solidarité communale. Action sociale

Sous-rubrique : Equipements sociaux

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Divers équipements. Grosses réparations et sécurité	300	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Maison de quartier rue d'Angleterre	150	
- Centre social de Wazemmes	300	Subvention 200
TOTAL	750	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

2 C

Rubrique : Solidarité communale. Action socialeSous-rubrique : Relations avec le monde au travail

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
– Aménagement de la nouvelle Bourse du Travail	1.000	Subvention 300
 TOTAL	 1.000	

22 Décembre 1983

– 1 040 –

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

2 D

Rubrique : Solidarité communale. Action socialeSous-rubrique : Diverses actions sociales

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
– Cimetières. Modernisation	100	
– Divers équipements sanitaires. Grosses réparations	100	
– Bains-douches. Grosses réparations	100	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
– Centre de rééducation des handicapés de la route	907	
 TOTAL	 1.207	

Tranche 1984

Rubrique : Enfance. Jeunesse. Education et formation.

Sous-rubrique : Education

Etablissements scolaires

22 Décembre 1983

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

3 B

Rubrique : Enfance, Jeunesse, Education et formationSous-rubrique : Loisirs dans les quartiers

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Jardins des Loisirs (Sud et Dondaines). Aménagements	250	
- Rénovation du zoo	200	
- Acquisition de l'Auberge du Plouich à Phalempin	1.500	
TOTAL	1.950	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

4 A

Rubrique : Décentralisation. Nouvelle citoyennetéSous-rubrique : Amélioration des services
rendus à la population

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Hôtel de Ville. Mobilier et matériel	1.600	
- Hôtel de Ville. Aménagements divers	1.000	
- Divers bâtiments administratifs. Aménagement	200	
- Commissariats de police. Aménagement	300	
- Commissariat central. Aménagement	250	
- Mairies de quartiers. Modernisation	500	
- Centre technique municipal. Matériel	300	
- Nettoyement. Renouvellement du matériel	1.500	
- Parc automobile. Renouvellement de véhicules	2.000	
- Logements de fonctions. Rénovation	700	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Construction du nouveau garage municipal	1.000	
- Modernisation du réseau téléphonique	150	
TOTAL	9.500	

22 Décembre 1983

- 1 044 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

4 B

Rubrique : Décentralisation. Nouvelle citoyennetéSous-rubrique : Information

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
– Service de l'Information et des Relations publiques. Matériel	60	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
– Centre d'information municipale. Etudes	350	
 TOTAL	 410	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 A

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vie

Sous-rubrique : Logement

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Aide à l'Office d'H.L.M. pour la réhabilitation de la place aux Oignons et rue des Vieux Murs	1.100	
- Assainissement des courées et voies privées	500	
- Acquisition de terrains et immeubles	3.960	
 TOTAL	 5.560	

22 Décembre 1983

- 1 046 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 B

Rubrique : Urbanisme, Cadre de vie

Sous-rubrique : Eclairage public

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Rénovation du réseau d'éclairage. Bâtiments communaux	2.500	
- Remplacement systématique des lampes	1.000	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Aménagement du réseau moyenne tension	1.000	
TOTAL	4.500	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 C

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vieSous-rubrique : Espaces verts

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Renouvellement du matériel	500	
- Plantation d'arbres	250	
- Renouvellement de véhicules	200	
- Clôtures de terrains	250	
- Serres de culture. Grosses réparations	150	
- Jardin Vauban. Réfection de la grotte	100	
- Jardin Vauban. Réfection de couvertures	47	
<u>PROJETS EN COURS</u>		
- Place de la République. Aménagement d'un jardin. Solde	1.422	
- Espaces verts. Z.A.C. Delory	250	
- Place Léon Trulin. Aménagement	250	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Réhabilitation des espaces verts des H.L.M.	500	
- Acquisition de bacs à fleurs	200	
- Aménagement du bois de Boulogne	500	
- Aménagement des espaces verts « Concorde »	1.000	
- Place Rihour. Aménagement	250	
- Aménagement du square Jean-Jacques Rousseau	500	
- Aménagement de points verts et places	1.000	
TOTAL	7.369	

22 Décembre 1983

- 1 048 -

Tranche 1984

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vie

Sous-rubrique : Circulation

- 1 049 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 E

Rubrique : Urbanisme, Cadre de vieSous-rubrique : Sécurité

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Police municipale. Mobilier et matériel	213	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Police municipale. Réseau radio	150	
- Téléalarme des personnes âgées	400	
 TOTAL	 763	

22 Décembre 1983

- 1 050 -

Tranche 1984

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vie

Sous-rubrique : Economies d'énergie

- 1 051 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 G

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vieSous-rubrique : Une Ville d'accueil

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROJETS EN COURS</u>		
– Foire internationale. Rénovation de la toiture	1.600	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
– Aménagement du Parvis du Nouveau Siècle. 2 ^e tranche	1.000	
 TOTAL	 2.600	

22 Décembre 1983

- 1 052 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

5 H

Rubrique : Urbanisme. Cadre de vie

Sous-rubrique : Réduction du bruit

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Isolation phonique des bâtiments communaux	1.000	Subvention 500
TOTAL	1.000	

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

51

Sous-rubrique : Travaux d'aménagements divers

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Groupes immobiliers divers. Rénovation	150	
- Maison de la Nature et de l'Environnement. Aménagements	100	
- Remise en état de pignons après démolition	200	
- Aménagement de terrains divers	300	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Démolitions	1.000	
- Convention d'étude et de réalisation avec la S.O.R.E.L.I.	1.000	Subvention 500
- Acquisition de mobilier urbain	300	
- Aménagements urbains divers	350	
- Fourrière intercommunale	241	
- Monument du Cardinal Liénart. 1 ^e tranche	150	
- Implantation	300	
TOTAL	4.091	

22 Décembre 1983

- 1 054 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

6

Rubrique : Culture

Sous-rubrique :

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Palais des Beaux-Arts. Modernisation et sécurité	300	
- Musées. Œuvres d'art et matériel	460	
- Bibliothèques. Modernisation et grosses réparations	250	
- Bibliothèques. Livres et matériel	600	
- Salles de spectacles. Travaux de sécurité	300	
- Théâtres. Matériel et outillage	100	
- Centre culturel Comtesse. Travaux sur partie classée	1.430	Subvention 1070
- Conservatoire et écoles de musique. Mobilier et matériel	259	Subvention 47
- Harmonie municipale. Matériel	11	
- Edifices cultuels. Grosses réparations	750	
<u>PROJETS EN COURS</u>		
- Immeuble « La Filature ». Aménagement d'une bibliothèque	1.000	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Hôtel de Ville. Acquisition d'œuvres d'art	150	
- L'Art dans la Ville	240	
		Cette opération sera en fait dotée d'un crédit représentant environ 1 % des investissements globaux soit pour 1984, 840 KF
TOTAL	5.850	

- 1 055 -

22 Décembre 1983

- 1 056 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT
Tranche 1984

7

Rubrique : Sports

Sous-rubrique :

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
<u>PROGRAMMES DE MAINTENANCE</u>		
- Stades. Modernisation et réparations	250	
- Salle de gymnastique (y compris salle de la Briqueterie). Réparations	1.800	
- Terrains et salles de sports. Matériel	255	
- Bassins de natation. Grosses réparations y compris travaux d'étanchéité Marx Dormoy	1.500	
- Bassins de natation. Matériel	58	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- Rénovation du terrain du Moulin des Alouettes	600	
TOTAL	4.463	

Tranche 1984

Rubrique : Opérations particulières

Sous-rubrique : _____

- 1057 -

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Tranche 1984

9

Rubrique : Commune associée d'Hellemmes

Sous-rubrique : _____

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
PROGRAMMES DE MAINTENANCE	3.016	
TRAVAUX EN COURS	820	
OPERATIONS NOUVELLES	1.664	
ACQUISITIONS FONCIERES	800	
TOTAL	6.300	

22 Décembre 1983

- 1 058 -

Désignation de l'opération	Propositions 1984 en KF	Observations
RECAPITULATION		
* Programmes de maintenance	30.090	
* Projets en cours	21.772	
* Opérations nouvelles	26.098	
* Commune associée d'Hellemmes	6.300	
TOTAL	84.260	
FINANCEMENT ENVISAGE		
* Emprunts	50.000	
* Subventions	5.066	
* Fonds de compensation de la T.V.A.	26.008	
* Dotation globale d'équipement	3.000	
* Recettes affectées	186	
TOTAL	84.260	

COMMUNE D'HELLEMMES ASSOCIEE A LA VILLE DE LILLE

BUDGET PRIMITIF 1984

SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 900 DETAIL PAR SOUS-CHAPITRE

(1)

REFERENCES DES ARTICLES	900-00 HOTEL DE VILLE	900-09 BATIMENTS POLYVALENT	900-9 AUTRES BATI- MENTS ADMI- NISTRATIFS						
DEPENSES	448.000,00	26.000,00	130.000,00						
2140	118.000,00								
2147			61.000,00						
232500	330.000,00								
232502		26.000,00							
232513			34.000,00						
232514			35.000,00						

CHAPITRE 900 - HOTEL DE VILLE ET AUTRES BATIMENTS
ADMINISTRATIFS

(2)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	30.000,00
2140	Hôtel de Ville - Acquisition de matériel et mobilier	118.000,00
2147	Ateliers municipaux - Acquisition de matériel	61.000,00
232500	Hôtel de Ville - Travaux de réfection et d'aménagement	330.000,00
232502-ANG	Ecole FENELON - Extension de l'installation de chauffage	26.000,00
232513	Ateliers municipaux - Travaux de couverture	34.000,00
232514	Antenne Municipale de l'EPINE - Travaux de séparation des circuits Gaz et Chauffage	35.000,00

CHAPITRE 901 DETAIL PAR SOUS-CHAPITRE

(3)

REFERENCES DES ARTICLES	901.9 AUTRES EQUIPEMENTS DE VOIRIE								
DEPENSES	30.000,00								
235	30.000,00								

CHAPITRE 901 - VOIRIE

(4)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	30.000,00
235	Acquisition et Installation de mobilier urbain	30.000,00

CHAPITRE 903 DETAIL PAR SOUS-CHAPITRE

(5)

REFERENCES DES ARTICLES	903.1 ECOLES DU 1° DEGRE	903.50 Terrains d'édu- cation physique	903.51 Salles de Gymnastique	903.52 Bassins de natation	903.53 Colonies de vacances	903.59 Autres équipe-	903.63 Bibliothèque ments de Jeu- nesse	903.9 Autres équipe- ments scolaires et culturels	
DEPENSES	1.466.500,00	91.500,00	185.000,00	186.000,00	45.000,00	784.000,00	85.000,00	1.014.000,00	
135	1.262.000,00								
2142	180.000,00								
2142							25.000,00		
2142								12.000,00	
2147							60.000,00		
2147	24.500,00								
2147		5.500,00							
2147			11.000,00						
2147				10.000,00					
2147					45.000,00				
232535			174.000,00						
232536				176.000,00					
232542						784.000,00			
232545								1.002.000,00	
232529		86.000,00							

22 Décembre 1983

- 1 062 -

CHAPITRE 903 - EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL

(6)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	3.857.000,00
135	Bâtiments scolaires - Travaux de modernisation et de grosses réparations	1.262.000,00
2142	Bâtiments scolaires - Acquisition de mobilier et matériel (emploi fonds scolaires Départementaux - partie)	180.000,00
2142	Bibliothèque - Achat de livres	25.000,00
2142	Ecole de musique - Achat de matériel et mobilier	12.000,00
2147	Bibliothèque - Achat matériel (rayonnages)	60.000,00
2147	Restaurants scolaires - Acquisition de mobilier et matériel	24.500,00
2147	Stade - Acquisition de matériel	5.500,00
2147	Diverses salles de sports - Acquisition de matériel	11.000,00
2147	Piscine TOURNESOL - Acquisition de matériel	10.000,00
2147	Centres Aérés - Acquisition de matériel	45.000,00
232535	Salle DUQUESNOY - Travaux de réfection	174.000,00
232536	Bassin d'initiation - Travaux d'aménagement	176.000,00
232542	Foyer culturel CHANZY - Reconstruction	784.000,00
232545	Salle LEO LAGRANGE - Travaux de réfection et d'aménagement	1.002.000,00
235529	Stade - Aménagement des abords de la tribune	86.000,00

CHAPITRE 904 - DETAIL PAR SOUS-CHAPITRE

(7)

REFERENCES DES ARTICLES	904.60 CRECHES	904.92 Autres équipements Sanitaires et Sociaux							
DEPENSES	880.000,00	37.000,00							
2147		13.000,00							
232551		24.000,00							
232560	880.000,00								

CHAPITRE 904 - EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL

(8)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	917.000,00
2147	Foyers des Aînés - Acquisition de matériel	13.000,00
232551	Foyer HERRIOT - Travaux de chauffage	24.000,00
232560	Crèche - Construction	880.000,00

CHAPITRE 908 - DETAIL PAR SOUS-CHAPITRE

(9)

REFERENCES DES ARTICLES	908.5 LOGEMENTS DE FONCTION								
DEPENSES	92.000,00								
232513	47.000,00								
232522	45.000,00								

- 1 065 -

CHAPITRE 908 - URBANISME ET HABITATION

(10)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	92.000,00
232513	Ateliers municipaux - Logement du concierge - Travaux de couverture	47.000,00
232522	Logement école HERRIOT - Travaux de chauffage	45.000,00

CHAPITRE 922 - OPERATIONS IMMOBILIERES ET MOBILIERES
HORS PROGRAMME

(11)

ARTICLES	LIBELLES	CREDITS VOTES
	DEPENSES	800.000,00
2100	Acquisition de terrains	200.000,00
2125	Acquisition d'immeubles	600.000,00

DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

(12)

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS VOTES
900	HOTEL DE VILLE ET AUTRES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	604.000,00
901	VOIRIE	30.000,00
903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	3.857.000,00
904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL	917.000,00
908	URBANISME ET HABITATION	92.000,00
922	OPERATIONS IMMOBILIERES ET MOBILIERES HORS PROGRAMME	800.000,00
	TOTAL	6.300.000,00

N° 83/2/371 : Centre social de Wazemmes, maison de quartier en préfiguration - Subvention complémentaire au titre de l'exercice 83

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille s'est portée acquéreur des bâtiments occupés par le Centre Social de Wazemmes, 36 rue d'Eylau à Lille, appartenant à la Croix-Rouge Française et envisage une reconnaissance totale de l'équipement en Maison de quartier pour 1984 ou 1985.

Pour alléger les charges de l'association gestionnaire dans l'attente d'une convention définitive, nous vous demandons en accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, des Sports et Loisirs, réunie le 15 novembre 1983, d'octroyer au Centre Social de Wazemmes, une subvention complémentaire de 43.300 F.

La dépense correspondante est à imputer sur les crédits inscrits au chapitre 940/211 de la section de fonctionnement du budget primitif 83, sous l'intitulé « Maisons de quartier ».

Adopté

Voir compte rendu p. 943

**N° 83/2/372 : Eté à Lille pour ceux qui restent 1983
« Opération Cirque » - Subvention à reverser au GEDAL**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de « l'Eté à Lille pour ceux qui restent 1983 », l'opération de sensibilisation aux techniques du cirque, montée pendant 9 semaines avec le cirque Diana Moreno sur 3 quartiers de la ville, a remporté un vif succès auprès des jeunes Lillois.

Outre la participation financière des partenaires de terrain qui ont contribué à l'installation du cirque sur leurs quartiers, il faut rappeler l'engagement des partenaires institutionnels qui ont subventionné l'opération.

- Association pour le soutien, la promotion et l'enseignement du cirque	45.000 F
- Ministère du Temps Libre	35.000 F
- Direction Régionale des Affaires Culturelles	20.000 F
- Ville de Lille	12.500 F
- Société anonyme d'habitation à loyer modéré de Lille et environ S.L.E.	15.000 F
- Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale	75.000 F

La subvention accordée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles a été versée directement à la Ville de Lille.

En accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, des Sports et Loisirs, réunie le 15 Novembre 1983, nous vous demandons de faire reverser au GEDAL, choisi par l'ensemble des partenaires pour gérer cette opération spécifique, la somme de 20.000 F correspondant au montant de cette subvention somme disponible à ce jour sur la ligne budgétaire 940/211 du budget primitif 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 943

**N° 83/2/373 : Maison de quartier des Bois Blancs
Subvention à reverser au GEDAL**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Maison de quartier des Bois Blancs ouverte en Octobre 1981, pour des actions de pré-animation, avait lors de cette période transitoire, fait face à des dépenses réglées à titre d'avance par le GEDAL et non reversées à ce jour.

En accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, des Sports et Loisirs réunie le 15 Novembre 1983, nous vous demandons de faire porter au crédit du GEDAL, la somme de 8218 F correspondant aux avances consenties.

La dépense est à imputer sur les crédits au chapitre 940/211 de la section de fonctionnement du budget primitif 83 sous l'intitulé « Maisons de Quartier ».

Adopté

Voir compte rendu p. 943

**N° 83/2/374 : Zones d'éducation prioritaire
Subventions à verser aux foyers
socio-éducatifs des Collèges
concernés**

MESDAMES, MESSIEURS,

La circulaire 81/536 du 28 Décembre 1981 a défini les zones d'éducation prioritaire comme permettant, d'une part de renforcer l'action éducative dans les zones où se concentrent les plus grandes difficultés, d'autre part de lutter contre les inégalités devant l'école et plus généralement contre les inégalités sociales.

Afin de contribuer au développement des activités menées dans ce cadre, la commission de l'éducation, réunie le 9 Mai 1983, a proposé que soit octroyée sur les crédits consacrés aux ZEP, une aide de 2.500 F aux foyers socio-éducatifs des 4 collèges Lillois concernés à savoir :

- collège Louise Michel
- collège Albert Camus
- collège Madame de Staël
- collège Duplex

Nous vous demandons de bien vouloir faire vôtres ces propositions.

Ces associations étant par ailleurs membres de l'office Municipal de la Jeunesse et afin d'éviter qu'il y ait, au titre de la Ville de Lille, deux subventions versées à un même organisme par le biais de services différents, un transfert de crédit de 10.000 F a été opéré du chapitre 943.5 (enseignement) au chapitre 945.282 (jeunesse) sur lequel il convient donc d'imputer les subventions correspondantes.

Adopté

Voir compte rendu p. 944

**N° 83/2/375 : Conseil Communal de Prévention
de la Délinquance
Composition**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n° 83/2/279 et 83/2/346, le Conseil Municipal de Lille, en sa séance du 22 octobre 1983, a décidé du nombre, de la composition et du financement des opérations décidées par le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.

Le Conseil Municipal a fixé à cette occasion à neuf le nombre des représentants de la Ville.

Le titre III du décret n° 83.459 du 8 juin 1983 consacré aux conseils communaux de prévention de la délinquance, en son article 16, stipulant que cette assemblée comprend également des représentants de l'Etat, Monsieur le Préfet, Commissaire de la République de la Région Nord / Pas-de-Calais, par arrêté du 28 novembre 1983, a procédé à la nomination de ces représentants qui fixe ainsi la composition définitive de cette assemblée à 16 personnes soit :

– POUR L'ETAT :

- M. le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Lille ou son représentant
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant
- M. l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale du Nord ou son représentant
- M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement ou son représentant

- M. le Directeur Départemental du Temps Libre, Jeunesse et Sports ou son représentant
- M. le Directeur du Service d'Education surveillée du Nord ou son représentant
- M. le Contrôleur Général de la Police Nationale, Directeur Départemental des Polices Urbaines du Nord, Chef du district de l'Agglomération Lilloise ou son représentant.

— POUR LA VILLE :

- Monsieur le Maire, exerçant la Présidence, ou son représentant
- Monsieur le Maire délégué de la Commune Associée d'Hellemmes, qui sera représenté en cas d'empêchement par Monsieur Jean-Pierre FROMONT, membre du Conseil Consultatif d'Hellemmes
- M. le Directeur du Service d'Education surveillée du Nord ou son représentant
- M. le Contrôleur Général de la Police Nationale, Directeur Départemental des Polices Urbaines du Nord, Chef du district de l'Agglomération Lilloise ou son représentant

— POUR LA VILLE :

- Monsieur le Maire, exerçant la Présidence, ou son représentant
- Monsieur le Maire délégué de la Commune Associée d'Hellemmes, qui sera représenté en cas d'empêchement par Monsieur Jean-Pierre FROMONT, membre du Conseil Consultatif d'Hellemmes
- Monsieur Pierre BERTRANT, Adjoint délégué à la Prévention
- Monsieur le Recteur DEBEYRE, Adjoint délégué à la Santé et à l'Hygiène Publiques
- Monsieur PILATE, Conseiller Municipal
- Monsieur AUFFRAY, Secrétaire Général
- Monsieur VANDERSCHULDEN, Directeur de la Sécurité et de la Prévention
- Monsieur LEBRUN, Directeur des Services de la Jeunesse et de l'Animation

Nous vous demandons de prendre acte de cette composition qui pourra, par la suite, être complétée par la nomination de personnes qualifiées appelées à siéger à titre consultatif.

L'installation officielle du Conseil Communal de Prévention de la Délinquance peut donc être désormais envisagée dans les prochaines semaines.

Adopté

Voir compte rendu p. 944

**N° 83/2/376 : Bibliothèque Municipale
Emploi de la subvention
de fonctionnement de l'Etat**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le montant de la subvention de fonctionnement allouée au titre de l'exercice 1983 par le Ministère de la Culture à la Ville de Lille, s'élève à 1 205 100 F.

Sur proposition du Conservateur de la Bibliothèque Municipale et en accord avec votre commission de l'Action Culturelle et des Beaux-Arts et celle de la Planification et des Finances réunies respectivement les 30 septembre et 9 décembre 1983, nous vous demandons de décider d'utiliser cette subvention comme suit :

- 600 000 F pour le remplacement du bibliobus ;
- 155 100 F pour l'achat de livres ;
- 100 000 F pour la reliure et la restauration de livres du fonds de la Bibliothèque Centrale et des annexes.

Le surplus a été préfinancé dans le cadre des opérations inscrites au budget primitif de 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 945

**N° 83/2/377 : Théâtres Municipaux
Rémunérations du
personnel vacataire**

MESDAMES, MESSIEURS,

La régie municipale des Théâtres emploie, pour assurer certains services lors des représentations, du personnel de caisse, de scène, de salle, ainsi que des aide-techniciens.

Depuis quelque temps, l'Administration des Théâtres éprouve des difficultés croissantes au niveau du recrutement de ces personnels et surtout pour obtenir une certaine stabilité nécessaire pour un service de qualité, d'autant qu'il s'agit d'interventions le soir, les samedis, dimanches et jours fériés.

Pour des raisons du même ordre, le Conseil Municipal avait été appelé à décider, par délibération n° 77/II/4018 en date du 8 juillet 1977, une revalorisation des rémunérations dudit personnel vacataire.

En accord avec votre commission de l'Action Culturelle et des Beaux-Arts et celle de la Planification et des Finances réunies respectivement les 30 septembre et 9 décembre 1983, nous vous demandons de décider l'application à compter du 1^{er} janvier 1984 des nouveaux taux des vacations servies à ce personnel conformément au tableau des effectifs et des rémunérations ci-annexé.

La dépense supplémentaire annuelle qui en résultera, soit 139 000 F environ, sera imputée au chapitre 931-1 de nos documents budgétaires.

Adopté.

**Tableau des effectifs et des rémunérations du personnel
vacataire des Théâtres Municipaux à compter du
1^{er} janvier 1984**

CATEGORIES DE PERSONNEL	ANCIEN INDICE		VALEUR au 1 / 6 / 83	NOUVEL INDICE		VALEUR au 1 / 6 / 83
	Majoré	Brut		Majoré	Brut	
Chef et sous-chef contrôleur - Caissiers (ères) principaux (ales)	1 / 60 ^e de 354	408	113,09	1 / 60 ^e de 407	483	130,02
Contrôleurs de salle Caissiers (ères) Aides-machinistes Aides-électriciens Aide-tapissier	1 / 60 ^e de 321	361	104,56	1 / 60 ^e de 381	448	121,71
Contrôleurs Habilieuses	1 / 60 ^e de 249	260	81,31	1 / 60 ^e de 302	336	98,37
Ouvreuses	1 / 60 ^e de 162	117	53,53	1 / 60 ^e de 216	211	70,77
Aide-Publicitaire	1 / 175 ^e de 210 par heure	203	23,61	1 / 175 ^e de 249	261	27,88

N° 83/2/378 : Musée de l'Hospice Comtesse
Subvention de l'Etat
Admission en recettes
Crédit d'emploi

MESDAMES, MESSIEURS,

Monsieur le Directeur des Musées de France a fait connaître qu'après avis favorable de la Commission des Musées de Province réunie le 9 juin 1983, il a été décidé d'accorder à la Ville de Lille les subventions suivantes :

- 2230 F pour l'acquisition de trois termohygrographes
- 1330 F pour la restauration de la couche picturale d'une peinture de Louis Watteau « La quatorzième expérience aérostatique de M. BLANCHARD faite à Lille le 26 août 1795 »
- 1760 F pour la restauration d'un ensemble d'instruments de musique.

En accord avec votre commission de l'Action Culturelle et des Beaux-Arts réunie le 7 décembre 1983, nous vous demandons de décider :

- l'admission en recettes de ces sommes
- l'ouverture des crédits d'emploi correspondant au chapitre 945-231 de nos documents budgétaires.

Adopté
Voir compte rendu p. 947

N° 83/2/379 : Piscines Municipales
Revalorisation des Tarifs

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 82/4049 du 9 Décembre 1982, vous avez fixé les nouveaux tarifs à appliquer dans les piscines municipales.

Comme chaque année, il apparaît nécessaire de revaloriser ces tarifs de façon substantielle.

Toutefois, afin de nous conformer aux instructions de la circulaire préfectorale du 2 Décembre 1983, relative à l'évolution des tarifs des services publics locaux à caractère administratif et saisonnier, l'augmentation proposée pour 1984 a été limitée à 5%.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Education de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs, réunie le 19 Septembre 1983 et votre commission de la Planification et des Finances réunie le 9 Décembre 1983, nous vous proposons de fixer comme suit, les tarifs pratiqués dans les piscines, lesquels prendront effet à compter du 1^{er} Avril 1984.

Adopté
Voir compte rendu p. 948

PISCINE MARX DORMOY

Tarif Normal

plus de 18 ans : par personne	8,50
par abonnement 20 séances	147,00
de 7 à 18 ans par personne	6,20
par abonnement 20 séances	95,50
de 2 à 7 ans par personne	2,80
Visiteurs	1,70

Tarif Familles Nombreuses

plus de 18 ans : par personne	6,20
par abonnement 20 séances	101,80
de 7 à 18 ans, par personne	5,50
par abonnement 20 séances	90,00
de 2 à 7 ans	2,20

Tarif Réduit

étudiants et travailleurs privés d'emploi	6,20
Militaires	4,30

Tarif de Groupe

Groupes organisés de plus de 20 personnes - la personne	4,30
Scolaires non lillois	4,30
Scolaires accompagnés d'un professeur	2,20
Centres de loisirs	2,20
Stages fédéraux - Examens - Concours	2,20

Leçons

Adultes (carnet de 10 tickets)	170,00
Familles nombreuses (carnet de 10 tickets)	135,00
Collectives 1 H (maximum 20 personnes)	147,00
Cartes trimestrielles	147,00

Location

Ceintures, bouées	2,80
Classes primaires, natation scolaire	Gratuit

Musculation

par séance	8,50
par abonnement 20 séances	147,00
Redevance annuelle (pour les clubs utilisateurs)	498,00

Sauna

par séance	13,50
par abonnement (10 séances)	113,00

Fosse à Plongée

par séance de 2 H	271,00
Location annuelle (pour clubs utilisateurs)	2268,00

PISCINES DES BAINS LILLOIS, DE FIVES, DU SUD ET D'HELLEMESTarif Normal

plus de 18 ans, par personne	5,80
par abonnement 20 séances	101,00
de 7 à 18 ans, par personne	4,30
par abonnement 20 séances	65,00
de 2 à 7 ans par personne	2,20

Tarif Familles Nombreuses

plus de 18 ans, par personne	4,30
par abonnement 20 séances	69,00
de 7 à 18 ans, par personne	3,60
par abonnement 20 séances	59,00
de 2 à 7 ans	1,90

Tarif Réduit

étudiants et travailleurs privés d'emploi	4,30
Militaires Fives	3,00
Bains Lillois	4,30
Sud-Hellemmes	4,30
Nageurs Sportifs	4,30

Tarif de Groupe

Scolaires non lillois	4,30
-----------------------	------

Groupes organisés de plus de 20 personnes - la personne	3,60
Scolaires accompagnés d'un professeur	2,20
Centres de Loisirs	2,20
Stages fédéraux, examens, concours	2,20

Leçons

Adultes (carnet de 5 tickets)	74,00
Familles nombreuses (carnet de 5 tickets)	62,00
Collectives 1 H (maximum 20 personnes)	130,00
<u>Cartes trimestrielles</u>	93,00

Location

Bouées, ceintures	2,80
Classes primaires, natation scolaire	Gratuit

Les recettes correspondantes seront comptabilisées au chapitre 945-13 de la section de Fonctionnement du budget sous l'intitulé « Piscines ».

**N° 83/2/380 : Centres Municipaux d'Initiation
Sportive - Revalorisation de
l'Indemnité versée aux animateurs**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 83/2/121 du 27 Mai 1983, vous avez décidé de réactualiser l'indemnité versée aux animateurs bénévoles responsables chacun de l'animation d'un Centre Municipal d'Initiation Sportive, en la fixant à 460 F par personne et par an pour la saison 1982/1983.

Considérant l'évolution du coût de la vie et des salaires, en accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs, réunie le 15 Novembre 1983, et la Commission de la Planification et des Finances, réunie le 9 Décembre 1983, nous vous demandons :

- de décider la revalorisation de cette attribution pour la saison sportive 1983-1984 (septembre à juin) en se basant sur l'augmentation des traitements des fonctionnaires, soit 6 %, ce qui porterait cette indemnité à :

$$\frac{460 \times 106}{100} = 487,00 \text{ F}$$

- de prélever la dépense correspondante sur les crédits inscrits au sous-chapitre 945-18 de nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 948

N° 83/2/381 : Diverses associations sportives
Demandes de subventions d'organisation
Année 1983

MESDAMES, MESSIEURS,

L'aide financière de la Ville de Lille a été sollicitée sous la forme d'une subvention d'organisation par diverses associations sportives lilloises pour leur manifestation.

En accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs réunie le 15 Novembre 1983, l'Office Municipal des sports entendu, nous vous demandons de bien vouloir décider les attributions suivantes :

Dates des manifestations	Associations sportives	Montants des Subventions.
27 et 28 Avril	L.U.C. Section Volley-Ball	3.000 F
7 et 8 Mai	L.U.C. Section Natation et Water-Polo	2.000 F
20 au 23 Mai	L.U.C. Section Escrime	3.000 F
21 au 23 Mai	Racing Club des Bois Blancs	1.500 F
3 et 4 Juin	A.S. des Municipaux Section Musculation	3.000 F
5 Juin	Union Nautique de Lille	9.000 F
11 au 13 Juin	A.S. Ampère Etoile	5.000 F
26 Juin	Amicale des Anciens élèves de l'école Duplex	250 F

Les sommes correspondantes seront prélevées sur le crédit ouvert au chapitre 945-18 de la section Fonctionnement du Budget Primitif 1983, sous l'intitulé « Encouragement aux Sports ».

Adopté

Voir compte rendu p. 948

N° 83/2/382 : Lille Université Club - Section Natation
Bilan financier de la saison 1982/1983 -
Bilan sportif et orientations du programme
d'activités.

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des dispositions de l'article 2 du contrat de formation et d'animation passé en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 78/4014 du 28 Février 1978, le Président du Lille Université Club, section Natation a présenté son bilan financier pour la saison 1982/1983, arrêté au 30 Septembre 1983 et les orientations du programme de ses activités accompagnés de la liste des animateurs ainsi que l'effectif, les nom et adresse des enfants ayant bénéficié des structures sportives.

En accord avec la Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs, réunie le 15 Novembre 1983 et votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 Décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de ces documents.

FRAIS ET CHARGES	Saison 1982 / 1983
Fournitures générales	
- Petits matériels et équipements	24.005,55
- Fournitures particulières	2.231,21
Loyers et charges locatives	1.000,00
Services extérieurs : stages	25.550,00
Primes d'assurance	380,70
Voyages et déplacements	155.537,38
Frais divers de gestion	
- Frais de réception	4.601,22
- Fournitures de bureau	2.060,80
- Frais de P et T	2.135,00
- Cotisations et droits d'enregistrement	17.600,50
- Frais financiers	44,50
TOTAL DES CHARGES	235.146,86

PRODUITS ET RECETTES	Saison 1982 / 1983
Cotisations et dons	
- Membres actifs	79.865,00
- Membres honoraires	5.960,00
- Cotisations supplémentaires	20.910,00
Subventions de fonctionnement	
- Jeunesse et Sports	11.520,00
- Mairie de Lille	63.000,00
- Divers et F.F.N.	21.223,20
Produits manifestations sportives	14.498,00
Produits financiers	1.551,08
Participations versées par le L.U.C. Général, dont subvention municipale 13.048 F	17.956,68
TOTAL DES PRODUITS ET RECETTES	236.483,96

Excédent de recettes de l'exercice 1337,10 F.

BILAN SPORTIF 1982 / 1983

- Championnats de France Interclubs Décembre 82 - Eliminatoires Régionales, le L.U.C. Natation remporte le classement général Messieurs et Dames et qualifie son équipe Messieurs pour une finale Nationale.
- 19 Décembre 1982 en Suède - Laurent PELAYO est sélectionné en Equipe de France pour la Coupe d'EUROPE des Nations.
- Critériums Nationaux - Cadets - Minimes - Les équipes garçons et filles sont qualifiées pour les finales interrégionales. Les garçons sont 1^{er} devant le stade Français - Clichy, etc... et les filles 2^e.
- Le 19 Janvier 1983 - Le relais 4 x 100 N.L. Messieurs composé de ROUBLIQUE - PELAYO, CARPENTIER et CHARLET battent le record de FRANCE tous bassins détenu par le RACING CLUB DE FRANCE.
- Les 5/6 Février - 3 Nageurs sont retenus pour le meeting International « Diana » à Paris
- Les 7 et 20 Février - aux Championnats Départementaux d'Hiver, nos nageurs remportent : 2 Médailles d'OR
3 Médailles d'ARGENT
2 Médailles de BRONZE

26/27 Février à Grande-Synthe aux Championnats et Critériums Régionaux d'Hiver :

- 17 Médailles d'OR
- 20 Médailles d'ARGENT
- 19 Médailles de BRONZE
- 41 FINALISTES

- 20 MARS - Coupe Régionale Interclubs réservée aux Garçons et Filles de 13 ans et moins - Garçons et Filles sont 1^{er}.

- 24 au 27 Mars - Tours - Championnats de France d'Hiver

- 12 Qualifiés

Le relais 4 x 100 N.L. est Médaille d'ARGENT

Le relais 10 x 100 N.L. est 4^e

6 Nageurs sont finalistes

- 27 Mars - Fourmies - Championnats Interrégionaux Honneur entre les Flandres - Ile de France et Picardie

Pierre CARION - Médailles d'OR et d'ARGENT

Laurent BAROCCO et Arnaud DIEUDONNE - Médailles d'ARGENT

Franck HERBOMEL - Médaille de BRONZE

et 5 Nageurs sont Finalistes

- 1^{er} au 3 Avril - Montrouge Championnats Interrégionaux Minimes

Jérôme DESMARETZ est Médaille d'ARGENT au 100 M Dos

10 Avril Grande-Synthe - Au Biathlon - Victoire de la Luciste

Christelle VANOVERBERGHE

- 16/17 Avril Italie - Christophe CARPENTIER est sélectionné en Equipe de France B

- 1^{er} Mai Conde - Challenge International

Le L.U.C. gagne devant DUNKERQUE - FRANCFORT, etc...

- 7 - 8 Mai MARX DORMOY - Le L.U.C. organise les Championnats de France Universitaires

Victoire des Lucistes sur toute la ligne et des relais de Lille II et U.E.R.E.P.S. composés de Lucistes.

- 15 Mai Béthune - Finale des Interclubs d'Eté et victoire totale du L.U.C. tant en Garçons qu'en Filles.

- 22 Mai - Marx Dormoy - Le L.U.C. organise la rencontre triangulaire entre les Flandres Françaises et Belges et Allemagne.

- 5 Juin - Valenciennes : Quadrathlon - réservé aux 13 ans et moins - Victoires de Christelle VANOVERBERGHE et de Sébastien CATEAU

- 5 et 12 Juin - Valenciennes : Championnats du Nord d'Eté - nos nageurs remportent : 12 Médailles d'Or

8 Médailles d'Argent

13 Médailles de Bronze

- 18 et 19 Juin - Dunkerque - Championnats et Critériums Régionaux d'Eté
Le L.U.C. ramène : 15 Médailles d'OR
19 Médailles d'ARGENT
18 Médailles de BRONZE
42 Places de Finalistes

A la suite de ces deux dernières journées :

- 8 Nageurs sont qualifiés pour les Championnats de France à Bordeaux
- 6 Nageurs sont qualifiés pour les Critériums Nationaux à Montceau les Mines
- 5 Nageurs sont qualifiés pour les Championnats de France Interrégionaux à Chateau-Thierry
- 10 Nageurs sont qualifiés pour les Interrégionaux Minimes à Dunkerque
- 15 - 17 Juillet - Dunkerque - Interrégionaux Minimes entre Flandres - Ile de France et Picardie Jérôme DESMARETZ - Médaille d'OR du 200 Dos

Le relais 4 × 100 N.L. et 4 × 200 N.L. sont vainqueurs devant les clubs parisiens considérés comme les meilleurs de France.

- 23 - 24 Juillet - Chateau-Thierry - Championnats Interrégionaux Honneur
Marie-Laurence BUSCHAERT est Médaille de Bronze
- 21 - 24 Juillet - Critériums Nationaux à Montceau les Mines
Sylvie FEMERY et Marc PARIS sont Finalistes
- 28 au 31 Juillet - BORDEAUX - Championnats de France d'Eté

Christophe CARPENTIER 4^e du 100 N.L. est sélectionné pour les Championnats d'EUROPE

Philippe CHARLET gagne la Finale B du 50 N.L.

Laurent PELAYO et Sylvie FEMERY sont Finalistes

et le relais 4 × 100 N.L. composé de CARPENTIER - PELAYO LAFFINEUR et CHARLET remportent la Médaille de BRONZE. Seule Médaille gagnée par les Flandres.

ORIENTATIONS DU PROGRAMME D'ACTIVITES

L'entraînement a été confié à Mademoiselle Caroline CARPENTIER - Professeur d'E.P.S., Championne de France, sélectionnée et Finaliste aux Jeux Olympiques de MONTREAL. Après 2 ans, le LUC est de nouveau à la première place régionale et sans doute parmi les 10 premiers clubs français.

Nous entrons dans l'année des Jeux Olympiques et ce club a de grandes chances d'avoir un ou deux sélectionnés. Ce sera son objectif principal. Les autres orien-

tations sont de faire progresser encore plus les 250 jeunes éléments, sans oublier les parents pour qui nous ont été ouverts deux entraînements par semaine.

Adopté

Voir compte rendu p. 948

**N° 83/2/383 : Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive
du Lille Olympique Sporting Club - Saison
Sportive 1982/1983 - Compte d'exploitation -
Examen.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 78/4039 du 29 Juin 1978, le Conseil Municipal a décidé la participation de la Ville de Lille à la Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille Olympique Sporting Club pour le développement de la pratique du football professionnel dont la création a été autorisée par arrêté ministériel en date du 14 Décembre 1978.

Les statuts de cette société ont été adoptés par délibération n° 79/4022 du 28 Mai 1979 et signés par les parties concernées le 3 Juillet 1980.

En conséquence, la Société Anonyme d'Economie Mixte Sportive du Lille Olympique Sporting Club a transmis les comptes d'exploitation et des pertes et profits arrêtés au 30 Juin 1983 et détaillés ci-après :

Adopté

Voir compte rendu p. 949

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 30 JUIN 1983

DEBIT	Exercice 1982/ 1983 - Montants	CREDIT		Exercice 1982/ 1983 - Montants
Stocks au début de l'exercice	10.309,19	Stocks à la fin de l'exercice		2.597,40
Achats	146.678,67	Championnat de France		
Frais de personnel	11.427.707,82	A domicile	3.708.372,00	
Impôts et taxes	1.292.746,10	Part Visiteurs	— 898.547,50	
Travaux, fournitures et services extérieurs	1.050.760,64	Net à domicile	<u>2.809.824,50</u>	3.829.104,50
Transports et déplacements	776.633,43	A l'extérieur	1.019.280,00	
Frais d'organisation et redevances	519.318,11	Levers de rideau		153.488,50
Frais divers de gestion	1.199.196,92	Abonnements		1.211.083,00
Frais financiers	515.389,86	Matches amicaux	359.581,00	
Dotations aux amortissements	80.931,63	Part Visiteurs	— 25.000,00	
Dotations aux provisions	438.434,09			334.581,00
		3 ^e Division	242.010,84	
		Part Visiteurs	— 59.393,87	182.616,97
		Coupe de France		1.370.618,71
		Redevance Télévision		25.000,00
		Subventions		3.036.000,00
		Publicité		2.225.044,18
		Autres produits du stade		416.209,88
		Autres produits accessoires		1.306.360,37
		Produits financiers		72.212,76
		Charges non imputables à l'ex- ploitation de l'exercice		368.610,99
Profit d'exploitation de l'exercice		Perte d'exploitation de l'exercice		2.924.578,20
	<u>17.458.106,46</u>			<u>17.458.106,46</u>

22 Décembre 1983

— 1 084 —

COMPTES DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1983

DEBIT	Exercice 1982 / 1983 Montants	CREDIT	Exercice 1982 / 1983 Montants
Perte d'exploitation	2.924.578,20	Bénéfice d'exploitation	-
Pertes sur exercices antérieurs	88.775,92	Profits sur exercices antérieurs	137.142,70
Pertes exceptionnelles	6.002,83	Profits exceptionnels	69.998,67
Annuité d'amortissements joueurs	1.566.800,00	Profits sur réalisations joueurs	3.749.923,00
Pertes sur réalisations joueurs	115.700,00	Profits sur réalisations d'immobili- sations corporelles	-
Pertes sur réalisations d'immobili- sation corporelles	-		
Dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles	1.500,00		
		Perte de l'exercice	746.292,58
	<hr/> 4.703.356,95		<hr/> 4.703.456,95

Les réalisations sont proches du budget prévisionnel pour la saison considérée (déficit prévu 768.000 F).

Ce compte d'exploitation a été adopté par le Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte Sportive du 10 octobre 1983.

La Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs réunie le 15 Novembre 1983 et la Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983 ont pris connaissance de ce bilan.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de ce document.

**N° 83 / 2 / 384 : Subvention destinée aux clubs de
niveau national - Dotation
complémentaire au Budget
Supplémentaire 1983**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes saisis d'une demande émanant des clubs sportifs amateurs de Niveau National en vue d'obtenir une aide complémentaire, en raison des problèmes de trésorerie qui se posent à eux pour l'année 1983.

Au cours de réunions de travail auxquelles assistaient le Président et le Secrétaire Général de l'Office Municipal des Sports, les représentants de ces clubs nous ont exposé leurs difficultés financières, en particulier les lourdes charges de transport qui entraînent un déséquilibre de leur budget.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons :

- d'accorder une subvention complémentaire de 200.000 Francs dans le cadre des décisions modificatives de 1983, qui sera répartie entre les divers clubs concernés sur proposition de l'Office Municipal des Sports ;
- d'inscrire le crédit nécessaire au sous-chapitre 945-18 - article 657 - intitulé « Encouragement aux Sports » au Budget Supplémentaire de 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 949

**N° 83 / 2 / 385 : Institut Médico-Educatif « LA ROSERAIE » -
Transfert à l'Etablissement Public
Départemental**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 22 Octobre 1983, vous avez décidé le transfert de gestion de l'Institut Médico-Educatif « LA ROSERAIE » à compter du 1^{er} janvier 1984 à l'Eta-

blissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education dont la mission est notamment de mener une politique cohérente des établissements sociaux et médico-sociaux dans le Département.

Certaines modalités pratiques de ce transfert n'étant pas achevées, nous vous demandons de bien vouloir décider de différer ce transfert à la date à laquelle ces formalités étant prêtes, l'Etablissement Public Départemental sera en mesure de prendre effectivement en charge l'Institut Médico-Educatif « LA ROSERAIE ».

Adopté

Voir compte rendu p. 952

**N° 83/2/386 : Indemnités de logement aux instituteurs -
Revalorisation - Application des propositions
du Conseil Départemental de l'Enseignement
Primaire avec effet au 1^{er} Janvier 1983 -**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 22 Octobre 1983, vous avez décidé notamment de fixer les différents taux en matière d'indemnités de logement aux instituteurs et institutrices à compter du 1^{er} Juillet 1983.

Le Préfet, Commissaire de la République de la Région Nord/Pas-de-Calais invite, conformément aux dispositions du Décret du 2 Mai 1983, les Conseils Municipaux des communes du département à statuer sur les souhaits exprimés par le Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire, réuni le 18 Octobre dernier.

Conformément aux avis formulés par le Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire, le barème des indemnités s'établit comme suit :

- 1°) - Instituteur ou institutrice célibataire : 6 680 F par an
- 2°) - Instituteur ou institutrice marié (e) avec ou sans enfant, ou vivant en concubinage notoire, instituteur ou institutrice célibataire, veuf (ou veuve) ou divorcé (e), avec enfants à charge : 8 350 F par an
- 3°) - Directeur ou directrice d'école - ou instituteur ou institutrice chargé (e) de classe d'application ou de classe d'enseignement spécialisé, célibataire : 8 016 F par an
- 4°) - Directeur ou directrice d'école, instituteur ou institutrice chargé (e) de classe d'application ou de classe d'enseignement spécialisé, marié (e) avec ou sans enfant, ou vivant en concubinage notoire, célibataire, veuf (ou veuve), ou divorcé (e) avec enfants à charge : 9 686 F par an.

En accord avec votre Commission de l'Education, de la Formation Permanente, de la Jeunesse, Sports, Loisirs réunie le 15 Novembre 1983 et votre Commission de la Planification et des Finances, réunie le 9 Décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir décider :

- a) - l'application, pour les catégories 1, 2, 3 et 4, des taux proposés par le Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire, avec effet au 1^{er} Janvier 1983 ;
- b) - l'affectation d'un crédit spécifique au budget communal pour l'entretien et les réparations des logements de fonction des instituteurs, en tenant compte des différentes catégories de charges supportées par la commune à ce titre ;
- c) - la revalorisation annuelle des indemnités reprises dans le nouveau barème, en fonction de l'évolution du montant de la dotation globale de fonctionnement, dans laquelle est intégrée la dotation spéciale instituteurs.

Adopté

Voir compte rendu p. 952

**N° 83/2/387 : Secours aux personnes sans
domicile fixe - Taux de
remboursement des bons
d'hébergement et de restauration**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'aide aux personnes sans domicile fixe se concrétise par la remise aux demandeurs de bons d'hébergement, de restauration ou de pension, par le Commissariat Central de Police.

Ces bons sont honorés par l'Armée du Salut qui accueille les bénéficiaires et se fait rembourser la prestation ainsi effectuée par la Ville de Lille. Crédit inscrit au chapitre 955-0 Aide Sociale - Frais communs - Contingent.

Les tarifs journaliers de remboursement actuellement en vigueur, et ce depuis le 1^{er} janvier 1983, sont de : 35,50 francs la pension, 26 francs l'hébergement et 15 francs le repas.

Compte tenu de l'évolution du coût de la vie depuis cette date, le Major de l'Armée du Salut sollicite la revalorisation de ces taux de remboursement à compter du 1^{er} janvier 1984. Les tarifs sont ainsi portés respectivement à : 39,50 Francs, 29 Francs et 17 Francs, soit une majoration de 10%.

En accord avec la Commission de la Solidarité Communale, de l'Action Sociale et de la Santé, et la Commission de la Planification et des Finances, qui se sont réunies respectivement les 6 et 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir décider le relèvement de ces tarifs selon ces propositions

Adopté

Voir compte rendu p. 953

**N° 83/2/388 : Travailleurs privés d'emploi -
Attribution d'une allocation
supplémentaire à l'occasion
des fêtes de fin d'année.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de l'aide accordée par la Ville aux travailleurs privés d'emploi, depuis 1978 une allocation supplémentaire à l'occasion des fêtes de Noël est accordée pour chaque enfant vivant au foyer, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Par délibération n° 79/5036 du 21 décembre 1979, vous avez adopté le principe de cette allocation annuelle de manière définitive.

En accord avec la Commission de la Solidarité Communale, de l'Action Sociale et de la Santé, et la Commission de la Planification et des Finances, qui se sont réunies respectivement les 6 et 9 décembre 1983, nous vous proposons de fixer son montant pour 1983 à 100 francs par enfant.

La dépense correspondante sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 955-2 de nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 953

**N° 83/2/389 : Personnes âgées
Matinée récréative des
clubs municipaux à
l'occasion de la nouvelle
année.**

MESDAMES, MESSIEURS,

A l'occasion de la nouvelle année, la Municipalité a coutume d'organiser dans la salle du restaurant de la Foire Commerciale, une matinée récréative en faveur des personnes âgées participant aux activités des clubs municipaux.

Cette manifestation de sympathie, assortie d'un spectacle de variétés qui réunit annuellement environ 900 personnes, est prévue pour le 20 janvier 1984.

La dépense pour cette manifestation est évaluée à :

- 5 500 F pour le transport
- 14 000 F pour la restauration

Elle sera imputée respectivement aux chapitres

- 955/5 art. 6
- 955/9 art. 660

Adopté

Voir compte rendu p. 956

**N° 83/2/390 : Fêtes de Fin d'année et
distribution de colis,
friandises et coquilles**

MESDAMES, MESSIEURS,

A l'occasion des Fêtes de Fin d'année, la Ville de Lille a coutume de faire bénéficier les enfants, les personnes âgées et les familles les plus défavorisées de colis ou friandises diverses.

Nous vous demandons de nous autoriser cette année de prévoir les attributions dans les conditions suivantes :

I - Colis composés

conditionnés en valisette imprimée aux armes de la Ville et comprenant :

- 1 paquet de 250 gr de café
- 1 paquet de 250 gr de chicorée
- 1 kg de sucre
- 1 boîte de chocolat en poudre
- 1 boîte de pralines
- 1 boîte de thon au naturel
- 1 boîte de petits pois étuvés très fins
- 1 plat de volaille cuisiné
- 3 petites boîtes de pâté
- 1 bouteille de vin
- 1 coquille

destinés aux personnes bénéficiaires :

- des secours trimestriels de l'aide locale
- d'une allocation ou majoration d'aide sociale aux personnes âgées, infirmes ou grands infirmes
- de l'allocation aux adultes handicapés

aux personnes âgées de plus de 70 ans, non imposables sur le revenu des personnes physiques.

aux travailleurs privés d'emploi bénéficiant de l'aide municipale

La distribution de ces colis se déroulera dans le cadre de festivités au cours desquelles un goûter est offert.

II - Colis conditionné en sachet de plastique aux armes de la Ville, et comprenant une coquille et un sachet de bonbons

destiné aux enfants des écoles maternelles et primaires publiques et privées excepté les classes primaires des établissements d'enseignement secondaire.

III - Colis conditionné en sachet de plastique aux armes de la Ville et comprenant une coquille, un sachet de bonbons, un sujet en chocolat destiné aux enfants du personnel municipal

IV - Une coquille

offerte aux enfants fréquentant les crèches municipales, au cours d'un goûter auquel sont invités les parents.

V - Un article vestimentaire et une coquille

destiné aux enfants fréquentant la Pouponnière Municipale

VI - Une coquille - un sachet de bonbons

pour le Centre social municipal de Fives où un goûter est également offert aux usagers.

VII - Une coquille - un sachet de bonbons - une boîte de biscuits

distribués dans les établissements suivants :

- Cité Hospitalière (enfants et Maisons de retraite)
- Institution des Sourdes-Muettes et jeunes aveugles 131, rue Royale
- Paralysés de France
- Foyer N.D. d'Espérance
- Hôpital St-Antoine
- Hospice Général
- Hospice Lemay
- Hospice Ganthois
- Hôpital Calmette (enfants)
- Maison de Retraite 61, rue Princesse
- Maison de Retraite rue d'Angleterre
- CAT « L'Eveil » 40, rue de Jemmappes

Par ailleurs, afin de donner au repas de Noël un air de Fête, la Municipalité participera financièrement à son élaboration.

VIII - Un colis composé d'une coquille, d'un sachet de bonbons, d'une boîte de biscuits, d'une plaque de chocolat, d'un pot de confiture

destiné aux Pupilles de la Nation.

En accord avec la Commission de la Solidarité Communale réunie le 6 décembre 1983 nous vous demandons de bien vouloir autoriser toutes les dépenses afférentes à ces distributions, qui seront imputées sur les crédits prévus à cet effet à la section de fonctionnement du budget au chapitre 955-5 sous l'intitulé « Aide sociale aux Personnes Agées », et au chapitre 955-1 sous l'intitulé « Aide sociale à l'enfant, à la mère et à la famille » et sur les chapitres 934-23 et 934-24.

Adopté

Voir compte rendu p. 956

**N° 83/2/391 : Association pour l'animation de la
jeunesse wazemmoise « CRAIGNOS » -
Organisation d'un camp de neige -
Demande de subvention.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Association pour l'animation de la jeunesse wazemmoise « CRAIGNOS », dont le siège est à Lille, 36 rue d'Eylau, sollicite une subvention d'équilibre de 5 600 francs pour l'organisation d'un camp à la neige, pour les jeunes du quartier de Wazemmes, pendant la période des vacances de Noël 1983.

Le but de cette association est de prendre en charge, dans un quartier démunie de structure de ce genre, les problèmes de loisirs et d'animation de jeunes adolescents et pré-adolescents dont la plupart, d'origine étrangère, sont confrontés à des problèmes de scolarisation et de chômage.

En accord avec la Commission de la Solidarité Communale, de l'Action Sociale et de la Santé, et de la Commission de la Planification et des Finances, réunies respectivement les 6 et 9 décembre 1983, nous vous proposons de bien vouloir adopter cette proposition et de décider l'imputation de la dépense correspondante sur le chapitre budgétaire 955-9 article 662-9 inscrit au budget primitif de 1983 sous l'intitulé : « Festival des Immigrés - Fonds d'action sociale ».

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/392 : Projet de création d'un centre expérimental
de technologie à Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Institut Lillois d'Education Permanente (ILEP) envisage d'ouvrir, à Lille, début 1984, un centre de formation à la micro-électronique et à l'informatique, lequel vise trois objectifs :

- a) Permettre l'insertion sociale et professionnelle des jeunes chômeurs sans qualification en leur assurant une formation-qualification dans le créneau porteur des technologies de pointe.
- b) Servir de cadre d'expérimentation pour de nouveaux échanges et de nouvelles relations entre l'Etat, les collectivités locales, les partenaires sociaux, l'Education Nationale et le mouvement associatif.

La nature diversifiée du réseau institutionnel qui entourera le centre devrait permettre de relier efficacement les deux mondes jusqu'ici séparés de la formation et de l'industrie, facilitant ainsi l'insertion des jeunes chômeurs et favorisant par ailleurs la mise en œuvre de nouvelles méthodes pédagogiques plus adaptées à la spécificité du public des jeunes en situation d'échec scolaire.

- c) Favoriser la promotion de la culture technologique auprès des couches les plus défavorisées à la population pour prévenir et réparer les discriminations existant à ce niveau et susciter l'adhésion de la société toute entière au programme jugé vital de développement des technologies nouvelles mis en place dans le cadre de la filière électronique.

Ce projet figure parmi une série d'actions de promotion de l'initiative locale mises en place dans le Nord/Pas-de-Calais par la Mission Promotion de l'Emploi et l'Etablissement Public Régional.

Créé sous la forme d'une Association Loi 1901, le centre serait installé dans les locaux réaménagés d'une usine désaffectée située rue Sainte-Catherine dans le Vieux-Lille, propriété de la Ville de Lille. Les principaux partenaires qui sont associés à son financement et à son fonctionnement sont : la Mission Promotion de l'Emploi et l'Etablissement Public Régional, le Fonds National pour l'Emploi, le Fonds d'Intervention Culturelle et la Direction du Développement Culturel, le Ministère de la Formation Professionnelle, le Ministère de la Solidarité et des Affaires Sociales, l'Agence de l'Informatique et le Centre Mondial de l'Informatique et des Ressources Humaines, le Fonds Social Européen, la D.A.T.A.R. Les entreprises locales sont également associées au projet, ainsi que les associations du quartier d'implantation (Clubs de prévention, organismes de formation, ateliers d'urbanisme...).

La Ville de Lille est sollicitée par l'I.L.E.P. pour apporter son concours à cette réalisation sous deux formes :

- 1°) - la mise à disposition gratuite de 581 m² dans l'immeuble du 58, rue Sainte-Catherine, pour une durée de 15 ans,
- 2°) - la participation aux aménagements et au matériel pour une somme de 100.000 F, à prévoir au budget d'investissement de 1984.

Au cours de sa réunion du 18 novembre 1983, le Conseil de Municipalité a émis un avis favorable à la mise à disposition des locaux. La participation financière sera examinée dans le cadre de la préparation du budget primitif de 1984.

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/393 : Dispositifs d'aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement.
Gestion des Fonds**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les dispositifs d'aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement, dont le Conseil Municipal a décidé la création et fixé les modalités de fonctionnement par ses délibérations des 4 juillet 1981, 10 juillet 1982, 17 décembre 1982, ont obtenu l'agrément de Monsieur le Ministre de l'Urbanisme et du Logement, et l'Etat participera au Fonds d'Aide pour 35% du montant total, dont 376.923,00 F pour la part correspondant à l'apport de la Ville de Lille.

Il convient de fixer, avec le Crédit Municipal, les modalités de gestion des Fonds de la Ville de Lille. Aussi nous vous proposons de bien vouloir, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme du Logement et du Domaine Public « section logement » réunie le 3 novembre 1983, d'autoriser le Maire à signer le projet de convention annexé au présent rapport.

Adopté

Voir compte rendu p. 957

FONDS D'AIDE AUX FAMILLES EN DIFFICULTES POUR FAIRE FACE A LEURS DEPENSES DE LOGEMENT

CONVENTION

Entre le Crédit Municipal, représenté par Monsieur Raymond VAILLANT, Vice Président du Conseil d'Administration, autorisé à cet effet par délibération du

Et

La Ville de Lille, représentée par Monsieur Pierre MAUROY, Maire, autorisé par la délibération du Conseil Municipal n° en date du

Il a été exposé ce qui suit :

Les participants au Fonds d'Aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement, signataires de la convention en date du 22 mars 1983, ont décidé de confier la gestion du dispositif au Crédit Municipal de Lille.

Le Crédit Municipal de Lille n'est que coordonnateur du dispositif. Il reçoit la dotation de l'Etat et la répartit entre les payeurs en fonction des charges supportées par chacun d'eux, et selon les modalités définies par des conventions passées entre eux.

En conséquence de quoi, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion des Fonds Ville de Lille.

Article 2 : Constitution des Fonds Ville de Lille

La Ville de Lille a choisi de confier au Crédit Municipal la totalité de ses fonds (apport municipal et dotation correspondante de l'Etat)

La Ville de Lille versera au Crédit Municipal la somme de sept cent mille francs (700.000 F).

Le Crédit Municipal affectera au compte de la Ville de Lille :

- au moment du versement de la première moitié de la dotation globale de l'Etat, la somme de :

CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE ET UN FRANCS CINQUANTE CENTIMES (188 461,50 F) représentant la moitié de la dotation de l'Etat correspondant à la participation de la Ville.

- au moment du versement de la deuxième moitié de la dotation globale de l'Etat, la somme de :

CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE ET UN FRANCS CINQUANTE CENTIMES (188 461,50 F).

Article 3 : Gestion des Fonds Ville de Lille

Chaque fois que la Commission Communale de Conciliation décidera de l'attribution d'un prêt (ou partie d'un prêt) sur le compte de la Ville, le Crédit Municipal versera le prêt en prélevant la somme sur la globalité des fonds.

Les sommes provenant du remboursement des prêts seront affectées globalement au compte Ville de Lille.

Article 4 : Information de la Ville

Le Crédit Municipal rendra compte trimestriellement à la Ville de Lille de l'état de son compte.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la même durée que la convention du 22 mars 1983 intervenue entre les divers participants au Fonds d'Aide. Elle prendra fin en même temps qu'elle, et dans les mêmes conditions.

FAIT EN DOUBLE EXEMPLAIRES

A LILLE, le

Pour le Crédit Municipal

Pour la Ville de Lille

M. Raymond VAILLANT

M. Pierre MAUROY

**N° 83/2/394 : Immeuble sis à Lille,
6, rue de la Halloterie
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a la possibilité d'acquérir un immeuble sis à Lille, 6, rue de la Halloterie, repris au cadastre sous le n° 68 de la section KS pour une superficie de 55 m².

Il est situé en zone UAc du plan d'occupation des sols approuvé de Lille (zone urbaine privilégiée d'extension du centre appelée à se réorganiser et qui doit être affectée essentiellement à l'habitat et aux services) où le coefficient d'occupation des sols est de 2,50.

Cet immeuble est contigu à l'école Gutenberg et son achat permettrait l'extension de cet équipement scolaire.

Le n° 6 bis, de la rue de la Halloterie avait d'ailleurs fait l'objet, dans la même optique, d'une décision d'acquisition par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mai 1983.

Les Services Fiscaux ont estimé à 80.000 F la valeur vénale de l'immeuble « occupé ».

Le propriétaire, Monsieur André VERMEERSCH, accepte de traiter sur cette base.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sis à Lille, 6, rue de la Halloterie au prix de 80.000 F, valeur « occupé » ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir ;
- 3°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 90.000 F, sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Acquisitions d'immeubles ».

Adopté
Voir compte rendu p. 957

N° 83 / 2 / 395 : Immeuble sis à Lille, 34, rue d'Haudourdin
Achat par la Ville de Lille

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a la possibilité d'acquérir l'immeuble sis à Lille, 34, rue d'Haudourdin, repris au cadastre sous le n° 139 de la section PX pour une superficie de 81 m² et appartenant à Monsieur Jacques DELFOSSE.

Cet immeuble est situé en zone UBb du plan d'occupation des sols de Lille (zone urbaine à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances) où le coefficient d'occupation des sols est de 1,80.

Les Services Fiscaux ont estimé la valeur vénale de cet immeuble à 210.000 F, « libre à la vente », le propriétaire acceptant de traiter sur cette base. L'achat de cet immeuble a pour but l'extension d'un équipement public communal.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public, qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sis à Lille, 34, rue d'Haubourdin, au prix de 210.000 F,
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir,
- 3°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 233.000 F, sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J, de nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/396 : Immeuble sis à Lille, 38, rue Inkermann
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a la possibilité d'acquérir un immeuble sis à Lille, 38, rue Inkermann, repris au cadastre sous le n° 87 de la section OP pour une contenance de 185 m² et appartenant à Madame HOUCKE et copropriétaires.

Cet immeuble, est situé en zone UAc du plan d'occupation des sols de Lille (zone urbaine privilégiée d'extension du centre appelée à se réorganiser et qui doit être affectée essentiellement à l'habitat et aux services) où le coefficient d'occupation des sols est de 2,50.

La Ville est déjà propriétaire des immeubles n° 32, 34 et 36 de la même rue.

Les Services Fiscaux ont estimé la valeur vénale de cet immeuble à 620.000 F « libre d'occupation », tous les copropriétaires de l'immeuble acceptant de traiter sur cette base.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public, qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sis à Lille, 38, rue Inkermann au prix de 620.000 F, valeur « libre d'occupation » ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir ;
- 3°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 690.000 F, sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J, de nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/397 : Immeuble sis à Lille, 50-52, rue
d'Avesnes, 12 bis, cour Lambert
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a la possibilité d'acheter un immeuble sis à Lille, 50/52, rue d'Avesnes, 12 bis, cour Lambert, repris au cadastre sous le n° 166 de la section OY pour une superficie de 103 m² et appartenant à Monsieur NAVET Jean.

Cet immeuble est situé au plan d'occupation des sols en zone UBa (zone urbaine à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances) où le coefficient d'occupation des sols est de 1,80.

Cet achat permettrait d'aménager un espace vert dans le quartier de Moulins en pleine restructuration.

Les Services Fiscaux ont fixé à 31.000 F la valeur vénale (« libre d'occupation ») de cet immeuble, le propriétaire acceptant de traiter sur cette base.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sis à Lille, 50/52, rue d'Avesnes, 12 bis, cour Lambert au prix de 31.000 F ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir ;
- 3°) de décider l'imputation de la dépense, évaluée approximativement à 35.000 F, sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J de nos documents budgétaires, sous l'intitulé « Achat d'immeubles ».

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/398 : Immeuble sis à Lille, 58, rue d'Avesnes
17, cour Lambert
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a la possibilité d'acquérir un immeuble sis à Lille, 58, rue d'Avesnes, 17, cour Lambert, repris au cadastre sous le n° 171 de la section OY pour une superficie de 49 m² et appartenant à Monsieur Léonce HILLAYRAUD.

Cet immeuble est situé en zone UBa du plan d'occupation des sols approuvé de Lille (zone urbaine à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances) où le coefficient d'occupation des sols est de 1,80.

Les Services Fiscaux ont estimé la valeur vénale de cet immeuble à 16.000 F, valeur « nu et libre », le propriétaire acceptant de traiter sur cette base.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sis à Lille, 58, rue d'Avesnes, 17, cour Lambert, au prix de 16.000 F, valeur « nu et libre » ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir ;
- 3°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 18.000 F sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J, de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Acquisitions d'immeubles ».

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/399 : Immeuble sis à Lille, rue de Castiglione
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez décidé, par délibération n° 83/6020 en date du 26 février 1983, l'acquisition de la parcelle reprise au cadastre sous le n° 215 de la section CE pour 45 m² et appartenant à Madame GALLOIS.

Cette parcelle, acquise en vue de l'aménagement d'un équipement sportif qui sera implanté au n° 2 de la rue de Bouvines, est contiguë à une autre propriété de Madame GALLOIS, dont la vente à la Ville de Lille, faciliterait la réalisation de son projet.

Ce bien est cadastré section CE n° 148 pour 53 m² et se trouve situé, au plan d'occupation des sols approuvé de Lille, en zone urbaine de densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances (zone UBb où le coefficient d'occupation des sols est de 1,80).

La propriétaire a accepté l'offre de prix de la Ville de Lille, soit 90.000 F pour les deux parcelles, conformément à l'estimation des Services Fiscaux.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider l'achat de l'immeuble sus-désigné appartenant à Madame GALLOIS, pour le prix de 90.000 F, comprenant également l'achat de la parcelle cadastrée section CE n° 215 ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte notarié à intervenir ;
- 3°) de confirmer quant à l'imputation de la dépense, les dispositions de votre délibération n° 83-6020 du 26 février 1983.

Adopté

Voir compte rendu p. 957

**N° 83/2/400 : Ensemble immobilier sis à Lille,
13, place Philippe Lebon et
49, rue de Valmy
Vente par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille est propriétaire d'un ensemble immobilier sis à Lille, 13, place Philippe Lebon et 49, rue de Valmy, repris au cadastre sous les n° 24, 100 et 101 de la section OR pour une superficie totale de 16.619 m² et situés en zone UAc du plan d'occupation des sols approuvé de Lille (zone urbaine privilégiée d'extension du centre, appelée à se réorganiser et qui doit être affectée essentiellement à l'habitat et aux services) où le coefficient d'occupation des sols est de 2,50.

La Région Nord/Pas-de-Calais nous a présenté une demande d'acquisition pour partie de cet ensemble immobilier à savoir les parcelles 100 et 101, les superficies exactes sur lesquelles porteront la cession restant à définir.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons de décider le principe de la vente à la Région Nord/Pas-de-Calais de l'ensemble immobilier communal sis 13, place Philippe Lebon et 49, rue de Valmy.

Les modalités de la vente relatives à la contenance et au prix de cession des terrains vous seront soumises ultérieurement.

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/401 : Immeuble communal sis à Lille,
2, rue Masurel
Vente éventuelle de gré à gré**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille est propriétaire d'un immeuble à usage de commerce, sis à Lille, 2, rue Masurel, en zone d'aménagement différé du Secteur Sauvegardé de Lille et repris au cadastre sous le n° 158 de la section KZ pour une superficie de 55 m².

La Ville a été saisie d'une demande de Monsieur EQUINET pour lequel une procédure de cession du fonds de commerce est en cours et qui désire acquérir cette propriété communale.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public qui s'est réunie le 9 juin 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la vente à Monsieur EQUINET, aux conditions du cahier des charges ci-annexé, de l'immeuble communal sis 2, rue Masurel à Lille, la valeur vénale ayant été fixée à 115.000 F, valeur « occupée », par les Services Fiscaux ;

- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique à intervenir, qui sera rédigé par le notaire désigné par l'acquéreur, tous les frais étant à sa charge ;
- 3°) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 922, article 2125-J2 de nos documents budgétaires sous l'intitulé « Vente d'immeubles - Produits ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/402 : Immeuble communal sis à Lille,
42, rue du Pont Neuf
Vente de gré à gré**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille est propriétaire d'un immeuble sis à Lille, 42, rue du Pont Neuf, cadastré section HN n° 42 pour une contenance de 74 m², repris en zone UBb du plan d'occupation des sols approuvé de Lille (zone urbaine à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances) où le coefficient d'occupation des sols est de 1,80. Cet immeuble est inclus par ailleurs dans un périmètre de protection des monuments historiques.

La Société Anonyme Coopérative d'Habitation à Loyer Modéré « Notre Maison », dont le siège est à Tourcoing, 21, rue de l'Abbé de l'Epée, a sollicité de la Ville de Lille la possibilité d'acquérir cet immeuble afin d'y entreprendre une action de rénovation.

Les Services Fiscaux ont fixé à 75.000 F la valeur vénale de l'immeuble, acceptée par ladite société.

La vente à la S.A. d'H.L.M. « Notre Maison » sera assortie du cahier des charges habituellement proposé par la Ville de Lille.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la vente de l'immeuble communal sis 42, rue du Pont Neuf, à la S.A. d'H.L.M. « Notre Maison », au prix de soixante quinze mille francs (75.000 F) ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte authentique qui sera rédigé par le notaire désigné par l'acquéreur, tous les frais étant à la charge de celui-ci ;
- 3°) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 922, article 2125-J2 de nos documents budgétaires sous l'intitulé : « Vente d'immeubles - Produits ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/403 : Immeuble communal sis à Lille,
39, rue de Bellevue
Vente par adjudication publique**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a acquis de l'Etat, par acte administratif en date du 30 octobre 1979, un immeuble sis à Lille, 39, rue de Bellevue, repris au cadastre sous le n° 5 de la section XB pour une superficie de 174 m² et situé en zone UBb du plan d'occupation des sols (zone urbaine de densité élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances), dont le coefficient d'occupation des sols est de 1,80.

Cet achat avait pour but de compléter d'autres propriétés communales contiguës (terrain de la cour Degrave, notamment).

L'Office Public d'Habitations à Loyer Modéré de la Communauté Urbaine de Lille ayant sollicité de la Ville l'achat de ces terrains afin d'y réaliser des logements sociaux (ce qui a été accepté par délibération n° 81/6006 du 5 février 1981 et n° 81/6065 du 30 mai 1981), la propriété du n° 39, rue de Bellevue ne présente plus d'intérêt pour la Ville de Lille.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la vente, aux conditions du cahier des charges ci-annexé et par voie d'adjudication publique, de l'immeuble communal sis à Lille, 39, rue de Bellevue, la mise à prix étant fixée à 170.000 F en accord avec les Services Fiscaux ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte d'adjudication à intervenir, à la diligence du notaire qui nous sera désigné à cet effet par Monsieur le Président de la Chambre des Notaires du Nord ;
- 3°) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 922, article 2125-J2 de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Ventes d'immeubles - Produits ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/404 : Ensemble immobilier sis à Lille,
2 et 4, rue de la Marmora
Vente par adjudication publique**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille est propriétaire de deux immeubles sis à Lille, 2 et 4, rue de la Marmora, repris au cadastre sous les n° 63 et 64 de la section KM pour 57 et 59 m², et situés en zone UBa du plan d'occupation des sols approuvé de Lille, dont le coefficient d'occupation des sols est de 1,80.

Cet immeuble est inclus, en outre, dans un périmètre de protection des monuments historiques.

Les Services Fiscaux ont estimé qu'en cas de vente par adjudication publique, la mise à prix pouvait être fixée à quatre vingt cinq mille francs pour le n° 2 (85.000 F) et à quatre vingt quinze mille francs pour le n° 4 (95.000 F).

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la vente, aux conditions des cahiers des charges ci-annexés et par voie d'adjudication publique, de chacun des immeubles communaux sis à Lille, 2 et 4, rue de la Marmora ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître aux actes d'adjudication à intervenir, à la diligence du notaire qui nous sera désigné à cet effet par Monsieur le Président de la Chambre des Notaires du Nord ;
- 3°) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 922, article 2125-J2, de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Ventes d'immeubles - Produit ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/405 : Terrains communaux sis à Lille,
Commune associée d'Hellemmes
Rues Raspail et du Progrès
Cession gratuite à la Communauté
Urbaine de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille, commune associée d'Hellemmes, est propriétaire de terrains sis à Lille-Hellemmes, rues Raspail et du Progrès, repris au cadastre sous les n° 49/50 et 1081 de la Section 298 AE pour des superficies respectives de 231, 243 et 2.931 m².

La Communauté Urbaine de Lille envisage de réaliser une voie nouvelle entre les rues Raspail, du Progrès et du 14 Juillet, et de constituer des réserves foncières latérales, sur partie des parcelles :

- parcelle n° 49 - superficie à céder : 225 m²,
- parcelle n° 50 - superficie à céder : 192 m²,
- parcelle n° 1081 - superficie à céder : 166 m².

En accord avec le Conseil Consultatif de la Mairie d'Hellemmes qui s'est réuni le 20 Mai 1983, et votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public qui s'est réunie le 3 Novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la cession des terrains communaux et ce à titre gratuit, à la Communauté Urbaine de Lille ;
- 2°) de nous autoriser à comparaître à l'acte administratif à intervenir, tous les frais étant à la charge de la Communauté Urbaine de Lille, cessionnaire.

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/406 : Terrain sis à Lille
(Commune associée d'Hellemmes)
rue Roger Salengro
Abandon du projet d'achat**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 80/6059 en date du 3 octobre 1980, vous avez décidé l'acquisition amiable d'un terrain sis à Lille (commune associée d'Hellemmes), rue Roger Salengro, appartenant aux conjoints GOUILLART.

Toutefois, lors de l'instruction de ce dossier, l'accord d'un seul des cinq copropriétaires a pu être recueilli, les autres n'ayant répondu ni aux courriers du notaire, ni à ceux des services municipaux.

Par conséquent, il ne peut être donné de suite à ce projet.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public, réunie le 3 novembre 1983, nous nous demandons d'annuler la délibération n° 80/6059 adoptée lors de votre réunion du 3 octobre 1980.

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/407 : Terrain sis à Lille,
(Commune associée d'Hellemmes)
105, rue Faidherbe
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille a fait l'acquisition de deux terrains situés à Lille (Commune associée d'Hellemmes), 111 et 113, rue Faidherbe, en vue de la construction de logements sociaux pour personnes âgées.

Dans le même but, lors de sa réunion du 14 juin 1982, le Conseil Consultatif de la Commune associée a souhaité que soit acquis un terrain voisin sis au 105, rue Faidherbe, cadastré section 298 AC n° 763 pour 429 m², et évalué par Monsieur ONOF, géomètre-expert, à 85.800 F. Le Conseil Municipal a délibéré en ce sens le 17 décembre 1982 (délibération n° 82-6097).

Lors du déroulement de la procédure d'acquisition, les Services Fiscaux, saisis pour l'obtention du visa, ont estimé pour leur part ce même terrain à 45.500 F, le propriétaire acceptant désormais de traiter sur cette base.

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune associée d'Hellemmes qui s'est réuni le 4 novembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) d'annuler la délibération n° 82-6097 en date du 17 décembre 1982 ;
- 2°) de décider l'achat du terrain cadastré à Hellemmes sous le n° 763 de la section 298 AC, au prix de 45.500 F ;
- 3°) de nous autoriser à comparaître à l'acte notarié à intervenir ;
- 4°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à 50.000 F, frais compris, sur le crédit ouvert au chapitre 922, article 2109-J1 de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Acquisitions de terrains »

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/408 : Elargissement de la rue de l'Abbé Six
à Lille-Hellemmes
Cession de terrains à la C.U.D.L.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille (Commune associée d'Hellemmes) est propriétaire de terrains sis à Lille-Hellemmes, rue de l'Abbé Six, rue Faïdherbe et rue Roger Salengro, repris au cadastre sous les n° 484 - 493 - 494 - 495 - 496 - 520 - 521 et 454 de la section AD.

La Communauté Urbaine de Lille a sollicité de la Ville la cession gratuite de partie de ces terrains et l'acquisition de partie de la parcelle n° 454, afin d'élargir la rue de l'Abbé Six et permettre ainsi la liaison-bus instaurée dans le cadre de la mise en service du Métro.

Les emprises concernées par ce projet recouvrent des emprises de 13 m², 43 m², 18 m², 27 m², 163 m², 25 m², 236 m² et 27 m² soit au total 552 m².

En accord avec le Conseil Consultatif de la Commune associée d'Hellemmes qui s'est réuni le 4 novembre 1983, et la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public qui s'est réunie les 3 novembre et 1^{er} décembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de décider la cession gratuite à la Communauté Urbaine de Lille des parcelles n° 484 partie, 493 partie, 494 partie, 495 partie, 496 partie, 520 partie et 521 partie de la section AD.

- 2°) de décider la vente à la Communauté Urbaine de Lille de la parcelle n° 454 partie de la section AD sur la base de l'estimation domaniale, soit deux mille sept cents francs (2.700 F).
- 3°) de nous autoriser à comparaître à l'acte administratif à intervenir, tous les frais étant à la charge de l'acquéreur.
- 4°) de décider le recouvrement du prix et son imputation au chapitre 922, article 2109-J de nos documents budgétaires, sous l'intitulé « Ventes de terrains - Produits ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/409 : Immeuble sis à Lille, 180, rue d'Arras,
Cour Boutemy n° 2 à 8
Achat par la Ville de Lille**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 80/6029 du 24 avril 1980, vous aviez décidé l'acquisition à Monsieur Louis LETILLY des immeubles sis à Lille, 180, rue d'Arras, cour Boutemy n° 2 à 8, repris au cadastre sous les n° 16 à 22 de la section OX pour une superficie totale de 252 m² et ce au prix de 104.500 F, valeur « partiellement occupé ».

Ces immeubles sont situés en zone UBa du plan d'occupation des sols approuvé de Lille (zone urbaine à densité élevée, affectée à l'habitat, aux services et aux activités sans nuisances) où le coefficient d'occupation des sols est fixé à 1,80.

Les immeubles concernés, en très mauvais état et jouxtant plusieurs propriétés communales, pourraient être revendus ultérieurement à l'Office Public d'Habitations à Loyer Modéré de la Communauté Urbaine de Lille en vue de la construction de logements sociaux.

Divers problèmes (retard dans l'approbation de la délibération par la Préfecture, modifications quant à l'occupation des immeubles entraînant une augmentation de la valeur vénale de ceux-ci) ayant retardé l'aboutissement de la procédure d'acquisition, il convient aujourd'hui de délibérer à nouveau sur la base des données, mises à jour, de ce dossier.

Les Services Fiscaux ont estimé à « 165.000 F » valeur « libres d'occupation », la valeur vénale globale des immeubles sus-mentionnés. Le propriétaire, Monsieur LETILLY, accepte de traiter sur cette base.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine public, qui s'est réunie le _____ nous vous demandons :

- 1°) d'annuler votre délibération n° 80/6029 en date du 24 avril 1980 ;

- 2°) de décider l'acquisition à Monsieur LETILLY des immeubles sis 180, rue d'Arras, cour Boutemy n° 2 à 8, au prix global de « 165.000 F », valeur « libres d'occupation » ;
- 3°) de nous autoriser à comparaître à l'acte notarié à intervenir ;
- 4°) de décider l'imputation de la dépense évaluée approximativement à « 182.000 F », frais compris, sur les crédits à ouvrir au chapitre 922, article 2125-J1 de nos documents budgétaires, sous l'intitulé : « Acquisition d'immeubles ».

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/410 : Location d'immeubles communaux
Régularisation**

MESDAMES, MESSIEURS,

La location d'immeubles communaux à usage d'habitation a été accordée aux personnes reprises au tableau ci-après, qui ont pris possession des lieux aux dates indiquées :

Immeuble	Nom du bénéficiaire	Redevance mensuelle	Date d'entrée dans les lieux
– 118, rue d'Arras 3 ^e étage droite sur rue	Mme Yvette WAUGUIER	566 F	1-11-83
– 34 rue Doudin	Mme Berthe DEALE	300 F	1-8-83

Par ailleurs, Madame Rachel LEMETTE, locataire de l'immeuble communal sis 90, rue du Faubourg de Roubaix, a quitté les lieux.

Le rez-de-chaussée de cet immeuble est occupé par Monsieur Gérard ROLLET, qui était sous-locataire de Madame LEMETTE.

Il convient donc à présent d'accorder la location du logement à Monsieur ROLLET, moyennant un loyer mensuel de 450 F à compter du 1^{er} octobre 1983.

En accord avec votre Commission de l'urbanisme, du Logement et du Domaine Public, qui s'est réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir entériner les locations consenties.

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/411 : Décoration du mur pignon de l'immeuble
situé 41, rue Thiers, à Lille,
appartenant à la Communauté Urbaine de Lille.
- Convention -**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour améliorer l'environnement et sensibiliser le public à l'art contemporain, la Ville a confié à plusieurs artistes la décoration de certains murs pignons et a retenu notamment le projet de Monsieur BEN BELLA concernant l'immeuble 41, rue Thiers, à Lille.

Ce bâtiment appartient à la Communauté Urbaine de Lille qui a autorisé la Ville à faire procéder à la décoration du mur pignon aux conditions ci-après :

- La Ville fait exécuter à ses frais tous les travaux de remise en état du mur pignon et sa décoration. Elle demeure responsable de tous les dommages susceptibles d'être causés à l'immeuble ou à des tiers du fait de ces travaux.
- L'autorisation est accordée à la Ville, à titre gratuit, pour une période de cinq ans, qui a pris effet le 3 septembre 1982, et renouvelable ensuite chaque année par tacite reconduction.
- En cas de résiliation, la Ville s'engage à supprimer la décoration et remettre le mur pignon en parfait état.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public, qui s'est réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous demandons de nous autoriser à signer la convention qui reprend l'ensemble des dispositions précitées.

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/412 : Dispositifs d'Aide aux familles en
difficultés pour faire face à leurs
dépendes de logement - Composition
de la Commission Communele de
Conciliation.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa séance du 4 juillet 1981, le Conseil Municipal a décidé le principe de l'institution d'une Commission Communele de Conciliation et d'un Fonds d'Aide, dispositifs d'aide aux familles en difficultés pour faire face à leurs dépenses de logement, prévus par la circulaire du Ministère du logement en date du 20 juillet 1982 (abrogeant et modifiant celle du 9 juin 1981).

Par délibération n° 82/6060 du 10 juillet 1982, le Conseil Municipal a fixé la composition de la Commission Communele de Conciliation. Or, depuis cette date, plusieurs organismes ont fait savoir qu'ils ne participeraient pas à ces dispositifs,

ou pour certain (Caisse d'Allocations Familiales) qu'ils n'y participeraient qu'en tant que personne qualifiée. D'autre part, le Conseil Municipal, après son renouvellement, n'a pas désigné de Médiateur.

Il convient donc d'annuler la délibération n° 83/2/57 du 27 mai 1983 qui reprenait les termes de celle du 10 juillet 1982, et de modifier la composition de la Commission comme suit :

- Président de droit : Le Maire de Lille ou son représentant ;
- I - Participants au Fonds d'Aide et organismes directement concernés :
 - Commissaire de la République
 - Ville de Lille : 5 représentants
 - Office Public d'H.L.M. de la C.U.D.L.
 - Office Public du Département du Nord
 - S.L.E.
 - SAHRNORD
- II - Personnes qualifiées :
 - C.A.L. - P.A.C.T.
 - B.A.S.
 - D.D.A.S.S.
 - C.A.F.

Nous vous demandons :

- d'annuler la délibération n° 83/2/57 du 27 mai 1983 ;
- de fixer comme ci-dessus la nouvelle composition de la Commission Communale de Conciliation ;
- et de confirmer la désignation des cinq représentants de la Ville :
Madame ESCANDE,
Messieurs ROMAN,
BERTRAND,
OLIVIER
CATTELIN

Adopté

Voir compte rendu p. 958

**N° 83/2/413 : Etude sur la restructuration de
l'îlot SAINT JACQUES à Lille
Convention à conclure avec la
SORELI**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Anonyme d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration de Lille dont le siège est à l'Hôtel de Lille propose d'effectuer une étude de restructuration de l'îlot SAINT JACQUES délimité par les Places du Lion d'Or, Louise de Bettignies et les rues de la Rapine et des Tours.

L'étude consisterait à analyser la structure actuelle de l'îlot sur le plan foncier, sa vocation, son fonctionnement et ses relations avec le quartier du Vieux Lille de manière à en tirer des hypothèses de restructuration précises.

Ces prestations pourraient être assurées moyennant une rémunération fixée à 30.205,00 Francs TTC (TRENTÉ MILLE DEUX CENT CINQ FRANCS).

Vu ce qui précède et compte tenu de l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 1^{er} Décembre 1983,

Nous vous demandons :

- d'approuver la mise en œuvre d'une étude de restructuration de l'îlot SAINT JACQUES à Lille,
- de confier à la SORELI le soin de mener à bien cette opération en autorisant la conclusion d'une convention,
- de prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

**N° 83/2/414 : Instance c/M. et Mme YILDIZ
Autorisation d'ester en défense**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 20 mars 1982, la jeune Sevdanur YILDIZ, enfant mineure de M. et Mme Israfil YILDIZ, a été blessée mortellement par un véhicule automobile utilisé pour un cortège carnavalesque se déroulant dans le quartier de Moulins et à l'organisation duquel la Ville participait.

M. et Mme YILDIZ ont introduit une action devant le Tribunal de Grande Instance de Lille en vue d'obtenir le règlement d'une indemnité.

Les compagnies d'assurances devant garantir, en l'occurrence, la responsabilité de la Ville ont été appelées à exécuter leurs obligations.

En accord avec votre Commission des Affaires Générales, réunie le 13 décembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de nous autoriser à défendre à l'instance ainsi engagée par M. et Mme YILDIZ,

- 2°) de décider le règlement, en temps opportun, des frais et honoraires qui, consécutifs à cette instance, resteraient à la charge de la Ville malgré l'intervention des compagnies d'assurances, la dépense étant alors imputée sur les crédits inscrits au chapitre 934-24, article 665-1, de nos documents budgétaires, sous l'intitulé « Frais d'actes et de contentieux ».

Adopté

Voir compte rendu p. 959

N° 83/2/415 : Instance c/M. FAUCON
Autorisation d'ester en défense

MESDAMES, MESSIEURS,

Un agent de la Ville (Direction des Affaires culturelles, sportives et de jeunesse), M. Pierre FAUCON, chef de bassin, a introduit une instance devant le Tribunal Administratif de Lille en vue d'obtenir l'annulation d'une décision de mutation le concernant.

Le requérant soutient qu'en réalité cette décision constitue une mesure disciplinaire.

En accord avec votre Commission des Affaires Générales, réunie le 13 décembre 1983, nous vous demandons

- 1°) de nous autoriser à défendre à l'action ainsi engagée par M. Pierre FAUCON,
- 2°) de décider le règlement, en temps opportun, des frais et honoraires, notamment d'avocat, résultant de cette procédure, leur montant étant imputé sur les crédits inscrits au chapitre 934-24, article 665-1, de nos documents budgétaires, sous l'intitulé « Frais d'actes et de contentieux ».

Adopté

Voir compte rendu p. 959

N° 83/2/416 : Instance c/Société ETRAREC
Autorisation de défendre en appel

MESDAMES, MESSIEURS,

Par la délibération n° 79/6038 du 28 mai 1979, vous nous aviez autorisé à engager une action contentieuse contre la Société « Entreprise de Travaux Publics et de Recherches » (ETRAREC) afin que la Ville obtienne une indemnisation correspondant aux malfaçons constatées dans l'exécution des travaux du revêtement synthétique du terrain de football du stade du Moulin des Alouettes.

Aux termes d'un jugement du 15 mars 1983, le Tribunal Administratif de Lille a déclaré cette Société « entièrement responsable (...) et, avant dire droit sur la réparation définitive du préjudice causé à la Ville », ordonné une expertise.

Or, la Société ETRAREC vient de faire appel de ce jugement devant le Conseil d'Etat.

En accord avec votre Commission des Affaires Générales, réunie le 13 décembre 1983, nous vous demandons :

- 1°) de défendre à l'instance en appel introduite devant le Conseil d'Etat par la Sté ETRAREC,
- 2°) de décider le règlement, en temps opportun, des frais et honoraires, notamment d'avocat, résultant de cette procédure, leur montant étant imputé sur les crédits inscrits au chapitre 934-24, article 665-1, de nos documents budgétaires, sous l'intitulé « Frais d'actes et de contentieux ».

Adopté

Voir compte rendu p. 959

**N° 83/2/417 : Aménagement de la place de la République
Création d'un jardin sur dalle
Lot n° 1 : gros-œuvre
Relèvement du montant du marché**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de l'appel d'offres restreint organisé les 13 mai et 8 juin 1982, la Société des Grands Travaux du Nord, route de Vendeville à Templemars, a été déclarée titulaire d'un marché d'un montant de 6.523.668 Francs, hors taxes, constituant le lot n° 1 : gros-œuvre, pour l'aménagement d'un jardin sur dalle, place de la République.

Or, pour des motifs d'ordre technique, les travaux complémentaires suivants, d'un montant de 324.720,37 Francs, hors taxes, valeur base marché juin 1982, ont dû être exécutés :

- modification de bordures et réalisation d'un trottoir, à la demande de la Communauté Urbaine de Lille, le long du boulevard de la Liberté et de la rue Gauthier de Châtillon ;
- réalisation de dés en béton destinés à recevoir les statues de Dodeigne ;
- réalisation de dallages en 20 × 20 au lieu de 30 × 60 en quartzite olive pour harmoniser le projet avec la station de métro République.

En accord avec vos Commissions de l'Environnement, de la planification et des finances qui se sont respectivement réunies les 28 septembre et 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1°) approuver le devis quantitatif-estimatif des travaux complémentaires présenté par la Société des Grands Travaux du Nord ;

- 2°) autoriser la passation de l'avenant nécessaire, d'un montant de 324.720,37 Francs hors taxes, qui portera le prix du marché de 6.523.668 Francs à 6.848.388,37 Francs, hors taxes ;
- 3°) décider l'imputation de la dépense correspondante sur le crédit inscrit au chapitre 901-5 - article 235-61 de la section d'investissement du budget sous l'intitulé : « Aménagement de la place de la République - Création d'un jardin sur dalle ».

Adopté

Voir compte rendu p. 960

**N° 83/2/418 : Bâtiments communaux
Dégâts occasionnés par la tempête
des 26 et 27 novembre 1983
Crédit**

MESDAMES, MESSIEURS,

La tempête qui a sévi dans la nuit du 26 au 27 novembre 1983 a occasionné un certain nombre de dégâts dans les bâtiments communaux et principalement aux toitures.

Le montant de la remise en état a été évalué à 612.300 Francs par la Direction Générale des Services Techniques et le service des mairies de quartiers.

Compte tenu de l'urgence qui s'attache à l'exécution de ces travaux, et du caractère exceptionnel de la dépense, il convient de procéder à l'inscription des crédits nécessaires à nos documents budgétaires de l'année 1983.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances qui s'est réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir décider l'inscription des crédits suivants à la section de fonctionnement de nos documents budgétaires de 1983 :

- 293.500 Francs au chapitre 932.210 - article 631-2 sous l'intitulé « Bâtiments Communaux - Entretien de bâtiments » ;
- 43.600 Francs au chapitre 932.211 - article 631-2 sous l'intitulé « Edifices culturels - Entretien de bâtiments » ;
- 245.200 Francs au chapitre 932.22 - article 631-2 sous l'intitulé « Bâtiments scolaires - Entretien de bâtiments » ;
- 30.000 Francs au chapitre 932.24 - article 631-2 sous l'intitulé « Domaine privé - Entretien de bâtiments ».

Adopté

Voir compte rendu p. 960

**N° 83/2/419 : Construction d'un atelier
de maintenance automobile
Chemin de Bargues
Dossier d'exécution**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 81/7117 du 30 décembre 1981, le Conseil Municipal a décidé l'inscription d'un crédit total de 2.380.000 Francs en vue du transfert de l'atelier de décors et du garage Béranger au centre technique municipal, rue de Bargues.

Il convient maintenant de désigner les entreprises qui seront chargées de la construction des locaux destinés à abriter le garage.

A cet effet, le bureau d'études Razemon, chargé de la conception du projet, et la Direction Générale des services techniques ont établi un dossier en vue d'attribuer les lots de travaux suivants par appel d'offres ouvert, dans les conditions fixées par les articles 296 - 298 à 300 du Code des marchés publics :

- n° 1 : fondations spéciales - pieux
- n° 2 : gros-œuvre
- n° 3 : charpente métallique - bardage - couverture

En accord avec votre Commission de la planification et des finances qui s'est réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir adopter le dossier présenté et, notamment, le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) devant servir de base à la consultation publique.

Adopté

Voir compte rendu p. 960

**N° 83/2/420 : Centre de soins
pour la famille et pour l'enfant
Résidence Sud rue de la Seine
Dossier d'exécution
Modification de la liste des lots**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 83/7006 du 3 février 1983, vous avez décidé d'adopter le dossier d'exécution relatif à la construction d'un Centre de Soins pour la Famille et pour l'Enfant résidence Sud, rue de la Seine.

Le cahier des clauses administratives particulières concerné fixait comme suit le nom des lots :

- | | |
|----------------------------------|---------------------------|
| - n° 1 : Terrassement gros-œuvre | n° 8 : Revêtement de sol |
| - n° 2 : Carrelage | n° 9 : Plafonds suspendus |

- | | |
|------------------------------------|-----------------------------|
| - n° 3 : Charpente-menuiserie bois | n° 10 : Peintures |
| - n° 4 : Menuiseries extérieures | n° 11 : Vitrerie-miroiterie |
| - n° 5 : Serrurerie métallerie | n° 12 : Plomberie |
| - n° 6 : Etanchéité | n° 13 : Electricité |
| - n° 7 : Couverture | n° 14 : Chauffage |

Or, pour obtenir de meilleures conditions de prix et assurer une coordination plus efficace, il apparaît judicieux de réduire le nombre de lots en les regroupant par spécialités. Voici la nouvelle répartition suggérée :

- n° 1 : Gros-œuvre - Aménagements extérieurs
- n° 2 : Couverture - Zinguerie - Etanchéité
- n° 3 : Menuiseries extérieures - Aluminium - Miroiterie
- n° 4 : Charpente - Menuiseries intérieures bois
- n° 5 : Plâtrerie - Isolation - Plafonds suspendus
- n° 6 : Carrelage - Chapes - Revêtements muraux scellés
- n° 7 : Chauffage V.M.C. - Plomberie sanitaire
- n° 8 : Electricité - Téléphone
- n° 9 : Peintures - Sols minces - Revêtements muraux.

C'est pourquoi, en accord avec votre Commission de la Planification et des Finances réunie le 9 décembre 1983, nous vous proposons :

- 1°) de retenir la solution préconisée ci-dessus
- 2°) de modifier, en fonction de ce qui précède, le dossier d'exécution servant de base à la consultation publique.

Adopté

Voir compte rendu p. 960

**N° 83/2/421 : Immeubles de l'Office Public d'H.L.M.
de la Communauté Urbaine de Lille
Travaux de grosses réparations
Dossier d'exécution**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous venons d'autoriser la signature de la convention par laquelle l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille, confie à la Ville de Lille la maîtrise d'ouvrage des travaux de grosses réparations à effectuer sur des immeubles appartenant à cet organisme.

Il convient maintenant de désigner les entreprises qui seront chargées de l'exécution de ces travaux.

Les services techniques ont établi un dossier en vue d'attribuer les lots de travaux suivants sur appel d'offres ouvert, dans les conditions fixées par les articles 296-298 à 300 du Code des marchés publics :

- n° 1 : étanchéité de terrasses avec isolation
- n° 2 : réfection de toitures zinc avec isolation des combles.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances qui s'est réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir adopter le dossier présenté et, notamment, le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) devant servir de base à cette consultation publique.

Adopté

Voir compte rendu p. 960

N° 83/2/422 : Travaux de grosses réparations
Convention Ville de Lille
Office Public d'H.L.M.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville a inscrit à son budget primitif de 1983 un crédit de 3.000.000 de Francs au titre d'une participation financière aux travaux de l'Office d'H.L.M. sur son patrimoine lillois. Elle règlera directement les dépenses résultant de ces différentes interventions par imputation au crédit susvisé repris à nos documents budgétaires.

Il s'agit essentiellement de travaux de grosses réparations notamment d'étanchéité de terrasses et de réfection de toitures et eu égard aux moyens techniques dont dispose la Ville, il est apparu opportun que celle-ci exécute ces différentes opérations pour le compte de l'Office Public d'H.L.M. dans le cadre d'une convention à intervenir. A cet effet, elle passera directement les marchés nécessaires par voie d'appel d'offres ouvert ou éventuellement traitera directement avec ces co-contractants.

En accord avec votre Commission de la planification et des finances qui s'est réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1°) nous autoriser à signer avec l'Office Public d'H.L.M. la convention ci-annexée ;
- 2°) décider que les dépenses de travaux de grosses réparations seront imputées sur le crédit de 3.000.000 de Francs inscrit à nos documents budgétaires.

Adopté

Voir compte rendu p. 960

VILLE DE LILLE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES
SECRETARIAT

**EXECUTION DE TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS
POUR LE COMPTE DE L'OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA C.U.D.L.**

CONVENTION

Entre les soussignés,

Monsieur Pierre MAUROY, Maire de Lille, élisant domicile en l'Hôtel de Ville, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° 83/2/1 du 26 mars 1983

d'une part,

Et l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui a son siège en l'Hôtel de Ville de Lille et ses bureaux, 108, avenue du Peuple Belge à Lille, représenté par son président Monsieur Pierre DASSONVILLE, ci-après désigné « l'Office d'H.L.M. »

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

Il est apparu nécessaire d'exécuter des travaux de grosses réparations, notamment d'étanchéité et de réfection de toitures, sur un certain nombre de résidences propriétés de l'Office d'H.L.M. et sises à Lille.

La Ville, possédant des moyens techniques plus importants, effectuera ces opérations pour le compte de l'Office d'H.L.M. ce qui fait l'objet de la présente convention.

CONVENTION

Article 1 :

La Ville de Lille exécutera pour le compte de l'Office d'H.L.M., qui accepte, les travaux de grosses réparations portant sur les résidences reprises à la liste ci-annexée, non limitative et qui pourra être modifiée ou complétée par simple échange de lettres ; ces travaux comporteront notamment l'étanchéité de terrasses avec isolation et la réfection de toitures zinc avec isolation des combles.

Article 2 :

L'Office d'H.L.M. se chargera éventuellement de l'obtention de toute autorisation administrative utile au déroulement des travaux.

Article 3 :

La Ville procédera directement et sous son contrôle aux consultations préalables à la conclusion des marchés confiant ces travaux de grosses réparations à des entreprises ; le cas échéant, elle pourra recourir à ses co-contractants.

La totalité des travaux seront exécutés sous la surveillance des Services Techniques Municipaux.

En cas de dommages en cours d'exécution de ces travaux ou à l'occasion de leur exécution, l'Office d'H.L.M. accepte de substituer sa responsabilité à celle de la Ville ; il lui appartient de prendre toutes dispositions utiles visant à couvrir sa responsabilité.

Article 4 :

Les dépenses seront imputées au chapitre _____ les crédits étant prélevés sur l'enveloppe de 3.000.000 de Francs représentant le concours que la Ville apporte à l'Office d'H.L.M.

Fait et passé à Lille, le

Le Maire de Lille

Le Président de l'Office
Public d'H.L.M. de la C.U.D.L.

P. MAUROY

P. DASSONVILLE

ANNEXE

Faubourg d'Arras
2 à 12, rue F. Coppée

Etanchéité de terrasses avec isolation

Faubourg d'Arras
2 à 12, rue P. Bourget

Etanchéité de terrasses avec isolation

Croisette Arbrisseau
1 à 19, rue de Nice

Etanchéité de terrasses avec isolation

Alouettes Fluides
6, rue Tolstoï

Etanchéité de terrasses avec isolation

Soleil Levant
16, rue de Constantine
74, rue des Postes
18, rue du Soleil Levant

Etanchéité de terrasses avec isolation

Soleil Levant
8, 10, 12, rue de Constantine

Réfection de toitures zinc avec isolation
des combles

Soleil Levant
6, 8, rue Fontenelle

Réfection de toitures zinc avec isolation
des combles

Balzac
1, 3, 5, rue Romain Rolland

Réfection de toitures zinc avec isolation
des combles

**N° 83/2/423 : Démolition d'immeubles
appartenant à l'Office Public d'H.L.M.
de la Communauté Urbaine de Lille
Convention**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Office Public d'H.L.M. est propriétaire à Lille d'un certain nombre d'immeubles vétustés dont le terrain d'assiette servira à de futures opérations de construction et qu'il est indispensable de démolir dans l'immédiat.

Eu égard aux moyens techniques dont dispose la Ville, il est apparu opportun que celle-ci exécute les travaux pour le compte de l'Office Public d'H.L.M. dans le cadre d'une convention à intervenir. A cet effet elle passera directement les marchés nécessaires ou éventuellement traitera directement avec ses co-contractants.

En accord avec votre Commission de la Planification et des Finances, qui s'est réunie le 9 décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1°) nous autoriser à signer avec l'Office Public d'H.L.M. la convention ci-annexée ;
- 2°) décider que les dépenses de travaux de démolition seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 922 - article 235 K I du budget.

Adopté

Voir compte rendu p. 960

VILLE DE LILLE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES
SECRETARIAT

**DEMOLITION D'IMMEUBLES APPARTENANT
A L'OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA C.U.D.L.**

CONVENTION

Entre les soussignés,

Monsieur Pierre MAUROY, Maire de Lille, élisant domicile en l'Hôtel de Ville, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° 83/2/1 du 26 mars 1983

d'une part,

Et l'Office Public d'H.L.M. de la Communauté Urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui a son siège en l'Hôtel de Ville de Lille et ses bureaux, 108, avenue du Peuple Belge à Lille, représenté par son président Monsieur Pierre DASSONVILLE, ci-après désigné « l'Office d'H.L.M. »

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

L'Office d'H.L.M. est propriétaire d'un certain nombre d'immeubles vétustes nécessaires à de futures opérations de constructions, mais qui doivent être démolis dans l'immédiat.

Il est apparu souhaitable que la Ville, possédant des moyens techniques plus importants, effectue ces opérations pour le compte de l'Office d'H.L.M. ce qui fait l'objet de la présente convention.

CONVENTION

Article 1 :

La Ville de Lille exécutera pour le compte de l'Office d'H.L.M., qui accepte, la démolition des bâtiments repris sur la liste ci-annexée, qui n'est pas limitative et pourra être modifiée ou être complétée par simple échange de lettres.

Article 2 :

L'Office d'H.L.M. se chargera de l'obtention des permis de démolir et éventuellement de toute autorisation administrative utile au déroulement des travaux.

Article 3 :

La Ville procédera directement et sous son contrôle aux consultations préalables à la conclusion des marchés confiant ces travaux de démolition à des entreprises ; le cas échéant, elle pourra recourir à ses co-contractants.

La totalité des travaux seront exécutés sous la surveillance des services techniques municipaux.

En cas de dommages en cours d'exécution de ces travaux ou à l'occasion de leur exécution, l'Office d'H.L.M. accepte de substituer sa responsabilité à celle de la Ville ; il lui appartient de prendre toutes dispositions utiles visant à couvrir sa responsabilité.

Article 4 :

Les dépenses seront imputées au chapitre 922 - article 235 K1 du budget de la Ville.

Fait et passé à Lille, le

Le Maire de Lille

Le Président de l'Office
Public d'H.L.M. de la C.U.D.L.

P. MAUROY

P. DASSONVILLE

VILLE DE LILLE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES
SECRETARIAT

ANNEXE

LISTE DES IMMEUBLES A DEMOLIR

Moulins

- Cité Dejardin - Rue d'Arras / rue de Wattignies
- 80, rue de Trévise
- 10, rue Philippe de Comines
- 5, rue Lamartine
- 10, rue Lamartine
- 14, rue Lamartine
- 28, rue Lamartine
- 32, rue Lamartine
- 54, rue d'Avesnes
- 56, rue d'Avesnes
- rue Monge :
Cité Bardoël
n° 49, 51, 59, 61, 63
- Cité Martin
n° 28, 32, 40, 25, 27, 31, 33, 35
- Cité Navarre
n° 14, 3, 7, 9, 11
- Rue Monge
Cités Bailleul et Vandecastelle et Delsil
- Cités Mignot (rue de Wattignies)
n° 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14
- Rue de Seclin n° 19 à 25
- Rue de Wattignies = (COUCKE)

Wazemmes

- 35, rue d'Austerlitz
- 39, rue d'Austerlitz
- 140 à 148, rue d'Iéna
- 40, rue de l'Hôpital Saint-Roch
- 44, rue de l'Hôpital Saint-Roch
- 46, rue de l'Hôpital Saint-Roch

- 13-15, rue de l'Hôpital Saint-Roch
- 1 à 5, Cour Grégoire
- 182, rue des Postes
- 180, rue des Postes
- 178, rue des Postes
- 176, rue des Postes
- 170, rue des Postes
- 21, rue Paul Lafargue
- 1, rue de Wagram
- 99, rue de Wazemmes
- 101, rue de Wazemmes
- 101 bis, rue de Wazemmes
- 103, rue de Wazemmes
- 105, rue de Wazemmes
- 18, Eylau n° 7

Fives

- 17-21, rue de Lannoy
- 17, rue C. Colomb
- 137, rue de Rivoli
- 6, rue Decarnin

Diffus

- Cour Dassonville - 6 à 20 rue des Pénitentes
- 22 et 24, rue de la Baignerie
- cité Duffez - Rue Jules Breton
- 99 à 103, quai de l'Ouest
- 4, rue du Pont à Raismes
- 1, rue du Pont à Raismes
- 5, rue du Pont à Raismes
- 94/96, rue de Gand prolongée

**N° 83/2/424 : Ilôt Maracci - Convention d'Etudes
de Réalisation d'une Opération Mixte
Artisanat - Logements - Bureaux**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville est propriétaire de terrains situés dans le quartier du Vieux Lille délimités par les rues Maracci, Saint Sébastien et l'avenue du Peuple Belge.

La Société Anonyme d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration du Secteur Sauvegardé de Lille (SORELI) dont le siège est à Lille 17, Place Louise de Bettignies a procédé à la demande de la Ville à une étude sur l'implantation dans cet îlot de bâtiments locatifs d'activités artisanales ou de petites industries complétés de logements et bureaux.

La réalisation de ce projet nécessite toutefois des études préalables en fonction des caractéristiques du terrain, de son occupation actuelle, des activités nouvelles et diversifiées à accueillir, du programme de logements et de bureau à définir.

Pour ce faire, la SORELI offre ses services pour les prestations sus-indiquées et détaillées dans la convention ci-annexée.

Le coût des études est fixé à 137.914,00 Francs (CENT TRENTE SEPT MILLE NEUF CENT QUATORZE FRANCS) qui se décompose de la manière suivante :

- études sous traitées à des tiers	98.438,00 Frs T.T.C.
- études réalisées par la SORELI	39.476,00 Frs T.T.C.

A noter qu'après examen du dossier d'études, si la Ville décide de confier la réalisation des travaux à la SORELI, le coût total des études sera pris en compte dans le bilan de l'opération.

Compte tenu de ce qui précède et vu l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 3 Novembre 1983,

Nous vous demandons de bien vouloir :

- décider le principe de l'étude de réalisation d'une opération mixte - ARTISANAT LOGEMENTS - BUREAUX - dans l'îlot dénommé MARACCI,
- charger la SORELI de procéder pour le compte de la Ville et dans les conditions fixées dans la convention à intervenir, aux études nécessaires,
- nous autoriser à signer la convention précitée,
- prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

Adopté

Voir compte rendu p. 961

OPERATION MIXTE
ARTISANAT - LOGEMENTS - BUREAUX
SUR L'ILOT MARACCI

NOTICE DE PRESENTATION

Présentation

La Ville de Lille, propriétaire des parcelles 78, 79, 80 dans la section HL du cadastre, confie à la SORELI la programmation et la réalisation d'une opération immobilière sur ces terrains, bordés au Nord par la rue St-Sébastien, à l'Est par l'avenue du Peuple Belge, à l'Ouest par la rue Maracci.

Il a été envisagé l'implantation de bâtiments locatifs d'activités artisanales ou de petites industries en rez-de-chaussée, et de logements et bureaux en étage.

Compte tenu des expériences de ce type déjà réalisées par des Collectivités Locales, et du souci de pouvoir offrir une structure d'accueil à des coûts de location relativement bas en centre ville favorisant notamment la création d'entreprises ou le transfert d'entreprises subsistant actuellement dans des locaux particulièrement inadaptés et vétustes, le coût de construction devra être minimisé.

Néanmoins, la situation privilégiée du terrain sur l'avenue du Peuple Belge, très visible depuis le Nord-Est, offrant une façade de la Ville depuis le rond-point menant au boulevard circulaire, demande un effort architectural particulier tenant compte :

- de la volumétrie des constructions environnantes, caractéristiques des tissus urbains mixtes de faubourg,
- des matériaux devant rendre une homogénéité à l'îlot,
- des éléments de modénature et des percements en évitant des façades sur rue aveugles.

Caractéristiques des terrains :

Les trois parcelles HL 78, 79, 80 constituent un ensemble d'environ 8 375 m² occupé actuellement :

parcelle 78 : des bâtiments actuellement utilisés, regroupant les bains-douches municipaux et le service de désinfection dont les activités doivent être maintenues dans un premier temps.

parcelle 79 : des bâtiments vétustes ou en ruine désaffectés (sauf un logement au 71 avenue du Peuple Belge).

parcelle 80 : située 1,50 m au dessus de la parcelle 79, cette parcelle est actuellement occupée par un terrain d'aventure.

Une première tranche de travaux pourrait donc porter sur les terrains actuellement libérés (parcelles 80 et partiellement 79), soit une surface d'environ 4 170 m².

Cependant, le plan masse devra tenir compte de la totalité des terrains qui seront affectés à cette opération.

Caractéristiques des locaux d'activité en rez-de-chaussée

Il s'agit de proposer des bâtiments pouvant accueillir des activités très diverses :

- atelier-entrepôt pour artisans du bâtiment,
- petites entreprises d'assemblage ou de fabrication peu nuisantes,

Les locaux devront donc être facilement divisibles afin de répondre à des demandes très variées ; les divisions intérieures notamment devront pouvoir être mobiles.

Les bâtiments seront à un seul niveau ; les volumes intérieurs pouvant cependant permettre des parties en mezzanines (bureaux, magasins, etc...).

Le tissu urbain environnant à caractère mixte (habitat + activités) ne semble pas devoir envisager d'intégrer des logements pour les artisans ; seul un logement pour le gardien de l'ensemble sera prévu.

Tous les locaux seront desservis par les réseaux E.U. - E.V., eau potable, électricité et disposeront de blocs sanitaires implantés régulièrement dans les bâtiments.

Ces locaux resteront propriété de la Ville de Lille qui chargera la SORELI d'en assurer la location et la gestion.

Caractéristiques des logements et bureaux

Le programme du bureau SEM vendu, et les logements seront en accession avec financement PAP.

Le terrain d'aventure

Avant le début de l'opération, le terrain d'aventure actuellement animé par la SCI devra être relogé dans le quartier.

CONVENTION D'ETUDES DE REALISATION D'UNE OPERATION MIXTE ARTISANAT - LOGEMENTS - BUREAUX SUR L'ILOT « MARACCI »

Entre :

La Ville de LILLE, représentée par Monsieur Pierre MAUROY, Maire de LILLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du

d'une part,

Et, la SO.RE.LI., Société d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration de LILLE dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de LILLE, représentée par Monsieur Marceau FRISON, Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration du

d'autre part,

EXPOSE

La Commune envisage de réaliser sur son territoire un centre artisanal en rez-de-chaussée de logements et de bureaux, surmonté d'immeubles

La Commune a décidé de faire procéder au préalable à un certain nombre d'études destinées à préciser les conditions de la réalisation.

TITRE I - LES ETUDES

Article 1 : Objet de la mission

La Ville de LILLE charge la SO.RE.LI., qui accepte, de procéder pour son compte et dans les conditions précisées ci-après aux études nécessaires à la réalisation d'un centre artisanal sur l'ilôt MARACCI situé sur les parcelles 78, 79, 80 dans la section HL pour une surface approximative de 8 375 m².

Article 2 : Conditions d'exécution des études

La mission confiée à la SO.RE.LI. sera effectuée conformément aux prévisions des documents d'urbanisme rendus publics, approuvés ainsi qu'en complet accord avec la Ville de LILLE, les Administrations intéressées et, le cas échéant, avec les instances chargées de l'élaboration de ces documents. A ce sujet, une analyse particulière des dispositions (P.O.S.) sera effectuée.

La Ville de LILLE s'engage à fournir tous les documents en sa possession qui pourraient lui être nécessaires.

La Ville de LILLE s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des Services Publics, des Administrations et des particuliers afin de lui faciliter l'accomplissement de sa mission.

En outre, la SO.RE.LI. pourra, avec l'accord exprès et préalable de la Ville de LILLE, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques dont le concours paraît nécessaire. Ils ne pourront être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux Collectivités Locales, aux Etablissements Publics et aux organismes en dépendant, notamment par application des dispositions du Décret du 28 février 1973 portant réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

La SO.RE.LI., pourra également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières propres à la mission qui lui est confiée.

Un groupe de travail regroupant la Ville de LILLE, les Administrations et autres organismes concernés et la SO.RE.LI. sera constitué pour suivre l'avancement des

études. A cette fin, la SO.RE.LI. s'engage à avertir les parties intéressées en temps utile de toutes réunions qu'elle organisera à ce sujet afin de leur permettre d'y assister.

En outre, elle participera, à la demande de la Ville de LILLE, à toutes réunions qu'elle organisera pour l'examen de problèmes afférents à l'opération envisagée.

Article 3 : Définition des études

En vue de définir les conditions dans lesquelles cette opération pourrait être réalisée, la Ville confie à la SO.RE.LI. le soin d'effectuer toutes les études nécessaires sur les plans technique, financier, administratif, juridique :

- sondage,
- plan de géomètre,
- étude de commercialisation : y-a-t-il une demande pour des bâtiments destinés aux P.M.E. et artisans, en location ? A quel prix de loyer ?...
- étude de programme : taille, niveau d'équipement, dimension des modules...
- type et taille des logements,
- confection et dépôt des demandes de permis de démolir,
- consultation restreinte d'architecture et d'urbanisme portant sur la volumétrie et l'architecture des bâtiments (compte-tenu du souci d'intégration dans le tissu urbain existant).

L'objectif est de choisir le ou les urbanistes qui auront pour mission la mise au point du dossier opérationnel.

- Etablissement d'une pré-A.P.S. sur la base de la solution architecturale retenue ;
- Elaboration du compte d'exploitation prévisionnel et recherche des financements et subventions susceptibles d'être mises en œuvre.

A la fin de cette phase, la ville donnera son approbation éventuelle quant à l'opportunité du projet (au vu du dossier présenté) et confiera à la SO.RE.LI. la réalisation du projet.

Article 4 : Délai de réalisation des études

Les études devront être réalisées dans les 6 mois à compter de la notification par la Commune à la SO.RE.LI. de la date de réception par le représentant de l'Etat de la présente convention.

Article 5 : Prix des études

Le prix des études est fixé à la somme des éléments suivants :

- 1° Coût, franc pour franc, des études sous-traitées à des tiers (architecte, B.E.T., etc...) tel qu'il résultera, taxe comprise, des factures et mémoires, y compris les indemnités de résiliation anticipée de contrat, dans l'hypothèse où cette résiliation aurait été imposée du fait de la Ville ou de l'Administration.

A titre indicatif, leur coût global peut être estimé approximativement à 83 000 francs hors taxes (annexe n° 1 soit 98 438 francs toutes taxes comprises.

- 2° Etudes réalisées par la SO.RE.LI., programme de l'opération et couverture des frais généraux de la SO.RE.LI.

En contrepartie des études réalisées directement par la SO.RE.LI. et des tâches de coordination des diverses études, de l'établissement du programme de l'opération fait en application des indications de la Ville, de discussion des contrats avec les hommes de l'art, de l'établissement du bilan financier et du montage juridique, de l'établissement des divers exemplaires du dossier, il sera versé à la SO.RE.LI. une somme forfaitaire de 33 285 francs hors taxes soit 39 476 francs toutes taxes comprises (annexes 1 et 2).

Article 6 : Modalités de paiement

Après examen du dossier d'études, si la Ville décide de confier la réalisation des travaux à la SO.RE.LI., le coût des études tel que défini à l'article 5, alinéas 1 et 2 ci-dessus, sera pris en compte dans le bilan de l'opération.

Si, par contre, après que la SO.RE.LI. lui ait remis le dossier d'études, la Ville décidait de ne pas lui confier la réalisation de l'opération, ou si, décidant de la lui confier, elle n'obtenait pas l'approbation des autorités compétentes, elle supporterait entièrement et définitivement le coût des études, majoré des frais financiers.

Il en serait de même dans l'hypothèse où la Ville ayant décidé de confier la réalisation de l'opération à la SO.RE.LI., celle-ci, pour quelque raison que ce soit, ne pourrait y procéder.

En tout état de cause, le prix des études prévu à l'article 5, alinéas 1 et 2, sera réglé par la Ville à la SO.RE.LI. en une seule fois au plus tard un mois après la remise du dossier d'études et la facture correspondante.

Article 7 : Missions complémentaires de la SO.RE.LI.

Montage juridique et administratif : si la Ville en fait la demande expresse, et afin de faciliter la gestion de l'immeuble ainsi réalisé, la SO.RE.LI. préparera le règlement de copropriété et effectuera la mise en place des différentes polices d'assurances. Cette mission sera rémunérée moyennant un coût forfaitaire de :

Article 8 : Domiciliation

Les sommes à régler par la Ville à la SO.RE.LI. en application de la présente convention seront versées au compte n° 59 364 de la Trésorerie Générale.

Article 9 : Litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

FAIT A LILLE,
LE

LE PRESIDENT DE LA SO.RE.LI

LE MAIRE DE LILLE,

Monsieur Marceau FRISON
Premier Adjoint au Maire
de Lille

Monsieur Pierre MAUROY
Premier Ministre

ANNEXE 1

A - ETUDES CONFIEES AUX TIERS

	H.T.	T.T.C.
1 - Géomètres	20 000 F	23 720 F
2 - Consultation volumétrie architecture 5 x 3 000 F	15 000 F	17 790 F
3 - A.P.S. Bâtiment Sur la base de 4 000 m ² à 1 000 F du m ² et d'une note de complexité = à 5 le taux est de 1,2 soit 48 400 F arrondi à	48 000 F	56 928 F
	<u>83 000 F</u>	<u>98 438 F</u>

ANNEXE 2

B - ETUDES REALISEES DIRECTEMENT PAR LA SO.RE.LI (Cf. tableau)

1 - Etude de commercialisation et définition du programme	22 190 F	26 318 F
2 - Montage du dossier opérationnel :		
- recherche des financements et subventions,	11 095 F	13 158 F
- établissement du compte d'exploitation prévisionnel,		
- études des modalités de gestion.	<u>116 285 F</u>	<u>137 914 F</u>

DEVIS

Désignation : MARACCI

A. COUTS SPECIFIQUES

Frais de voyages et déplacements

Autres frais spécifiques..... A

B. COUTS DIRECTS

Rémunération et frais sur personnel affectable :

MISSIONS	Directeurs d'études (1)	Chargé d'étude Principal (1)	Chargé d'étude	Assistants (1)	Techniciens Hautement spécialisés (1)	Techniciens spécialisés (1)	Techniciens qualifiés (1)
ETUDE DE COMMERCIALISATION		10 j					
DEFINITION DU PROGRAMME							
MONTAGE DOSSIER OPERATIONNEL		5 j					
Coût unitaire (1) / mois		27910					B 19 020

C. COUTS COMPLEMENTAIRES

Charges communes 1,75 C 14 265

PRIX DE REVIENT, hors T.V.A.

D. MARGE BENEFICIAIRE sur B et C uniquement Dpm
PRIX DE DEVIS, hors T.V.A. 33 285E. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE : 18,60 % E 6 191
PRIX DE DEVIS, Taxe incluse..... 39 476

1. Le coût unitaire correspondant au coût direct total mensuel.

**N° 83/2/425 : Convention d'étude sur la restructuration
de l'îlot « NEGRIER - DANEL »
Convention à conclure entre la Ville de
Lille et la Soreli.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Anonyme d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration du Secteur Sauvegardé de Lille (SORELI) dont le siège est à Lille 17, Place Louise de Bettignies, nous a fait tenir une proposition d'étude portant sur la restructuration de l'îlot « NEGRIER-DANEL » situé dans le quartier du Vieux Lille.

Dans un premier temps, la SORELI préconise de délimiter un périmètre opérationnel formé par les rues Négrier, Sainte-Catherine, Léonard Danel et la façade de l'Esplanade.

Le coût de l'étude conduite par la Société Anonyme dans les conditions reprises à la convention annexée à la présente délibération est arrêté à 59 300,00 Francs T.T.C. (CINQUANTE NEUF MILLE TROIS CENTS FRANCS).

Vu l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 3 Novembre 1983,

Nous vous demandons de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention à passer entre la Ville de Lille et la SORELI pour l'exécution du projet d'urbanisme susvisé,
- prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

Adopté

Voir compte rendu p. 961

Ville de Lille
Secrétariat Général

Convention n°

Marché n°

**CONVENTION D'ETUDE
sur la restructuration de l'îlot
« NEGRIER-DANEL »**

Entre :

La Ville de Lille représentée par Monsieur Pierre MAUROY, Maire de Lille agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du

d'une part

Et :

La Société Anonyme d'Economie Mixte de rénovation et de restauration de Lille dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de Lille représentée par Marceau FRISON, Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration.

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la mission

Le Maire de Lille charge la SORELI, qui accepte d'effectuer une étude sur la restructuration de l'îlot « Négrier-Danel ». Il s'agira d'analyser la structure actuelle de l'îlot, son bâtir, sa vocation, son fonctionnement et ses relations avec le reste du quartier, d'en tirer des hypothèses de restructuration précises, devant déboucher sur un plan d'aménagement comprenant en outre une esquisse de phasage avec approche des coûts. A la définition de priorité d'intervention. Un périmètre opérationnel immédiat sera déterminé.

Le périmètre de cette étude sera la rue Léonard Danel, la rue Sainte Catherine, la rue Négrier et la façade de l'Esplanade.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Le devis ci-joint (annexe 1) établi suivant la circulaire du 8 Mai 1981 du Ministère de l'Urbanisme et du Logement relative aux marchés et contrats d'études d'urbanisme.

Article 3 : Les responsables de la réalisation

La Ville de Lille

Monsieur le Maire suivra l'exécution du présent marché et certifiera le service fait.

Le titulaire

La SORELI, avec l'accord de la Ville de Lille, est responsable de la réalisation.

Article 4 : Définition de la mission

4/1 Conditions générales

La mission confiée à la SORELI sera effectuée conformément aux prévisions des documents d'urbanisme rendus publics approuvés ainsi qu'en complet accord avec la Ville de Lille, les Administrations intéressées et, le cas échéant, avec les instances chargées de l'élaboration de ces documents.

La Ville de Lille s'engage à fournir tous les documents en sa possession qui pourraient lui être nécessaires.

En outre la SORELI pourra avec l'accord express et préalable de la Ville de Lille, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques dont le concours paraît nécessaire. Ils ne pourront être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux collectivités locales, aux établissements publics, et aux organismes en dépendant, notamment par l'application des dispositions du décret du 28/02/73 portant réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

La SORELI pourra également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières propre à la mission qui lui est confiée.

4/2 Contenu des études

L'étude comprendra :

- une analyse fine de l'existant : bâti, foncier, démographie, activités.
- l'articulation et le fonctionnement de l'îlot avec le reste du quartier.
- des hypothèses de restructuration de l'îlot, sa nouvelle vocation dans le quartier.
- les conséquences au niveau du bâti (immeubles à maintenir et réhabiliter ou à démolir) et les activités.
- un plan d'aménagement
- la définition des priorités d'intervention et un phasage, avec périmètre opérationnel immédiat
- une approche des coûts.

L'étude sera présentée sous la forme de documents graphiques et de pièces écrites.

Article 5 : Délai

Le délai de l'étude est fixé à trois mois à compter de la notification de la présente convention à la SORELI par la Ville de Lille.

Article 6 : Sous traitances ponctuelles

Dans le cadre de sa mission, et comme il est précisé à l'article 4, la SORELI pourra éventuellement confier des études à des tiers choisis en accord avec la Ville de Lille.

Article 7 : Propriété des études

Toutes les études et tous les documents produits en exécution du présent marché seront propriété exclusives de la Ville de Lille

Il en sera de même pour les documents que la Ville de Lille aura remis au titulaire.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet du présent marché qu'avec l'accord préalable de la Ville de Lille.

Toutefois si le titulaire met au point au cours de l'étude une formule, une technique nouvelle ou un programme dont la découverte n'est pas l'objet du marché, il en reste propriétaire.

Article 8 : Secret professionnel

La SORELI sera tenue au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elle aura connaissance au cours de l'exécution de la présente mission ; elle s'interdira notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la Ville de Lille.

Article 9 : Rémunération

Le prix de l'étude est fixé à 59 300 TTC (cinquante neuf mille trois cents francs).

Article 10 : Modalités de paiement

La Ville de Lille se libérera des sommes dues à la SORELI selon le calendrier suivant :

- | | |
|--|---------------|
| - 50% à la remise des documents d'analyse | soit 29 650 F |
| - 50% après la remise des documents définitifs | soit 29 650 F |

La Ville de Lille se libérera des sommes dues en exécution de la présente convention en faisant donner crédit au compte n° 30 324 509 000 000 59364 ouvert à la Trésorerie Générale, 82, avenue Kennedy 59033 Lille Cedex.

Article 11 : Pénalité

Il n'est pas prévu de pénalité de retard.

Fait à Lille le

Le Président de la SORELI

Le Maire de Lille

Marceau FRISON
1^{er} Adjoint au Maire de Lille

Pierre MAUROY
Premier Ministre

ANNEXE 1

DETAIL DES REMUNERATIONS

Détail des rémunérations prévues à l'article 10 du Fond d'Aménagement Urbain, établi sur les bases de la circulaire du 8 Mai 1981 du Ministère de l'Urbanisme et du Logement.

REMUNERATION DE LA SORELI

Cette rémunération correspond aux prestations suivantes :

- * Etudes des besoins - définition du programme (dispositions et agencement, relation avec les concepteurs sauf levé de géomètre et analyse technique).....10 jours
- * Coordination du dossier d'ensemble, montage juridique et financier 7 jours
(Directeur d'étude)
- + Coût direct

Prestation :

Ingénieur (assimilé chargé d'études)	
15 000 F	17 jours soit 11 590
+ Coût complémentaire	
Charges communes : 1,50	5 795
+ Prix de revient Hors Taxe	17 385
+ Marge bénéficiaire	p.m.
+ T.V.A.	3 233
PRIX DU DEVIS TAXES INCLUSES	20 618

ANNEXE 2

COUT DES ETUDES REALISEES PAR DES TIERS

– ETUDES DE FAISABILITE	5 000,00 F H.T.
– A.P.S. : 23 850,00 F × 0,8	10 080,00 F H.T.
dont	
B.E.T.	–
Architecte	–
– Contrôleur Technique	5 000,00 F H.T.
	32 615,00 F H.T.
T.V.A.	6 067,00 F
SOIT UN PRIX DE :	38 682,00 F T.T.C.

**N° 83 / 2 / 426 : Convention d'études de réalisation
pour des opérations ponctuelles
d'aménagement et de reconversion
dans le quartier du « Vieux Lille »**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société Anonyme d'Economie Mixte pour la Rénovation et la restauration de Lille (SORELI) propose à la Ville de Lille d'effectuer les études de réalisation nécessaires au lancement d'opérations de reconversion de plusieurs îlots situés dans le quartier du Vieux Lille.

Seraient concernés les îlots :

- Sainte Agnès rue Sainte Catherine, Léonard Danel, Saint Jean, Place Jacques Louchart et Terrasse Sainte Catherine,
- TPF, rue du Pont Neuf, avenue du Peuple Belge, Impasse Saint François,

Le coût des études et interventions s'élève à :

- 243.486,00 Francs TTC pour les études et interventions commandées à des tiers,
- 140.800,00 Francs TTC pour les prestations assurées directement par la SORELI.

D'autre part, le montage juridique et administratif ayant trait à la gestion des immeubles pourrait être entrepris par la SORELI moyennant une rémunération de l'ordre de 5.930,00 Francs TTC.

A noter qu'à l'issue des études et dans la mesure où la Ville décidait de confier la réalisation des travaux à la SORELI, le coût des études serait intégré dans le bilan de l'opération.

Vu l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 3 Novembre 1983,

Nous vous demandons de bien vouloir :

- décider le principe de la mise en œuvre des études de réalisation d'opérations de reconversion des îlots Sainte Agnès et Théâtre Populaire des Flandres,
- autoriser la conclusion d'une convention entre la Ville de Lille et la SORELI,
- prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

Adopté
Voir compte rendu p. 962

**N° 83/2/427 : Ilot Trésorerie Générale
Rue Basse à Lille
Convention pour l'établissement
d'un dossier de consultation
Convention à conclure entre la
Ville de Lille et la SORELI**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Lille envisage de réaliser sur le terrain de l'ancienne Trésorerie Générale, rue Basse à Lille, un ensemble de bureaux complété de parkings publics.

La mise en œuvre de cette opération nécessite au préalable des études indispensables au lancement d'un dossier de consultation.

Cette mission peut être confiée à la Société Anonyme d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration du Secteur Sauvegardé de Lille (SORELI) dans les conditions stipulées au projet de convention ci-annexé.

Le prix des études se décompose ainsi qu'il suit :

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| - Etudes sous-traitées à des tiers | 78.276 F valeur approximative |
| - Etudes réalisées par la SORELI | 68.788 F somme forfaitaire |

147.064 F T.T.C.

A noter que le promoteur retenu aura à rembourser à la Ville, le montant des études.

Vu l'avis favorable émis par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public, réunie le 3 Novembre 1983.

Nous vous demandons de bien vouloir :

- décider le principe de la mise en œuvre des études préalables à la réalisation d'un ensemble de bureaux et parkings publics à l'emplacement de l'ancienne Trésorerie Générale rue Basse, à Lille.
- autoriser la conclusion d'une convention entre la Ville de Lille et la SORELI
- prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

Adopté

Voir compte rendu p. 962

ILOT TRESORERIE GENERALE

CONVENTION POUR L'ETABLISSEMENT D'UN DOSSIER DE CONSULTATION

Entre :

La Ville de LILLE, représentée par Monsieur Pierre MAUROY, Maire de LILLE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

d'une part,

Et,

La SORELI, Société d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration de Lille dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de LILLE, représentée par Monsieur Marceau FRISON, Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration du

d'autre part,

EXPOSE

La Commune envisage de faire réaliser sur un terrain lui appartenant une opération bureaux - parking public, désignée dans ce qui suit par les mots « l'ouvrage » et de confier la consultation à la SORELI.

La Commune a décidé de faire procéder à un certain nombre d'études destinées à préciser les conditions de la consultation.

TITRE I - LES ETUDES

Article 1 : Objet de la Mission

La Ville de LILLE charge la SORELI, qui accepte, de procéder pour son compte et dans les conditions précisées ci-après aux études nécessaires au lancement d'un dossier de consultation sur l'îlot dit ancienne Trésorerie Générale.

Article 2 : Conditions d'exécution des études

La mission confiée à la SORELI sera effectuée conformément aux prévisions des documents d'urbanisme rendus publics, approuvés, ainsi qu'en complet accord avec la Ville de LILLE, les Administrations intéressées et, le cas échéant, avec les instances chargées de l'élaboration de ces documents.

A ce sujet, une analyse particulière des dispositions du Plan d'Occupation des sols (P.O.S.) sera effectuée.

La Ville de LILLE s'engage à fournir tous les documents en sa possession qui pourraient lui être nécessaires.

La Ville de LILLE s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des Services Publics, des Administrations et des particuliers afin de lui faciliter l'accomplissement de sa mission.

En outre, la SORELI pourra, avec l'accord exprès et préalable de la Ville de LILLE, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques dont le concours paraît nécessaire. Ils ne pourront être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux Collectivités Locales, aux Etablissements Publics et aux organismes en dépendant, notamment par application des dispositions du Décret du 28 Février 1973 portant réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

La SORELI pourra également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières propres à la mission qui lui est confiée.

En outre, elle participera, à la demande de la Ville de LILLE, à toutes réunions qu'elle organisera pour l'examen des problèmes afférents à l'opération envisagée.

Article 3 : Définition des études

En vue de définir les conditions dans lesquelles cette opération pourrait être réalisée, la Ville confie à la SORELI le soin d'effectuer toutes les études nécessaires sur les plans technique, financier, administratif, juridique :

- sondage
- plan de géomètre
- analyse du bâti existant avec détermination des travaux confortatifs indispensables
- étude de programme :
 - analyse de la demande de bureaux et propositions (niveau de la demande, types de bureaux souhaités, prix des loyers ou d'acquisition admissibles)
 - besoin en stationnement public compte tenu des projets existants (la Treille, Ritz...) et des besoins qui seront issus de l'élargissement du secteur piétonnier
 - compte-tenu de l'état du bâti, du plan d'urbanisme en vigueur et des volontés municipales : élaboration d'un cahier des charges urbanistiques et architecturales
- étude des montages juridiques possibles (bail à construction, cessions...).
- sur la base d'un minimum d'études techniques (pré A.P.S.) établissement d'une esquisse retenue parmi plusieurs hypothèses de bilan prévisionnel permettant de :
 - de définir le prix de base de la consultation pour les bureaux
 - de déterminer le compte d'exploitation prévisionnel du parking public
- proposition et définition du mode de gestion du parking public.

A la fin de cette phase, la ville donnera son approbation éventuelle quant à l'opportunité du projet (au vu du dossier présenté) et confiera à la SORELI la consultation du projet et les missions suivantes :

- élaboration du règlement de la consultation et du projet de compromis de vente avec, en cas de consultation séparée, définition des liens juridiques minimum avec les deux promoteurs pour assurer la cohérence de l'opération.
- assistance de la ville au jugement des offres (proposition des modalités, définition d'une grille d'analyse, avis...)
- mise en place des liens contractuels entre la ville et le ou les promoteurs retenus.

Article 4 : Délai de réalisation des études

Les études devront être réalisées dans les six mois à compter de la notification par la commune à la SORELI de la date de réception par le représentant de l'Etat de la présente convention.

Article 5 : Prix des études

Le prix des études est fixé à la somme des éléments suivants :

1. Coût, franc pour franc, des études sous-traitées à des tiers (architecte, B.E.T., etc...) tel qu'il résultera, taxe comprise, des factures et mémoires, dans l'hypothèse où cette résiliation aurait été imposée du fait de la Ville ou de l'Administration.

A titre indicatif, leur coût global peut être estimé approximativement à 66 000 Francs hors taxes (annexe 1) soit, toutes taxes comprises à 78 276 Francs.

2. Etudes réalisées par la SORELI, programme de l'opération et couverture des frais généraux de la SORELI.

En contrepartie des études réalisées directement par la SORELI et des tâches de coordination des diverses études, de l'établissement du programme de l'opération fait en application des indications de la Ville, de discussion des contrats avec les hommes de l'art, de l'établissement du bilan financier et du montage juridique, de l'établissement des divers exemplaires du dossier, il sera versé à la SORELI une somme forfaitaire de 58 000 Francs Hors Taxes soit 68 788 Francs Toutes Taxes Comprises (annexes 1 et 2)

Article 6 : Modalités de paiement

Le coût des études, tel que défini à l'article 5, alinéas 1 et 2 ci-dessus, augmenté des frais financiers, sera remboursé à la SORELI par le promoteur qui sera retenu à l'issue de la consultation. Le règlement de la consultation fera expressément mention de cette obligation.

Si pour une raison ou pour une autre, la Ville ne souhaitait pas, ou ne pouvait pas faire prendre en charge ce coût par le promoteur avant la fin de l'année 1984, elle rembourserait la SORELI en une seule fois sur présentation d'un mémoire.

TITRE II - REALISATION

Article 7 : Choix et rémunération des techniciens

Pour l'exécution de sa mission, la SORELI pourra, avec l'accord exprès et préalable de la Ville de LILLE, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques dont le concours paraît nécessaire. Ils ne pourront être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux Collectivités Locales, aux Etablissements Publics et aux Organismes en dépendant, notamment par l'application des dispositions du Décret du 28 Février 1973, portant réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

La SORELI pourra également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières propres à la mission qui lui est confiée.

Article 8 : Entrée en vigueur et expiration du contrat

Le présent contrat prendra effet dans les conditions prévues par la Loi N° 82 623 du 22 Juillet 1982. Néanmoins, les clauses concernant la réalisation ne prendront effet qu'à partir de la notification par la Ville à la SORELI de sa décision de lui confier la réalisation de l'opération.

Article 9 : Comptabilité de la société

Dans le cadre de son plan comptable particulier établi selon la réglementation en vigueur, la Société doit tenir sa comptabilité de façon à faire apparaître distinctement la comptabilité propre de l'opération.

Article 10 : Domiciliation

Les sommes à régler par la Ville à la SORELI, en application de la présente convention, seront versées au compte N° 30 324 509 000 000 59 364 ouvert à la TRESORERIE GENERALE 82, Avenue Kennedy 59033 LILLE CEDEX.

Article 11 : Litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

Fait à LILLE
le,

Le Président de la SORELI

Le Maire de LILLE

Monsieur Marceau FRISON
Premier Adjoint au Maire de LILLE

Monsieur Pierre MAUROY
Premier Ministre
Maire de LILLE

Annexe 1

RECAPITULATIF

A - ETUDES CONFIEES AUX TIERS

	H.T.	T.T.C.
A.P.S. bâtiment / parking		
Sur la base de 1 800 m ² à 5 000 F le m ²		
et d'une note de complexité égale à 5		
le taux est de 1,01 soit $90\,900 \times 0,3^*$		
soit $90\,900 \times 0,3^* = 27\,270$		
arrondi à	27 000 F	
Sur la base de 250 places à 40 000 F		
la place et d'une note de complexité		
égale à 5, le taux est de 0,99		
soit $99\,000 \times 0,3 = 29\,700$		
arrondi à	29 000 F	
Géomètre	10 000 F	
	66 000 F	78 276 F

B - ETUDES REALISEES DIRECTEMENT PAR LA

SORELI

(devis annexe 2)

Etude de définition du programme	19 432 F	
Montages juridiques	25 910 F	
- établissement du compte d'exploitation		
prévisionnel du parking public		
- études des modalités de gestion		
Dossier de consultation	12 953 F	
	58 295 F	
arrondi à	58 000 F	68 788 F
	124 000 F	147 064 F

* Le coefficient 0,30 correspond à l'abattement qui tient compte du fait qu'il n'est demandé qu'une esquisse destinée à établir un prix plancher.

Annexe 2

DEVIS INTERVENTION SORELI

TRESORERIE GENERALE

A. COUTS SPECIFIQUES

Frais de voyage et déplacements
Autres frais spécifiques

A

B. COUTS DIRECTS

Rémunération et frais sur personnel affectable

Missions	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Définition du programme		15 j				
Montage - bilan - gestion		20 j				
Dossier de consultation		10 j				
Coût unitaire (1)/ mois		19000				
						B 38 863

C. COUTS COMPLEMENTAIRES

Charges communes : 0,50

19 432

Prix revient hors TVA 58 295

D. MARGE BENEFICIAIRE sur B et C uniquement

Prix du devis hors TVA 58 295
arrondi à 58 000

E. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE : 18,6%

Prix du devis, taxe incluse 10 788
68 788 F

(1) le coût unitaire correspond au coût direct total mensuel.

N° 83/2/428 : Réutilisation de l'immeuble communal 58/60, rue Sainte Catherine à Lille Convention d'Etude de Réalisation

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville est propriétaire d'un immeuble voisin de l'Eglise Sainte Catherine 58/60, rue Sainte Catherine qu'elle envisage de faire rénover.

Préalablement à la prise d'une décision définitive quant à la destination de cette propriété, il est indispensable de faire procéder à un certain nombre d'études destinées à préciser les conditions de la réalisation ainsi que les charges d'investissement qu'elle entraînera.

En conséquence, il est proposé de confier à la Société Anonyme d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration de Lille (SORELI) 17, Place Louise de Bettignies à Lille, les études de réalisation de l'ouvrage.

Le prix des études est le suivant :

- | | |
|---|----------------------|
| - coût des études sous-traitées à des tiers | 34.488,00 Frs T.T.C. |
| - coût des études réalisées par la SORELI | 18.193,00 Frs T.T.C. |

Par ailleurs, la SORELI assurerait la commercialisation de l'immeuble rénové moyennant une rémunération calculée par référence à l'arrêté n° 74-4/P du 6 Février 1974 relatif aux Commissions perçues par les intermédiaires en matière de ventes et de locations immobilières, et diminuée de 10%.

Vu l'avis favorable prononcé par la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 3 Novembre 1983,

Nous vous demandons de bien vouloir :

- décider le principe d'une étude de réalisation portant sur la réutilisation de l'immeuble communal sis à Lille 58/60, rue Sainte Catherine,
- confier les études à réaliser à la SORELI dans les conditions fixées dans la convention à intervenir,
- prévoir le financement de l'opération dans le cadre de la dotation affectée aux conventions conclues avec la SORELI.

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**CONVENTION D'ETUDE DE REALISATION
POUR LA REUTILISATION DE L'IMMEUBLE
« RHONE POULENC »**

Entre :

La Ville de LILLE, représentée par Monsieur Pierre MAUROY, Maire de LILLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du

d'une part,

Et

La SO.RE.LI. Société d'Economie Mixte de Rénovation et de Restauration de LILLE dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de LILLE, représentée par Monsieur Marceau FRISON, Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration du

d'autre part,

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Commune de LILLE envisage de faire rénover l'immeuble « RHONE POULENC » voisin de l'église Sainte Catherine à LILLE.

Avant d'engager de manière définitive la réalisation de cet ouvrage, la Commune a décidé de faire procéder à un certain nombre d'études destinées à préciser les conditions de la réalisation ainsi que les charges d'investissement qu'elle entraînera.

En conséquence, la Commune a décidé de confier à la SO.RE.LI. les études de réalisation de l'ouvrage dans les conditions ci-après.

Ceci exposé il est convenu :

TITRE I - LES ETUDES

Article 1 : Objet de la mission

La Ville de LILLE charge la SO.RE.LI., qui accepte, de procéder pour son compte et dans les conditions précisées ci-après aux études nécessaires à la réutilisation de l'immeuble.

Article 2 : Conditions d'exécution des études

La mission confiée à la SO.RE.LI. sera effectuée conformément aux prévisions des documents d'urbanisme rendus publics, approuvés ainsi qu'en complet accord avec la Ville de LILLE, les Administrations intéressées et, le cas échéant, avec les instances chargées de l'élaboration de ces documents.

A ce sujet, une analyse particulière des dispositions du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur (P.O.S. du Secteur Sauvegardé) sera effectuée.

La Ville de LILLE s'engage à fournir tous les documents en sa possession qui pourraient lui être nécessaires.

La Ville de LILLE s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des Services Publics, des Administrations et des particuliers afin de lui faciliter l'accomplissement de sa mission.

En outre, la SO.RE.LI. pourra, avec l'accord exprès et préalable de la Ville de LILLE, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques dont le concours paraît nécessaire. Ils ne pourront être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux Collectivités Locales, aux Etablissements Publics et aux organismes en dépendant, notamment par application des dispositions du Décret du 28 Février 1973 portant réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

La SO.RE.LI. pourra également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières propres à la mission qui lui est confiée.

En outre, elle participera, à la demande de la Ville de LILLE, à toutes réunions qu'elle organisera pour l'examen de problèmes afférents à l'opération envisagée.

Article 3 : Définition des études

En vue de définir les conditions dans lesquelles cette opération pourrait être réalisée, la Ville confie à la SO.RE.LI. le soin d'effectuer toutes les études nécessaires sur les plans technique, financier, administratif, juridique :

- étude de faisabilité et de programme,
- encadrement et suivi des études techniques d'ingénierie (jusqu'à l'APS),
- confection et dépôt de la demande de permis de construire,
- présentation à la Ville du bilan financier prévisionnel et des moyens de financement susceptibles d'être mis en œuvre,

Article 4 : Délai de réalisation des études

Les études devront être réalisées dans un délai 4 mois (compte non tenu des délais nécessaires à l'approbation des éléments du dossier) à compter de la notification par la Commune à la SO.RE.LI. de la date de réception par le représentant de l'Etat de la présente convention.

Article 5 : Prix des études

Le prix des études est fixé à la somme des éléments suivants :

- 1) Coût franc pour franc des études sous-traitées à des tiers, tel qu'il résultera, taxe comprise, des factures et mémoires, y compris les indemnités de résiliation anticipée de contrat, dans l'hypothèse où cette résiliation aurait été imposée du fait de la Ville ou de l'Administration.

A titre indicatif, leur coût global peut être estimé approximativement à 29 080,00 F hors taxes soit un prix de 34 488,00 F toutes taxes comprises (voir annexe 1).

- 2) Etudes réalisées par la SORELI programme de l'opération et couverture des frais généraux de la SORELI. En contrepartie des études réalisées directement par la SORELI et des tâches de coordination des diverses études, de l'établissement du programme de l'opération fait en application des indications de la Ville de discussion des contrats avec les hommes de l'art, de l'établissement du bilan financier et du montage juridique, de l'établissement des divers exemplaires du dossier, il sera versé à la SORELI une somme forfaitaire de 15 340 Francs hors taxes soit 18 193 Francs toutes taxes comprises (voir annexe 2).

Article 6 : Modalités de paiement

Après examen du dossier d'études, si la Ville décide de confier la réalisation des travaux à la SORELI, le coût des études tel que défini à l'article 5, alinéas 1 et 2 ci-dessus, sera pris en compte dans le bilan de l'opération.

Si, par contre, après que la SORELI lui ait remis le dossier d'études, la Ville décidait de ne pas lui confier la réalisation de l'opération, ou si, décidant de la lui confier, elle n'obtenait pas l'approbation des autorités compétentes, elle supporterait entièrement et définitivement le coût des études, majoré des frais financiers.

Il en serait de même dans l'hypothèse où la Ville ayant décidé de confier la réalisation de l'opération à la SORELI, celle-ci, pour quelque raison que ce soit, ne pourrait y procéder.

En tout état de cause, le prix des études prévu à l'article 5, alinéas 1 et 2, sera réglé par la Ville à la SORELI en une seule fois au plus tard un mois après la remise du dossier d'études et la facture correspondante.

Article 7 : Commercialisation des locaux

La SORELI assurera la commercialisation des immeubles rénovés moyennant la rémunération prévue en annexe 3 à la présente convention, diminuée de 10%.

Ces prestations seront facturées à la Commune et payables dans les quinze jours de leur envoi à la Commune par la SORELI.

Article 8 : Domiciliation

Les sommes à régler par la Ville à la SORELI en application de la présente convention, seront versées au compte N° 30 324509 000 000 39 364 ouvert à la TRESORERIE GENERALE, 82 Avenue Kennedy 59033 LILLE CEDEX.

Article 9 : Propriété des Documents

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat seront la propriété de la Ville de LILLE qui pourra les utiliser sous réserve des droits résultant de la propriété artistique.

La Société s'engage à ne pas communiquer à des tiers les documents qui pourraient lui être remis au cours de sa mission sauf accord exprès de la Commune.

Article 10 : Règlement des litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

FAIT A LILLE
le :

Le Président de la SO.RE.LI.

Le MAIRE DE LILLE

Monsieur Marceau FRISON
Premier Adjoint au Maire de LILLE

Monsieur Pierre MAUROY
Premier Ministre

ANNEXE 1

COUT DES ETUDES REALISEES PAR DES TIERS

- ETUDES DE FAISABILITE	5 000,00 F H.T.
- * A.P.S. : 23 850,00 F × 0,8	19 080,00 F H.T.
dont	
B.E.T.	-
Architecte	-
* Contrôleur Technique	5 000,00 F H.T.
	29 080,00 F H.T.
	<hr/>
SOIT UN PRIX DE	34 488,00 F T.T.C.

ANNEXE 2

DETAIL DES REMUNERATIONS

Détail des rémunérations prévues à l'article 10 du Fonds d'Aménagement Urbain, établi sur les bases de la circulaire du 8 MAI 1981 du Ministère de l'Urbanisme et du Logement.

REMUNERATION DE LA SO.RE.LI.

Cette rémunération correspond aux prestations suivantes :

- * Etudes des besoins - définition du programme (dispositions et agencements, relations avec les concepteurs sauf levé de géomètre et analyse technique)...10 Jours
- * Coordination du dossier d'ensemble, montage juridique et financier 5 Jours
(Directeur d'Etudes)

+ Coût direct

Prestation :

Ingénieur (assimilé chargé d'études)

15 000 F 15 Jours soit : 10 227,00 F.

+ Coût complémentaire

Charges communes : 1,50 5 113,00 F.

+ Prix de revient Hors Taxes 15 340,00 F.

+ Marge bénéficiaire p.m.

+ T.V.A. 2 853,00 F.

PRIX DU DEVIS, TAXES INCLUSES 18 193,00 F.

Arrêté n° 74-4/P du 6 février 1974 relatif aux commissions perçues par les Intermédiaires en matière de ventes et de locations immobilières.

Le ministre de l'économie et des finances.

Vu l'ordonnance n° 45-1 483 du 30 juin 1945 relative aux prix ;

Vu la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, notamment ses articles 5 et 6.

Vu le décret n° 72-676 du 20 juillet 1972, notamment ses articles 66 dans son second alinéa, 73, 74 et 78 dans ses deux premiers alinéas ;

Après avis du comité national des prix,

ARRETE :

Article 1 :

La rémunération de l'ensemble des personnes qui se livrent ou prêtent leur concours à une opération de location ou de vente d'un Immeuble appartenant à autrui à usage d'habitation, ou à usage professionnel, ou à usage d'habitation et professionnel, de cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à une attribution en jouissance ou en propriété d'un Immeuble affecté à ces usages, de cession de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un tel immeuble, ne peut être supérieure à celle qui résulte de l'application du barème annexé au présent arrêté.

Elle couvre toutes les prestations de services concourant suivant les usages à la réalisation de l'opération à l'exclusion des honoraires des officiers publics et ministériels et des frais dus aux établissements de crédit.

Article 2 :

Les rémunérations maximales résultant du barème ci-annexé s'entendent toutes taxes comprises à l'exclusion des droits de timbre et d'enregistrement.

Article 3 :

Lorsque la charge de la rémunération est partagée entre le vendeur et l'acheteur ou entre le preneur et le bailleur, la rémunération totale ne peut excéder celle définie par le présent arrêté et son annexe.

Article 4 :

Le présent arrêté ne s'applique pas :

Aux locations dites saisonnières de locaux meublés d'une durée maximum non renouvelable de quatre-vingt-dix jours ;

Aux opérations conclues avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, même si le versement effectif de la rémunération à percevoir par l'intermédiaire ne

doit intervenir que postérieurement à cette date, à condition toutefois que l'accord des parties ait été effectivement constaté à cette date dans un seul acte écrit contenant leur engagement.

Article 5 :

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, cessent d'être applicables les dispositions relatives aux opérations couvertes par le présent texte figurant dans les arrêtés préfectoraux fixant le niveau des honoraires perçus par les intermédiaires qui prêtent leur concours à ces opérations.

Fait à Paris, le 6 Février 1974.

VALERY GISCARD D'ESTAING.

ANNEXE

Barème fixant le taux maximum des rémunérations définies aux articles 1^{er} et 2.

I. VENTE

Jusqu'à 50.000 F	8%
De 50 à 100.000 F	7%
De 100 à 150.000 F	6%
De 150 à 350.000 F	5%
De 350 à 700.000 F	4%
Au-dessus	libre

II. LOCATION

Montant maximum de la rémunération à percevoir :

- Locations inférieures à un an :

10 p. 100 du loyer net de charges de la période couverte par le contrat de location.

Si le loyer mensuel excède 1 000 F le taux maximum applicable est de :

9 p. 100 sur la part correspondant à la tranche de loyer mensuel comprise entre 1 000 F et 1 500 F :

8 p. 100 sur la part correspondant à la tranche du loyer mensuel comprise entre 1 501 F et 2 000 F :

7 p. 100 sur la part excédant 2 001 F.

- Locations supérieures ou égales à un an :

10 p. 100 du loyer net de charges de la première année plus 1 p. 100 par année supplémentaire de durée du bail.

Si le loyer annuel excède 12 000 F le taux applicable au loyer de la première année est de :

9 p. 100 sur la part de loyer annuel comprise entre 12 001 F et 18 000 F :

8 p. 100 sur la part de loyer annuel comprise entre 18 001 F et 24 000 F :

7 p. 100 sur la part de loyer annuel excédant 24 001 F.

(Bulletin officiel des services des prix,
7-2-74 rectificatif du 20-2-74)

Les honoraires de rédaction d'actes peuvent être perçus en plus des honoraires de négociation.

Arrêté n° 75-9/P relatif aux commissions perçues par les Intermédiaires en matière de vente et de location immobilières.

Le ministre de l'Economie et des Finances,

Vu l'ordonnance n° 45-1 83 du 30 juin 1945 relative aux prix ;

Vu la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, notamment ses articles 5 et 6 ;

Vu le décret n° 72-676 du 20 juillet 1972, notamment ses articles 66 dans son second alinéa 73, 74 et 78 dans ses deux premiers alinéas ;

Vu l'arrêté n° 74-4/P du 6 février 1974,

Après avis du comité national des prix.

Arrêté

Article unique :

L'article 1^{er} de l'arrêté n° 74-4/P du 6 février 1974, relatif aux commissions perçues par les intermédiaires en matière de vente et de location immobilières est modifié et complété comme suit dans son premier alinéa.

Elle couvre toutes les prestations de services concourant suivant les usages à la réalisation de l'opération, à l'exclusion des honoraires des officiers publics et ministériels : des frais dus aux établissements de crédit et des honoraires pour rédaction de bail, calculés selon le barème en vigueur dans chaque département lorsqu'il s'agit de locations égales ou supérieures à un an.

Fait à Paris, le 13 février 1975.

T.V.A.

Les honoraires des actes rédigés dans le cadre de la gestion d'immeubles ou à l'occasion d'opérations d'entremise en matière immobilière doivent être imposés au taux intermédiaire (17,60%) en application de l'article 88 de l'annexe III du C.G.I.

**N° 83/2/429 : Eclairage public
Fourniture de lampes
durant les années 1984 à 1986
Marchés à commandes
Dossier d'exécution**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de permettre l'acquisition des lampes d'éclairage public nécessaires à la maintenance du réseau et, notamment, au remplacement systématique souhaité par la Municipalité, la Direction Générale des services techniques a établi un dossier en vue d'attribuer les marchés à commandes par voie d'appel d'offres ouvert, dans les conditions fixées par les articles 273-296-298 à 300 du Code des marchés publics.

Les marchés seraient répartis en deux lots :

- Lot n° 1 : fourniture de lampes fluo-ballon, de lampes à incandescence et de tubes fluorescents.
- minimum annuel prévu : 150.000 Francs
- maximum annuel prévu : 230.000 Francs
- Lot n° 2 : fourniture de lampes sodium haute pression tubulaires et ovoïdes et lampes à iodures.
- minimum annuel prévu : 250.000 Francs
- maximum annuel prévu : 400.000 Francs

Les marchés qui interviendront seront valables un an à compter du 1^{er} janvier 1984, avec possibilité de tacite reconduction sans que leur durée totale puisse excéder trois ans.

En accord avec votre Commission de l'urbanisme, du logement et du domaine public qui s'est réunie le 3 novembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir adopter le dossier présenté et, notamment, le cahier des clauses administratives particulières devant servir de base à la consultation publique.

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**N° 83/2/430 : Fourrière Municipale
Déplacement d'un véhicule automobile
Exonération des frais au
propriétaire (Société DLM)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 avril 1983, le véhicule immatriculé 661 MV 59, appartenant à la Société de Location DLM, sise à Lille 32 place de la Gare, se trouve en stationnement régulier place des Buisses.

Le jour même avait lieu la visite du Président de la République ; par mesure de sécurité, le véhicule est déplacé.

Compte-tenu que les panneaux d'interdiction de stationner n'avaient pas été posés avant que la véhicule soit garé à cet endroit, et en accord avec la commission de la Voie Publique réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à la demande de la Société DLM tendant à obtenir l'exonération des frais de déplacement du véhicule lui appartenant.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 936.4 du budget, sous l'intitulé « Frais exceptionnels de la Voirie Routière ».

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**N° 83/2/431 : Fourrière Municipale
Déplacement d'un véhicule automobile
Exonération des frais au
propriétaire (DONDEYNE)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 avril 1983, le véhicule immatriculé 2986 KZ 62, appartenant à Monsieur Francis DONDEYNE, domicilié à BOUVIGNY BOYEFFLES (62171), stationne rue Charles Debierre.

Le même jour, était prévu le passage de Monsieur le Président de la République ; par mesure de sécurité, le véhicule est déplacé.

Compte tenu que les panneaux d'interdiction de stationner n'étaient pas encore posés lors de cette opération, et en accord avec la commission de la Voie Publique réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à la demande de l'intéressé tendant à obtenir l'exonération des frais de déplacement de son véhicule.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 936.4 du Budget, sous l'intitulé « Frais exceptionnels de la Voirie Routière ».

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**N° 83/2/432 : Fourrière Municipale
Déplacement d'un véhicule automobile
Remboursement des frais au
propriétaire (HAESAERT)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 avril 1983, le véhicule immatriculé 3346 GJ 59, a été déplacé de la rue Charles Debierre, en raison du passage de Monsieur le Président de la République.

De l'enquête effectuée, il ressort que cette automobile appartient à Madame HAESAERT Michèle, domiciliée à Mons en Barœul, 23, rue Jules Ferry.

Compte-tenu que l'intéressée avait garé son véhicule avant que les panneaux d'interdiction de stationner soient mis en place, et en accord avec la commission de la Voie Publique réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à sa demande tendant à obtenir le remboursement d'une somme de 49,80 F, représentant les frais de déplacement de son bien.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 936.4 du budget, sous l'intitulé « Frais exceptionnels de la Voirie Routière ».

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**N° 83/2/433 : Fourrière Municipale
Déplacement d'un véhicule automobile
Exonération des frais au
propriétaire (PARENT)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 25 avril 1983, le véhicule immatriculé 2037 JM 59, appartenant à Monsieur Jules PARENT, domicilié 21 sentier de Lannoy à TOUFFLERS (59390), stationne rue Charles Debierre.

Le même jour, était prévu le passage de Monsieur le Président de la République ; par mesure de sécurité, le véhicule est déplacé.

Compte tenu que les panneaux d'interdiction de stationner n'étaient pas encore posés lors de cette opération, et en accord avec la commission de la Voie Publique réunie le 1^{er} décembre 1983, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à la demande de l'intéressé tendant à obtenir l'exonération des frais de déplacement de son véhicule.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 936.4 du Budget, sous l'intitulé « Frais exceptionnels de la Voirie Routière ».

Adopté

Voir compte rendu p. 962

**N° 83 / 2 / 434 : Tarif des droits de voirie
Rajustement**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 82 / 8057 du 17 décembre 1982, le tarif des droits de voirie sur le territoire de Lille et d'Hellemmes-Lille a été relevé avec effet aux 1^{er} janvier et 1^{er} avril 1983 ; la première de ces dates concerne les taxes et redevances annuelles, la seconde ayant trait aux taxes et redevances journalières, mensuelles ou trimestrielles.

Pour l'application de ces mesures, le territoire de Lille est divisé en quatre zones :

- la hors zone ou hyper centre commercial ;
- la première zone, soit le centre-ville ;
- la deuxième zone, délimitée par les boulevards Jean-Baptiste Lebas, Victor Hugo, Montebello, Vauban, rues Léonard Danel et d'Angleterre ;
- la troisième zone ; cette dernière comprend à la fois la Ville d'Hellemmes- Lille et le reste du territoire de Lille.

Il conviendrait de rajuster le tarif des droits de voirie ; une hausse de 5% nous paraît justifiée.

Ces mesures prendraient effet à compter du :

- 1^{er} janvier 1984 en ce qui concerne les taxes et redevances annuelles,
- 1^{er} avril 1984 pour toutes les taxes et redevances journalières, mensuelles ou trimestrielles.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du logement et du domaine public réunie le 5 octobre 1983, nous vous demandons de bien vouloir ratifier ces propositions et adopter le tarif ci-annexé, modifié et complété en fonction des dispositions qui précèdent.

Adopté

Voir compte rendu p. 963

TARIF DE VOIRIE

Ce tarif est fixé ainsi qu'il suit conformément aux dispositions de la délibération du Conseil Municipal n°

CHAPITRE I

Stationnements et dépôts temporaires sur la voie publique.

Zones - Pour l'application des taxes, le territoire de la Ville de Lille est divisé en quatre zones :

1) la hors zone - comprenant les voies suivantes :

Places du Général de Gaulle, du Théâtre, rues des Manneliers, de la Bourse, des Sept Agaches, des Trois Couronnes, Faidherbe, place de la Gare ; rue de Tournai (entre la place de la Gare et la rue du Molinel), boulevard Carnot (entre la place du Théâtre et la rue des Arts) ; rue Nationale (entre la place du Général de Gaulle et le boulevard de la Liberté) ; rues Esquermoise, Grande Chaussée, des Chats Bos-sus, Neuve, de Béthune ; places de Béthune, Richebé (côté Nord-Ouest) ; rues du Sec Arembault, de Paris (entre la place du Théâtre et la rue du Sec Arembault) et des Ponts de Comines (entre la rue de Paris et la rue Faidherbe).

2) la première zone - délimitée par les voies suivantes qui y sont incluses :

Porte de Roubaix ; rues du Vieux Faubourg, des Buisses ; place des Buisses ; rue du Molinel ; place Richebé (partie Est et partie Sud) ; boulevard de la Liberté, rue de Tenremonde ; place de l'Arsenal, rues Thiers, Basse ; place des Patiniers ; rue des Arts ; boulevard Carnot.

3) la deuxième zone - délimitée par les voies suivantes qui y sont incluses :

Rue Blanqui, boulevards du Maréchal Vaillant, Louis XIV, Jean-Baptiste Lebas, Victor Hugo ; place Barthélémy Dorez ; boulevard Montebello ; place Cormontaigne ; boulevard Bigo Danel ; place du Maréchal Leclerc ; boulevard Vauban ; squares Daubenton, du Ramponneau ; rue Léonard Danel ; rues d'Angleterre, de la Monnaie ; place Louise de Bettignies ; rue de Gand ; rue de Courtrai ; place aux Bleuets, rue des Urbanistes (jusqu'au boulevard Carnot) ; boulevards Louis Pasteur et Emile Dubuisson ; l'emprise de la Foire Commerciale.

4) la troisième zone - comprend le reste du territoire (y compris celui d'Hellemmes-Lille)

Pour les immeubles situés à l'angle des rues comprises dans deux zones différentes, le tarif à appliquer sera, pour les deux façades, celui de la catégorie supérieure.

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
1	Distributeur mobiles sur chariots de carburant spécial pour moteur 2 temps	par unité et par an	115,27	115,27	115,27	115,27	
2	Appareils indicateurs et rues plans	par unité et par an	35,49	28,40	21,26	14,11	
3	Potelets d'arrêt de transport en commun, comportant des panneaux itinéraires et publicitaires	par unité et par an	8,84	8,84	8,84	8,84	
4	Emprises en bordure de trottoir (tableaux, etc.) Droit d'établissement Taxe annuelle	au M ² "	26,75 13,37	22,56 11,27	18,36 9,24	14,22 7,08	Mesures prises en élévation
5	Barrières de rues interrup- tion de la circulation pour travaux privés	par unité et par jour	26,65	22,45	18,25	14,11	
6	Palissades en saillie sur la voie publique a) sans recouvrement publicitaire	au m1 et par jour					les installations placées à l'intérieur des clôtures et ne présentant pas de saillie sur la voie publique ne sont pas taxées
	1 ^r trimestre		0,95	0,73	0,56	0,39	
	2 ^e trimestre		1,02	0,79	0,62	0,50	
	3 ^e trimestre		1,13	0,95	0,73	0,62	a) longueur des retours compris
	4 ^e trimestre et suivants		1,19	1,02	0,79	0,73	b) superficie des retours compris

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
	b) publicitaires	au m ² de palissade et par jour					
	1 ^{er} trimestre		0,85	0,73	0,50	0,39	
	2 ^e trimestre		1,75	1,52	1,02	0,73	
	3 ^e trimestre		3,50	3,00	1,98	1,52	
	4 ^e trimestre		6,97	6,00	3,97	3,00	
	c) publicitaires agréés	au m ² et par jour					
	1 ^{er} trimestre		0,50	0,39	0,33	0,28	
	2 ^e trimestre		1,02	0,73	0,62	0,50	
	3 ^e trimestre		1,98	1,52	1,24	1,02	
	4 ^e trimestre et suivants		3,97	3,00	2,49	1,98	
7	Occupation du domaine public sans clôture	au m ² et par jour	2,04	1,64	1,30	1,02	7-8 toute publicité est interdite sur les emprises à l'exception des pan- neaux de 1 m ² maxi- mum indiquant les noms des entrepre- neurs de travaux. Si ces panneaux sont plus grands ils sont taxés
8	Echafaudage	au m ² et par jour					
	1 ^{er} trimestre		1,02	0,73	0,62	0,45	
	2 ^e trimestre		1,13	0,79	0,73	0,50	
	3 ^e trimestre		1,19	0,95	0,79	0,62	
	4 ^e trimestre et suivants		1,24	1,02	0,90	0,73	
9	Etats, contrefiches ou pieux appuyés sur la voie publique en dehors des clôtures	par unité et par jour	7,09	5,84	4,76	3,51	
10	Grues, appareils de levage placés au développant en saillie sur la voie publique	au m ² et par jour	1,02	0,90	0,73	0,62	

10 - Droit basé sur
la surface horizon-
tale de l'emprise
(voir 6)

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMES ZONE	OBSERVATIONS
11	Basculs pèse-personnes	par unité et par jour	355,00	257,52	212,44	168,79	
12	Kiosques-abris	par m ² et par an	17,68	14,74	11,84	8,84	
13	Etalages ou dépôts sur la voie publique	par m ² et par mois	26,65	22,22	17,68	13,21	
	Dépôts occasionnels et podiums	par m ² et par jour	1,19	1,13	0,90	0,67	
14	Terrasses	au m ² et par an	21,26	18,82	16,38	13,94	
	Stationnements ; artistes photographes, démonstra- teurs, abatteurs posticheurs ou installation faite dans un but de réclame ou de vente (dégustation gratuite comprise)	par m ² et par jour	6,24	5,39	4,36	3,51	
16	Ponts et transporteurs installés en travers des trottoirs	au m ¹ et par trimestre	203,72	168,34	132,90	97,46	16 - Occupation moins de 3 jours par semaine demi-tarif
17	Tambours sur la voie publique	au m ² et par an	354,99	293,02	230,87	168,73	17 - Surface de l'em- prise faite sur le sol de la voie publique
18	Grilles et écrans non publicitaires publicitaires	au m ¹ et par mois	8,84 17,68	7,37 14,74	5,89 11,84	4,47 8,96	18 - La raison sociale est considérée comme publicité

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
18 bis	Commerce accessoire						18 bis-redevance égale au triple de cel- le fixée au n° 13 (éta- lages) calculée au 1/2 m ² avec minimum de 1,50 m ²
19	Supports à bicyclettes	par logements et par mois	8,84	7,37	5,89	4,47	
20	Stationnement de véhicules sur la voie publique a) aux endroits désignés suivant dérogation spéciale	au m ² et par jour	1,75	1,75	1,02	1,02	20-Une exonération pourra être accordée par le Maire aux véhicules apparte- nant à des œuvres sociales ou à carac- tère officiel
	b) véhicules publicitaires ou d'exposition	au m ² et par jour	6,24	5,39	4,47	3,51	
	c) forains	"	0,57	0,57	0,39	0,39	
21	Stationnement de marchands des 4 saisons, de glace, de pommes de terre frites, de confiserie, etc...	au m ² et par mois	26,65	26,65	17,78	17,78	21-Aux emplace- ments désignés en dehors de ceux ré- servés aux marchés
22	Taxis	par véhicule et par mois	21,26	21,26	21,26	21,26	

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMES ZONE	OBSERVATIONS
<p style="text-align: center;"><u>CHAPITRE II</u></p> <p style="text-align: center;"><u>DROIT APPLICABLE AUX CONSTRUCTIONS EN BORDURE</u></p> <p style="text-align: center;"><u>DE LA VOIE PUBLIQUE</u></p>							
23	a) clôture ou façade de bâtiment	au m ²	6,24	5,39	4,47	3,51	23-a) applicable au produit de la longueur par la hauteur du bâtiment du niveau du trottoir à celui du brisis de toiture à l'alignement. Les parties à claire-voie comprises dans le mesurage son assujetties au 1/2 droit b) applicable à la partie surélevée
	b) surélévation de clôture	au m ²	6,24	5,39	4,47	3,51	
24	Modification de baies, de portes ou fenêtres	par unité	35,49	29,54	23,70	17,68	25 - Ces ouvrages dont la saillie excède les dimensions fixées par le code des arrêtés municipaux sont taxés au double tarif
25	Auvents, marquises, corniches de plus de 0,36 m de saillie						
	– Droit d'établissement	au m ²	35,49	29,54	23,70	178,68	
	– Taxe annuelle	au m ²	17,74	14,76	11,84	8,84	

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMES ZONE	OBSERVATIONS
26	a) balcons, loggias, vérandas pour chaque étage de construction. Droit d'établissement	au m ²	131,71	109,25	85,67	62,14	
	b) bow-windows, tourelles et autres constructions fer- mées en encorbellement pour chaque étage de cons- truction. Droit d'établis- sement.	au m ²	266,26	225,04	183,81	142,60	Exemptions immeu- bles de l'état, des départements des communes ou des établissements pu- blics, immeubles clas- sés ou inscrits à l'in- ventaire prévu par la loi du 31.12.1913. Surface taxable produit de la plus grande saillie par la plus grande lon- gueur parallèle au mur de face.
27	Bannes ou garde-soleil						
	Droit d'établissement	au m ²	14,28	11,91	9,64	7,31	
	Taxe annuelle	au m ²	7,14	5,95	4,82	3,65	Mesures prises en projection horizon- tale
28	Lambrequins et stores verticaux avec inscription						
	Taxe annuelle	au m ²	14,28	11,91	9,58	7,31	

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
29	Canalisation aérienne, distributrices d'essence, partant d'une borne placée à l'intérieur des immeubles en bordure de la voie publique	par unité et par an	177,52	177,52	177,52	177,52	
	Appareils à multiple débit	par unité et par an	266,26	266,26	266,26	266,26	
30	Devantures commerciales, façades neuves ou répara- tions, parements divers, grilles de protection Droit d'établissement	au m ²	26,65	22,45	18,31	14,28	Mesures prises en élévation seulement compris d'une saillie fixée par le Code des arrêtés municipaux
31	Déversoir à drèche a) jusque 2 mètres de saillie Droit d'établissement Taxe annuelle	par unité "	266,26 133,13	266,26 133,13	266,26 133,13	266,26 133,13	
	b) au-dessus de 2 mètres de saillie Droit d'établissement Taxe annuelle	" "	674,22 337,10	674,22 337,10	674,22 337,10	674,22 337,10	
32	Enseignes, attributs, lettres détachées, panneaux, etc. de plus en 0,05 de saillie sur le nu du mur à l'alignement						Droits et taxes calculées d'après l'article du règlement de voirie

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMES ZONE	OBSERVATIONS
	a) réglementaires :						
	1° saillie maximum : 0,50 perpendiculaires : hauteur maximum : 0,60 m parallèles :						
	pas de limite						
	Droit d'établissement	au m ²	26,65	22,45	18,31	14,28	
	Taxe annuelle	"	13,32	11,22	9,16	7,14	
	2° saillie 0,51 à 1 m						
	perpendiculaires : hauteur maximum 1,00 m						
	parallèle : hauteur maximum 1,75 m						
	Droit d'établissement	au m ²	53,23	44,23	35,49	26,53	
	Taxe annuelle	au m ²	26,26	22,11	17,74	13,26	
	3° saillie 1,01 à 1,75 m						
	perpendiculaires et parallèles hauteur maximum 1,75 m						
	Droit d'établissement	au m ²	79,72	67,92	56,07	44,23	
	Taxe annuelle	au m ²	39,86	33,96	28,03	22,11	
	b) extra-réglementaires :						
	(sortant des gabarits)						
	Droit d'établissement	au m ²	124,23	103,30	82,67	61,97	
	Taxe annuelle	au m ²	62,11	51,65	41,33	30,99	

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
	c) <u>texte interchangeable</u>	double tarif					
33	Calicots Droits d'établissement	au m ²	20,41	16,83	13,26	9,74	validité fixée à 2 mois à l'expiration de laquelle tout calicot non enlevé sera taxé pour une nou- velle période de 2 mois
34	Vitrines suspendues à la devanture ou au mur de face et vitrines fixes avec porte s'ouvrant extérieu- rement. Distributeurs de confiserie ou autres petits articles Droit d'établissement Taxe annuelle	 au m ² au m ²	 53,23 26,62	 44,23 22,11	 35,49 17,74	 26,42 13,21	
35	Monte-charge, appareils de levage Droit d'établissement Taxe annuelle	à l'unité "	709,99 354,99	591,77 295,88	473,38 236,69	354,99 177,52	
36	Monorails Droit d'établissement Taxe annuelle	par unité "	213,01 106,50	177,52 88,76	142,03 71,01	106,53 53,27	Applicable aux por- tes ayant une saillie supérieure au gabarit.
37	Portes à glissière Droit d'établissement Taxe annuelle	au m ² au m ²	26,42 13,21	22,40 11,19	18,31 9,16	14,28 7,14	Surface mesurée en projection verticale

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES ET OBJETS	MODE DE TAXATION	HORS ZONE	1 ^{ERE} ZONE	2 ^{EME} ZONE	3 ^{EME} ET HELLEMMES ZONE	OBSERVATIONS
38	Tuyaux de ventilation ou autres Droit d'établissement Taxe annuelle	au m ¹ "	26,42 13,21	22,40 11,19	18,31 9,16	14,28 7,14	38-Applicable aux tuyaux ayant une saillie supérieure au gabarit.
39	Vitrines et devantures commerciales ayant une saillie supérieure à 16 cm Droit d'établissement Taxe annuelle	au m ² "	53,23 26,62	44,23 22,11	35,49 17,74	26,42 13,21	Mesures prises en élévation
40	Spectacles ambulants a) cirque avec ménagerie b) cirque sans ménagerie c) cirque familial d) spectacles de variétés (podium, chapiteau)	par jour par jour par jour par m ² et par jour	532,18 354,71 53,23 0,73	532,18 354,71 53,23 0,57	532,18 354,71 53,23 0,39	532,18 354,71 53,23 0,39	

22 Décembre 1983

- 1 166 -

- a) le minimum de perception des droits est fixé à 30,00 Francs. La somme de 30,00 Francs sera également exigée pour la délivrance des certificats de numérotage des immeubles.
- b) le droit d'établissement est exigible pour toute modification d'emprise ou changement d'emplacement ou remplacement éventuel.
- c) les taxes ne sont pas fractionnables. Les taxes annuelles sont dues pour les emprises existant au 1^{er} janvier, quelle que soit la date de la suppression de celles-ci.
- d) le bénéficiaire des objets taxés et propriétaire (ou l'usufruitier concernés sont responsables solidairement du paiement des droits et taxes)
- e) les emprises sur la voie publique qui ne sont pas reprises dans la nomenclature seront taxées par assimilation. Les fractions de mètre sont comptées pour un mètre.
- f) une surtaxe de 50% des redevances ci-dessus sera applicable dans un délai d'un mois à tout administré n'ayant pas obtenu l'autorisation de voirie exigible préalablement à l'exécution de tous travaux ou de toutes emprises sur la voie publique, sans que cette mesure puisse être considérée comme entraînant autorisation.

**N° 83/2/435 : Transfert de la gestion des parcs
de stationnement**

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 31 décembre 1966 a transféré aux communautés urbaines la compétence relative au stationnement.

Cependant, les maires conservent les pouvoirs de police sur la voie publique.

Il en résulte que le stationnement payant relève des deux administrations distinctes : les villes et les communautés urbaines.

Dans ces conditions, la Communauté Urbaine a souhaité que la Ville assure la gestion du stationnement et il est proposé que cette compétence relève de la Ville de Lille dès le 1^{er} janvier 1984.

La Communauté Urbaine de Lille avait concédé l'exploitation des parcs de stationnement République, Carnot et Nouveau Siècle à la Société SOGEPARC LILLE.

Le Conseil de Communauté Urbaine réuni le 28 janvier 1983 a demandé que la Ville soit chargée des modalités financières relatives à la gestion de ces parcs.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public réunie le 5 octobre 1983 nous vous proposons :

- 1° d'émettre un avis favorable à la reprise par la Ville de Lille de la gestion des parcs de stationnement
- 2° d'autoriser M. le Maire à signer les conventions, dont certaines modalités sont encore à l'étude et qui lieront la Société SOGEPARC-LILLE, la Communauté Urbaine et la Ville de Lille
- 3° de prévoir l'inscription d'un crédit de 810 000 Francs au budget primitif de 1984 pour couvrir les dépenses relatives à l'exploitation du parc République, l'équilibre financier des parkings Carnot et Nouveau Siècle serait assuré.

Adopté

Voir compte rendu p. 963

**N° 83 / 2 / 436 : Syndicat Intercommunal de création
et de gestion de la fourrière pour
animaux errants de Lille et ses
environs - Construction de la
fourrière - Participation des
techniciens municipaux
Convention**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par arrêtés en date des 12 octobre et 30 décembre 1981, Monsieur le Préfet du Nord a autorisé la création d'un Syndicat Intercommunal de création et de gestion de la fourrière pour animaux errants de Lille et ses environs, dont l'objet est d'assurer les obligations des communes quant à la capture, la garde et l'abattage des animaux errants.

Pour accomplir cette mission, le Syndicat Intercommunal a décidé la construction d'une fourrière sur un terrain communal situé rue de Bargues à Lille, dont il a obtenu la jouissance par bail emphytéotique et a souhaité confier aux Services Techniques de la Ville de Lille l'étude et la réalisation de ces travaux.

Par délibération n° 82 / 8038 du 16 octobre 1982, vous avez autorisé le concours des techniciens de la Ville de Lille à ce projet, et fixé à 4 % du montant des travaux, le taux des honoraires à verser par le Syndicat Intercommunal.

Cependant, la circulaire n° 70 / 418 du 18 septembre 1970 qui a défini les règles applicables aux concours apportés par les Services Techniques des collectivités locales a subi plusieurs modifications et notamment quant au calcul des honoraires dont le taux est porté à 5,37 % du montant des travaux réalisés.

En conséquence, nous vous demandons :

- 1) d'annuler la délibération n° 82 / 8038 du 16 octobre 1982,
- 2) de nous autoriser à intervenir à la convention qui déterminera les obligations et charges réciproques de la Ville de Lille et du Syndicat Intercommunal, modifiée compte tenu de ce qui précède,

3) d'accepter le mode de répartition défini ci-après, à savoir :

- part de la Ville : 25 %
- part à répartir entre les techniciens : 75 %

4) d'admettre en recette les honoraires évalués à 99.612,14 F qui seront versés à la Ville et comptabilisés au chapitre 931-1, article 708,

5) de décider l'imputation des dépenses estimées à 74.709,10 F et destinés au règlement des honoraires des techniciens sur les crédits inscrits au chapitre 931-1 du budget, sous l'intitulé « Personnel permanent ».

Adopté

Voir compte rendu p. 963

**N° 83/2/437 : Radios Locales
Demandes de subventions au titre de 1983**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous sommes saisis au titre de l'année 1983 de demandes de subventions de la part des 3 radios locales dont le siège se trouve sur le territoire de la ville.

En accord avec le Conseil de Municipalité du 16 Décembre 1983, nous vous demandons de bien vouloir autoriser le versement d'une subvention de 14.000 F à RADIO-LILLE, de 5.000 F à RADIO JUDAICA, et de 1.000 F à RADIO CITE VAUBAN.

La somme totale de 20.000 F sera prélevée sur les décisions modificatives de 1983, par changement d'imputation de crédits ouverts au Budget Primitif.

Adopté

Voir compte rendu p. 913

**N° 83/2/438 : Commune Associée d'Hellemmes
Service spécial de transport scolaire à
destination du C.E.S. St Exupéry
Participation financière des familles
Dispositions complémentaires**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 83/2/236 en date du 22 Octobre 1983, vous avez décidé de réclamer une participation financière aux familles dont les enfants fréquentent le service spécial de transport scolaire à destination du C.E.S. ST EXUPERY.

Dans le but de ne pas pénaliser les utilisateurs occasionnels et, en accord avec le Conseil Consultatif de la Commune Associée d'HELLEMMES, réuni le 19 Décembre 1983, nous vous proposons de décider la création de carnets d'une valeur de 19 Frs (DIX NEUF FRANCS), comportant 10 tickets, chaque ticket permettant d'effectuer un voyage.

Adopté

Voir compte rendu p. 913

**N° 83/2/439 : Tempête des 26 et 27 novembre 1983
Demande de constatation de l'état
de « catastrophe naturelle »**

MESDAMES, MESSIEURS,

Une tempête, exceptionnellement forte, a soufflé les 26 et 27 novembre 1983, touchant notamment l'agglomération lilloise.

Ce phénomène météorologique s'est manifesté sur tout le territoire de la Ville de Lille, causant de nombreux dommages matériels. En particulier des bâtiments communaux ont subi des dégâts, le coût des réparations les concernant étant évalué à 612.300 F.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles « les contrats d'assurances, souscrits par toute personne physique ou morale autre que l'Etat et garantissant les dommages d'incendie ou tous autres dommages à des biens situés en France, ainsi que les dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur, ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet de tels contrats (...) ».

L'état de « catastrophe naturelle » doit être constaté par un arrêté interministériel.

Nous vous demandons de solliciter de l'autorité centrale la constatation de cet état de « catastrophe naturelle » pour ce qui concerne la tempête des 26 et 27 novembre 1983.

Adopté

**N° 83/2/440 : Funérailles de Maître Gustave ROMBAUT
Prise en charge des frais d'obsèques**

MESDAMES, MESSIEURS,

En signe de reconnaissance des nombreux services rendus à la Collectivité par Maître Gustave ROMBAUT, décédé le 22 juillet 1983, nous avons estimé souhaitable que la Ville prenne en charge la part des frais d'obsèques correspondant aux prestations relevant du monopole communal.

Nous vous prions de bien vouloir ratifier cette proposition et de décider que la dépense évaluée à 7 147,17 F sera imputée sur les crédits inscrits à nos documents budgétaires sous la rubrique « Fêtes Publiques et Cérémonies » chapitre 940/31 - article 660, qui seront renforcés en conséquence dans le cadre des décisions modificatives du budget supplémentaire.

Adopté.
